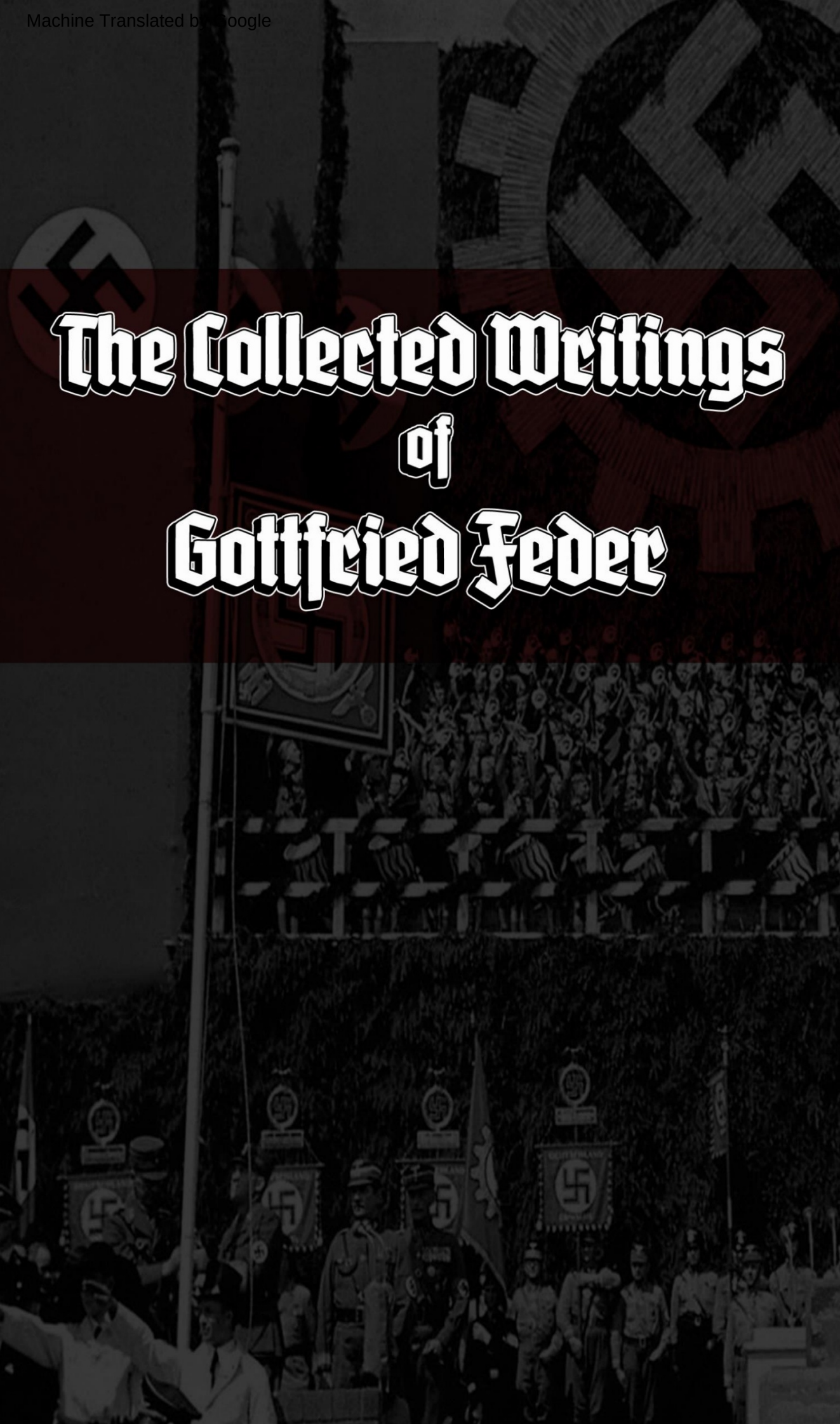
Machine Translated by Google



The Collected Writings of Gottfried Feder

Machine Translated by Google

Les écrits complets de

Gottfried Feder

Publié en Kali Yuga, 130 AH

SUDETENLAND
VERLAG

Machine Translated by Google

Table des matières

Le programme du NSDAP et ses principes généraux 5

Introduction et préface 6

1. Manifeste officiel du parti sur la position du NSDAP concernant la population agricole et l'agriculture..... 13

Politique du NSDAP en matière de propriété foncière 17

2. Les 25 points..... 21

3. Les idées de base 25

4. Exigences du programme en détail..... 32

5. Ce que nous ne désirons pas..... 52

6. Conclusion..... 53

Manifeste pour l'abolition de l'asservissement à l'intérêt 55

Mise en œuvre et justification 57

La conversion des obligations de guerre en crédit bancaire 75

Commentaires spéciaux sur la demande de loi dans le Manifeste 76

Les objections et leur réfutation 79

Suite du programme 89

L'État allemand sur des fondements nationaux-socialistes 56

Introduction et préface 92

1. Les fondements..... 97

2. Le Programme 116

3. La structure de l'État national-socialiste 122

Machine Translated by Google

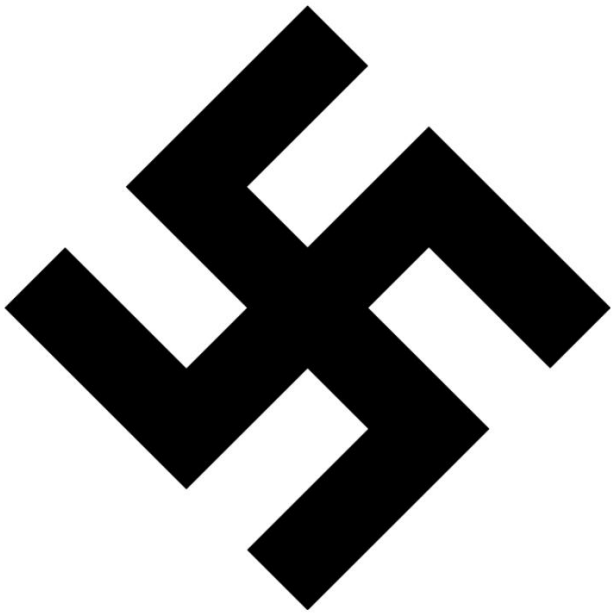
Gottfried Feder

Gottfried Feder, (27 janvier 1883, Würzburg, Allemagne - 24 septembre , 1941, Murnau), était un militant politique allemand qui fut le principal théoricien économique de la phase initiale du national-socialisme allemand.

Feder, ingénieur civil, acquit une certaine notoriété en 1919 grâce à son livre « Manifeste pour la rupture » « L'asservissement des intérêts », et son discours devant une réunion du Parti ouvrier allemand à Munich en septembre de la même année ont immédiatement inspiré Adolf Hitler. L'entrée en politique de Feder fut marquée par ses idées socialistes et anticapitalistes, qui trouvèrent ensuite leur expression dans le programme en 25 points d'Hitler pour le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) en mars 1920, ainsi que dans son propre ouvrage, « L'État allemand sur les fondements nationaux-socialistes », considéré par Hitler comme le « catéchisme du mouvement national-socialiste ». Entre 1924 et 1936, Feder siégea au Reichstag et occupa les fonctions de président du conseil économique du NSDAP (1931), de secrétaire d'État au ministère fédéral de l'Économie (1933) et de commissaire d'État au logement (1934). Cependant, avec l'adaptation générale de la politique nazie au système économique en place, le rôle de Feder au sein du parti diminua considérablement et, dès 1936, il était relégué à un quasi-oubli.

Machine Translated by Google

Le programme du National Le Parti socialiste des travailleurs allemands et ses conceptions générales



Machine Translated by Google

Récit historique de l'essor de

Le NSDAP propose une étude biographique de la carrière d'Adolf Hitler.

Adolf Hitler est né le 20 avril 1889 à Braunau-sur-l'Inn, un village de l'ancien
Bavière.

Son père, orphelin de père et de mère, avait gravi les échelons jusqu'à devenir douanier. Sa mère était issue d'une famille paysanne allemande. À treize ans, il perdit son père, puis sa mère quatre ans plus tard. Adolf Hitler était alors étudiant à la Realschuše de Linz, sur le Danube, après avoir quitté l'École nationale. Son père avait souhaité qu'il devienne fonctionnaire, mais lui-même aspirait à être artiste. Le décès de sa mère l'obligea sans plus tarder à subvenir à ses besoins.

À 17 ans, Hitler partit pour Vienne, où il ambitionnait de devenir architecte. Il gagna sa vie par ses propres moyens, d'abord comme manœuvre dans le bâtiment, préparant le mortier, puis comme dessinateur pour un architecte. À 18 ans, il s'intéressait déjà à la politique ; il devint anti-marxiste, mais n'occupa jusqu'alors aucune fonction de premier plan. Depuis sa plus tendre enfance, Hitler était un nationaliste fervent, et il espérait conjuguer les expériences sociales de sa vie active avec ses convictions nationalistes. Pendant plusieurs années, il vécut à Vienne dans une extrême pauvreté.

En 1912, il émigra à Munich, où il devint étudiant. Il n'avait jamais connu les plaisirs de la jeunesse, mais depuis le jour où il avait quitté le foyer familial avec 50 couronnes en poche, le labeur et les privations avaient été son lot. En février 1914, il parvint à se soustraire à l'obligation de servir dans l'armée autrichienne. Six mois plus tard, la guerre éclata. Il s'engagea aussitôt comme volontaire dans l'armée allemande et obtint, par une intervention directe auprès du roi Louis de Bavière, l'autorisation de rejoindre un régiment bavarois. Le 10 octobre 1914, le nouveau régiment entra en guerre.

Le 2 décembre 1914, ce volontaire de 25 ans a reçu la Croix de fer, 2e classe.
Classe.

En reconnaissance de sa bravoure lors de l'attaque du « Bayernwald » et des autres engagements près de Wytschaete, il fut affecté au service de messager, une fonction exigeant un courage et une fiabilité exceptionnels, car les rapports devaient souvent être transportés à découvert sous un feu nourri. Sa réputation se fit rapidement connaître dans tout le régiment, bien au-delà du cercle restreint de ses camarades.

Le 7 octobre 1916, il fut blessé par un éclat d'obus. En mars 1917, il rejoignit son régiment. Il reçut plusieurs autres distinctions, dont un diplôme de régiment pour bravoure exceptionnelle lors des combats près de Fontaines, et enfin la Croix de fer de première classe.

Le 14 octobre 1918, il fut grièvement blessé, comme plusieurs de ses camarades de régiment, par le gaz moutarde que les Britanniques utilisaient alors pour la première fois ; il devint temporairement aveugle. C'est pendant son hospitalisation que la Révolution américaine éclata.

Hitler décida alors de se lancer en politique. En 1919, il s'allia à un petit groupe de six hommes et fonda avec eux le Parti national-socialiste des travailleurs allemands. Il élabora les grandes lignes du programme du nouveau mouvement et en définissait la nature et les objectifs.

Machine Translated by Google

Le Noyau : Sept Hommes

En septembre 1919, Adolf Hitler prononça son premier discours devant sept hommes ; il s'adressa ensuite à des auditoires de 11, 25, 47 ; en décembre, à 111 ; en janvier 1920, à 270, et peu après, à 400.
Le 14 novembre 1920, il prit la parole lors d'un rassemblement de 1 700 personnes. Il organisa alors la propagande du jeune parti, qui, après un an d'activité, comptait 64 membres. Un an plus tard, en 1920, ce nombre atteignait déjà 3 000. L'activité propagandiste d'Hitler à Munich était telle qu'il s'adressait finalement aux foules trois fois par semaine et dispensait un cours d'instruction le lundi. Il s'attaqua avant tout à la folie du traité de Versailles et réfuta les affirmations des marxistes, du Parti du Centre, etc., selon lesquelles il était possible de respecter ce traité. Il ridiculisa le slogan de ces partis : « Déposez les armes, et les autres désarmeront aussi. » Il partait du principe qu'après notre désarmement, les autres continueraient à s'armer, sinon avec leur propre argent, du moins avec les millions extorqués à la nation allemande totalement désarmée. Tout en s'opposant à la propagande du SPD et du Centre en faveur de la signature du traité, il prophétisa que la Ruhr serait occupée, quel que soit le traité que nous signerions.

1921.

Cette année fut marquée par la création des premiers groupes locaux à Rosenheim et Landshut. Hitler organisa le premier corps d'hommes chargé de protéger le Parti et commença sa lutte contre le mouvement séparatiste en Bavière. Notre chef s'adressa également à une assemblée de plus de 5 000 personnes au Circus de Munich.

Lors de ses réunions, il déclara que l'application du traité ne contribuerait pas, contrairement aux affirmations du SPD, du Parti du Centre et du Parti populaire, à l'établissement d'une prospérité allemande durable, mais que cette politique insensée entraînerait inévitablement une inflation galopante, causant un préjudice considérable à l'industrie allemande. L'affirmation d'Hitler selon laquelle le gouvernement rouge-noir projetait de dénationaliser les chemins de fer d'État fut qualifiée de « mensonge éhonté ». Une tentative de révolte au sein du parti fut réprimée. Hitler rédigea la nouvelle constitution du parti, qui lui conférait des pouvoirs dictatoriaux.

La social-démocratie, ne pouvant plus ignorer le nom d'Hitler, tenta alors de se débarrasser de son ennemi juré par le terrorisme. Des affrontements sanglants eurent lieu lors des réunions, où le sang-froid de notre chef lui permit de garder le dessus. Une unité d'élite, la « Sturmabteilung », fut formée à cette occasion.

1922.

Pendant la conquête de Munich, le mouvement commençait à s'étendre à toute la Bavière. Hitler rejeta toute proposition de compromis visant à s'allier à d'autres partis. Il détruisit progressivement toutes les formations partisanes « nationalistes » similaires et imposa la suprématie du mouvement national-socialiste.

En octobre 1922, Hitler marcha à la tête de 800 hommes sur Cobourg et, en deux fois 24 heures, il écrasa pour la première fois totalement la Terreur rouge dans cette ville.

Adolf Hitler déclara alors publiquement que nous foncions tête baissée vers l'inflation, qu'il avait prévue comme conséquence de la politique de la coalition rouge-noire. Il devint

Machine Translated by Google

Considéré comme l'ennemi le plus dangereux et le plus haï du système, le Parti social-démocrate et le Parti du centre ont cessé de se défendre par l'argumentation et ont adopté une politique de diffamation.

1923.

En janvier 1923, se tint la première grande conférence du Parti et les premiers drapeaux du Parti furent consacrés. La Sturmabteilung fut officiellement constituée.

La propagande du Parti fut étudiée et perfectionnée avec minutie, et les principes permanents de l'organisation furent établis et instaurés. De nombreux partisans se rassemblèrent autour d'Hitler, dont la plupart sont aujourd'hui ses fidèles alliés dans la lutte. Les attaques contre lui se poursuivirent avec une détermination croissante ; il se retrouva en prison pour la première fois, accusé de troubler les réunions de ses adversaires ; il fut constamment condamné à des amendes. Néanmoins, il ne cessa jamais un seul instant de lutter contre le système.

Durant l'été 1923, Adolf Hitler entreprit de réprimer la Terreur rouge dans la plupart des villes de Bavière : Ratisbonne, Hof, Bayreuth, Nuremberg, Fürth, Ingolstadt, Wurtzbourg, Schweinfurt, souvent au prix de sang versé lors de combats de rue, au cours desquels il vainquit les bandes terroristes social-démocrates et communistes.

Sa lutte contre le gouvernement incompétent du Reich s'accompagna d'accusations acerbes. Il prophétisa l'échec de la faible résistance gouvernementale dans la question de la Ruhr et s'attaqua sans cesse à la politique inepte d'un accord avec la France et à celle de son exécution. Il ne manqua jamais de souligner la nécessité d'un accord avec l'Angleterre et l'Italie.

En novembre 1923, Adolf Hitler tenta de renverser le régime. Le soulèvement échoua et Hitler fut arrêté.

1924.

Le grand procès eut lieu à Munich en mars 1921. Bien que reconnu coupable sur les faits, notre dirigeant bénéficia d'une justification morale irréfutable. La défense d'Hitler influença tellement le tribunal, et son acceptation de la responsabilité exclusive et sans partage fut si convaincante, que le réquisitoire de l'avocat de l'accusation se transforma en un témoignage remarquable de ses motivations honorables. Le juge le condamna néanmoins à une peine de détention.

Le Parti national-socialiste souffrit de la perte de son chef. Ses adversaires, persuadés de la perte du mouvement, eurent le courage de signer le tristement célèbre pacte Dawes, amorçant ainsi délibérément le pillage de l'Allemagne qui culmina avec le plan Young. Quel triomphe pour les sociaux-démocrates et le Centre ! L'objectif de l'asservissement de l'Allemagne était apparemment atteint !

En vain, Hitler tenta, par l'intermédiaire de ses associés libres, de lutter contre le pacte Dawes. En vain, il les fit déclarer publiquement que les assurances du Parti du Centre, du SPD et du Parti populaire – selon lesquelles les emprunts étrangers prévus par le plan Dawes accroîtraient la prospérité nationale, que le chômage disparaîtrait, que les salaires augmenteraient, les impôts diminueraient et l'agriculture serait sauvée – n'étaient qu'une tromperie. En vain, il les fit souligner que le pacte Dawes ne manquerait pas d'aggraver la pauvreté, car les intérêts des emprunts paralyseraient l'industrie, tandis que les emprunts eux-mêmes ne servaient qu'à remplir les obligations financières du plan ; la faillite et le chômage augmenteraient, les salaires…

Machine Translated by Google

Si les terres s'effondrent, les prix et les impôts augmenteront encore davantage, et les agriculteurs seront confrontés à une ruine totale et contraints de se séparer de tout ce qu'ils possèdent.

Le 20 décembre, Hitler quitta la forteresse.

1925.

Le 27 février 1925 , l'appel d'Adolf Hitler à la renaissance du Parti fut lancé, et
Il a prononcé son premier discours après son emprisonnement devant un public de 4000 personnes.

Le mouvement national-socialiste s'est dissous après les événements du 9 novembre. ,
Tous ses biens et son argent avaient été confisqués ; Adolf Hitler se retrouva donc sans ressources pour reconstruire le parti à partir de ses fondements. Vorwärts et Germania, à Berlin, se moquèrent de ses efforts et raillèrent « l'imbécile que l'emprisonnement avait rendu fou ».
Néanmoins, la reconstruction du Parti s'est déroulée avec une grande rapidité sous la direction d'Hitler. Les anciens dirigeants se sont de nouveau ralliés fidèlement à lui. Hitler a insufflé une nouvelle dynamique à la presse du Parti.

En décembre 1925, le Parti comptait 27 000 membres. Le Centre et le Social
Les démocrates, alarmés, ont décrété que le dirigeant ne devait pas s'exprimer en public pendant deux ans.

1926.

Le mois de juin de cette année a eu lieu la première conférence du parti depuis l'emprisonnement d'Hitler.

Le monde bourgeois restait persuadé que la politique de réalisation des objectifs sauverait l'Allemagne et que le pacte Dawes relancerait l'industrie. Les marxistes, quant à eux, étaient convaincus de l'inébranlable solidité de leur domination.

Le président von Hindenburg se sépara de ses partisans et partit avec le Centre et le SPD. Le parti poursuivit la lutte ; à la fin de l'année, il comptait 49 000 membres.

1927.

L'interdiction faite à Hitler de s'exprimer en public fut levée, son application s'avérant impossible. Il prit la parole lors de nombreux rassemblements de masse. Chaque mois voyait le Parti se consolider davantage.

Les événements qui se déroulaient autour de nous prouvaient avec une force de plus en plus grande qu'Hitler avait eu raison.
Le pacte Dawes fut dévoilé, et ses conséquences furent terribles. Les sociaux-démocrates et le Parti du Centre tentèrent de sauver ce qui pouvait l'être par le mensonge et la malhonnêteté.

En août, Hitler convoqua un congrès du parti à Nuremberg, qui remporta un vif succès. À la fin de l'année, le parti comptait 72 000 membres.

1928.

Adolf Hitler a mené son parti dans une offensive intensifiée contre le système en place. Le national-socialisme était désormais l'ennemi implacable des destructeurs de l'Allemagne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.
Hitler a dirigé ses attaques en particulier contre la ruine insensée des paysans et des classes moyennes. Il a prophétisé la catastrophe qui s'abattrait sur les marchés intérieurs. Il a déclaré à maintes reprises, lors de centaines de réunions, que la politique d'accomplissement était une folie et que ses conséquences seraient désastreuses.

Machine Translated by Google

Les conséquences seraient la mort et la ruine de l'industrie allemande. Les sociaux-démocrates et le Centre, dans leur quête de vengeance, raillaient et raillaient Hitler. Leurs mensonges et leurs injures visaient Hitler personnellement.

À la fin de l'année, le nombre d'adhérents s'élevait à 108 000, et 12 membres du Parti assis au Reichstag.

1929.

Adolf Hitler poursuivit sa lutte contre le système en place avec une énergie inlassable. La presse du Parti fut perfectionnée, les sections d'intervention (Sturmabteilung) se développèrent, les formations se renforcèrent et la propagande s'intensifia. Les doctrines du national-socialisme commencèrent à s'enraciner profondément dans la conscience nationale.

Le 4 août , la deuxième conférence du parti se tint à Nuremberg et connut un succès retentissant. Hitler s'attaqua au système rouge-noir avec une énergie croissante et s'imposa sans rival comme le chef le plus puissant contre tout ce que représentait la « démocratie ». Toutes les tentatives pour l'évincer de la direction du parti furent écrasées.

À la fin de l'année, le parti comptait 178 000 membres.

1930.

La lutte contre le plan Young battait son plein. Hindenburg le défendait avec énergie, affirmant qu'il permettrait de sauver l'Allemagne, de relancer l'industrie allemande, d'endiguer le chômage, de soulager la souffrance des agriculteurs et d'alléger la fiscalité.

Adolf Hitler qualifia ces idées d'irréelles et de funestes ; il prophétisa le contraire. Son parti entreprit d'éclairer la nation au milieu de violents combats. Ses adversaires répondirent par un flot de mensonges.

Les élections au Reichstag ont eu lieu le 14 septembre. , 1930. Le parti a obtenu 6,5 % des voix. Un million de votes ont été recueillis, et 107 membres ont été élus. Son organisation interne était plus forte que jamais. Quelques tentatives mineures de révolte, encouragées de l'extérieur, furent rapidement réprimées par Hitler, et ceux qui refusaient de se soumettre sans condition furent expulsés.

Le Parti du Centre, désormais livré au SPD pour le meilleur ou pour le pire, commença à inciter l'Église à se dresser contre Hitler. Les évêques et les prêtres membres du Parti du Centre lancèrent une attaque fanatique contre le mouvement national-socialiste, excommunièrent ses partisans et leur refusèrent même une sépulture chrétienne. Hitler demeura inébranlable dans sa conviction que le Centre était synonyme de ruine pour l'Allemagne et poursuivit sa lutte contre lui avec une détermination accrue. Il rejeta catégoriquement toute tentative visant à le faire changer d'avis.

À la fin de l'année, le parti comptait 389 000 membres.

1931.

La lutte contre le plan Young s'est poursuivie. Les conséquences prévues par Hitler se sont réalisées.

Machine Translated by Google

Le gouvernement commença à administrer par le biais de mesures d'urgence, pensant ainsi sauver l'industrie. De vives controverses s'ensuivirent, au cours desquelles Adolf Hitler souligna une fois de plus les conséquences désastreuses de cette politique. En quelques mois, voire quelques semaines, l'affaire lui donna raison.

Entre-temps, plusieurs journaux nationaux-socialistes avaient vu le jour et l'imprimerie centrale du Parti s'était progressivement développée pour devenir une vaste entreprise. L'organisation était devenue très efficace et la Sturmabteilung avait atteint, au fil du temps, un haut niveau de développement.

Nos adversaires se complaisaient dans le mensonge et laissaient passer des commandes de marchandises en France.

À la fin de l'année 1931, le nombre d'adhérents du parti hitlérien atteignait 806 000, un mois plus tard 862 000, et encore un mois plus tard 920 000. Le jour des élections, on comptait environ un million de membres et des millions de sympathisants aux urnes.

Cet homme, jadis simple ouvrier puis soldat au front, a ainsi bâti en à peine treize ans la plus grande organisation politique que l'Allemagne ait jamais connue. Les seuls moyens dont disposent ses adversaires contre lui sont le mensonge et la diffamation. Et jusqu'ici, malgré tous ces mensonges, il a toujours triomphé, et cette fois, il a failli être élu président du Reich.

Dans toute l'histoire de l'Allemagne, quelqu'un a-t-il déjà accompli un exploit similaire en douze ans, malgré l'opposition du Parti, de la haute finance, du capital, de la presse, de l'opinion publique, de la bureaucratie, des mensonges, du terrorisme et de la persécution ?

Ce n'était pas un enfant protégé ; dès son plus jeune âge, il a été un homme au plus haut niveau.
au sens propre du terme, ne comptant que sur sa propre force.

Machine Translated by Google

Préface

À Weimar, en 1926, le Conseil du Parti décida de publier une série de brochures traitant de manière concise des questions fondamentales touchant tous les aspects de la vie politique allemande. Notre intention était, et demeure, de présenter un tableau cohérent et complet de la position du national-socialisme face aux différents défis de la vie publique, et d'exposer comment il entend corriger ses erreurs et ses défauts.

Notre tâche consiste donc à examiner en détail l'état actuel des choses, puis à rechercher scientifiquement son origine, et enfin, avec une inspiration créative, à répondre à la question cruciale : que faire ensuite ? Le but ultime de ces pamphlets est d'indiquer de nouvelles méthodes pour la vie de l'État, pour les finances et l'économie ; de dresser un roc de bronze au milieu du chaos, de constituer un corpus de connaissances claires par une étude approfondie, afin que de tout cela puisse émerger une volonté politique unie.

Lors de la grande réunion du 31 août 1927, Adolf Hitler déclara avec force : « Les questions de programme ne concernent pas le Conseil d'administration ; le programme est immuable et je ne tolérerai jamais de changement dans les principes du mouvement, tels qu'ils sont définis dans son programme. » Je souscris pleinement à cette déclaration décisive de notre Führer, car rien n'est plus dangereux pour la vie et la force de frappe d'un mouvement comme le nôtre que de voir, au fil du temps, son programme établi faire l'objet de critiques négatives.

Nul homme qui estime ne pouvoir nous soutenir pleinement sur la question juive, dans notre lutte contre la haute finance, le pacte Dawes et la politique d'appauvrissement, ou sur toute autre question de notre programme, ou qui est enclin à troquer la liberté de la nation allemande contre la Société des Nations, le pacte de Locarno, par le compromis et la lâcheté, n'a besoin de nous rejoindre ; sa place est en dehors du NSDAP. Nous rejetons catégoriquement le « savoir privé supérieur » que des individus comme lui sont si prompts à étaler dans leurs discours et leurs déclarations journalistiques.

Un homme qui partage fondamentalement nos principes peut avoir des scrupules sur quelques détails mineurs, car on ne peut jamais espérer être absolument d'accord sur toutes les questions, surtout dans un mouvement politique aussi dynamique.

Il en va tout autrement lorsque des adversaires politiques discréditent un point précis par des déformations odieuses et totalement hors sujet, comme cela s'est effectivement produit. Dans un tel cas, une déclaration officielle s'impose.

Nous refusons de modifier notre Programme par opportunisme, comme le font d'autres Parties, pour nous adapter à de prétendues conditions nouvelles. Nous entendons faire en sorte que les conditions correspondent à notre Programme, en les maîtrisant.

J'ai été chargé par Adolf Hitler de publier cette série de brochures, qui sont
constituer la littérature officielle du Parti.

J'ai inclus le manifeste officiel du parti du 6 mars 1930 ; ainsi que ma réponse à dix questions posées par la Deutsche Tageszeitung, principal organe du Reichslandbund.
Ce journal a accepté mes réponses.

C'est le meilleur moyen, et le plus efficace, de dissiper tous les mensonges concernant notre aversion supposée pour la propriété et l'héritage des biens fonciers en Allemagne.

Machine Translated by Google

1. Manifeste officiel du parti sur la position du NSDAP concernant la population agricole et l'agriculture

Munich, le 6 mars 1930

1. Importance de la classe agricole et de l'agriculture pour l'Allemagne

L'Allemagne dépendait en grande partie des importations de produits alimentaires étrangers pour son alimentation. Avant la Première Guerre mondiale, nous parvenions à financer ces importations grâce à nos exportations industrielles, notre commerce et nos dépôts de capitaux à l'étranger. L'issue de la guerre a mis fin à cette possibilité.

Aujourd'hui, nous payons la majeure partie de nos importations alimentaires grâce à des prêts étrangers, ce qui enfonce toujours plus l'Allemagne dans la dette envers les bailleurs de fonds internationaux qui lui accordent ces crédits. Si la situation perdure, le peuple allemand s'appauvrira de plus en plus.

La seule possibilité d'échapper à cette asservissement réside dans la capacité de l'Allemagne à produire elle-même les denrées alimentaires essentielles. L'augmentation de la production agricole allemande est donc une question de vie ou de mort pour la nation allemande.

De plus, une population nationale économiquement saine et hautement productive est essentielle pour notre industrie, qui devra à l'avenir rechercher de plus en plus d'opportunités sur le marché intérieur.

Nous considérons également la population du pays comme détentrice de l'héritage de la santé, source de la jeunesse de la nation et pilier de sa force armée.

Le maintien d'une classe agricole efficace, dont le nombre augmente avec celui de la population générale, est un pilier essentiel du programme national-socialiste, car notre mouvement prend en compte le bien-être de tout notre peuple pour les générations à venir.

2. La négligence actuelle de l'État envers la classe agricole et l'agriculture

La production agricole, qui pourrait être augmentée, est handicapée car l'endettement croissant des agriculteurs les empêche d'acheter les produits nécessaires à la culture, et parce que le fait que l'agriculture ne soit pas rentable supprime toute incitation à augmenter la production.

Il convient de rechercher les raisons pour lesquelles l'agriculture ne procure pas une rémunération suffisante au travail fourni :

1. dans la politique fiscale actuelle, qui impose des charges excessives à l'agriculture. Ceci est dû à des considérations du Parti, et parce que le marché financier juif mondial — qui contrôle en réalité la démocratie parlementaire en Allemagne — souhaite détruire l'agriculture allemande, car cela mettrait la nation allemande, et en particulier la classe ouvrière, à sa merci ;

Machine Translated by Google

2. face à la concurrence des agriculteurs étrangers, qui travaillent dans des conditions plus favorables et qui ne sont pas freinés par une politique de protection de l'agriculture allemande ;

3. dans les profits extravagants réalisés par les grands intermédiaires grossistes, qui exercent une pression considérable sur les consommateurs. se positionnant entre producteur et consommateur.

4. dans les tarifs oppressifs que l'agriculteur doit payer pour l'électricité et les engrais artificiels entreprises principalement dirigées par des Juifs.

Les impôts élevés ne peuvent être couverts par la faible rémunération du travail agricole. Le paysan est contraint de s'endetter et de payer des taux d'intérêt usuraires. Il s'enfonce toujours plus sous le joug de cette tyrannie et finit par tout perdre au profit du prêteur juif. La classe paysanne allemande est en train d'être expropriée.

3. Dans le Reich, tel que nous espérons le voir, les droits fonciers seront respectés et il y aura une politique agricole pour l'Allemagne.

Il ne peut y avoir d'espoir d'amélioration radicale des conditions de pauvreté de la population rurale, ni de relance de l'agriculture, tant que le gouvernement allemand sera en réalité contrôlé par les magnats de la finance internationale, aidés par le système parlementaire-démocratique ; car ces désirs visent à détruire la force de l'Allemagne, qui repose sur la terre.

Dans le nouvel État allemand, très différent, auquel nous aspirons, les agriculteurs et l'agriculture recevront la considération qui leur est due, car ils constituent un pilier essentiel d'un État allemand véritablement national.

De là découlent les exigences suivantes :

1. La terre d'Allemagne, acquise et défendue par la nation allemande, doit être au service de cette dernière, comme foyer et comme moyen de subsistance. Ceux qui l'occupent doivent l'administrer en ce sens.

2. Seuls les membres de la nation allemande peuvent posséder des terres.

3. Les terres acquises légalement par eux seront considérées comme des biens transmissibles par succession. Toutefois, le droit de posséder un bien s'accompagne de l'obligation de l'utiliser dans l'intérêt national. Des tribunaux spéciaux seront désignés pour veiller au respect de cette obligation ; ils seront composés de représentants de tous les départements de la classe des propriétaires fonciers et d'un représentant de l'État.

4. Les terres allemandes ne peuvent faire l'objet de spéculation financière ni procurer à leur propriétaire un revenu non salarial. Seul celui qui est disposé à les cultiver lui-même peut en faire l'acquisition. C'est pourquoi l'État dispose d'un droit de préemption sur toute vente de terres.
Il est interdit de nantir des terres auprès de prêteurs privés. Les prêts nécessaires à la culture, à des conditions avantageuses, seront accordés aux agriculteurs soit par des associations reconnues par l'État, soit par l'État lui-même.

5. Une redevance sera versée à l'État pour l'utilisation des terres, proportionnellement à leur superficie et à leur qualité. Cette taxe foncière permettra d'éviter toute autre imposition des biens immobiliers.

6. Il n'existe pas de règle absolue quant à la superficie cultivée. Du point de vue de notre politique démographique, nous avons besoin d'un grand nombre de petites et moyennes exploitations.

Machine Translated by Google

L’agriculture à grande échelle a cependant un rôle essentiel à jouer et, si elle préserve de bonnes relations avec les petites entreprises, elle est justifiable.

7. Une loi successorale sera nécessaire pour empêcher le morcellement des biens et un accumulation de dettes sur celle-ci.

8. L'État a le droit d'exproprier des terres, moyennant une indemnisation adéquate. accordé:

   a. lorsqu'elle n'appartient pas à un membre de la nation;

   b. lorsque — par un jugement des tribunaux fonciers — il est jugé que son propriétaire, par mauvaise L'agriculture n'agit pas dans l'intérêt national ;

   c. dans le but d’y installer des agriculteurs indépendants, lorsque le propriétaire ne la cultive pas lui-même ;

   d. lorsque cela est nécessaire à des fins étatiques spécifiques relevant de l'intérêt national (par exemple, les communications, la défense nationale). Les terrains acquis illégalement (au regard du droit allemand) peuvent être confisqués sans indemnisation.

Il incombe à l'État de coloniser les terres devenues disponibles, selon un programme fondé sur une politique démographique responsable. Ces terres seront attribuées aux colons à titre de possession héréditaire, dans des conditions leur permettant de subvenir à leurs besoins. Les colons seront sélectionnés sur la base d'un examen portant sur leurs aptitudes civiques et professionnelles. Une attention particulière sera portée aux fils d'agriculteurs n'ayant pas droit à l'héritage.

La colonisation des frontières orientales revêt une importance capitale. Dans ce contexte, la simple création de fermes ne suffira pas ; il sera indispensable d’établir des bourgs marchands liés à cette nouvelle branche d’activité. C’est la seule façon de rendre les petites exploitations agricoles rentables.

La politique étrangère de l'Allemagne aura pour devoir de fournir de vastes espaces pour nourrir et installer la population croissante du pays.

4. La classe agricole doit être développée sur les plans économique et éducatif.

1. Il est impératif de remédier sans délai à la pauvreté actuelle de la population rurale par des allégements fiscaux et d'autres mesures d'urgence. Il convient également de freiner l'endettement en ramenant par la loi le taux d'intérêt des prêts à celui d'avant-guerre et en prenant des mesures immédiates contre l'extorsion.

2. L'État doit veiller à ce que l'agriculture soit rentable. L'agriculture allemande doit être protégée par des droits de douane, une réglementation étatique des importations et un programme national de formation.

La fixation des prix des produits agricoles doit être soustraite à la spéculation du marché, et il faut mettre un terme à l'exploitation des intérêts agricoles par les grands intermédiaires, dont le transfert d'activité aux associations agricoles doit être encouragé par l'État.

Il incombera à ces organisations professionnelles de réduire les frais d'exploitation des agriculteurs et d'accroître la production (fourniture d'outils, d'engrais, de semences, de matériel de sélection).

Machine Translated by Google

L'État apportera son plein soutien aux organismes dans l'accomplissement de leur mission (stockage à des conditions favorables, améliorations, lutte contre les nuisibles, conseils gratuits, recherche chimique, etc.). Il veillera notamment à obtenir une réduction significative du coût des engrais chimiques et de l'électricité pour les agriculteurs.

3. Les organisations doivent également reconnaître la classe des ouvriers agricoles comme membres à part entière de la communauté agricole par des contrats socialement équitables. La supervision et l'arbitrage en la matière relèveront de l'État. Il convient de permettre aux bons ouvriers agricoles d'accéder au statut de propriétaires terriens. L'amélioration tant attendue des conditions de vie et des salaires des ouvriers agricoles se concrétisera dès que la situation agricole générale s'améliorera. Lorsque ces conditions s'amélioreront, il ne sera plus nécessaire d'employer de la main-d'œuvre étrangère, et cette pratique sera à l'avenir interdite.

4. L'importance nationale de la classe agricole exige que l'État promeuve l'enseignement technique en agriculture (établissements pour jeunes, lycées agricoles, avec des conditions très avantageuses pour les jeunes talentueux mais sans ressources).

5. Les organisations professionnelles ne peuvent pas fournir toute l'aide nécessaire à la classe paysanne ; seul le mouvement politique du NSDAP pour la liberté allemande peut le faire.

La population rurale est pauvre parce que toute la nation allemande est pauvre. C'est une erreur de croire qu'une seule classe de travailleurs puisse échapper au partage du sort de la communauté allemande dans son ensemble, et un crime de semer la jalousie entre citadins et ruraux, liés par les liens du bien et du mal.

L'aide économique apportée par le système politique actuel ne peut engendrer d'amélioration durable, car l'esclavage politique est à la racine de la pauvreté de notre peuple, et seules les méthodes politiques peuvent y mettre fin.

Les anciens partis politiques, qui furent et sont encore responsables de l'asservissement national, ne peuvent pas être les guides sur la voie de la liberté.

D'importantes tâches économiques attendent les organisations professionnelles dans notre futur État ; elles peuvent déjà accomplir un travail préparatoire considérable dans ce sens ; mais elles ne sont pas aptes à mener la lutte politique de libération, qui doit jeter les bases d'un nouvel ordre économique ; car cette lutte devra être menée non pas du point de vue d'une seule profession, mais de celui de la nation tout entière.

Le mouvement qui mènera à bien la lutte politique pour la libération jusqu'à la fin
Le NSDAP

(Signé) Adolf Hitler

Machine Translated by Google

La politique du NSDAP en matière de propriété foncière

Réponse de Gottfried Feder

Le Deutsche Tageszeitung (n° 47) du 25 janvier 1930 publia plusieurs questions que nous avaient posées les dirigeants du Landbund de Brandebourg. Leur principal objectif était de connaître la position du NSDAP sur la propriété privée des terres, l'héritage, l'octroi de crédits, les tarifs douaniers, la réglementation des prix, le partage des bénéfices, ainsi que sur des questions d'intérêt socio-politique et électoral d'ordre général.

JE.

Afin d'apaiser les inquiétudes quant à toute interprétation arbitraire ultérieure du point 17 du programme du parti, la première question a été posée en ces termes : « Le NSDAP est-il prêt à garantir qu'il ne

s'opposera pas à… »
propriété foncière.

Réponse : Le national-socialisme reconnaît la propriété privée comme un principe et la place au cœur de la société. Sous la protection de l'État.

Elle s'efforcera de maintenir un équilibre sain entre toutes les entreprises, petites et grandes, dans la vie économique du pays.

L'esprit de l'ensemble du Programme prouve clairement que le national-socialisme, opposant convaincu et constant au marxisme, rejette catégoriquement sa doctrine centrale ruineuse de confiscation générale et considère qu'une classe agricole permanente constitue le fondement le meilleur et le plus sûr de l'État national.

Mais étant aussi un opposant résolu aux grands capitalistes dont le but est de mobiliser pour eux-mêmes toutes les valeurs agricoles et d'évincer les paysans par le biais de l'impôt et des intérêts sur les prêts, le national-socialisme exige la protection de l'État envers les paysans contre l'agression des grands intérêts commerciaux.

Nous avons besoin d'une classe d'agriculteurs forte et en bonne santé, libre de l'esclavage des intérêts et de la tyrannie de l'impôt.

II.

La deuxième question m'était adressée personnellement, en tant que personne désignée par Hitler.
« Arbitre final de toutes les questions relatives au Programme ».

« Quelle est la position du national-socialisme sur l'héritage des biens, et
droits de succession?"

Réponse : Puisqu'elle constitue le fondement de l'idée nationale, la continuité de la propriété, c'est-à-dire l'héritage des terres que les ancêtres d'un homme ont reconquises et cultivées, en découle naturellement. Le national-socialisme reconnaît donc le principe d'héritage, au même titre que celui de la propriété foncière.

Machine Translated by Google

Si un bien est transmis à des parents éloignés, l'État national-socialiste prélèvera une taxe spéciale, mais en cas de lien de parenté plus proche, cette taxe sera calculée au taux en vigueur.

III.

Cette question a été posée en raison d'une anxiété — tout à fait infondée — concernant la possibilité Conséquences de l'interdiction des prêts de capitalistes privés sur la sécurité foncière.

Réponse : Un État qui souhaite libérer les exploitations agricoles de toute dette et sauver les agriculteurs des griffes des financiers professionnels — nombre d'entre eux ayant été chassés de leurs foyers par les Juifs —, un État qui souhaite briser le monopole financier du capitalisme et abolir l'asservissement par l'intérêt, ne risque ni de refuser les crédits nécessaires ni d'imposer des taux d'intérêt exorbitants ; au contraire, le national-socialisme entend soutenir l'agriculture au maximum.

IV.

« Briser le joug des intérêts. » Abolition des revenus non salariaux. « Qu'est-ce que le quelle est l'attitude du Parti national-socialiste à l'égard du capital épargné ou hérité ?

Réponse : Un agriculteur dispose-t-il aujourd'hui d'un « revenu non gagné » provenant des demandes d'intérêts, ou un propriétaire foncier peut-il vivre de l'argent économisé sur ses loyers ?

Cela signifie qu'il existe une anxiété chez certains propriétaires fonciers qui disposent encore d'un peu de capital, ou bien une incompréhension ou une ignorance intentionnelle de cette exigence essentielle du programme national-socialiste.

N.B. Nous entendons par là littéralement « se libérer de l'emprise des intérêts ». Personne ne qualifiera de « libération sous l'emprise des intérêts » les faibles intérêts perçus sur un compte d'épargne, un prêt hypothécaire ou un prêt gouvernemental. Nous parlons plutôt de la situation où une inflation délibérée nous a dépouillés de toutes nos économies, et où l'agriculteur doit payer des intérêts sur de nouveaux prêts hypothécaires et des crédits à court terme à des taux exorbitants qui le

Ceux qui prônent le maintien du système capitaliste actuel s'opposent aux véritables intérêts des agriculteurs et souhaitent permettre aux banques et à leurs agents de s'enrichir grâce à l'agriculture. Pour le reste, je renvoie les lecteurs à mes brochures intitulées « L'État allemand sur les fondements nationaux et sociaux » et « Le programme du NSDAP ».

V.

Notre politique en matière de fiscalité est claire et constante : libérer le consommateur de le fardeau de la fiscalité indirecte et le producteur des taxes qui entravent son activité.

« Le Parti a-t-il l'intention de supprimer les droits d'importation ? »

Réponse : Le Landbund devrait savoir que le vote national-socialiste au Reichstag s'est prononcé sans équivoque en faveur des droits de douane protecteurs sur les produits agricoles, conformément à son principe : la protection du travail de la nation en ville et à la campagne.

VI.

La question du partage des bénéfices. Il est impossible de traiter ici ce sujet vaste et complexe. Dans mon hebdomadaire, Die Flamme, j'ai exposé en détail notre position dans plusieurs articles.

Machine Translated by Google

L'article de la Deutsche Tageszeitung est trompeur, car il sort de leur contexte les phrases qu'il cite. Personnellement, je considère que la participation aux bénéfices, au sens général des courants capitaliste et marxiste, n'est pas la solution adéquate. Sur ce point, notre programme concerne les ouvriers d'usine, et il est inutile de tenter d'éclaircir la question dans une brochure traitant de l'agriculture.

VII.

Prolongation des prestations d'assurance vieillesse.

« Comment compte-t-on collecter les fonds nécessaires à cet effet ? »

Réponse : Il existe actuellement une assurance vieillesse, mais elle est souvent insuffisante et est perçue comme une forme de paupérisation. Une fois la pression fiscale allégée et les personnes actuellement sans emploi mais aptes au travail réintégrées dans la sphère économique, il y aura suffisamment de moyens pour garantir des prestations de vieillesse décentes aux retraités.

VII, IX, X.

Ce ne sont là que des questions de tactique de parti, et non de principe.

Étant dans l'opposition à une coalition qui a plongé l'Allemagne dans le malheur, nous sommes naturellement amenés, de temps à autre, à voter avec les communistes (bien que le monde entier nous sépare d'eux), tout comme le font les Paysans nationaux allemands et les Paysans nationaux-chrétiens. Nous ne laissons personne nous dicter où trouver nos sympathisants, mais nous nous tournons vers tous ceux – ouvriers, bourgeois et paysans – qui ont le cœur allemand et qui sont de bonne volonté, et qui aspirent à voir la fin de la mauvaise gouvernance parlementaire et de la politique désastreuse d'application des traités de paix. Nous ne considérons pas que la « communication sociale » avec les autres partis soit une méthode appropriée pour libérer la nation allemande du marxisme et du parlementarisme, car cela conduit à des marchandages politiques. Seule une action dictatoriale et un exercice résolu du pouvoir peuvent sortir l'Allemagne de l'ornière.

La nation ne veut pas de belles paroles, mais de la fermeté ; pas des marchandages, mais un travail concret pour notre nation pauvre et opprimée.

Un exposé complet et clair de ce qui précède est donné dans le numéro 19 du recueil national-socialiste — Unser täglich Brot : Questions fondamentales de l'agriculture allemande ; par Hermann Schneider, Eckersdorf, Kreis Namslau, concernant l'ensemble de la politique du national-socialisme en matière d'agriculture. Il contient des propositions bien conçues pour rétablir la classe paysanne allemande en difficulté.

Le numéro 16, rédigé par le Dr Buchner, contient un excellent essai sur le sens et l'esprit de notre politique économique.

Le document n° 12, rédigé par le colonel Hierl, décrit notre politique de défense nationale.

Nous conclurons par quelques remarques sur certaines questions que nos ennemis politiques déforment avec malice et mensonge dans l'espoir de nous nuire.

Notre attitude envers la classe des fonctionnaires permanents est assurément louable. Nous ne serions pas de si fervents admirateurs du grand roi de Prusse si nous étions opposés à cette classe. Ce que l'armée était à l'étranger, une classe de fonctionnaires purs et incorruptibles l'est pour l'État. L'honneur et le devoir doivent redevenir des qualités essentielles chez nos fonctionnaires. Les fonctionnaires qui se plie aux exigences des Rouges et des Noirs disparaîtront dans le futur État ; ces manipulateurs du Parti n'ont que faire de l'honneur et du devoir.

Machine Translated by Google

L'affirmation selon laquelle les nationaux-socialistes s'opposeraient aux fonctionnaires et entendraient réduire leurs salaires et supprimer les pensions relève du mensonge politique, propagé par la presse de nos adversaires. Au contraire, nous souhaitons accorder à tous les citoyens qui ont servi l'Allemagne fidèlement toute leur vie une pension d'honneur qui les soulagera de tout souci durant leur vieillesse. C'est la seule façon de débarrasser l'aide sociale de l'image de la « pauvreté ».

Il convient également d'évoquer l'extension du système de retraite aux travailleurs indépendants et aux artisans. Inutile de s'inquiéter du financement : lorsque nous cesserons de verser chaque année des milliards à l'étranger, et bien plus encore à nos banques, une fraction de ces sommes suffira à financer les pensions de vieillesse.

Aide et assurance chômage

Il n'incombe pas, en soi, à l'État de subventionner financièrement les personnes aptes au travail. Notre position vis-à-vis du système actuel d'aide aux personnes sans emploi est restée inchangée ; nous avons toujours œuvré au Parlement pour améliorer leurs conditions de vie.
Nous agissons ainsi, non pas parce que nous pensons que c'est un état de choses acceptable, mais parce qu'un gouvernement comme l'actuel, dont la politique étrangère et intérieure insensée a mené le travail, la production alimentaire et tout le commerce au bord du gouffre, a le devoir de laisser tomber sa politique.

Un État incapable de réintégrer dans le monde économique des millions d'hommes aptes au travail mérite d'être balayé ; par conséquent, s'il ne parvient pas financièrement à résoudre le problème de l'aide aux chômeurs, nous nous contentons de hausser les épaules.

Les diverses attaques contre le système d'allocations chômage, même justifiées par des cas d'abus, ne nous font pas dévier du principe auquel nous croyons. Certes, parmi près de 3 millions de chômeurs, on compte peut-être 200 000 ou 300 000 fainéants notoires qui reprendraient volontiers le travail si les allocations étaient supprimées ; mais il ne faut pas oublier qu'il reste au moins 2,5 millions de bons travailleurs, employés, ingénieurs, techniciens, chefs d'équipe, commis, etc., qui cherchent désespérément du travail sans en trouver. C'est à cause de l'échec de notre politique d'État, profondément erronée, qu'il est impossible de réformer le système désastreux des allocations chômage.

Attaques contre la religion et le clergé

Nous ne saurions trop insister sur le fait que le NSDA.P ne rêve pas d'attaquer le
La religion chrétienne et ses dignes serviteurs.

C’est la politique corruptrice du Centre et du Parti populaire bavarois que nous attaquons ; ceux-ci ne manquent jamais une occasion de crier « L’Église en danger » sauf lorsqu’ils font cause commune avec la social-démocratie athée et négatrice de Dieu.

C’est parce que nous avons un idéal si élevé et si sacré de la relation de l’homme avec son Dieu que nous détestons voir la religion souillée par la fange des conflits politiques.

Machine Translated by Google

2. Les 25 points

Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands a annoncé son programme au monde entier lors d'un grand rassemblement de masse le 25 février 1920 à la Hofbräuhous-Festsaal de Munich.

L'article 2 de la Constitution de notre Parti déclare ce Programme inaltérable.

Le programme

Le programme du Parti ouvrier allemand est limité dans le temps ; une fois les objectifs annoncés atteints, ses dirigeants n'ont aucune intention d'en établir de nouveaux, dans le seul but d'accroître artificiellement le mécontentement des masses et d'assurer ainsi la pérennité du Parti.

1. Nous exigeons l'union de tous les Allemands pour former une Grande Allemagne fondée sur le droit de l'autodétermination dont jouissent les nations.
2. Nous exigeons l'égalité des droits pour le peuple allemand dans ses relations avec les autres nations, et l'abolition des traités de paix de Versailles et de Saint-Germain.
3. Nous exigeons des terres et des territoires (colonies) pour nourrir notre peuple et pour installer notre population excédentaire.
4. Seuls les membres de la nation peuvent être citoyens de l'État. Seuls ceux de sang allemand, quelle que soit leur religion, peuvent être membres de la nation. Aucun Juif ne peut donc être membre de la nation.
5. Toute personne qui n'est pas citoyenne de l'État ne peut séjourner en Allemagne qu'en qualité d'invité et doit être considéré comme étant soumis à des lois étrangères.
6. Le droit de vote sur le gouvernement et la législation de l'État doit être un droit exclusif pour les citoyens de cet État. Nous exigeons donc que toutes les nominations officielles, de quelque nature que ce soit, que ce soit au niveau du Reich, à la campagne ou dans les collectivités locales, soient réservées aux seuls citoyens de l'État. Nous nous opposons à la pratique pernicieuse du Parlement qui consiste à pourvoir les postes en fonction de considérations partisanes, sans égard au caractère ni aux compétences.
7. Nous exigeons que l'État ait pour premier devoir de promouvoir l'industrie et les moyens de subsistance de ses citoyens. S'il est impossible de nourrir l'ensemble de la population, les ressortissants étrangers (non-citoyens) doivent être exclus du Reich.
8. Toute immigration non allemande doit être empêchée. Nous exigeons que tous les non-Allemands entrés en Allemagne après le 2 août 1914 soient immédiatement expulsés du Reich.
9. Tous les citoyens de l'État sont égaux en ce qui concerne les droits et les devoirs.
10. Le premier devoir de chaque citoyen de l'État doit être de travailler, soit intellectuellement, soit physiquement. Les activités de l'individu ne doivent pas aller à l'encontre des intérêts de la collectivité, mais doit se dérouler dans le cadre de la communauté et être dans l'intérêt général.

Machine Translated by Google

Nous exigeons donc :

11. Suppression des revenus non acquis par le travail.

Abolition de l'esclavage de l'intérêt.

12. Compte tenu de l'énorme sacrifice de vies humaines et de biens qu'exige chaque guerre d'une nation, l'enrichissement personnel dû à une guerre doit être considéré comme un crime contre la nation. Nous exigeons donc la confiscation impitoyable de tous les gains de guerre.

13. Nous exigeons la nationalisation de toutes les entreprises qui ont été jusqu'à présent constituées en sociétés (Trusts).

14. Nous exigeons que les bénéfices du commerce de gros soient partagés.

15. Nous exigeons un développement important des services destinés aux personnes âgées.

16. Nous exigeons la création et le maintien d'une classe moyenne saine, la mise en commun immédiate des locaux commerciaux de gros et leur location à un tarif avantageux aux petits commerçants, et qu'une extrême considération soit accordée à tous les petits fournisseurs de l'État, des autorités de district et des petites localités.

17. Nous exigeons une réforme agraire adaptée à nos besoins nationaux, l'adoption d'une loi autorisant la confiscation sans compensation des terres à des fins communautaires ; l'abolition des intérêts sur les prêts fonciers et la prévention de toute spéculation foncière1 .

18. Nous exigeons des poursuites impitoyables contre ceux dont les activités portent atteinte à l'intérêt commun. Les criminels abjects contre la nation, les usuriers, les profiteurs, etc., doivent être punis de mort, quelles que soient leurs croyances ou leur origine.

19. Nous exigeons que le droit romain, qui sert l'ordre mondial matérialiste, soit remplacé par un système juridique pour toute l'Allemagne.

20. Afin d'offrir à tout Allemand capable et travailleur la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur et de progresser socialement, l'État doit envisager une refonte en profondeur de notre système éducatif national. Les programmes de tous les établissements d'enseignement doivent être adaptés aux réalités de la vie active.

La compréhension de l'idée d'État (sociologie de l'État) doit être l'objectif de l'école, dès les premiers éveils intellectuels de l'élève. Nous exigeons le développement, financé par l'État, des enfants surdoués issus de familles modestes, quels que soient leur classe sociale ou leur profession.

21. L'État doit veiller à améliorer le niveau de santé de la nation en protégeant les mères et les nourrissons, en interdisant le travail des enfants, en augmentant l'efficacité physique par la gymnastique et les sports obligatoires prescrits par la loi, et par un soutien important aux clubs engagés dans le développement physique des jeunes.

22. Nous exigeons l'abolition d'une armée rémunérée et la formation d'une armée nationale.

23. Nous exigeons une lutte juridique contre le mensonge politique délibéré et sa diffusion dans la presse. Afin de faciliter la création d'une presse nationale allemande, nous exigeons :

---

[1] Le 13 avril 1928, Adolf Hitler fit la déclaration suivante : Il est nécessaire de répondre à la fausse interprétation, de la part de nos adversaires, du point 17 du programme du NSDAP

Le NSDAP reconnaissant le principe de propriété privée, il est clair que l'expression « confiscation sans indemnisation » renvoie uniquement aux pouvoirs légaux permettant, le cas échéant, de confisquer les terres acquises illégalement ou non gérées dans l'intérêt national. Cette confiscation vise en premier lieu les sociétés juives qui spéculent sur les terres.

Munich, le 13 avril 1928. (Signé) Adolf Hitler

Machine Translated by Google

a. que tous les rédacteurs en chef de journaux et leurs assistants, employant l'allemand langue, doivent être membres de la nation;

b. qu'une autorisation spéciale de l'État sera nécessaire avant la parution de journaux non allemands. Ceux-ci ne sont pas nécessairement imprimés en langue allemande ;

c. Il est interdit par la loi aux non-Allemands de participer financièrement à la presse allemande ou d'exercer une influence sur celle-ci. Toute infraction à cette loi sera passible de la suppression de tout journal de ce type et de l'expulsion immédiate du non-Allemand impliqué. La publication de journaux qui ne contribuent pas au bien-être national doit être prohibée. Nous exigeons des poursuites judiciaires contre toute tendance artistique et littéraire susceptible de désintégrer notre société, ainsi que la suppression des institutions qui s'opposent aux principes susmentionnés.

24. Nous exigeons la liberté de culte pour toutes les confessions religieuses dans l'État, dans la mesure où elles ne constituent pas un danger pour celui-ci et ne s'opposent pas aux sentiments moraux de la race allemande.

Le Parti, en tant que tel, défend un christianisme positif, mais ne se rallie à aucune confession particulière en matière de croyance. Il combat l'esprit judéo-matérialiste qui nous anime et nous entoure, et est convaincu que notre nation ne peut atteindre une santé durable que de l'intérieur, en se fondant sur le principe suivant :

L'intérêt commun avant soi.

25. Afin que tout ce qui précède puisse se réaliser, nous exigeons la création d'un pouvoir central fort au sein de l'État. L'autorité incontestable du Parlement, politiquement centralisé, sur l'ensemble du Reich et son organisation ; et la formation de Chambres par classe et par profession afin d'appliquer les lois générales promulguées par le Reich dans les différents États de la Confédération.

Les dirigeants du Parti jurent d'agir avec franchise, quitte à sacrifier leurs intérêts.
vies — en assurant la réalisation des points précédents.

Munich, le 24 février 1920.

卐 卐 卐 卐 卐

Après un débat approfondi lors de l'Assemblée générale des membres du 22 mai 1920, il a été décidé que « Ce programme est inaltérable ». Cela n'implique pas que chaque mot doive rester inchangé, ni que toute action visant à approfondir ou à développer le programme soit interdite, mais cela signifie avec une décision absolue et une clarté inébranlable que les principes et les idées directrices qu'il contient ne peuvent être altérés.

Il ne saurait y avoir de déformation ou de manipulation pour des raisons d'opportunisme, d'ingérence cachée dans des points très importants – et, compte tenu de l'organisation politique, sociale et économique actuelle, très malvenus – du Programme, ni de déviation du sens des priorités.

Adolf Hitler fait imprimer ses deux points principaux en caractères plombés : L'intérêt commun avant l'intérêt personnel – l'esprit du programme. L'abolition de l'asservissement à l'intérêt – le cœur du national-socialisme. Une fois ces deux points atteints, cela signifiera la victoire de l'ordre universaliste imminent de la société dans le « véritable État » sur la séparation actuelle entre État, nation et économie, sous l'influence corruptrice de la théorie individualiste de la société telle qu'elle est actuellement perçue.

Machine Translated by Google

L'État factice d'aujourd'hui, qui opprime les classes laborieuses et protège les gains mal acquis des banquiers et des spéculateurs boursiers, est le théâtre d'un enrichissement privé effréné et des plus vils abus de pouvoir politique ; il ne se soucie guère de son peuple et ne lui offre aucun lien moral d'union. Le pouvoir de l'argent, le plus impitoyable de tous, exerce un contrôle absolu et une influence corruptrice et destructrice sur l'État, la nation, la société, les mœurs, le théâtre, la littérature et sur toutes les questions morales, plus difficiles à évaluer.

Il ne doit bien sûr y avoir aucune hésitation, aucun recul dans cette lutte titanesque ; c'est la victoire ou la défaite.

La vision quelque peu variée du même principe de base que j'ai présentée dans mon livre, Der deutsche Staat auf nationaler und sozialer Grundlage, (F. Eher Nachf.) n'est pas une altération, mais une série de points qui vont ensemble, rassemblés et organisés selon divers aspects politiques, économiques, financiers et culturels de la vie.

Si mes opinions (voir p. 22) pouvaient être considérées comme différentes ou opposées aux 25 Points, Hitler n'aurait jamais qualifié mon livre, dans sa brève préface, de « catéchisme de notre mouvement ». Chacun est libre de choisir l'une ou l'autre de ces opinions selon ses préférences, mais en les comparant, il ne constatera aucune contradiction.

Afin de garantir à l'avenir un accord absolu sur nos revendications telles qu'exprimées dans notre Programme, et de préserver le mouvement des chocs susceptibles de nuire à tout mouvement, — « Les suggestions d'amélioration » proposées par des critiques professionnels et amateurs, des râleurs et des donneurs de leçons, Adolf Hitler, lors d'une conférence de tous les organisateurs de district tenue à Bamberg le 11 février 1926, a officiellement nommé Gottfried Feder juge final de toutes les questions liées au Programme.

Machine Translated by Google

3. Les idées de base

Notre intention, dans cette brochure, est d'exposer aussi brièvement et simplement que possible les principes essentiels de la conception nationale-socialiste de l'État. Nous aborderons plus en détail, dans une publication ultérieure, les aspects sociologiques, théoriques et spirituels de cette conception.

Nous n'essaierons pas non plus de décrire les diverses autres aspirations politiques ni ceux qui les représentent dans les différents partis et associations — c'est une tâche en soi — mais nous exposons ici simplement les points essentiels de nos revendications.

Le monde est né du chaos, l'ordre du désordre, l'organisation d'une confusion totale.

Aujourd'hui, le chaos règne en maître dans le monde : confusion, lutte, haine, oppression, pillage, cruauté, égoïsme. Frère et frère se sont brouillés. Des membres d'une même nation s'attaquent, poignardent à mort un homme simplement parce qu'il porte une croix gammée. Tous souffrent des mêmes fardeaux, des mêmes privations ; pourtant, qui, ces derniers mois, a entendu parler de travailleurs marxistes attaquant ou tuant leurs employeurs, leurs dirigeants de parti, les banquiers et les profiteurs de la bourse, ou les grossistes spéculateurs ? Le seul sacrifice du chaos est le bon et simple travailleur. Les marxistes ont perdu la raison et se pressent pour rejoindre les pillards de leur propre classe, tandis qu'ils se retournent sauvagement contre ceux qui sont prêts à la sauver.

Les partis nationalistes et autres sont au gouvernement ou luttent pour y entrer, aux côtés de ceux qui ont renié leurs idéaux nationaux et perdu de ce fait leur honneur et leur réputation. Les associations de défense s'efforcent de pénétrer « au cœur de l'État » – l'État de Severing et Grzesinsky –, composé de pacifistes, d'internationalistes et de juifs, avec lesquels elles pensent pouvoir gouverner.

Ils ont perdu la raison ! Les soi-disant « Rechtskreise » ne comprennent pas que les aigles et les serpents, les loups et les agneaux, l'humanité et le bacille du choléra ne peuvent coopérer. Ils déploient des efforts considérables pour donner une apparence d'« ordre » au désordre, au chaos politique, à l'inefficacité politique. Mais ils s'en prennent aux nationaux-socialistes, ces « fanatiques », rongés par la crainte irrationnelle que ces derniers ne les privent de leurs anciens privilèges et positions, oubliant qu'ils ont tout perdu par le biais du peuple même dont ils réclament aujourd'hui « une part du pain et du poisson ».

Les industriels, grands ou petits, n'ont qu'un seul but en vue — les profits —, qu'une seule aspiration — les crédits —, qu'une seule protestation — contre l'impôt ; ils ne craignent et ne respectent qu'une seule chose — les banques ; ils haussent les épaules face à la revendication nationale-socialiste de briser l'esclavage des intérêts.

Leur seul désir est de « créer des dettes ». Le tribut exorbitant prélevé sur les prêts par les banques, sans effort ni difficulté, leur paraît parfaitement normal. Ils fondent des partis d'économie et votent les lois Dawes, principale cause de la lourde fiscalité.

L'honneur a déserté le monde des affaires, désormais entièrement entre les mains de puissantes entreprises. Les producteurs ont capitulé face à la haute finance, leur pire ennemi. Les employeurs des usines et des bureaux, criblés de dettes, doivent se contenter de maigres revenus, car tous les profits du travail finissent dans les poches du pouvoir financier impersonnel sous forme d'intérêts et de dividendes.

Ceux qui sont au pouvoir sont totalement incapables d'endiguer le chaos. Écrasés par le poids des impôts et des intérêts, menacés par les murmures des populations marginalisées…

Machine Translated by Google

Les travailleurs se sont aveuglément soumis à un État contrôlé par le capitalisme, tandis que les exploiteurs du chaos actuel les laissent se maintenir au pouvoir, simples maîtres des masses laborieuses. Leur fureur ne s'attaque pas à la folie du marxisme, mais aux porteurs de la Croix crochue. Ils oublient que nous seuls avons vu venir la tragédie de l'économie allemande, que nous avons perçu et démontré comment, si elle avait agi à temps, l'Allemagne, par ses propres forces, aurait pu rétablir l'équilibre.

Des associations de toutes sortes, aux idées de base raisonnables, mais impuissantes face au chaos actuel de la vie publique, cherchent à rétablir l'ordre. En vain, car elles sont déconnectées de la nation dans son ensemble. Toutes ne cherchent qu'à grappiller de maigres avantages pour leur propre caste ; dépourvues de tout principe politique ou économique, elles s'adressent tour à tour à chaque parti politique. Elles se soumettent au système en place et se prosternent devant la prétendue autorité suprême.

Elles ont coûté à la nation allemande des sommes astronomiques en paiements à d'innombrables organisateurs, directeurs et manipulateurs, sans que cela n'ait eu le moindre résultat positif. L'inflation, une mesure criminelle, a dépouillé toutes les classes sociales, les économes, les membres d'associations, les artisans, de leurs économies. Une nouvelle taxe, tout droit sortie du budget, anéantit les espoirs fondés sur des années de travail. Un avantage acquis après d'innombrables réunions, discussions et interventions auprès du gouvernement est généralement réduit à néant par une hausse du coût de la vie, une fluctuation des prix.

Chaos et folie ! Comment un agriculteur peut-il survivre sous une telle persécution ? Comment un ouvrier peut-il acheter alors que les prix ne cessent d'augmenter ? À quoi bon augmenter le salaire des fonctionnaires et des employés si l'indice du coût de la vie ne cesse de grimper ? Dans leur crédulité, ils se tournent vers l'État, cet État qui a engendré toute cette misère et cette oppression, qui n'est pas le « Père de la Nation », mais le tyran et le percepteur d'impôts du despotisme monétaire.

Alors ils se tournent encore et encore vers les anciens partis, disent qu'ils se fichent de la politique et qu'ils appartiennent à aucun parti, et en même temps laisser les misérables querelles partisanes se poursuivre comme avant.

La grande tâche que s'est fixée le national-socialisme est la détermination de restaurer l'ordre, de dissiper le chaos, de remettre en ordre le monde qui s'est éloigné des anciens ordres, et de préserver cet ordre — au sens platonicien le plus élevé.

Il convient de préciser ici que nous n'entendons par « Ordre » ni l'ordre apparent d'un État policier, ni le pillage financier institutionnalisé et légalisé, ni les conspirations des syndicats, des trusts et autres formes organisées de trahison nationale, aussi efficaces soient-elles. Même une bande de brigands a son « ordre », les prisons ont leurs « règlements ». Mais dans la nation, considérée comme un tout organique, chaque aspect de notre vie publique révèle souffrance, servitude, oppression, duplicité et offre le tableau chaotique d'une lutte de tous contre tous.

Le gouvernement contre le peuple, les partis contre les partis, concluant en même temps les alliances les plus contre nature, l'employeur contre l'employé, le commerçant contre le producteur et le consommateur, le propriétaire contre le locataire, l'ouvrier contre le paysan, les fonctionnaires contre le public, le travailleur contre
La bourgeoisie, l'Église contre l'État, chacun s'en prenant aveuglément à son adversaire et ne pensant qu'à ses propres intérêts, à son ascension et à son enrichissement. Nul ne songe que l'autre a le droit de vivre, ni que la poursuite de ses propres fins a un coût pour autrui. Nul ne pense au bien-être de son prochain, ni à ses devoirs envers la communauté. Une course effrénée au profit personnel. Faut-il écraser son voisin pour progresser, lui marcher dessus pour en tirer profit ? Qu'importe ? Voilà le monde des affaires moderne.

Ne nous leurrons pas. Nous sommes au cœur d'une grande mutation mondiale, et il est naturel que les âmes simples, les pauvres esprits errants, ne voient aucune issue au chaos et cherchent du réconfort dans…

Machine Translated by Google

Le suicide, ou croire que la fin du monde approche et se lancer dans la course au veau d'or, fonçant aveuglément dans le tourbillon. « Profitez-en tant que vous le pouvez — après nous, le déluge. »

Un coup aussi terrible porté au moral d'une nation n'est possible et explicable que lorsque tout le fondement intellectuel de la société est ébranlé ou erroné — et en fait, nous constatons que le marxisme, le capitalisme et les dirigeants de notre vie publique vénèrent tous le même dieu — L'individualisme. L'intérêt personnel est la seule motivation : obtenir des avantages pour sa propre classe sociale restreinte.

Un autre article de cette série paraîtra ultérieurement, consacré à une étude approfondie. étude sociologique de la construction de la société.

Je me contenterai ici de dresser un tableau comparatif des erreurs structurelles de l'État et de l'économie politique actuels, et de l'essence même d'un État national-socialiste. La doctrine actuelle affirme que la société est la somme de ses individus, et que l'État, au mieux, n'est qu'un regroupement commode d'individus ou d'associations.

On peut comparer cette doctrine de la construction de la société à un tas de pierres. La seule chose réelle qui le caractérise, ce sont les pierres elles-mêmes. Sa forme est le fruit du hasard ; qu'une pierre soit au-dessus ou en dessous est indifférent. Le résultat n'est ni plus ni moins qu'un tas de pierres. pierres.

Par la même analogie, l'État auquel répond notre doctrine nationale-socialiste de la société et notre philosophie de l'État est la maison. D'un point de vue purement mécanique, la maison se compose elle aussi de nombreuses briques individuelles — sable, ciment, solives, fenêtres, portes, planchers, etc. Mais chacun peut constater qu'une maison, une pièce, est une entité supérieure, quelque chose de nouveau, de singulier et de complet en soi, bien plus qu'une simple somme de briques empilées. Chacun comprend qu'une maison ne se forme pas en empilant des éléments disparates, mais seulement en les assemblant selon un plan délibéré.

Il en va de même pour une nation. Ce n'est que lorsque le chaos, par un plan délibéré, a été organiquement ordonné et a cédé la place à une forme, ce n'est que lorsqu'un tout raisonné a été assemblé à partir de la masse des parties, que le véritable État peut apparaître. Ce n'est qu'alors que les éléments constitutifs prendront une forme finalisée. Othmar Spann, ancien recteur de l'Université de Vienne, a admirablement exposé dans son ouvrage « Der wahre Staat » et dans sa « Gesellschaftslehre » les fondements sociologiques de l'État individualiste contemporain, par opposition au haut idéal d'ordre universel d'un État fondé sur des principes scientifiques.

Nous, les nationaux-socialistes, avons forgé cette expression, que tous les hommes peuvent comprendre :

La communauté avant l'individu.

C'est seulement en servant l'intérêt général, en tant que membre de la communauté nationale, que l'individu s'éveille à une vie plus élevée, chacun à sa place. C'est seulement ainsi que chacun atteindra le véritable socialisme, le sentiment communautaire, la vie authentique, prendra conscience de la sécurité et comprendra que seule cette idée peut permettre à un gouvernement national organique d'émerger du système actuel de pillage et de profiter à la communauté et à chacun de ses membres.

Aujourd'hui, l'individu est une victime impuissante des forces qui luttent pour la domination ; ses associations sont impuissantes à le secourir. On ne se rend pas clairement compte qui est le véritable ennemi : le profiteur oisif et l'exploiteur. Malgré le cri marxiste contre le capitalisme, les déclarations pieuses du Centre, les plaintes du monde des affaires concernant le fardeau de

Machine Translated by Google

Impôts et intérêts, personne ne réalise l'ennemi du monde, la finance qui plane sur le monde, et son représentant, le magnat juif.

Toutes les classes sociales subissent le joug des intérêts ; le percepteur d'impôts pèse lourdement sur chaque segment de la population, mais qui ose s'opposer au pouvoir des banques et de la Bourse ? Le capital affirme sa nature en croissant, contrairement à toute expérience vécue ailleurs sur terre, comme hors de lui-même, sans effort ni peine, grâce aux intérêts et aux dividendes, et en devenant toujours plus puissant. Le principe diabolique du mensonge a triomphé de la décence du travail créateur.

Brisez le joug de l'intérêt, c'est notre cri de guerre.

Je sais que cette revendication, qui sous-tend toutes les autres, n'est pas pleinement comprise, même au sein de nos propres rangs. Très peu de nos orateurs, par exemple, osent s'attaquer à cette question fondamentale, bien que la plupart en perçoivent l'importance ; car l'un des slogans de notre parti est « Combattons le capital et la Bourse ». Mais la véritable nature de l'« asservissement des intérêts », son impact sur la vie de la nation et de l'individu, la manière dont la finance a asservi la population, les méthodes justes et pratiques à adopter pour s'en libérer, et les conséquences que cette libération aurait pour l'ensemble de la population, restent suffisamment clairs pour que très peu puissent les expliquer avec leurs propres mots.

Dans son œuvre majeure, Mein Kampf (Vol. I, pp. 224-225), Adolf Hitler a souligné l'importance capitale de cette question comme suit : « Lorsque j'ai écouté la première conférence de Gottfried Feder sur la rupture de l'esclavage des intérêts en juin 1919, j'ai su immédiatement qu'il s'agissait d'une vérité théorique d'une importance capitale pour l'avenir de la nation allemande. La lutte contre le capital et la finance internationaux est devenue le point central du programme de lutte de la nation allemande pour l'indépendance et la liberté. »

Tous les nationaux-socialistes sérieux partagent cette conviction, car la résolution de cette question implique la résolution de la question juive, — et bien plus encore.

L'antisémitisme est en quelque sorte le fondement du sentiment qui anime tout notre mouvement.
Tout national-socialiste est antisémite, mais tout antisémite n'est pas forcément national-socialiste.
L'antisémitisme est néfaste ; l'antisémite reconnaît le porteur du fléau national, mais cette prise de conscience se mue généralement en haine du Juif en particulier et en rejet de la réussite des Juifs dans le monde des affaires. Dans le meilleur des cas, l'antisémitisme se déchaîne alors pour chasser les Juifs de notre État et de notre vie économique. L'antisémite ne se préoccupe guère des conséquences.

Si, même après l'expulsion des Juifs, subsistait le principe de la domination juive actuelle — l'intérêt personnel avant l'intérêt général — et le système bancaire et de crédit juif, il y aurait encore suffisamment de Juifs bâtards, ou même d'Allemands « normaux » de race mixte, tout aussi prêts à prendre la place des Juifs et à s'en prendre à leur propre race que les Juifs le sont aujourd'hui, et nous verrions peut-être de nombreux « antisémites » assis là où les Juifs siégeaient autrefois.

Le national-socialisme, avec pour principale revendication l'abolition de l'asservissement aux intérêts, est fondamentalement constructif. Il est plus profond et ses conséquences sont bien plus vastes.

Dans mon essai « Le cœur de notre programme » (Annuaire de la Société nationale, 1927), j'ai souligné la position particulière que nous confère cette revendication parmi tous les autres partis et associations. Toutes nos autres revendications trouvent des aspirations similaires et parallèles chez les partis de droite comme chez ceux de gauche. Aucun autre parti que le nôtre ne peut présenter d'équivalent à cette revendication unique.

Machine Translated by Google

Nous savons tous que ni la gauche, avec son cri fallacieux « À bas le capitalisme ! », ni la droite, avec ses slogans patriotiques, ne sont capables d'inaugurer une nouvelle ère mondiale. Ni les marxistes ni les réactionnaires ne sauraient modifier la nature de notre économie ; ils ne feraient que détruire, comme le font les communistes en Russie. Ils sont incapables de construire.
comme les communistes en Russie.

Que signifie l'asservissement à l'intérêt ?

La condition des peuples sous la domination financière du judaïsme mondial.

Le propriétaire terrien est soumis à cette servitude, contraint de contracter des emprunts pour financer ses activités agricoles – des emprunts à des taux d'intérêt si élevés qu'ils engloutissent presque le fruit de son travail –, ou forcé de s'endetter et de traîner les hypothèques comme un fardeau de plomb.

Il en va de même pour l'ouvrier, qui produit dans les magasins et les usines pour un salaire de misère, tandis que l'actionnaire perçoit des dividendes et des primes qu'il n'a pas mérités par son travail.

Il en va de même pour la classe moyenne qui gagne sa vie et dont le travail sert presque entièrement à payer les intérêts des découverts bancaires.

Il en va de même pour tous ceux qui doivent gagner leur pain par un travail intellectuel ou physique, tandis qu'une proportion relativement faible, sans effort ni peine, empoche d'énormes profits grâce à leurs dividendes, leurs spéculations et leurs actions bancaires. Nous ne parlons pas ici des épargnants prévoyants ni des petits capitalistes —
Bien qu'eux aussi aient dû leurs gains à un système frauduleux, tout au long de leur vie, une partie de leurs maigres intérêts leur a été prélevée sous forme d'impôts. Ainsi, nous pouvons aisément leur rembourser, à la retraite, une partie de leurs revenus qui leur ont été spoliés. J'y reviendrai plus en détail ultérieurement.

Il en va de même pour l'industriel qui a patiemment bâti son entreprise et l'a transformée au fil du temps en société. Il n'est plus libre de ses choix, mais doit désormais satisfaire les exigences d'un conseil d'administration avide et de ses actionnaires s'il ne veut pas être évincé.

Il en va de même pour toutes les nations qui comblent leurs déficits par des emprunts.

Cet asservissement est synonyme de ruine pour toute nation qui remet au pouvoir de l'argent, aux banquiers, ses droits souverains sur son territoire, le contrôle de ses finances, de ses chemins de fer, de ses impôts et de ses douanes, comme l'a fait l'Allemagne en acceptant la loi Dawes.

Le travail créatif est soumis à la même emprise s'il privilégie l'argent avant tout. Aujourd'hui
L'argent, « serviteur du commerce », est devenu le maître, en réalité, le tyran brutal du travail.

L'asservissement par l'intérêt est la véritable expression des antagonismes : capital contre travail, sang contre argent, travail créatif contre exploitation.

La nécessité de briser cet asservissement revêt une importance si capitale pour notre nation et notre race qu'elle est le seul fondement de l'espoir de notre nation de se relever de sa honte et de son esclavage ; en réalité, l'espoir de retrouver le bonheur, la prospérité et la civilisation dans le monde entier.

« C'est le pivot autour duquel tout repose ; c'est bien plus qu'une simple nécessité de politique financière. Tandis que ses principes et ses conséquences imprègnent profondément la vie politique et économique, c'est une question fondamentale pour l'étude économique, et elle affecte donc chaque individu et exige de chacun une décision : — Servir la nation ou s'enrichir sans limites. C'est résoudre la question sociale. »

Toutes les « questions du monde » peuvent être décrites en un seul mot, qui surgit comme une flamme du chaos ; et en même temps, d'innombrables prophètes et livres ne sauraient épuiser toutes les questions que soulève ce mot.

Machine Translated by Google

Nous ne pouvons pas en dire davantage pour le moment sur ce vaste principe fondamental du national-socialisme. J'ai déjà mis en lumière tous les aspects essentiels du problème dans mes brochures : Das Manifest zur Brechung der Zinsknechtschaft — Munich, 1926 (aujourd'hui épuisé) ; Der Staatsbankrott, Die Rettung — Jos. C. Huber, Diessen, 1919 ; Der kommende Steuerstreik — Diessen, 1921 ; et Der Deutsche Staat auf nationaler und sozialer Grundlage — Frz. Eher Nachf., Munich, (tous disponibles auprès de la bibliothèque de notre Parti à Munich, Thierschstr. 11).

Une étude approfondie est nécessaire pour maîtriser les détails de ce problème, car l'économie pratique des 50 dernières années a suivi de si près l'idée capitaliste que tous ceux qui ont grandi avec elle ont besoin d'un changement d'orientation complet pour s'en libérer.

Une brochure sur le sujet paraîtra prochainement, qui expliquera à nos membres cette tâche capitale du futur État nationaliste.

Outre les deux principes fondamentaux tout à fait novateurs de notre Programme énoncés ci-dessus, nous Il convient de mentionner certaines autres personnes en lien avec la politique générale de l'État.

Le principe qui sous-tend notre politique d'État se résume ainsi : le Reich allemand est la patrie des Allemands.

C'est le grand principe de toute notre politique étrangère, et il comprend la libération politique de l'Allemagne, toutes les exigences de notre politique raciale et les conditions d'adhésion à l'État.

Notre principe économique est le suivant : le devoir de l'économie nationale est de fournir les biens et services nécessaires. de la vie et non pour assurer les profits les plus élevés possibles au capital.

Ce principe de politique économique englobe une attitude fondamentale du national-socialisme à l'égard de la propriété privée et des différentes formes d'entreprises, des plus petites aux plus grandes — syndicats, trusts — ainsi que des grandes questions morales qui doivent être une force vive dans le monde des affaires, si l'« économie nationale » ne veut pas se réduire à une simple exploitation de la nation et à une gestion uniquement axée sur le profit !

Notre principe en matière de finances est le suivant :

La finance doit exister au profit de l'État ; les magnats de la finance ne doivent pas former un Un État dans l'État.

Ce principe implique un changement radical. Il concerne les mesures concrètes qu'il faudra prendre pour briser l'emprise des intérêts : nationalisation de la finance, contrôle du système de crédit et du système bancaire.

Chacune de ces tâches revêt la plus haute importance au regard de notre programme. Elles concernent l'ensemble de la législation fiscale, avec pour objectif ultime — et apparemment impossible — Objectif d'un État sans impôt.

Notre principe concernant les sujets sociaux est le suivant :

Le bien commun est la loi suprême.

Notre principe s'oppose frontalement aux pratiques actuelles, selon lesquelles chaque classe sociale, chaque profession, cherche à obtenir des avantages pour son propre groupe en matière de politique sociale, sans égard à l'intérêt général. Nous souhaitons permettre à tous de se loger et de gagner leur vie, et instituer un système général de prise en charge des personnes âgées.

En matière de progrès éducatif et moral, notre principe est immuable : tout travail dans ce sens doit être mené exclusivement du point de vue de la nationalité allemande. Ce n'est ni par l'ordre ni par la force que les forces morales et intellectuelles de notre nation pourront engendrer une nouvelle Renaissance, une nouvelle époque classique dans les arts. Il faudra mettre un terme aux injustices subies.

Machine Translated by Google

par notre vie artistique et intellectuelle allemande aux mains de la dictature juive, notamment par l'empoisonnement de la presse.

Outre cet important domaine de la vie publique, il existe bien sûr de nombreuses autres améliorations à envisager.

Il est clair que notre système juridique devra être modifié pour s'adapter à la diversité des nouvelles institutions ; que le scandale de l'élection au Parlement par le suffrage démocratique devra être aboli ; et qu'après la période transitoire d'une dictature, nous devrons décider de la forme extérieure visible de l'État et des fonctions internes des États fédéraux.

Cependant, ce bref aperçu nous permet déjà de percevoir l'ampleur considérable de ces questions. face aux principes fondamentaux et extraordinaires de notre Programme.

Ce n'est pas fondamental — en fait, cela nous est indifférent qu'il s'agisse d'une monarchie ou d'une république, d'une fédération de 5 ou de 25 États, pourvu seulement qu'ils soient tous des États allemands réunis sous un gouvernement central fort face à l'étranger, et pourvu seulement que les citoyens de l'État allemand puissent vivre heureux et satisfaits chez eux.

Machine Translated by Google

4. Exigences du programme (détails)

telle que formulée par Gottfried Feder dans Der deutsche Staat.

Pour plus de clarté lors du recrutement de nouveaux membres, il convient d'utiliser le Programme tel qu'il apparaît ci-après. Les clauses mineures sont regroupées sous les rubriques principales, correspondant aux principes énoncés au chapitre précédent.

Programme politique et économique du NSDAP

Notre objectif est la renaissance de l'Allemagne à la liberté allemande dans l'esprit allemand.

Les moyens d'atteindre cet objectif sont les suivants :

1. Le principe politique : Le Reich allemand est la patrie des Allemands.

a. En matière de politique étrangère :

- Formation d'un État-nation homogène, englobant toute la race allemande.
- Représentation énergique des intérêts allemands à l'étranger.

b. En matière de politique raciale :

- Formation d'un État-nation homogène, englobant toute la race allemande.
- Représentation énergique des intérêts allemands à l'étranger.

c. En matière de politique interne :

- Seuls les Allemands qui professent une pleine adhésion à l'esprit et au destin de l'Allemagne peuvent exercer les droits d'un citoyen de l'État.
- Celui qui n'est pas allemand ne peut séjourner en Allemagne qu'en tant qu'invité et est soumis à la loi étrangère.
- Les droits des Allemands prévaudront sur ceux des citoyens des nations étrangères.

2. Notre principe économique : Le devoir de l'État est de pourvoir aux besoins essentiels de la vie et ne pas viser à obtenir les profits les plus élevés possibles pour le capital.

a. Le national-socialisme reconnaît la propriété privée comme un principe et la protège par loi.

b. Le bien-être national exige toutefois qu'une limite soit fixée à l'accumulation de richesses entre les mains des individus.

c. Tous les Allemands forment une communauté pour la promotion du bien-être général et culture.

d. Dans les limites de l'obligation de travail de tout Allemand, le caractère sacré de la propriété privée étant respecté, tout Allemand est libre de gagner et de disposer du fruit de son travail.

Machine Translated by Google

e. Il convient d'encourager la saine combinaison de toutes les formes d'entreprises, petites et grandes, dans tous les domaines de la vie économique, y compris l'agriculture.

f. Toutes les entreprises existantes qui, jusqu'à présent, étaient constituées sous forme de sociétés doivent être nationalisée.

g. L'usure, le profit excessif et l'enrichissement personnel au détriment d'autrui. de la nation sera puni de mort.

h. Introduction d'une obligation de travail d'un an (pour l'État), imposée à chaque Allemand.

3. Notre principe financier : la finance doit être au service de l'État ; les magnats de la finance ne doivent pas constituer un État dans l'État. D'où notre volonté de briser l'emprise des intérêts.

a. Soulager l'État, et donc la nation, de sa dette envers les grandes institutions financières qui prêtent à intérêt.

b. Nationalisation de la Reichsbank et des maisons d'émission. c. Financement

de tous les grands projets d'intérêt public (énergie hydraulique, chemins de fer, etc.), non pas par des emprunts, mais par l'émission d'obligations d'État sans intérêt ou sans recours à la monnaie fiduciaire.

d. Introduction d'un étalon monétaire fixe sur une base sécurisée.

e. Création d'une banque nationale de développement des entreprises (réforme monétaire) pour l'octroi de prêts sans intérêt.

f. Refonte fondamentale du système fiscal selon des principes socio-économiques. Allègement du consommateur du fardeau de la fiscalité indirecte et du producteur d'une fiscalité paralysante (réforme fiscale et allègement fiscal).

4. Notre principe socio-politique : Le bien-être général est la loi suprême.

a. Développement à grande échelle de l'assurance vieillesse par la nationalisation du système de rentes. Chaque citoyen allemand aura la garantie d'un revenu suffisant pour vivre à partir d'un certain âge ou, en cas d'invalidité permanente, avant cet âge.

b. Participation de tous les acteurs des entreprises productives aux bénéfices, proportionnelle à leur efficacité et à leur ancienneté. La responsabilité sera également partagée au niveau national dans l'accomplissement de cette mission.

c. Saisie à des fins sociales de tous les profits tirés de la Guerre et de la Révolution, non dus au travail honnête, et des fortunes des usuriers et des accapareurs d'argent.

d. Soulager la pénurie de logements par une construction neuve et massive dans tout le Reich, selon les moyens suggérés au n° 20 (une nouvelle banque nationale).

5. Notre objectif culturel est que toutes les sciences et les beaux-arts s'épanouissent dans un État politiquement libre et économiquement sain. Les moyens d'y parvenir seront les suivants :

a. Former les jeunes à être en bonne santé physique et libres d'esprit, après le grand traditions de la culture allemande.

b. Liberté totale de croyance et de conscience.

c. Protection spéciale pour les confessions chrétiennes.

d. Découragement des dogmes qui s'opposent aux instincts moraux allemands et qui contiennent des éléments nuisibles à l'État et à la nation.

Machine Translated by Google

e. Décourager toutes les influences néfastes dans la presse, la littérature, le théâtre, les arts et les cinémas.

f. Liberté d'instruction dans les écoles secondaires allemandes ; formation d'une règle classe d'hommes de haute conscience.

6. Affaires militaires.

a. Rendre la nation efficace en permettant à chaque Allemand libre de servir et de porter bras.

b. Abolition de l'armée professionnelle.

c. Création d'une armée nationale pour la défense nationale sous le commandement d'un corps d'officiers professionnels hautement qualifiés.

7. Autres recommandations.

a. Réforme de la presse. Suppression de tous les journaux qui militent contre le bien national. Responsabilité stricte pour tous les renseignements faux et intentionnellement falsifiés.

b. Modification des lois électorales afin de supprimer les méthodes démoralisantes des contestations électorales et l'immunité des élus.

c. Création de chambres spéciales pour les métiers et les professions.

d. Réforme judiciaire en ce qui concerne les lois foncières — reconnaissance des droits de propriété foncière comme principe ; interdiction d'emprunter auprès de sources privées en utilisant la terre comme garantie ; droit de préemption de l'État, notamment pour les étrangers et les Juifs ; pouvoir de l'État d'administrer les domaines en cas de mauvaise gestion par le propriétaire.

Le droit civil a considérablement accru la protection de l'honneur et de la santé personnels, contrairement à la protection juridique unilatérale des droits de propriété qui prédomine aujourd'hui.

e. Réforme du droit étatique.

La forme d'État la plus conforme au caractère allemand est la souveraineté concentrée entre les mains d'un pouvoir personnel central. La nation devra décider ultérieurement si ce pouvoir personnel central sera exercé par un monarque élu ou par un président.

Caractère fédéral du Reich.

La constitution de la nation allemande à partir d'un certain nombre de pays étroitement liés par la race et l'histoire rend nécessaire que chacun des États soit très largement indépendant en matière d'affaires intérieures.

Il incombe au Reich de représenter la nation allemande à l'étranger et de pourvoir aux besoins en passeports, en douanes, ainsi qu'à l'armée et à la marine.

Il existe trois principaux obstacles à la mise en œuvre de ce programme national de Socialisme : marxisme, système parlementaire et magnats capitalistes.

1. Notre campagne anti-marxiste est dirigée contre les doctrines subversives du Juif Karl Marx — celle de la lutte des classes qui divise la nation, celle de l'abolition de la propriété privée qui rend le commerce impossible — et contre toute la vision économique et matérialiste de l'histoire.

Machine Translated by Google

2. Notre campagne contre les parlements vise le manque de responsabilité des soi-disant représentants du peuple qui, bénéficiant d'une immunité, ne peuvent jamais être appelés en pratique à répondre des conséquences de leurs décisions ; elle vise également tous les maux qui découlent de ce système (corruption morale, népotisme, vénalité), aboutissant tous au mal ultime : un gouvernement dépendant d'un tel parlement.
3. Notre campagne contre Mammon, qui prime sur les deux autres, est dirigée contre le pouvoir mondial de l'argent, c'est-à-dire l'exploitation perpétuelle de notre nation par les grandes maisons de prêt.

C'est aussi une lutte acharnée contre l'esprit matérialiste et destructeur de l'avidité et de la rapacité, avec tous ses corollaires perturbateurs qui imprègnent notre vie publique, commerciale et culturelle.

Le principal affrontement oppose deux visions du monde, incarnées par deux structures fondamentalement différentes : l'esprit créateur et l'esprit avide et agité. L'esprit créateur, profondément enraciné et supérieur au reste du monde par son expérience spirituelle, est porté principalement par la race aryenne. L'esprit avide, sans racines, uniquement tourné vers les biens matériels et le commerce, est quant à lui principalement représenté par les Juifs.

Le national-socialisme, à l'instar de l'antisémitisme, considère l'esprit judéo-matérialiste comme la principale cause du mal ; il sait cependant que ce combat, le plus important de l'histoire, ne doit pas se limiter à la simple destruction de l'esprit sémitique ; c'est pourquoi le grand programme du national-socialisme va bien au-delà du désir antisémite de destruction, car il offre une vision positive et constructive, montrant à quoi devrait ressembler l'État national-socialiste du travail et de la réussite une fois achevé.

Une fois ce noble objectif atteint, le Parti national-socialiste se dissoudra de lui-même ; car le national-socialisme sera alors l'essence même de la nation allemande. Le NSDAP n'est pas un parti politique au sens habituel du terme, mais cette fraction de la nation, confiante et sûre de l'avenir, qui s'est rassemblée autour de dirigeants forts et déterminés pour affranchir l'Allemagne de la honte et de l'impuissance à l'étranger, du découragement intérieur, et pour lui rendre sa force et son respect à l'international, ainsi que sa santé morale et économique.

« Le Reich allemand est la patrie du peuple allemand. »

Chaque mot de ce principe de politique d'État est un coup de fouet, compte tenu de l'état déplorable des choses aujourd'hui.

Le « Reich allemand » — où est-il aujourd'hui ? L'Allemagne peut-elle prétendre être un État indépendant ? Non ! Même les juristes les plus complaisants ne sauraient décrire un pays comme l'Allemagne actuelle comme jouissant pleinement de tous ses droits de souveraineté.

Les cinq droits les plus importants d'un État sont : la souveraineté sur son territoire, son armée, ses ses finances, son administration interne et ses communications, et enfin sa justice.

Il suffit de présenter la question de cette manière à n'importe quel profane, sans autre explication des droits d'une nation en vertu du droit international, et de la comparer à la position actuelle de l'Allemagne, pour qu'il devienne clair qu'il est impossible de soutenir qu'un « Reich allemand » souverain existe encore.

Notre contrôle sur notre territoire est une farce, car la France peut, à sa guise, s'emparer de terres allemandes sans demander la permission et sans rencontrer d'opposition. Tchèques, Polonais, Danois

Machine Translated by Google

Ils peuvent s'aventurer sur n'importe quelle portion du territoire allemand sans craindre d'être inquiétés. Le « maudit ancien régime » interprétait tout autrement la moindre violation de frontière. Une incursion militaire en territoire allemand impliquait alors un « état de guerre ».

Pour protéger sa souveraineté territoriale, une nation a besoin d'une force armée capable de repousser toute attaque contre son territoire, et donc contre la vie et le bonheur de ses citoyens. Un État libre ne peut permettre à une puissance étrangère d'examiner ses actions ni de décider des effectifs, de l'équipement, de l'armement et des garnisons de son armée ; s'il le fait, il n'est certainement pas souverain ; il ne peut plus contrôler ses moyens de puissance ; il a renoncé au contrôle de ses forces militaires. L'Allemagne l'a fait en cédant aux commissions ennemies de désarmement et de contrôle.

L'Allemagne avait déjà subi cette humiliation dans les conditions de l'armistice et avait perdu ses droits internationaux.

Elle a néanmoins pu conserver une partie de son contrôle interne ; mais dès que le contrôle militaire fut détruit, les magnats de la finance saisirent l'occasion d'une exploitation sans limites de la main-d'œuvre allemande.

Tout d'abord, le torrent boueux de la Révolution déferla sur l'Allemagne ; puis les usuriers et les profiteurs, les traîtres sociaux-démocrates, les fils du chaos, les déserteurs, les bagnards, partagèrent le pouvoir avec les Démocrates et le Centre, et derrière et au-dessus de tous les financiers, les Juifs, menèrent leurs affaires. Bientôt, les francs-maçons des soi-disant partis nationaux, en particulier le frère Stresemann, furent appelés à la rescousse. Le coup de grâce ne tarda pas. Les experts, avec leur loi Dawes, privèrent l'Allemagne du contrôle de ses finances, qui furent bradées à une poignée de Juifs, les magnats de la finance allemands et étrangers. Le Reichstag abandonna les chemins de fer, et avec eux tout le contrôle des communications, ainsi qu'une grande partie du contrôle des impôts et des douanes, en les remettant au Commissaire aux réparations.

Le contrôle de la justice est quasiment inexistant. Les districts occupés sont soumis à une loi militaire étrangère ; le reste de l'Allemagne est régi par des réglementations spéciales, telles que celles relatives à la défense de la République ; l'insécurité des droits et le pillage organisé des biens publics par le biais des lois dites « Aufwertungsgesetze » contraignent les tribunaux à déclarer que le mal est bien.

L'Allemagne n'est plus un État souverain. C'est une colonie d'esclaves. Les Allemands sont opprimés, jetés en prison, privés de liberté d'expression – simplement parce qu'ils sont encore « allemands » et qu'ils aspirent à mettre fin à leur asservissement.

Oui, nous voulons que l'Allemagne retrouve sa liberté, et ce futur Reich allemand sera la patrie des Allemands, non pas une simple machine à maintenir l'ordre, non pas un simple « État », une « autorité », un « gouvernement », une sinécure pour une poignée de familles régnantes, mais un Foyer, ce mot si charmant — l'amour du foyer, doux, ensoleillé, chéri. Le parfum de la terre natale s'élève, le voyageur frémit de joie à la sensation du sol sous ses pieds ; il y est lié par les liens du sang.

Le sentiment d'être chez soi est un sentiment de sécurité, et de là naît le précieux amour du foyer. L'État et la nation ne peuvent aspirer à un but plus noble.

C'est plus important qu'une politique sociale prudente, que l'assurance chômage, que les programmes de logement, même si posséder son propre logement est l'une des plus fortes incitations à aimer son foyer.

Le foyer est plus qu'un « État impérial » que l'on sert, que ce soit par enthousiasme ou sous la contrainte.

C'est plus qu'une administration, plus que la défense de ses propres intérêts, plus qu'un abri pour le bétail ou la protection des personnes et des biens. Tous ces biens publics doivent servir la conception du foyer. De même que l'idée de foyer exerce un charme particulier sur les enfants dans un environnement approprié

Machine Translated by Google

La famille organisée, tout comme sa propre chambre, suscite des sentiments très différents de ceux d'une chambre d'hôtel ou d'une cellule de prison ; le foyer est quelque chose d'indiciblement tendre et pourtant puissant, supérieur à l'idée d'une association à but non lucratif, qui est la conception libérale — parlementaire — démocratique de l'État social.

Politique de l'État

Principe : Le Reich allemand doit être une patrie pour les Allemands — et non pour les Juifs, les Russes (communistes), les sociaux-démocrates, qui n'ont pas de patrie appelée Allemagne (Crispien), ni pour tous les étrangers qui font un séjour plus ou moins long sur le sol allemand.

Nous nous opposons fermement et fondamentalement à la Constitution de Weimar, qui ne parle que de « ressortissants allemands », mais ignore la conception de « Allemand » au sens national, ou plutôt racial.

(a) Politique étrangère.

1. Création d'un État-nation solide, englobant toutes les branches de la race allemande.

Tous les Allemands de sang pur, qu'ils vivent sous souveraineté française, danoise, polonaise, tchèque ou italienne, seront unis au sein d'un Reich allemand. Nous exigeons ni plus ni moins que ce qui a été exigé pour nos ennemis : le droit des Allemands de choisir d'appartenir à leur patrie, l'État allemand.

Nous revendiquons tous les Allemands des Sudètes, d'Alsace-Lorraine, de Pologne, de la colonie autrichienne de la Ligue et des États ayant succédé à l'ancienne Autriche. Cette revendication exclut expressément toute velléité impérialiste ; il s'agit de la revendication simple et naturelle que toute nation forte formule comme son exigence légitime.

2. Une représentation forte des intérêts allemands à l'étranger est un corollaire nécessaire.
du point a.

Ce sont généralement les plus brillants, les plus industrieux et les plus audacieux — ingénieurs, explorateurs, professeurs, marchands, médecins — qui partent à l'étranger, emportant avec eux la culture allemande. Membres de la grande famille nationale allemande, ils ne doivent jamais s'en détacher. Ils sont en droit d'attendre la protection de leur patrie lorsqu'ils sont à l'étranger. Ils ne doivent pas se contenter de diffuser la culture, mais constituer l'avant-garde consciente de l'idéal germanique dans le monde ; non pas des « apôtres de l'humanité », mais les porteurs de l'idéal nordique.

Ceux qui représentent l'Allemagne à l'étranger ne doivent pas adopter de conceptions étrangères, mais rester fidèles à leur identité allemande. Notre ministère des Affaires étrangères doit être assaini. Il nous faut en finir avec l'obséquiosité envers l'étranger, à la manière d'Erzberger et de Stresemann ; alors, la défense ferme des intérêts allemands sera tout à fait respectée et l'on prendra en compte les aspirations allemandes au lieu du mépris.

(b) Politique raciale.

3. Exclusion des Juifs et de tous les non-Allemands de tous les postes à responsabilité dans la vie publique.

Cette revendication est si naturelle pour nous, nationaux-socialistes, qu'aucune autre explication n'est nécessaire ; mais il n'est pas possible de présenter brièvement des arguments convaincants à ceux qui ne comprennent pas les principes de notre doctrine raciale.

Machine Translated by Google

Quiconque considère un Juif comme un « citoyen de l'État de la religion juive » — et non comme un peuple hétérogène, ségrégué et parasitaire par nature — ne saisira pas l'importance de cette revendication. Si quelqu'un affirmait qu'un chou ayant poussé par hasard au milieu d'un fraisier est un fraisier et qu'on peut en récolter de bonnes fraises, il se tromperait autant que s'il pensait qu'un lionceau s'étant introduit dans un troupeau de moutons est devenu un mouton. Un Allemand ne ferait pas un bon fonctionnaire en Chine ou en Inde, et nous ne souhaiterions pas qu'un Chinois ou un Hottentot soit trésorier ou maire d'une ville allemande.

Et pourtant, il vaudrait mieux avoir un Enver Pacha ou un Tchang Kaï-chek au pouvoir en Allemagne plutôt qu'un Juif laissant libre cours à ses caractéristiques raciales en déclin.
Ce qui est certain, c'est que la Révolution a ébranlé l'ordre d'État et que les banquiers juifs installés de longue date, ainsi que les Juifs d'Orient récemment immigrés en Allemagne, se sont enrichis en appauvrissant le pays. Nous l'avons tous constaté et expérimenté ; cette désintégration des institutions nordiques est un processus continu. « Il n'y a qu'une seule voie possible pour ce peuple rusé : il n'a rien à espérer tant que l'ordre est maintenu. » (Goethe à la foire de Plundersweilen)

Par conséquent, nous exigeons :

4. Que l'immigration des Juifs orientaux et autres étrangers parasites soit stoppée, et que les étrangers indésirables et les Juifs soient déportés.

Au moment de la grande inflation, les Juifs de Galicie et de Pologne affluèrent comme des nuisibles dans les villes allemandes. Malgré la pénurie de logements, ils furent rapidement bien logés, tandis que les Allemands durent se réfugier dans des trous. Ils se lancèrent dans des activités illicites, achetant tout ce qui leur tombait sous la main : perles, tapis persans, diamants, or, argent, platine, emprunts de guerre, billets de mille marks, cuivre, plomb, livres, théâtres, céréales (via la Compagnie des Évaporateurs). Ils devinrent rapidement ostensiblement riches et, aux yeux des Allemands « normaux », ils furent considérés comme des citoyens à part entière.

Tout compromis est absolument inadmissible dans cette affaire. Il nous faut des administrateurs dont les convictions raciales soient claires et inébranlables. La santé de notre communauté doit être rétablie par l'application concrète des mesures antisémites, et notre nation doit se tourner vers le Nord, dans l'esprit de l'idéal nordique.

Cette question ne relève peut-être pas à proprement parler du « programme provisoire » du NSDAP ; mais nous devons tous bien comprendre que l'on ne peut pas faire grand-chose pour la nation allemande tant qu'elle n'aura pas été « débâtardisée ».

Mais nous pouvons affirmer ici et maintenant que la terrible décadence raciale n'a été enrayée — du moins en théorie — que grâce à l'intérêt remarquable suscité généralement par les questions raciales et par le nombre d'ouvrages consacrés à ce sujet ; seul un travail solide et continu peut cependant nous permettre de réaliser de réels progrès.

(c) En ce qui concerne la citoyenneté de l'État, nous exigeons :

5. Que seuls les Allemands, qui croient en la culture allemande et au destin commun de Tous les Allemands jouiront des droits d'un citoyen de l'État.

Machine Translated by Google

Même ici, des limites doivent être fixées. Ceux qui, bien que nés en Allemagne, agissent sciemment d'une manière préjudiciable à la nation et à l'État, et reçoivent et obéissent à des ordres venus de l'étranger — autrement dit, qui refusent de participer au destin commun — ne sauraient prétendre aux droits de citoyenneté ; nombreux sont ceux à qui nous devrons refuser le grand honneur de jouir de ces droits.

6. Les non-Allemands ne peuvent séjourner sur le territoire allemand qu'en qualité d'invités et doivent être considérés comme tels. comme étant soumise à une loi étrangère.

Il s'agit d'un principe nécessaire, destiné à mettre un terme définitif à l'obséquiosité perpétuelle envers l'étranger. Cela ne signifie pas pour autant que nous n'accueillerons pas chaleureusement les citoyens étrangers et ne les traiterons pas comme des hôtes convenables, pourvu qu'ils se comportent correctement ;

7. Les droits et intérêts des Allemands prévaudront sur ceux des sujets d'une nation étrangère.

Nos autres exigences n'ont pas besoin d'être détaillées dans notre Programme. Par exemple, la forme que prendront les lois concernant les étrangers sera abordée ultérieurement, de même que les méthodes d'exclusion des Juifs. Un Programme de principes ne saurait être un Programme d'action, donnant des détails tactiques sur la manière d'assurer la suprématie, etc. Je m'oppose catégoriquement à une rigidité excessive de notre Programme, car dans ce grand combat, nous devons d'abord définir les principes auxquels nous ne dérogerons jamais, et non imiter les stratégies électoralistes des partis bourgeois et socialistes.

Politique économique

Il est du devoir du gouvernement national de fournir les produits de première nécessité et non de assurer les profits les plus élevés possibles pour Capital.

Il peut sembler aux hommes simples et pragmatiques qu'énoncer ce fait évident comme un principe est superflu. Il est de notoriété publique pour le producteur, l'agriculteur, l'artisan, le fabricant, que ce qu'il fabrique est soit utilisé, soit consommé, soit par lui-même, soit, en tant que produit commercial, par d'autres.

À ses yeux, toute activité commerciale qui ne se préoccupe ni de production ni de consommation est… Ridicule, impossible, contraire au bon sens.

Ceci nous amène à l'une des grandes difficultés intellectuelles de notre travail de recrutement. Nos compatriotes ne manqueront pas de dire : « Bien sûr, votre conception du sens et des objectifs du travail et de l'économie est tout à fait juste, mais malheureusement, notre prétendue économie politique actuelle ne répond en rien à cette exigence naturelle. Si vous y regardez de plus près, vous découvrirez les caractéristiques déplorables qui s'opposent radicalement au devoir évident de toute économie politique nationale. »

Et que dire des usuriers et des profiteurs ? Ces pilleurs de tous bords se soucient-ils de fournir le nécessaire à la vie ? Non ! S'emploient-ils à créer de la valeur, produisent-ils quoi que ce soit ? Non ! Ce sont des voleurs et des traîtres au sens économique du terme, qui ne font qu'amasser des richesses pour eux-mêmes.

Et les banques ? Elles font circuler l'argent et accordent des crédits. Oui ; mais la Poste fait la même chose, et en moins cher, plus vite et mieux ; et à qui les banques accordent-elles des crédits ? — Aux

Machine Translated by Google

Les masses laborieuses dans le besoin, sans domicile fixe, ou pour construire des maisons, pour répondre au besoin criant de logements ? Non ! Et les agriculteurs, ou ceux qui gèrent des entreprises et produisent et distribuent les biens de première nécessité ? Non, pas gratuitement, et seulement si des garanties sont offertes, en plus de l'engagement naturel de remboursement ; de plus, elles perçoivent des intérêts. Les banques se soucient-elles de savoir si les clients des producteurs sont bien servis, à moindre coût et rapidement, ou si les biens de première nécessité sont fournis rapidement, à moindre coût et avec toute l'attention requise ? Non ! Leur seul objectif est de faire du profit grâce aux intérêts, aux commissions, ou quel que soit le nom donné à ce processus bancaire d'exploitation de la masse monétaire. Que produisent les banques ? Rien ! Que gagnent-elles ? Des sommes colossales.

Ainsi, les prêteurs d'argent, les profiteurs, les banques et les financiers ne fournissent aucun bien de première nécessité, mais engrangent d'énormes profits grâce au système capitaliste dominant. En réalité, ils tyrannisent et exploitent le système économique antisocial actuel. La principale fonction de l'économie est de garantir le versement des intérêts sur les prêts, c'est-à-dire que les travailleurs sont contraints de céder une partie de leurs revenus à la « Cité ». Que fait le propriétaire d'usine, ou, comme l'appellent les ouvriers, l'« exploiteur » et le « sangsue » ? En versant les salaires les plus bas possibles, en utilisant des matériaux de qualité inférieure, en pratiquant la production de masse, la moyenne et des prix de détail élevés, il cherche à maximiser ses profits.

Il ne se soucie guère de la misère de ses employés ; peu lui importe que ses marchandises finissent rapidement à la poubelle – tant mieux, car cela lui assure plus de travail et de profits. Ces gens naïfs se précipitent sans cesse sur des babioles bon marché, pourvu qu'elles soient présentées de façon attrayante.

Le rendement de son capital passe avant tout ; subvenir à ses besoins essentiels vient bien après.

Il fait néanmoins quelque chose : il fournit du travail.

Le véritable chef d'entreprise est tout autre chose : il est conscient de son rôle crucial de leader économique et doit posséder une haute intégrité morale, du moins sur le plan économique.
Sa tâche consiste à identifier les véritables besoins économiques de la population ; s'il est également inventeur, il accomplit lui-même ce travail de pionnier. Il doit minimiser ses coûts et les optimiser, maintenir des prix bas pour commercialiser ses produits, assurer la qualité et la quantité de sa production, bien rémunérer ses employés afin qu'ils puissent acheter librement, et constamment penser à améliorer et moderniser ses installations et ses méthodes commerciales. S'il place tous ces éléments au cœur de son activité, il « fournit les biens de première nécessité » au sens le plus noble du terme, et les profits en découleront naturellement, sans qu'il en fasse son objectif principal. L'exemple le plus remarquable et le plus connu de ce type de fabricant est Henry Ford. D'autres noms, dans nos industries lourdes, se distinguent également.

Krupp, Kirdorf, Abbe, Mannesmann, Siemens et bien d'autres.

Le caractère de telles entreprises est tout à fait différent lorsqu'elles ne sont pas contrôlées personnellement par des hommes d'une grande moralité qui veillent aux intérêts de leurs employés, mais qu'elles sont confiées à des sociétés à responsabilité limitée impersonnelles.

Tant que le fondateur d'une entreprise en est également le principal actionnaire et qu'il peut maintenir l'excellence de ses produits, tout va bien ; mais dès que la transformation a lieu, l'entreprise est submergée par les intérêts des actionnaires capitalistes. Les anciens propriétaires, les dirigeants, dépendent désormais du conseil d'administration, représentant les actionnaires, pour l'amélioration des méthodes de travail et des conditions de travail, et les actionnaires ne se soucient guère (au-delà de celui d'un esclavagiste) du bien-être des travailleurs et de la qualité du travail, tant que…

Machine Translated by Google

Les dividendes qui en découlent sont importants et intéressants. L'introduction des actions de personnes a eu un impact dévastateur, car n'importe quel spéculateur peut accaparer les actions et devenir propriétaire de grandes entreprises industrielles sans rien y connaître. Pour la Bourse, les actions ne sont que des bouts de papier avec lesquels jouer. Elle ne s'intéresse pas aux conditions de production et de travail ; la plupart de ses membres seraient incapables de dire quels sont les produits, les conditions de commercialisation, le travail, les salaires et l'entretien des entreprises dont ils sont légalement propriétaires. (!) Et ils le sont bel et bien, simplement parce qu'ils ont accaparé les actions de telle ou telle usine sur le marché.

Examinons maintenant cet état de choses à la lumière de ses effets sur l'économie politique, afin de mettre en évidence le caractère corrompu du système capitaliste.

Aujourd'hui, les entreprises ne recherchent qu'un retour sur investissement.

Les grandes enseignes de distribution utilisent des méthodes différentes. Elles cultivent l'« attraction », le « bluff », « moyenne », « articles de luxe » et susciter le désir de choses non essentielles, comme 1 ci-dessus.

Les grands palais, construits avec tout le raffinement, invitent à l'achat d'articles en apparence bon marché, mais pour la plupart inutiles. En proposant des conditions de paiement avantageuses, ils incitent leurs clients à dépenser des sommes astronomiques en pur luxe. Des toilettes sont aménagées pour permettre aux clients de flâner dans les magasins, qui deviennent ainsi de véritables temples de l'extravagance, car nul ne doit s'imaginer recevoir quoi que ce soit en cadeau. Les personnes réellement aisées n'achètent pas dans les grands magasins ; elles savent ce que les plus pauvres ignorent : qui achète bon marché achète cher. Les foules qui fréquentent ces palais s'imaginent-elles qu'ils ont été construits autrement qu'avec leurs maigres économies ? Pensent-elles avoir le droit de payer pour les escalators, les ascenseurs, les toilettes, l'éclairage féerique ?

Sachez également que les grandes surfaces ruinent les petits commerçants, qu'elles exploitent cruellement le travail à domicile et leurs employés, et que leurs produits sont pour la plupart de piètre qualité. Les articles de meilleure qualité y sont généralement plus chers que dans les boutiques spécialisées respectables, ce qui justifie notre lutte contre les grandes surfaces. Nous les considérons comme une application concrète de l'idéal capitaliste, qui ne fournit pas les biens de première nécessité, mais n'a d'autre but que de générer d'énormes profits pour les actionnaires.

Étant donné cette conception dominante de la fourniture des nécessités de la vie (qui, il convient de le noter, n'a rien à voir avec le système économique communiste), la question revêt une importance primordiale dans notre attitude envers la propriété privée.

8. Le national-socialisme reconnaît la propriété privée comme un principe et la protège par la loi, pourvu qu'elle soit acquise et utilisée honnêtement. Nous ne pouvons l'aborder ici, mais quiconque comprend correctement le terme « travail » constatera rapidement que le produit du travail doit appartenir à celui qui travaille. Un producteur ne comprendra pas pourquoi son travail, ou sa valeur, devrait être la propriété d'une vague « communauté », et il n'admettra pas facilement que les fruits de son labeur devraient revenir à un individu, le capitaliste. Dès lors, une juste compréhension du sens du terme « travail » conduit naturellement à la reconnaissance de la propriété privée.

   Il y a enfin un autre sujet : la conception du foyer. Le foyer n'est une réalité que s'il appartient véritablement à son propriétaire et que ce foyer abrite sa famille. Les fruits et légumes de son propre jardin ont meilleur goût qu'un repas pris dans un restaurant bondé. Quiconque ignore le désir de posséder et la joie de posséder ne comprendra pas l'importance de reconnaître la propriété privée. Un tel homme n'a de racines nulle part ; il est curieux que…

Machine Translated by Google

L'homme prédateur est toujours envieux, toujours en quête de nouveauté, tandis que l'homme nordique, l'homme solide de la terre, est d'une modestie absolue. Il ne désire rien de plus que ce que son travail peut lui apporter. Un ouvrier ne souhaite pas posséder une belle villa qu'il ne pourrait jamais gagner ; il veut une jolie petite maison à lui, et non une maison louée pour laquelle il paierait, au cours de sa vie, trois ou quatre fois le coût de sa construction. Mais le Juif, le capitaliste, lui, ne veut être attaché à aucun lopin de terre ; son idéal est un grand coffre-fort rempli de titres, d'actes hypothécaires et de reconnaissances de dette. La richesse, non pas en biens immobiliers, mais en biens hypothéqués, est son but. Il ne travaille pas, mais ne se repose que lorsqu'il a amassé des liasses d'obligations lui donnant un pouvoir absolu sur tous ceux à qui il a prêté de l'argent. La prochaine revendication de notre Programme vise précisément à mettre un terme à cela.

9. Le bien-être de la nation exige qu'une limite soit fixée à l'accumulation de richesses.
entre les mains des individus.

La richesse n'est pas nuisible en soi ; au contraire, les biens bien gérés profitent à tous ceux qui y sont liés. Mais c'est encore le système capitaliste du crédit qui a transformé la richesse, d'une bénédiction, en une malédiction ; c'est du vol. La grande masse des travailleurs sans possessions et la classe moyenne endettée sont de plus en plus éloignées des riches ; d'innombrables petits propriétaires sont saisis pour dettes, et le pouvoir des financiers, qui ne connaissent ni patrie ni foyer, devient toujours plus sinistre, assis dans leurs châteaux modernes de barons voleurs, les banques. Pour faire face à cela, l'État-nation veillera à ce que :

10. Tous les Allemands seront réunis en une communauté de travail pour la promotion de
Bien-être commun et culture.

Cette idée de communauté de travail implique le renversement économique de la conception universaliste de la société. Tout travail et toute production doivent s'inscrire dans l'idéal supérieur de service à la communauté. Elle ne s'oppose nullement à l'effort et au travail individuels, mais signifie que le progrès individuel ne doit pas se faire au détriment d'autrui. Le point suivant illustre cette exigence.

11. Dans le cadre du devoir général de travail qui incombe à tout Allemand, et avec la reconnaissance de la propriété privée comme principe, tout Allemand est libre de gagner sa vie comme il l'entend et libre de disposer du fruit de son travail.

Ce qui précède rejette expressément les projets de socialisation du marxisme ainsi que ceux de la haute finance. L'État doit inclure le plus grand nombre possible d'existences libres, liées par l'idéal social de service. — Il est certes hors de question d'exploiter des mines, des hauts fourneaux, des laminoirs, des chantiers navals à petite échelle, mais cent mille maîtres cordonniers libres et indépendants valent mieux que cinq immenses usines de chaussures.

Les grands domaines fonciers du nord et de l'est de l'Allemagne sont plus productifs lorsqu'ils sont exploités à grande échelle que lorsqu'ils sont gérés par de petits exploitants agricoles. Ces derniers prospèrent davantage lorsqu'ils sont situés à proximité des villes et des villages. Notre point suivant exige que :

12. Une combinaison saine d'entreprises de toutes sortes, grandes et petites, y compris l'agriculture,
sera maintenue.

13. Les grandes entreprises (syndicats, trusts) sont nationalisées. Cette revendication s'inscrit dans notre lutte générale contre l'idéal capitaliste. — Le premier objectif des syndicats et des trusts, dans chaque secteur de production, est de s'unir à d'autres entreprises similaires.

Machine Translated by Google

Leur but est de dicter les prix. Ils ne sont animés par aucune volonté de distribuer des produits de qualité à bas prix. Ces « cercles » sont particulièrement attirés par les nouvelles entreprises prospères. Les nouvelles entreprises du même secteur sont rachetées et éliminées, souvent moyennant une indemnisation très élevée. L'offre est régulée par la mise en commun des ressources, ce qui leur permet de contrôler les prix selon une « offre et une demande » en apparence légitimes. C'est ce qui préoccupe les actionnaires, qui ne souhaitent pas que la concurrence maintienne les prix bas. Les nouvelles idées et inventions sont perçues avec hostilité, voire étouffées si leur adoption risque de menacer la capacité financière des usines existantes. Ces entreprises, gérées comme d'immenses trusts depuis un siège central, sont manifestement « mûres pour la socialisation », c'est-à-dire qu'elles ont cessé de rendre à la collectivité les services que la concurrence individuelle assure. Elles sont paralysées dès le départ et ne servent que l'avidité du capitalisme.

14. Les usuriers et les profiteurs, ainsi que l'enrichissement personnel impitoyable aux dépens de la nation, seront punis de mort.

La loi, dans sa forme actuelle, accorde une protection particulière à la propriété individuelle. Les petits larcins sont punis de manière inhumaine, tandis que la loi ne prévoit aucun moyen d'appréhender les escrocs de grande envergure qui dépouillent une nation entière par des « méthodes capitalistes ». Nous pensons notamment à ceux qui ont encouragé l'inflation et en ont profité. C'était la première fois dans l'histoire qu'une nation industrieuse entière était spoliée de la totalité de ses économies par un crime d'inflation d'une telle ampleur que celui qui s'est produit en Allemagne.

Après la stabilisation, la cupidité des banques était pire que le banditisme de grand chemin. Les pratiques des « entreprises de guerre » ont fait plus de victimes allemandes que n'importe quelle bande de brigands organisée.

Le moment venu, nous examinerons ces questions plus en détail et devrons trouver un cadre juridique. Mais chacun s'accordera à dire que la fraude organisée contre la nation doit être punie aussi sévèrement, voire plus sévèrement, que les petits vols ou les escroqueries.

15. Introduction d'une année d'obligation de travail ou de service pour chaque Allemand.

L'obligation de servir par le travail sera l'expression visible, pour le public, du devoir de service. Elle se veut éducative et vise à offrir à chaque Allemand l'exemple d'une communauté entière œuvrant de concert. Elle montrera à chaque Allemand la bénédiction que procure l'accomplissement rigoureux du devoir au service de la nation.

Politique financière

Se libérer de l'emprise de l'intérêt.

Nos principes sur ce sujet ont été si clairement exposés dans le deuxième chapitre que nous Nous ne décrirons ici que les mesures appropriées pour atteindre notre objectif en pratique.

16. Libération de l'État, et donc de la nation, de ses dettes et de l'obligation de payer des intérêts aux grandes institutions financières.

L'État ne peut contracter de dettes, car il n'en a pas besoin. Il n'y a aucune comparaison possible entre l'État et le particulier qui, de temps à autre, a besoin d'emprunter et se voit contraint de s'endetter. L'État contrôle la Monnaie ; il peut donc faire de l'argent, ce que le particulier ne peut pas faire ! Il l'a fait de manière complètement insensée.

Machine Translated by Google

Durant l'inflation, elle a agi de même avec le Rentenmark, puis de même – après avoir cédé son contrôle à la soi-disant Reichsbank – avec le soi-disant Reichsmark.

L'État pourrait bien mieux exploiter ce droit de générer des profits, sans risque d'inflation. — Mais seulement si, au préalable :

17. La Reichsbank et toutes les banques émettrices sont nationalisées, et
18. S'il est prévu de financer tous les grands projets publics (énergie hydraulique, chemins de fer, etc.) non pas par des emprunts, mais par l'octroi d'obligations d'État sans intérêt, ou sans utiliser d'argent liquide.

En d'autres termes : imprimer des billets de banque sans discernement, sans créer de valeur nouvelle, engendre l'inflation. Nous l'avons tous constaté. La conclusion qui s'impose est que l'émission d'obligations sans intérêt par l'État ne peut provoquer d'inflation si de la valeur nouvelle est créée simultanément.

Le fait qu'aujourd'hui, les grandes entreprises économiques ne puissent être lancées sans recourir aux emprunts relève de la pure folie. C'est là que l'usage raisonnable du droit de l'État de créer de la monnaie peut s'avérer judicieux et produire les résultats les plus bénéfiques.

Il doit être évident pour tous que, par exemple, une grande centrale électrique utilisant la force hydraulique pourrait très bien être construite de la manière suivante, tout à fait ordinaire :

Le gouvernement présente au Conseil législatif un projet de loi relatif à l'exploitation de l'énergie hydraulique en Bavière, en Saxe, etc., sous réserve du respect de toutes les conditions économiques. La Diète locale, ou tout autre organe compétent, décide des travaux et habilite le ministre des Finances ou la Banque d'État à émettre une série de billets de banque, portant une mention spéciale indiquant qu'ils sont intégralement financés par les nouveaux travaux envisagés. Ces billets sont garantis par le crédit combiné de l'État ou du Reich. Nul ne peut s'y opposer en raison du risque d'inflation. La construction est réalisée grâce au crédit additionnel accordé par le Conseil représentant la nation, et les billets acquièrent cours légal au même titre que les autres.

Une fois les travaux terminés, les nitrates ou l'électricité sont fournis aux clients en contrepartie de ce paiement, et au bout de quelques années, les titres peuvent être retirés du marché et détruits. Résultat : l'État et la nation ont mis en place un nouveau système qui leur assure une importante source de revenus, et la nation s'en trouve enrichie.

Pour démontrer l'absurdité du système actuel, comparons ce qui précède avec ce qui se passe maintenant.

Un emprunt est contracté. Quelques capitalistes font ce que la nation entière, même avec l'approbation du Parlement, ne peut faire : ils autorisent l'État à emprunter de l'argent auprès d'eux. Au lieu d'utiliser son autorité directe au profit de la nation, l'État s'engage à payer des intérêts perpétuels sur la somme nécessaire à la réalisation de certains travaux, se mettant ainsi un fardeau insupportable. Et, plus coûteux encore, il émet des obligations, créant ainsi une « nouvelle capacité d'achat ». Au bilan, peu importe que ces nouveaux travaux soient représentés par de la nouvelle monnaie fiduciaire ou de nouvelles obligations.

Mais la communauté en subit les conséquences, car ces obligations impliquent que les nouveaux travaux sont hypothéqués auprès du capital, qui, naturellement, se met à l'abri, fixe les prix et empoche les profits. Ainsi, ce sont en réalité les financiers qui s'enrichissent grâce au développement de l'énergie hydraulique du pays ; ils sont indifférents au remboursement ; ils apprécient de tels monopoles comme des vaches à lait permanentes. La population est contrainte.

Machine Translated by Google

payer cher l'électricité ou les nitrates, et une fois de plus une partie du patrimoine national est détournée au profit des financiers.

Je renvoie le lecteur à mes écrits antérieurs, notamment à *Der deutsche Staat*, qui traite de ces questions plus en détail que ne le permet cette brochure. Plusieurs numéros de cette série abordent par ailleurs divers aspects spécifiques des nouvelles méthodes de création monétaire du futur État.

19. Nous exigeons l'instauration d'un étalon monétaire fixe. Certes, nous l'avons désormais, mais le vol demeure le même. Nous, les nationaux-socialistes, avions tout préparé, une fois au pouvoir, pour mettre fin immédiatement à l'escroquerie inflationniste et pour instaurer un nouvel étalon monétaire garanti.

20. Création d'une nouvelle banque nationale pour le développement et l'économie.

Cette revendication est expliquée de manière exhaustive dans la brochure 8 de la Bibliothèque nationale-socialiste : Die Wohnungsnot und die Sociale Bau - und Wirtschaftsbank als Retterin aus Wohnungselend, Wirtschaftskrise und Erwerbs1osene1end. Il est remarquable que notre exigence d'une politique financière ait profondément pénétré dans d'autres cercles politiques que le nôtre.

En 1921, je soumis cette demande au gouvernement bavarois sous la forme d'un projet de loi détaillé. L'idée suscita d'abord beaucoup de sympathie ; mais dès que les « experts » – le milieu bancaire – furent consultés, le gouvernement rejeta « l'utopie de Feder ».

Après notre victoire aux élections de Thuringe en février 1921, notre parti au Landtag œuvra activement à la création d'une telle banque et constata que le ministre des Finances, von Kluchtzner, était disposé à coopérer ; la bourgeoisie y était également favorable. Un vote majoritaire au Landtag autorisa le gouvernement à établir une Banque sociale pour le développement et l'économie. Suite à cela, le gouvernement du Reich, sous la pression de la Reichsbank, interdit la mise en œuvre de la volonté populaire.

J'étais entre-temps parvenu à faire introduire au Reichstag un projet de loi dans ses grandes lignes, prévoyant la création de banques similaires dans les différents États ; cependant, lors de la courte session de l'année Dawes (1924), il fut prudemment reporté par les partis gouvernementaux jusqu'à la dissolution à l'automne de cette année-là.

Un projet de loi relatif à la création d'une banque était examiné par le Landtag de Mechelenburg. La résolution fut rendue inefficace par l'hésitation du ministre des Finances nationaliste allemand, ainsi que par les obstacles que la Reichsbank était susceptible d'opposer.

L'idée qui sous-tend la banque de développement n'est pas moins simple que le plan expliqué ci-dessus visant à créer de l'argent pour de grandes causes publiques.

Une société économique combinée, telle qu'une banque de développement économique, devrait être habilitée à émettre des titres de créance pour le développement (Baumark-Scheinen) garantis par la valeur des logements nouvellement construits. Ces derniers pourraient alors être érigés sans le fardeau exorbitant des intérêts, qui, à lui seul, empêche aujourd'hui de construire en nombre suffisant.

Chaque Allemand possède sa propre maison. Un peuple libre sur une terre sans entraves.

Machine Translated by Google

21. Refonte complète du système fiscal selon des principes socio-politiques et économiques. Libération du consommateur du fardeau de la fiscalité indirecte et du producteur des taxes qui entravent son activité.

Politique sociale

La politique sociale est le mot d'ordre favori de nos politiciens actuels qui prétendent tout arranger. Cela sonne bien, les rend populaires et attire les votes pour le parti qui promet de tout remettre en ordre.

Lorsque chaque parti promet au fonctionnaire, par exemple, une augmentation de salaire, il appelle cela une politique sociale.

Il en va de même lorsqu'ils promettent d'exaucer les vœux des employés et des ouvriers ; ou lorsqu'ils font un petit geste pour soulager les personnes à faibles revenus, les victimes de la guerre, les jeunes enseignants ou les Allemands à l'étranger.

Et tout le monde court après ces chasseurs de rats politiques quand ils jouent de leur flûte « sociale »2 .

Il faut d'abord préciser que la politique sociale place le bien public au-dessus de tout, et que, telle qu'on l'entend aujourd'hui, elle est en réalité guidée par l'intérêt personnel, sans égard pour le bien commun. On y fait toutes sortes de promesses inconsidérées, et ceux qui les font doivent savoir d'emblée qu'il leur est impossible de les tenir.

Maintenant que l'Allemagne est si impuissante politiquement, économiquement et financièrement – ce qui s'est traduit d'abord par les lois Dawes, puis par la loi Young, et par cette prétendue politique d'émancipation qui a accablé notre nation, rendant la vie presque impossible –, parler de « politique sociale » est à la fois faux et ridicule. Maintenant que la vie en Allemagne est si étouffante, que chacun piétine son voisin, cherche à le devancer et à l'écarter, que les différentes classes de la population s'affrontent, les promesses de favoriser un groupe au détriment d'un autre ne relèvent pas d'une « politique sociale pour le bien commun », mais incitent à la division. Ils savent pertinemment qu'une « amélioration » passagère est annulée par une hausse du coût de la vie et des impôts.

La politique sociale signifie quelque chose de très différent : une volonté de résoudre les problèmes sociaux.

Les classes ouvrières malchanceuses et exploitées croient que leurs salaires justes, leurs droits légitimes On leur refuse une place dans l'ordre social — d'où la guerre des castes.

Il est clair pour tous que notre vie économique souffre de profondes blessures ; d'une injustice amère. Pourtant, les conclusions tirées par le marxisme avec sa « lutte des classes » et ses « revendications sociales et économiques » d'« expropriation de l'expropriant » et de « socialisation » sont totalement fausses, car cela va à l'encontre de toutes les véritables exigences d'une politique sociale authentique, dont la loi suprême est le bien-être généra

Le principe fondamental de la lutte des classes — en tant que principe politique — est la haine. « L'expropriation de l'expropriant » fait de l'envie un principe économique, et la « socialisation » consiste à anéantir la personnalité des dirigeants et à instaurer le matérialisme, la masse, à la place de l'intellect et de l'efficacité.

2 Une allusion au joueur de flûte de Hamelin.

Machine Translated by Google

Il n'est plus nécessaire d'en dire autant pour prouver l'effondrement total des doctrines marxistes, au vu de la faillite complète du système économique communiste et de l'échec lamentable de la révolution allemande de 1918.

J'attire l'attention de mes lecteurs sur le fait que ce pseudo-socialisme, né du marxisme, ne repose ni sur le bon sens ni sur aucune idée sociale, qu'il est dénué de toute construction, mais qu'il demeure englué dans les tréfonds de la pensée politique, qu'il se fonde sur le même principe général d'individualisme grossier et chaotique que nous lui connaissons depuis toujours. Il n'est partagé que par une poignée d'individus, unis par des sentiments de haine et d'envie – et non par une quelconque volonté constructive – envers l'autre moitié de la nation. Faut-il s'étonner que la question sociale ne soit pas, et ne puisse être, résolue par ces moyens, et que leur seule solution soit la haine et la soif de pillage ? Qu'un État vivant ne puisse résulter de la révolte marxiste de la Bourse, mais seulement d'un amas de ruines ?

Une fois de plus, le national-socialisme trouve le mot juste : révolte boursière. Le marxisme est l'expression d'une trahison capitaliste. Capitaliste, car lorsqu'une société fondée sur l'individualisme sombre dans le chaos, elle tombe nécessairement sous l'emprise du grand magnat de la finance.

Les théories socio-politiques qui se prétendent « anticapitalistes » (marxisme, lutte des classes) – la politique sociale telle qu'on l'entend aujourd'hui – sont nécessairement capitalistes, car elles partagent le même principe intellectuel. Elles ne visent pas à construire organiquement la société, membre par membre, à imbriquer avec soin les différentes classes œuvrant sous l'idéal d'unité nationale, mais leurs aspirations sont purement égoïstes : leur seul désir est d'améliorer leur propre situation sans égard pour autrui.

Le capitalisme et le marxisme ne font qu'un ! Ils puisent leur source dans la même origine intellectuelle.
Il y a un monde de différence entre eux et nous, leurs plus farouches adversaires. Notre conception même de la société diffère profondément de la leur. Il ne s'agit ni de lutte des classes ni d'égoïsme de classe, mais – notre loi principale est le bien commun.

22. Progrès importants dans l'assurance vieillesse grâce à la nationalisation des rentes viagères. Chaque citoyen allemand aura la garantie d'un revenu suffisant à partir d'un certain âge, et avant cet âge en cas d'invalidité permanente.

Voilà la solution au problème social.

Ce n'est pas tant le mécontentement direct à l'égard des salaires et des revenus qui engendre les tensions sociales, mais plutôt l'incertitude, l'angoisse de l'homme face à ses vieux jours, la crainte de se retrouver à la rue. C'est cette angoisse lancinante qui pousse les différentes professions à se regrouper en organisations sociales factices de type marxiste et capitaliste, et qui exacerbe l'animosité entre employeurs et employés. Elle libère les instincts les plus vils des deux camps, et l'animosité mutuelle en résulte. Le véritable but de l'ouvrier dans la vie s'estompe dans la lutte pour une augmentation de salaire passagère, et il ne réalise jamais quel devrait être le grand objectif de la politique sociale : assurer une retraite digne.

âge.

Nous constatons une fois de plus comment l'État a trouvé une solution judicieuse et louable pour la classe ouvrière, en assurant sa retraite. C'est là la solution appropriée et heureuse de l'idéal capitaliste du revenu, à savoir le convertir en un véritable idéal étatique de protection sociale, fondé sur le travail et l'efficacité individuels.

Machine Translated by Google

Le but le plus élevé et le plus noble du national-socialisme sera de réaliser ce modèle de bien-être général.

23. Le partage des bénéfices pour tous.

Le NSDAP adhère à cette revendication. Il s'agit en réalité d'une revendication purement socialiste au sens strict du terme ; néanmoins, elle nous apparaît comme un cadeau séduisant mais pernicieux du capitalisme.

Le partage des profits issus du travail d'autrui relève de la catégorie des revenus non salariaux, particulièrement visée par le national-socialisme. Le partage des profits de son propre travail est une revendication si naturelle et si juste socialement qu'aucun principe ne saurait s'y opposer.

C'est dans sa mise en œuvre que réside la difficulté, c'est-à-dire dans la limitation de la part due à la production, au savoir-faire et à l'industrie du travailleur, et de celle due au travail intellectuel de l'inventeur, du comptable, du commerçant, de la direction et aux autres circonstances liées à l'activité.

Il est bien entendu primordial de ne pas négliger les acteurs qui contribuent à la valorisation d'un produit. Même dans le système actuel, une partie des profits que le capital espère tirer d'une entreprise pourrait être restituée aux travailleurs.

Nous n'aborderons pas ici la question de savoir comment l'État national-socialiste résoudra ultérieurement ce problème.

J'estimais personnellement qu'une baisse générale des prix, tout en maintenant les salaires à leur niveau actuel, serait la solution la plus efficace et la plus pratique pour répondre à la demande de partage des bénéfices de l'ensemble de notre production nationale.

Il est toutefois possible que l'État national-socialiste résolve le problème de manière bien plus globale que ne le conçoivent aujourd'hui les esprits à tendance marxiste et capitaliste. La revendication actuelle de partage des profits découle soit d'un désir de profit (fondamentalement capitaliste), soit de l'envie (fondamentalement marxiste).

C'est seulement dans l'État idéal, tel que nous le concevons, que cela se justifie, car, lorsqu'il s'agit de résoudre ce problème, il faut éviter la méthode capitaliste consistant à accorder une petite part de l'entreprise, dont le seul but est de garantir aux actionnaires majoritaires leur droit à leurs dividendes, ainsi que l'idée marxiste d'envie, car celle-ci dégrade le facteur personnel et nuit au bien public.

Nous donnons quelques exemples pour plus de clarté.

Il n'est d'aucune utilité pour les ouvriers d'une usine de chaussures qui bénéficient d'une « participation aux bénéfices » de recevoir quelques actions de l'entreprise, une petite prime ou une paire de chaussures au prix coûtant, s'ils doivent payer le même prix pour leurs chemises, costumes, chaussettes, nourriture et boissons, car les tailleurs, boulangers et brasseurs couvrent la cupidité des fabricants de vêtements, boulangers et brasseurs par leur propre « participation aux bénéfices ».

La baisse des prix est le remède qui doit permettre à chaque citoyen de la nation de bénéficier des profits de la production nationale.

Machine Translated by Google

Il ne saurait satisfaire le sentiment de justice sociale d'un véritable national-socialiste que d'exclure du partage des bénéfices les balayeurs, les journaliers, les cheminots, les facteurs, les employés des transports, les personnels hospitaliers – pour n'en citer que quelques-uns –, les ouvriers agricoles, les mineurs, les maçons, les manœuvres, sous prétexte que ces catégories de travailleurs ne contribuent pas à la création de valeur. De même, concernant l'agriculture (où il faut considérer non seulement les détails de l'exploitation, mais aussi les millions de personnes exerçant des activités connexes), il faut préciser qu'elle n'est rentable que les années de bonnes récoltes ; dans les industries lourdes également, les mines ne dégagent qu'un maigre profit, du fait de la pression de la concurrence mondiale.

Peut-on affirmer que ces millions de travailleurs et d'employés, souvent employés dans les secteurs les plus importants de l'industrie, mais qui, en raison des circonstances, ne peuvent espérer une part directe des bénéfices, doivent être moins considérés que la classe nombreuse qui travaille peut-être comme plongeurs ou portiers dans une boîte de nuit ou un hammam, ou dans une usine d'optique ou de produits chimiques bénéficiant d'un monopole et approvisionnant le monde entier ? Ces derniers doivent-ils partager les profits et les dividendes de la production de luxe ? Faut-il rendre toujours plus impossible l'accès à ces avantages pour la majorité de la population ?

Nous aimons imaginer une pluie de dividendes, de primes, de cadeaux de Noël, autant d'argent déversé sur les employés et les cadres qui ont accompli un travail remarquable pour l'entreprise pendant des années. De telles aspirations socio-politiques n'ont pas besoin d'être abordées dans ce traité de principes généraux. La revendication, en l'état actuel des choses, est importante et devrait rallier des partisans. Les « profits » dépendent principalement de la conjoncture économique générale et des compétences techniques et commerciales de la direction ; l'échec peut provenir d'une construction défectueuse ou d'une erreur de calcul. Si compétents et si assidus soient-ils, les employés n'ont que peu ou pas d'influence sur les résultats de l'année, ni sur les gains ou les pertes.

Leur efficacité justifie qu'ils exigent une rémunération juste et suffisante, mais rien, ni moralement ni économiquement, ne justifie qu'ils réclament une part des bénéfices. Ils s'opposeraient, à juste titre, à ce qu'on leur propose de couvrir les pertes de l'exercice sur leurs économies ; ils s'opposeraient également, à juste titre, à ce qu'on leur demande de compenser, par une baisse de salaires, une mauvaise gestion ou un train de vie dispendieux de la part des dirigeants. Mais la participation aux bénéfices n'est justifiable que s'il existe une capacité et une volonté de partager les risques et les pertes, ou si une efficacité exceptionnelle la justifie.

Voici un aspect du partage général des bénéfices.

Pourquoi, par exemple, les grandes teintureries allemandes, avec leur position de monopole prédominante, devraient-elles continuer à n'être qu'une vache à lait capitaliste pour les actionnaires d'IG Farbenindustrie, et au mieux, en augmentant les prix, ne reverser qu'une part des bénéfices à leurs ouvriers et dirigeants ?

Il appartiendra à l'État national-socialiste de veiller à ce que les énormes profits monopolistiques soient mis à la disposition du public par une baisse des prix très généreuse.

Il est évident que le problème n'est pas une question de politique sociale, mais qu'il est étroitement lié à l'ordre social capitaliste actuel (les droits des actionnaires).

Machine Translated by Google

Nous souhaitons appliquer ces principes brièvement énoncés et nous en inspirer pour atteindre notre objectif de généraliser au maximum le partage des bénéfices dans toutes les entreprises où les profits vont exclusivement dans les poches des financiers professionnels.

24. Expropriation de tous les profits non réalisés par un travail honnête, mais par la guerre, la Révolution — et plus encore — la stabilisation et la réévaluation du mark ; également, les biens des prêteurs d'argent et des accapareurs.

    Il s'agit d'une mesure de punition et de justice, qui ne nécessite aucune explication, quel que soit le principe.

25. Remédier à la pénurie de logements par une construction massive dans tout le Reich grâce aux moyens prévus par le décret n° 20 (la banque de développement). Ceci clôt la liste des revendications socio-politiques. Sur la question technique et financière, ce document ne peut guère s'étendre, car il s'agit d'un sujet très complexe, qui, semble-t-il, ne relève que de la compétence des spécialistes et dont la mise en œuvre devra être assurée par eux. Le document n° 8 de la bibliothèque NS traite de ce sujet en détail.

Religion et art

Il est impossible, dans le cadre d'un programme, d'énoncer sur ce sujet plus que quelques grands principes. Cela a déjà été fait. Pour le reste, notre principe doit être de ne pas mêler les questions religieuses aux prises de position sur la politique générale ; toutefois, nous pouvons légitimement aborder l'influence corruptrice des doctrines secrètes du judaïsme et en tirer des conclusions et des critiques publiques.

Il en va de même pour toutes les attaques stupides contre le christianisme. Des affirmations telles que « le christianisme n'a fait que du mal » démontrent simplement que celui qui les profère est dépourvu d'intelligence, tant humaine que politique.

On peut certes reprocher à l'Église son ingérence en politique, et tous les bons chrétiens désapprouveront les cruautés perpétrées au nom de la Croix par l'Inquisition et les procès pour sorcellerie, mais il est erroné de généraliser et de discréditer le plus grand phénomène de l'histoire de l'humanité pour les erreurs et les dépravations d'individus. La religion chrétienne a élevé et édifié des millions d'âmes et les a conduites à Dieu par la souffrance.

La culture du Moyen Âge s'est construite autour du signe de la Croix ; l'accomplissement, le sacrifice et la foi courageuse puisent leurs racines dans le christianisme. Il convient donc de distinguer avec soin le noyau spirituel du christianisme des diverses excroissances qui s'y sont greffées au cours de l'histoire.

Notre parti se fonde sur un christianisme positif.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter de tous les problèmes, espoirs et désirs quant à la possibilité que la nation allemande découvre un jour une nouvelle forme pour ses croyances et expériences religieuses ; ce sont des questions qui dépassent largement le cadre d'un programme tel que celui du national-socialisme.

Il est urgent de nous opposer fermement à toutes les influences néfastes qui nuisent à notre nation dans les domaines de l'art, de la littérature, des sciences, du théâtre, du cinéma et, surtout, de la presse. Notre programme de principes – les 25 points –
Cela donne suffisamment de détails pour qu'il soit inutile d'en dire plus sur ce sujet.

Machine Translated by Google

Réformes militaires et autres

L'armée nationale, les chambres de commerce et des professions, la réforme du droit de vote et du droit sont des questions si vastes qui touchent la vie publique qu'on ne saurait les éluder en quelques phrases. Les grandes lignes sont exposées dans le Programme lui-même, mais la tâche de les concevoir et de les mettre en œuvre, et surtout de les inscrire dans le passé historique, constituera le grand défi des années à venir, lorsque nous espérons accéder au pouvoir politique et disposer des forces et des connaissances nécessaires pour assumer la direction de l'État.

Nous disposons ici d'un riche champ de recherche sous le national-socialisme.

L'importance du national-socialisme se manifeste par le fait qu'il ne laisse aucun domaine de la vie nationale intact ; car il fournit une base entièrement nouvelle sur laquelle nous devrons bâtir cette vie.

Machine Translated by Google

5. Ce que nous ne désirons pas

Afin de renforcer les aspects positifs de notre programme, il convient de préciser prochainement
Ce que nous ne désirons pas.

Nous ne souhaitons ni que le cours de l'histoire revienne en arrière, ni que des dynasties disparues, par leur propre faute, aient été ressuscitées sans laisser de trace. Nous ne souhaitons pas non plus rétablir les classes déchues dans leurs anciennes positions privilégiées.
Les officiers et les fonctionnaires ne sont en réalité ni supérieurs ni meilleurs que les autres classes professionnelles, dans la mesure où ils adhèrent véritablement à notre idée de servir avant tout la nation.

Ce ne sont ni l'uniforme ni les galons dorés, mais la performance qui font un homme.

Nous ne souhaitons ni favoritisme, ni promotion artificielle de la classe ouvrière, ni aucune forme de dictature prolétarienne. Nul ne saurait se persuader qu'une classe puisse, du seul fait de son oppression passée, prétendre au pouvoir. De telles aspirations, lorsqu'elles se concrétisent, mènent immanquablement à de terribles conséquences, comme celles qui ont accompagné la révolte de la Bourse de novembre 1918. Jusqu'à présent, ce ne sont pas les « opprimés » qui détiennent le pouvoir, mais une bande de politiciens véreux, d'aventuriers avides, de profiteurs, de bavards et d'imbéciles qui se sont emparés de l'appareil politique et de l'administration. La dictature du prolétariat promise s'est transformée en…

La dictature du « profitariat ».

Même une nouvelle organisation de l'État sous le national-socialisme n'aurait aucune chance de succès sans un personnel très compétent, composé d'hommes résolus, parfaitement formés et imprégnés des principes de notre programme, des hommes sérieux, énergiques et expérimentés. Même parmi nous, trop de démagogues purs et durs s'infiltreraient et tireraient profit du nouvel ordre.

Il est beaucoup plus facile de critiquer les défauts d'un ordre social qui s'effondre que de travailler de manière constructive à sa réparation.

Nous n'exigeons pas simplement un nouveau parti qui s'implante lentement au Parlement et au sein de l'administration, puis accepte peut-être un ou deux postes dans un gouvernement de coalition, pour finalement être anéanti – car alors notre rôle dans l'histoire s'achèverait, tout comme aujourd'hui la social-démocratie a disparu en tant que force politique et intellectuelle en Allemagne. Il en va de même pour les nationalistes allemands, qui ont déjà renié leurs principes fondamentaux pour obtenir des sièges au gouvernement.

Nous ne voulons pas de ministres qui accèdent à des fonctions uniquement par ambition ou par soif de pouvoir, mais nous considérerons toute fonction de ce type comme une étape vers notre grand objectif. Entre nous et les autres se dresse toujours l'épée flamboyante de notre théorie du monde.

D'un côté l'État ; ou plutôt le faux État, de type libéral-démocrate-parlementaire, contraint par la nécessité de masquer la tyrannie des financiers, et à ses pieds une foule grouillante de suiveurs de camps juifs et de chasseurs de terres, luttant pour survivre grâce au système.

De notre côté, le combat pour la libération et la purification de notre peuple, jusqu'à ce que nous atteignions le véritable état de justice sociale et de liberté nationale.

Machine Translated by Google

6. Conclusion

Ce premier fascicule de la Bibliothèque nationale-socialiste a pour but d'enseigner au national-socialiste ce qu'il doit savoir du programme du Parti. Nous avons constaté à maintes reprises le principe fondamental qui sous-tend tous nos arguments comme un fil rouge : le national-socialisme est une théorie du monde, en opposition radicale avec le monde capitaliste actuel et ses satellites marxistes et bourgeois.

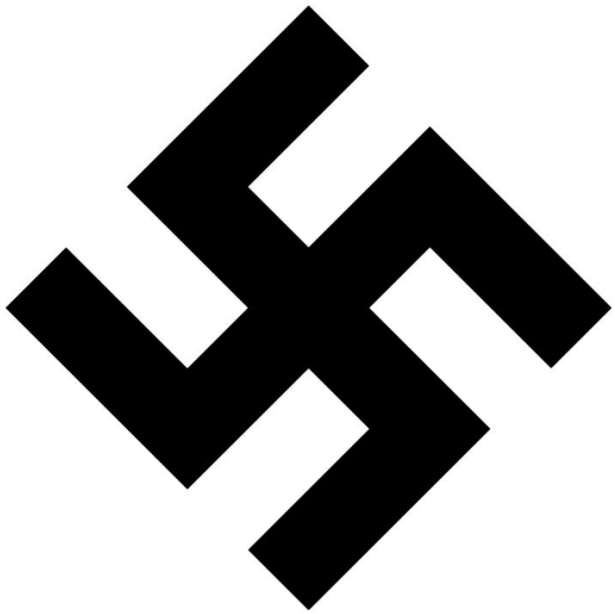
Notre vie est un combat au service de cette idée grandiose, un combat pour une Allemagne nouvelle.

Nous, les nationaux-socialistes, brandissons notre bannière de tempête devant le monde. Toujours jeunes, toujours brillants Et scintillant au soleil, se dresse la Croix Crochue, symbole de la vie qui renaît.

Machine Translated by Google

Le Manifeste pour l'abolition de

L'asservissement de l'intérêt



Machine Translated by Google

Le mammonisme est le mal profond, omniprésent et accablant dont souffre notre sphère culturelle contemporaine, et en réalité l'humanité entière. C'est comme une maladie dévastatrice, comme un poison dévorant qui a saisi les peuples du monde.

Par «mammonisme», il faut entendre :

d'une part, les puissances financières internationales écrasantes, le pouvoir financier supragouvernemental trônant au-dessus de tout droit à l'autodétermination des peuples, le grand capital international, l'Internationale de l'or pur ;

D'un autre côté, une mentalité qui s'est emparée du plus grand nombre de personnes ; la soif insatiable de gain, la conception purement mondaine de la vie qui a déjà conduit à un déclin effrayant de tous les concepts moraux et qui ne peut qu'en engendrer davantage.

Cette mentalité s'incarne et atteint son apogée dans la ploutocratie internationale.

La principale source de pouvoir du mammonisme réside dans les revenus sans effort et illimités générés par les intérêts.

C'est de l'idée totalement immorale d'accorder des intérêts sur les prêts que naquit Gold International. La constitution mentale et morale nourrie par la soif d'intérêt et de profit sous toutes ses formes a conduit à la corruption effrayante d'une partie de la bourgeoisie.

L'idée des intérêts sur les prêts est une invention diabolique du grand capital de prêt ; elle seule rend possible la vie oisive d'une minorité de magnats aux dépens des peuples productifs et de leur potentiel de travail ; elle a engendré des différences profondes et irréconciliables, une haine de classe, d'où est née la guerre entre citoyens et frères.

Le seul remède, le moyen radical de guérir l'humanité souffrante, c'est

l'abolition de l'asservissement par l'intérêt.

L'abolition de l'esclavage des intérêts sur l'argent signifie la seule possibilité et libération définitive du travail productif des pouvoirs coercitifs cachés de l'argent.

L'abolition de l'esclavage à l'intérêt signifie la restauration de la personnalité libre, la rédemption de l'homme de l'esclavage, de la malédiction par laquelle le Mammonisme a lié son âme.
Quiconque souhaite combattre le capitalisme doit abolir l'esclavage des intérêts.

Par où doit commencer l'abolition de l'esclavage des intérêts ? Par le capital d'emprunt !

Pourquoi?

Parce que le capital d'emprunt, comparé à l'ensemble des grands capitaux industriels, est tellement prépondérant que les grandes puissances financières ne peuvent être efficacement combattues que par l'abolition de l'esclavage des intérêts. Le ratio entre le capital d'emprunt et les grands capitaux industriels est de 20:1. Le peuple allemand doit chaque année lever plus de 12 milliards d'euros d'intérêts sur le capital d'emprunt sous forme d'impôts directs et indirects, de loyers et d'inflation, alors que même pendant les années fastes de la guerre, le total des dividendes distribués par les sociétés par actions allemandes n'a atteint qu'un milliard d'euros.

La croissance exponentielle des capitaux d'emprunt dépasse toutes les capacités de calcul humaines. grâce à des revenus éternels, sans fin et sans effort provenant des intérêts, et des intérêts sur les intérêts.

Quel bienfait l'abolition de l'esclavage des intérêts apporte-t-elle aux travailleurs ? d'Allemagne, pour les prolétaires de tous les pays de la Terre ?

L'abolition de l'esclavage des intérêts nous ouvre la voie à la suppression de tous les impôts, directs et indirects. Écoutez bien, vous, créateurs de valeur de tous les pays, de tous les États et de tous les continents : tous les revenus de l'État, qu'ils proviennent de sources directes ou indirectes, alimentent sans cesse les poches des grands créanciers.

Machine Translated by Google

Les bénéfices des entreprises publiques, notamment les services postaux, télégraphiques, téléphoniques, ferroviaires, miniers, forestiers, etc., suffisent entièrement à financer tous les engagements essentiels de l'État envers les écoles, les universités, les tribunaux, les agences administratives et la protection sociale.

Ainsi, aucun véritable socialisme n'apportera de bienfaits à l'humanité tant que les profits de
Les entreprises publiques restent tributaires des grands capitaux d'emprunt.

En conséquence, nous exigeons comme loi fondamentale de l'État, d'abord pour les peuples allemands, puis comme loi fondamentale pour tous les peuples apparentés qui souhaitent entrer avec nous dans la communauté culturelle d'une société des nations, ce qui suit :

1. Les obligations de guerre, ainsi que tous les autres instruments de dette du Reich allemand, ainsi que tous les autres instruments de dette des États fédéraux allemands, en particulier les obligations ferroviaires, ainsi que les obligations de toutes les collectivités locales, sont déclarés, sous réserve de l'annulation de l'obligation de paiement d'intérêts, comme ayant cours légal pour leur valeur nominale [ou plutôt doivent être convertis en crédit bancaire].

2. Avec tous les autres titres à taux fixe, obligations garanties, obligations industrielles, hypothèques, etc., l'obligation de payer des intérêts est remplacée par l'obligation de rembourser le capital ; ainsi, après 20 ou 25 ans, selon le taux d'intérêt, le capital prêté est remboursé et la dette est effacée.

3. Toutes les dettes immobilières, hypothèques, etc., doivent être remboursées par mensualités d'un montant identique à celui des paiements exigibles jusqu'à présent, conformément aux charges inscrites au registre foncier. Les biens immobiliers (maisons et terrains) ainsi libérés de toute dette deviennent en partie la propriété de l'État ou de la collectivité locale. [De cette manière, l'État est mieux à même de contrôler et de réduire les loyers.]

4. L'ensemble du système monétaire devrait être placé sous l'autorité de la banque centrale de l'État. De même, toutes les banques privées, y compris les banques de chèques postaux, les caisses d'épargne et les coopératives de crédit, devraient y être rattachées en tant que succursales.

5. Tous les crédits immobiliers sont accordés exclusivement par la banque d'État. Les crédits aux particuliers et aux entreprises sont, en vertu d'une concession de l'État, attribués uniquement à des banquiers privés.
Cette dérogation est accordée en fonction des besoins, avec interdiction d'ouvrir des succursales dans certains districts. Le barème des tarifs est fixé par l'État.

6. Les titres de participation sont remboursés de la même manière que les titres à taux fixe, au taux annuel de 5 %. Les bénéfices excédentaires sont en partie distribués aux actionnaires en compensation du capital « risqué » (contrairement aux titres à taux fixe et aux titres adossés à des fonds), tandis que le surplus restant, en vertu du droit souverain du travail, est soit redistribué socialement, soit utilisé pour réduire les prix des produits.

7. Pour toutes les personnes qui, pour des raisons physiques (âge avancé, maladie, incapacité de travail physique ou mentale, très jeune âge), ne sont pas en mesure de gagner leur vie, les revenus d'intérêts provenant des actifs en capital actuels continuent d'être versés à titre de pension aux mêmes niveaux, voire à des niveaux supérieurs, en échange de la livraison de titres.

8. Afin de réduire l'inflation actuelle de la monnaie fiduciaire, un impôt universel et fortement progressif sur les certificats d'obligations de guerre et autres titres de dette du Reich et des États est institué. Ces titres doivent être détruits.

9. Par un travail d'éducation intensif auprès du peuple, il convient de lui faire comprendre que la monnaie n'est et ne doit être rien d'autre qu'un justificatif de travail accompli ; que si toute économie hautement développée a bien sûr besoin de monnaie comme moyen d'échange,

Machine Translated by Google

L'échange, la fonction de la monnaie s'arrête également là, et en aucun cas la monnaie ne devrait se voir attribuer un pouvoir supramondain de croître d'elle-même par le biais des intérêts, aux dépens du travail productif.

Pourquoi n'avons-nous pas déjà fait tout cela, qui est si évident, qui doit être considéré comme tel ? comme l'œuf de Colomb pour la question sociale ?

Parce que, dans notre aveuglement mammonique, nous avons oublié comment voir clairement que la doctrine de la sacralité de l'intérêt est une monstrueuse illusion, que l'évangile de l'intérêt, seul gage de bonheur, a enchevêtré toute notre pensée dans la toile dorée de la ploutocratie internationale. Parce que nous avons oublié, et que les puissances financières omnipotentes entretiennent délibérément dans la confusion, que — sauf pour quelques rares privilégiés —
L'intérêt, si séduisant en apparence et si prisé des insouciants, est entièrement compensé par les impôts. Tant que nous ne serons pas affranchis de l'emprise de l'intérêt, notre législation fiscale n'est et ne restera qu'une obligation de tribut envers le grand capital, et non, comme nous pourrions l'imaginer, un sacrifice volontaire au service du travail collectif.

Par conséquent, la libération de l'esclavage des intérêts monétaires est la devise claire de la révolution mondiale, de la libération du travail productif des chaînes des pouvoirs financiers supragouvernementaux.

Mise en œuvre et justification

Nous traversons l'une des crises les plus graves que notre peuple appauvri ait eu à endurer au cours de sa douloureuse histoire. Notre peuple est gravement malade ; le monde entier est gravement malade.
Impuissantes, les nations balbutient ; un désir ardent, un cri de rédemption, traverse les masses moroses. Par le rire et la danse, par le cinéma et les spectacles, le peuple cherche à oublier son propre destin lamentable — à oublier ses espoirs déçus, sa profonde souffrance intérieure.
à propos de la terrible déception suscitée par ce que l'on appellerait si volontiers « les acquis de la révolution ».
Mais comment avons-nous pu imaginer tout cela différemment ? Comment toutes ces belles promesses ont-elles pu se réaliser autrement ? Tout ce que nous espérions gagner dans l'obscurité de la nuit, dans les ténèbres de notre effondrement militaire, semblait être de l'or scintillant, mais maintenant, lorsque le jour gris éclaire la découverte, ce ne sont que des morceaux de bois pourris.
Nous voilà donc désemparés. Pour ces bouts de bois pourris qui brillaient si élégamment dans la nuit, nous avons rejeté tout ce qui nous était cher et précieux, et nous avons rempli nos poches de ce lamentable trésor. Il n'est pas étonnant que la rage du désespoir s'empare précisément des plus pauvres parmi les pauvres, qu'ils déchaînent une colère insensée contre leurs propres frères et que, dans leur profond désir de rédemption, ils cherchent à détruire tout ce qui se dresse sur leur chemin.
Cette situation ne peut que mener à la folie pure, si l'absence de conscience et la stupidité poussent le peuple encore plus loin.

Et où mène cette folie, nous le voyons dans la Russie bolchevique. La nationalisation, comme on appelle la socialisation en Russie, s'est avérée un échec, déclare un Lénine imperturbable. L'économie est détruite, le pouvoir d'achat de la monnaie est tombé à zéro, l'intelligentsia est assassinée, l'ouvrier n'a plus de pain. Le désespoir règne sur tout le peuple ; seule une terreur sanglante, fondée sur des mercenaires chinois et lettons, est capable de protéger les dictateurs rouges de la vengeance du peuple trahi. Chez nous aussi, l'évolution suivra cette voie si l'on continue de laisser entrer au gouvernement des spéculateurs internationaux, des fanatiques du parti obsédés, des représentants de la bourgeoisie la plus accablée et des membres d'une race profondément étrangère au peuple allemand.

Machine Translated by Google

Quels étaient donc ces jolis mots qu'on nous a chuchotés à l'oreille ? Négocié
Paix, Société des Nations, parlementarisme, souveraineté du peuple, démocratie, dictature du prolétariat, socialisme, destruction du capitalisme, libération du militarisme, et autres beaux slogans du même genre. On attendait l'avènement d'un peuple libre, maître de son destin. Rien de tout cela ne s'est réalisé, n'aurait pu se réaliser, ni ne pourrait jamais se réaliser, si nous n'examinons pas avec la plus grande rigueur morale toutes ces illusions, tous ces slogans ; si nous n'analysons pas consciencieusement les symptômes du mal, à la manière d'un médecin intelligent et attentif, et si nous ne diagnostiquons pas minutieusement l'état actuel du malade, sans ménager aucun effort pour en déterminer l'origine.

卐卐卐卐卐

Le mal de notre époque s'appelle le mammonisme.

Qu'est-ce que le mammonisme ?

Le mammonisme est le règne sinistre, invisible et mystérieux des grandes puissances financières internationales. Le mammonisme est aussi un état d'esprit : le culte voué à ces puissances financières par tous ceux qui sont infectés par son poison. Le mammonisme est l'hypertrophie illimitée de la pulsion humaine d'acquisition, pourtant saine en soi. Le mammonisme est la soif d'argent muée en folie, qui ne connaît d'autre but que d'accumuler toujours plus d'argent, qui cherche avec une brutalité sans pareille à contraindre toutes les forces du monde à son service, et qui conduit inévitablement à l'esclavage économique, à l'exploitation du potentiel de travail de tous les peuples du monde. Le mammonisme est l'état d'esprit qui a entraîné le déclin de toute morale. Considéré comme un phénomène mondial, le mammonisme est synonyme d'égoïsme brutal et impitoyable. Le mammonisme est l'esprit d'avidité, le désir insatiable de dominer, la mentalité entièrement centrée sur la conquête des biens et des trésors du monde. Elle est, au fond, la religion du type humain purement tourné vers le monde.

Le mammonisme est l'antithèse du socialisme. Le socialisme, conçu comme l'idéal moral suprême, repose sur l'idée que l'homme n'est pas au monde uniquement pour lui-même, que chaque homme a des devoirs envers la communauté, envers toute l'humanité, et qu'il est responsable non seulement du bien-être immédiat de sa famille, des membres de sa tribu, de son peuple, mais aussi d'obligations morales inébranlables envers l'avenir de ses enfants et de son peuple.

Plus concrètement, il faut considérer le mammonisme comme la collusion consciente des grands capitalistes avides de pouvoir, tous peuples confondus. Ce qui est remarquable à cet égard, c'est l'avènement insidieux du mammonisme.

Les grands magnats sont bel et bien le véritable moteur de l'impérialisme anglo-américain qui s'étend à travers le monde ; rien d'autre. Les grandes puissances financières ont financé les massacres effroyables de la Première Guerre mondiale. Propriétaires de tous les grands journaux, elles ont tissé le monde d'un tissu de mensonges. Elles ont attisé avec satisfaction toutes les passions les plus viles, encouragé avec diligence le développement des tendances actuelles et, par une habile propagande de presse, ont exacerbé le revanchisme français. Elles ont soigneusement nourri l'idée panslave, la prétention serbe à la grandeur et le besoin d'argent de ces États, jusqu'à ce que le conflit mondial soit inévitable.

Même parmi nous en Allemagne, cet esprit mammonique ne s'intéressait qu'aux chiffres des exportations, à la richesse nationale, à l'expansion, aux grands projets bancaires et aux opérations financières internationales.

Machine Translated by Google

Cela a conduit à une déroute de la moralité publique, au déclin de notre cercle dirigeant vers le matérialisme et l'hédonisme, à une superficialité de notre vie nationale, autant de facteurs qui contribuent à cet effondrement terrifiant.

卐 卐 卐 卐 卐

C'est avec étonnement que nous devons nous demander d'où vient le mammonisme, d'où le grand capital international tire son pouvoir irrésistible.

Il ne faut pas négliger le fait que la collaboration internationale des grandes puissances financières constitue un phénomène entièrement nouveau. L'histoire ne nous offre aucun précédent. Les obligations internationales de nature monétaire étaient alors pratiquement inconnues. Ce n'est qu'avec l'essor de la mondialisation et du commerce international que l'idée d'une économie d'intérêts internationale s'est imposée, et c'est là que nous touchons à la racine même, à la source la plus profonde de la force dont l'Internationale dorée tire son pouvoir irrésistible.

L'intérêt, cet afflux incessant et sans effort de biens fondé sur la simple possession d'argent sans aucun travail supplémentaire, a permis l'essor des grandes puissances financières. L'intérêt sur les prêts est le principe diabolique à l'origine du marché parallèle de l'or. Le capital-prêt a tissé son réseau sanguin partout. Tel un tentacule d'anémone, il a enserré tous les États, tous les peuples du monde.

Emprunts d'État, obligations d'État, obligations ferroviaires, obligations de guerre, hypothèques, obligations garanties – bref, les instruments de prêt de toutes sortes ont, d'une certaine manière, enchevêtré toute notre vie économique, si bien que désormais, tous les peuples du monde se débattent impuissants dans leurs filets. Au nom du principe de l'intérêt, et sous l'influence d'une illusion politique complètement absurde selon laquelle tout bien possédé donne droit à des revenus, nous nous sommes soumis à l'esclavage des intérêts sur l'argent. On ne peut avancer aucune raison morale valable justifiant que la simple possession d'argent donne droit à des paiements d'intérêts perpétuels.

Cette opposition intérieure à l'intérêt et aux revenus de toute nature, sans intervention du travail productif, imprègne l'âme de tous les peuples et de tous les temps. Mais jamais cette profonde résistance intérieure au pouvoir de l'argent ne s'est manifestée avec autant de force chez les nations qu'à notre époque.

Jamais le mammonisme n'a été préparé avec une telle ampleur à la domination mondiale. Jamais il n'a mis à son service la bassesse, la soif de pouvoir, la soif de vengeance, l'avidité, l'envie et le mensonge avec autant d'habileté dissimulée et de brutalité. La Guerre mondiale est, au fond, l'une des décisions les plus importantes de l'évolution humaine, un combat pour déterminer si, à l'avenir, la vision du monde mammoniste-matérialiste ou la vision socialiste-aristocratique décidera du sort de l'humanité.

le monde.

卐 卐 卐 卐 卐

En apparence, la coalition anglo-américaine mammonique a incontestablement remporté une victoire initiale. En réaction, le bolchevisme a émergé à l'Est, et s'il faut reconnaître au bolchevisme une grande idée, c'est sans aucun doute sa position diamétralement opposée à la vision mammonique du monde. Les méthodes employées par le bolchevisme à cette fin s'apparentent toutefois aux remèdes ratés d'un docteur Eisenbarth. Elles consistent à tenter de soigner un malade d'empoisonnement interne à l'aide d'un scalpel, en lui amputant la tête, les bras et les jambes.

Machine Translated by Google

Face à ce déchaînement du bolchevisme, face à ce renversement insensé, nous devons présenter une idée nouvelle et viable qui, par sa force unificatrice, rassemble toutes les classes laborieuses, afin de chasser le poison qui a rendu le monde malade.

Je vois ce moyen dans l'abolition de l'esclavage des intérêts sur l'argent.

Trois facteurs font des intérêts sur les capitaux empruntés la cause authentique et véritable de notre misère financière.

Premièrement, la disproportion monstrueuse du capital-prêt à taux fixe, donc du capital qui croît de lui-même sans application de travail créatif, et qui, en effet, croît indéfiniment.
En Allemagne, le capital d'emprunt a déjà atteint un niveau que nous ne jugeons pas excessif, à 250 milliards. À titre de comparaison, le fonds de roulement industriel de l'ensemble de l'industrie allemande s'élève à seulement 11,8 milliards. À cela s'ajoutent les 3,5 milliards de capital des 16 000 sociétés à responsabilité limitée (GmbH) industrielles, ce qui nous amène à un total d'environ 15 milliards de capital industriel à comptabiliser. Le ratio de 20:1 constitue le premier constat fondamental[3] .

Cette évaluation signifie que, dans les problèmes financiers les plus importants, toutes les mesures concernant les prêts aux capitaux doivent se révéler 20 fois plus efficaces que les mesures destinées aux grands capitaux industriels.

Deuxièmement : le paiement des intérêts sur le capital emprunté mentionné ci-dessus, estimé à 250 milliards, représente, pour l'ensemble de la période considérée, environ 12,5 milliards par an. À titre de comparaison, le total des dividendes industriels distribués en 1916 s'élevait en 1915 à environ un milliard de marks. Au cours des décennies précédentes, ce montant était en moyenne d'environ 600 millions. Durant les deux dernières années de la guerre (1914-1918), il a probablement connu une forte hausse, mais il enregistrera une chute d'autant plus importante pour l'année en cours (1919).

La rentabilité moyenne de toutes les sociétés par actions allemandes [AG] était de 8,21 % ; soit seulement environ 3,5 % de plus que le rendement moyen des valeurs des prêts à taux d'intérêt fixe.

En résumé, je conclus que le peuple allemand devra à l'avenir débourser environ 12,5 milliards d'euros par an pour les divers intérêts perpétuels des importants emprunts, tandis que le rendement du capital industriel s'élevait à 1 milliard d'euros lors de la plus forte croissance économique et à seulement 0,6 milliard d'euros en période de prospérité continue. On retrouve donc ici un rapport de l'ordre de 20:1 à 12:1.

Le troisième facteur, et le plus dangereux, est la croissance exponentielle et incompréhensible des gros prêts, alimentée par les intérêts et les intérêts composés. Je dois ici faire une petite digression et espérer, grâce à une brève incursion dans les mathématiques supérieures, éclairer le problème. Voici d'abord quelques exemples.

L'histoire charmante de l'invention du jeu d'échecs est bien connue. Le riche roi indien Shihram, en remerciement de l'invention de ce jeu royal, exauça un vœu. Le sage souhaitait que le roi lui donne un grain de blé sur la première case de l'échiquier, deux sur la deuxième, quatre sur la troisième, et ainsi de suite, sur chaque case, le double de la précédente. Le roi, touché par la modestie apparente du vœu du sage, ordonna qu'on lui apporte un sac de blé afin de répartir les grains sur chaque case. Comme chacun sait, même le prince le plus riche du monde ne pourrait réaliser un tel vœu. Mille ans de récoltes mondiales n'auraient pas suffi à remplir les 64 cases de l'échiquier.

[3] De toute évidence, un ratio de 17:1 est plus précis, mais Feder tient peut-être compte de la probabilité que cette proportion augmente.

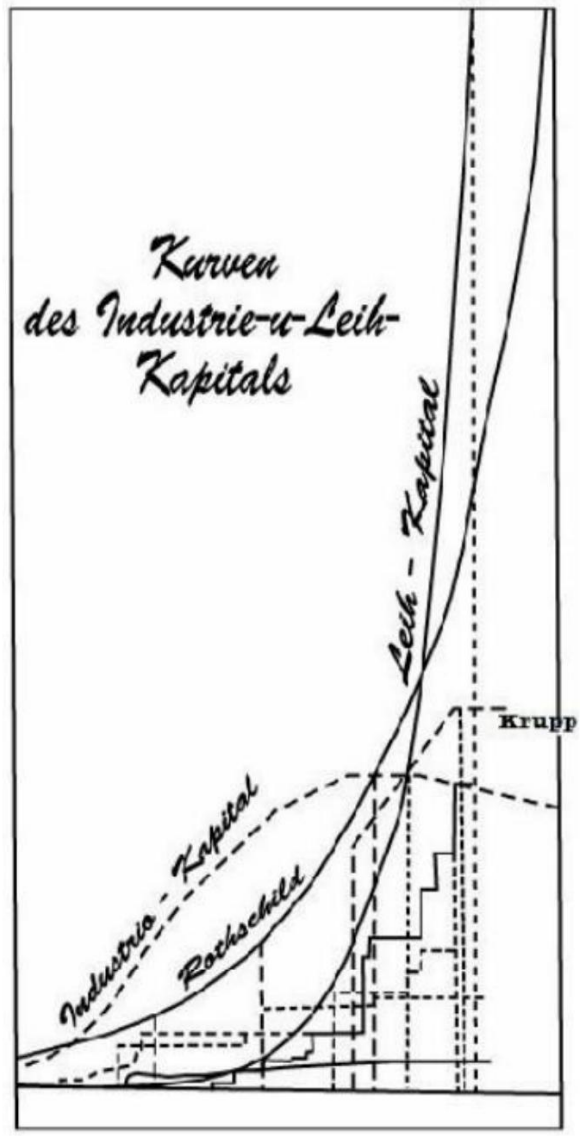
Machine Translated by Google

Un autre exemple : nombreux sont ceux qui se souviennent encore, de leurs années d'école, du supplice des calculs d'intérêts composés ; comment le penny investi à la naissance du Christ se multiplie grâce aux intérêts composés, doublant ainsi tous les 15 ans. Quinze ans après la naissance du Christ, le penny vaut deux pennies, quatre en l'an 30, huit en l'an 45, et ainsi de suite. Très peu se souviennent de la valeur que ce penny représenterait aujourd'hui : un volume d'or équivalent à celui de la Terre, du Soleil et de toutes les planètes réunis ne suffirait pas à représenter la valeur de ce penny investi à intérêts composés.

Un troisième exemple : la fortune de la maison Rothschild, la plus ancienne ploutocratie internationale, est aujourd'hui estimée à environ 40 milliards d'euros. On sait qu'à Francfort, vers 1800, le vieux Mayer Amschel Rothschild, sans fortune personnelle notable, a jeté les bases de la gigantesque fortune de sa maison grâce à des prêts à réserves fractionnaires portant sur les millions que le comte Guillaume Ier de Hesse lui avait confiés.

Si l'accumulation de richesse par les intérêts et les intérêts composés chez les Rothschild s'était limitée au faible taux d'un centime, la courbe n'aurait pas connu une telle ascension. Mais en supposant que la fortune collective des Rothschild n'ait progressé qu'au rythme d'un centime, elle aurait atteint 80 milliards en 1935, 160 milliards en 1950 et 320 milliards en 1965, dépassant ainsi largement la richesse nationale allemande.

De ces trois exemples, on peut déduire une loi mathématique : la courbe qui représente l'ascension de la fortune des Rothschild, celle qui peut être déduite du nombre de grains de blé sur un échiquier, et celle qui correspond à la multiplication d'un penny.



Les rendements à intérêts composés sont des courbes mathématiques simples. Toutes ces courbes ont Le même caractère. Après une augmentation initiale modeste et progressive, la courbe devient de plus en plus abrupte et tend bientôt pratiquement à être tangente à l'infini.

La courbe de croissance du capital industriel se déroule cependant de manière totalement différente. De même, partant pour la plupart de petits débuts, une forte escalade des courbes apparaît rapidement, jusqu'à ce qu'une certaine saturation du capital soit atteinte. Puis les courbes s'aplatissent, et dans certains secteurs, elles peuvent même légèrement fléchir si les nouvelles inventions ont entraîné la dévalorisation des usines, machines, etc. existantes. Je voudrais citer un seul exemple : le développement des usines Krupp. En 1826, le vieux Krupp mourut presque sans ressources. En 1855, Alfred Krupp reçut sa première commande de 36 canons pour le compte du gouvernement égyptien.

En 1873, Krupp employait déjà 12 000 ouvriers. En 1903, Mme Berta Krupp vendit l'ensemble de l'usine et des biens à Alfred Krupp.

Machine Translated by Google

Société par actions créée pour 160 millions. Aujourd'hui, la valeur totale du capital social s'élève à 250 millions. Que représente le nom Krupp pour nous, Allemands ? L'apogée de notre développement industriel. Le premier fabricant mondial de canons [en acier]. Un immense concentré de productivité acharnée, déterminée et intense. Pour des centaines de milliers de nos compatriotes, l'entreprise Krupp a été synonyme de pain et de travail. Pour notre nation, d'armement et de défense – et pourtant, elle reste une goutte d'eau dans l'océan comparée aux milliards des Rothschild. Quelle importance revêt la croissance de la fortune Krupp en un siècle, comparée à celle de la fortune Rothschild, fruit d'une accumulation ininterrompue et sans effort d'intérêts et d'intérêts ?

Les deux courbes en gras représentent les taux d'intérêt des prêts. La courbe supérieure illustre l'évolution de la fortune des Rothschild, tandis que la courbe inférieure, d'abord plate puis en forte ascension, représente de façon générale l'évolution caractéristique de toutes ces courbes : une légère progression sur l'axe horizontal peut doubler la valeur sur l'axe vertical. La ligne hachurée représente la courbe d'évolution de notre industrie totale au cours des 40 à 50 dernières années. Les hachures fines, d'intensité variable, illustrent l'évolution de plusieurs grandes entreprises industrielles sélectionnées aléatoirement, permettant ainsi de dégager les caractéristiques générales de la courbe hachurée du capital industriel.

Il convient de souligner que les courbes de capital-prêt sont représentées fortement comprimées. Ainsi, par exemple, la courbe de la fortune Rothschild est 80 fois plus élevée que la courbe Krupp. Le but de cette représentation est bien sûr de démontrer la nature fondamentalement différente des deux types de capital. Les courbes de capital-prêt montrent d'abord une croissance assez progressive ; cette croissance s'accélère ensuite jusqu'à devenir toujours plus vertigineuse et engloutir tout sur son passage, dépassant l'entendement humain et tendant vers l'infini.

La courbe du capital industriel, en revanche, reste finie ! Quelles que soient les divergences que puisse présenter une trace dans le détail, le caractère fondamental du développement industriel sera toujours tel qu'après un développement initial important, s'ensuit une certaine période de maturité, de saturation, après laquelle tôt ou tard survient le déclin.

卐卐卐卐卐

Rien ne met mieux en évidence la différence fondamentale entre le capital d'emprunt et le capital industriel. Rien ne permet de mieux distinguer les effets dévastateurs du capital d'emprunt des profits (dividendes) générés par le capital investi et risqué dans les grandes entreprises industrielles que cette comparaison.

Il est essentiel de souligner que la simple compréhension des lois mathématiques qui régissent le capital-prêt et le capital industriel nous indique clairement où agir pour redresser notre système financier défaillant. Nous comprenons parfaitement que ce n'est ni l'ordre économique capitaliste, ni le capital en soi, qui est le fléau de l'humanité. C'est la soif insatiable d'intérêts du capital-prêt qui est le mal qui accable toute l'humanité laborieuse !

Le capital est indispensable ! Le travail est indispensable ! Le travail seul ne peut pas faire grand-chose. Le capital seul ne peut rien faire !

Le capital sans travail ne peut être que stérile ! Par conséquent, la revendication la plus importante, la tâche la plus noble de la révolution, le sens le plus profond d'une révolution mondiale, est l'abolition de l'esclavage de l'intérêt sur la monnaie.

La fortune de la maison Rothschild est aujourd'hui estimée à 40 milliards de dollars. Les milliardaires de la haute finance américaine, MM. Cahn, Loeb, Schiff, Speyer, Morgan, Vanderbilt et Astor, sont valorisés ensemble.

Machine Translated by Google

Au minimum 60 à 70 milliards. Avec un taux d'intérêt de seulement 5 %, cela représente un revenu de 5 à 6 milliards pour ces huit familles, ce qui, selon les recherches de Karl Helfferich, correspond à environ 75 % du revenu annuel total des contribuables prussiens en 1912. (On comptait alors environ 21 millions de contribuables, dont 75 % représentaient environ 15 millions. Chaque contribuable a en moyenne 1,56 parent ; soit 23 millions de parents.)

Environ 38 millions d'Allemands ont donc dû vivre avec le revenu annuel des milliardaires susmentionnés. Certes, les milliardaires américains ne sont pas de purs prêteurs au même titre que la famille Rothschild, etc. Je ne souhaite absolument pas débattre de la question de savoir si les milliardaires américains sont réellement des « millionnaires à 100 millions de dollars » ou des « millionnaires à 1 000 millions de dollars ». « Milliardaires à plusieurs millions de dollars » ; dans le premier cas, il suffirait d'ajouter une ou deux douzaines de Crésus. Ou bien, acceptons simplement le chiffre de « 300 » avancé par Rathenau ; notre inventaire sera alors tout à fait exact. Il importe peu ici de donner un nombre précis, mais le ratio reconnu de 300 à 38 millions révèle la brutalité du pouvoir des capitaux d'emprunt internationaux.

Par conséquent, brisons ces terribles chaînes qui ne peuvent qu'étouffer tout travail énergique ; arrachons à l'argent le pouvoir de porter intérêt, et de porter à nouveau intérêt jusqu'à ce que toute l'humanité soit entièrement redevable d'intérêts envers le capital de prêt international.

Ainsi, ce sont ces trois points qui nous font comprendre pour la première fois où seul le levier s'exerce. peut être efficacement appliquée pour atténuer nos difficultés financières internes.

Par ailleurs, nous reconnaissons que l'assaut de tout le monde socialiste des idées contre le capital industriel a été totalement voué à l'échec, car même une réglementation ou une socialisation complète, envisagée dans l'hypothèse d'une économie non affaiblie, ne permettrait pas d'atteindre cet objectif.
Cela rapporterait une somme dérisoire, comparée aux énormes charges financières des budgets de notre Reich et de notre État.

L'abolition de l'esclavage des intérêts permettra d'éliminer d'un seul coup tout le malaise financier. Nous retrouverons alors la stabilité ; il nous deviendra immédiatement évident que nous nous sommes bercés d'illusions grotesques avec ce système d'obligations désastreux.

Qu'est-ce que le capital d'emprunt, sinon des dettes ? Le capital d'emprunt, ce sont des dettes ! On ne le répétera jamais assez. Quelle folie de voir le peuple allemand, dans son ensemble, emprunter 150 milliards pour sa guerre ? De s'être même promis 7,5 milliards d'intérêts et de se retrouver aujourd'hui dans la situation délicate, inévitable dès le départ, de devoir recouvrer ces 7,5 milliards auprès de lui-même sous forme d'impôts totalement fantaisistes ?

卐卐卐卐卐

Le tragique de cette illusion réside moins dans la stupidité de ce système d'emprunts de guerre, dont nous avons toujours fait un bien meilleur usage que le reste du monde, que dans le fait qu'une poignée de grands capitalistes en tirent d'énormes profits, tandis que l'ensemble de la population laborieuse, y compris les PME et les petits capitalistes, ainsi que les entreprises, le commerce et l'industrie, doivent payer les intérêts. C'est là que la dimension politique de toute cette affaire se révèle. On comprend alors que, de fait, le capital d'emprunt, et lui seul [et non le capital industriel], est le fléau de toute l'humanité laborieuse. On peut manipuler la situation à sa guise, mais c'est toujours la masse des travailleurs qui, au final, doit supporter le coût des intérêts. Les PME et les petits capitalistes n'ont rien à montrer en échange de leurs généreux intérêts ; ils ne peuvent rien avoir à montrer, malgré les sommes colossales qu'ils paient.

Machine Translated by Google

L'intérêt doit être intégralement taxé. Que ce soit sous forme d'impôts directs ou indirects (taxes indirectes, timbres, droits de douane, etc.), ce sont toujours les travailleurs qui en font les frais et les grands capitaux qui en profitent. Il est aujourd'hui assez étonnant de constater à quel point l'idéologie socialiste de Marx et Engels a évolué.

Il est aujourd'hui assez étonnant de constater comment l'idéologie socialiste de Marx et Engels, du Manifeste du Parti communiste au Programme d'Erfurt (en particulier chez Kautsky), et même les dirigeants socialistes actuels, épargnent les intérêts du capital d'emprunt comme si c'était un ordre. Le caractère sacré de l'intérêt est tabou ; l'intérêt est le saint des saints ; personne n'a encore osé le remettre en question. Tandis que la propriété, la noblesse, la sécurité des personnes et des biens, les lois de la Couronne, les privilèges et les convictions religieuses, l'honneur des officiers, la patrie et la liberté sont plus ou moins proscrits, l'intérêt est sacré et inattaquable. La confiscation des richesses et la socialisation, donc des violations flagrantes de la loi à peine atténuées, dans la mesure où elles sont commises ostensiblement au nom de la totalité des individus, sont monnaie courante : tout cela est permis, sauf l'intérêt, l'intérêt est le noli me tangere, le « ne me touchez pas ».

Le paiement des intérêts de la dette du Reich est l'alpha et l'oméga du budget de l'État. Son poids colossal entraîne le navire de l'État dans l'abîme et pourtant… tout cela n'est qu'une vaste supercherie… une monstrueuse un illusion, entretenue uniquement au profit des grandes puissances financières.

Je voudrais aborder brièvement ici les objections relatives aux retraités à faibles revenus, qui seront examinées plus loin, afin de ne pas s'y attarder. Ces objections ne sont pas prises en compte dans l'étude des grandes questions, mais il va de soi que ces compensations seront assurées par un élargissement considérable des services de protection sociale.

« Escroquerie ! » ai-je dit . « Escroquerie aux taux d'intérêt ! » Un mot fort. Mais si ce mot a sa justification, et pendant la guerre, il était peut-être le plus utilisé sur le terrain comme à la maison, il est d'autant plus justifié en ce qui concerne l'escroquerie aux taux d'intérêt.

Mais qu'en est-il des obligations de guerre ? Avec les 5 premiers milliards, le Reich a puisé dans les poches des citoyens, dans l'épargne qu'ils possédaient réellement. L'argent est revenu. Puis vint un nouvel emprunt pour absorber à nouveau cet argent, et avec lui les dernières économies restantes. Et de nouveau, la pompe a englouti les milliards, qui ont ensuite disparu, jusqu'à ce que, gaiement, après neuf répétitions de ce charmant jeu, le Reich se retrouve endetté à hauteur de 100 milliards.

En échange, le peuple tenait bien sûr entre ses mains 100 milliards sur du papier finement imprimé – au début, nous imaginions être devenus beaucoup plus riches – mais voilà que l'État arrive et déclare : « Je suis au bord de la faillite. »

Oui, mais pourquoi ? – Je ne peux certainement pas me retrouver en faillite, même si je prends occasionnellement un billet de cent marks dans ma poche supérieure droite pour le mettre dans la gauche. Ce serait assurément la plus grande folie de toutes si nous persistions dans la folie de notre économie basée sur les obligations de guerre en déclarant faillite .

Brisons le joug des intérêts ! Déclarons les bons de guerre monnaie légale sans intérêts, et le cauchemar de la faillite de l'État disparaîtra comme neige au soleil en mars.

4 Feder considère ici la nation allemande comme une entité unifiée plutôt que comme une simple agrégation d'individus : l'argent qui a été transféré de certains Allemands à d'autres Allemands reste au sein de la nation allemande, ce qui signifie qu'il est du pouvoir du gouvernement allemand d'ajuster la distribution, peut-être au désavantage immédiat de certains individus, mais pour le bien de la nation dans son ensemble.

Machine Translated by Google

On me dit que l'annulation des paiements d'intérêts est une faillite d'État déguisée.
Non, ce n'est pas vrai ! – Le spectre de la faillite de l'État n'est en réalité qu'un conte de fées et un épouvantail inventé par les forces mammoniques.

Le livre de Franz Röhr, Was jeder vom Staatsbankerott wissen muß [Ce que tout le monde devrait savoir sur la faillite d'État], est complètement ancré dans une pensée mammonique.
Bien que l'auteur reconnaisse assez clairement, d'une manière générale, les problèmes économiques qui nous menacent par le biais de la socialisation, et bien qu'il affirme avec force et à juste titre que seule une reconstruction de notre économie pourra nous sauver, il ne peut se départir de la croyance superstitieuse en la sacralité de l'intérêt et, par conséquent, il dépeint la faillite de l'État en parfaite adéquation avec les intérêts du Mammonisme, comme une catastrophe absolument terrifiante.

Il est intéressant de constater que Röhr, malgré une meilleure connaissance historique, ne parvient pas à se départir d'une vision mammonique et conclut : « Si la catastrophe économique désastreuse n'est pas évitée, personne n'y échappera. » Pourtant, à la page 81, il admet que les conséquences d'une mauvaise gestion des finances publiques ont été partiellement et très rapidement enrayées, et à la page 68, il affirme qu'en tout état de cause, la Russie (au siècle dernier) a surmonté ces crises monétaires sans séquelles durables. À la page 76, examinant les effets des faillites d'État, il déclare que, malgré l'existence de graves problèmes économiques, ni la destruction de l'État ni l'effondrement de sa puissance économique n'en ont résulté. Au contraire, on a souvent observé une reprise rapide de l'économie nationale et un redressement des finances publiques. Lorsque l'auteur poursuit, trois lignes plus loin, en affirmant que la faillite d'État est synonyme de catastrophe économique et de misère infinie, je regrette de ne pouvoir suivre ce raisonnement.

Mais revenons à notre cas particulier ! Qu'est-ce qui serait le plus honnête ? Parler avec pharisaïsme de l'inattaquabilité des obligations de guerre tout en opprimant le peuple par un fardeau fiscal exorbitant ?
Ou encore, si un ministre des Finances avait le courage de s'adresser ouvertement au peuple et de déclarer : « Je ne peux pas payer les intérêts des obligations de guerre, à moins de prélever exactement le même montant d'impôts auprès de vous… Mais à l'époque, pendant la guerre, j'avais absolument besoin d'argent ; aucune solution plus astucieuse (voyez l'Angleterre) ne m'est venue à l'esprit, et j'ai donc eu recours à cette escroquerie avec les obligations de guerre à taux d'intérêt élevés. Vous devez me pardonner, chers concitoyens ; c'était finalement pour votre bien, mais si nous voulons en finir avec ce jeu de cache-cache… Moi, l'État, je ne paierai plus d'intérêts, et vous, contribuables, n'aurez plus à payer d'impôts pour couvrir ces intérêts… Cela simplifie considérablement nos transactions ; nous évitons l'énorme bureaucratie fiscale et, de même, l'énorme bureaucratie chargée du paiement des intérêts, économisant ainsi une quantité immense d'argent et de main-d'œuvre potentielle. »

J'ai longtemps hésité avant de dénoncer cette escroquerie, mais je la considère comme absolument fondamentale. Il ne faut à aucun moment perdre de vue l'ensemble.

卐 卐 卐 卐 卐

D'après les déclarations fiscales bavaroises, le cercle des personnes concernées — disons, précisément celles qui, selon leurs déclarations fiscales, ont perçu plus de 30 000 marks d'intérêts — est de 822 personnes, ce qui ne représente que 0,4 % des contribuables allemands (Bayr. St-Z. 1913), soit environ 10 000 personnes. (Les 10 000 premières !)

Clarifions dès maintenant, aussi brièvement que possible, les aspects les plus importants de cette revendication révolutionnaire, et considérons d'abord les questions de notre point de vue national.

Machine Translated by Google

Pour cela, il est d'abord nécessaire d'analyser clairement notre situation actuelle. Le secrétaire d'État Eugen Schiffer, dans son discours important à la Chambre de commerce de Berlin, a déclaré qu'il était « impossible de l'ignorer ». C'est partiellement vrai. Ce qui est possible, c'est d'ignorer l'endettement colossal de notre économie nationale et la dévaluation sans précédent de notre monnaie.
En bref, le fait que nous soyons devenus un peuple appauvri du jour au lendemain.

Les charges qui nous sont imposées par le traité de paix ne sauraient toutefois être ignorées. Les certificats de dette existants, comme nous l'avons vu, s'élèvent actuellement à environ 250 milliards. Supposons d'abord que l'Entente nous impose 50 milliards supplémentaires de réparations de guerre sous une forme ou une autre : cela porte le total de la dette à environ 300 milliards.

Même si cela dépasse le cadre restreint de ce traité, il convient d'aborder la question de l'ampleur de la richesse nationale allemande. Les recherches d'Helferrich et de Steinmann-Bucher l'évaluent à environ 350 milliards de livres sterling. On ne peut accorder qu'une grande importance à ces résultats, aussi rigoureux soient-ils. Ils ne sont valables qu'en période de croissance économique stable. De plus, ils sont assez trompeurs, car ils incluent les biens de l'État et des municipalités, et donc, par exemple, les travaux de voirie, d'aménagement des voies navigables, etc. Il est clair que, même si la réalisation de tels travaux a pu coûter des sommes considérables, ils n'ont, à proprement parler, aucune valeur intrinsèque. Un meilleur indicateur de la richesse nationale est la richesse imposable, telle qu'elle ressort des déclarations de contribution à la défense ou de l'impôt sur la fortune en temps de guerre. On obtient ainsi un total de 192 milliards de livres sterling, soit bien moins que le chiffre avancé par Helferrich. À cette somme, on peut néanmoins ajouter environ 10 %, selon l'expérience, pour les petites fortunes légalement exonérées d'impôt, et à peu près un montant équivalent pour les « réserves silencieuses.5

En tout cas, il me semble excessivement optimiste de parler d'une richesse nationale supérieure à 250 milliards. Mais même ce chiffre n'a qu'une importance très limitée. Le plus juste serait de rompre complètement avec l'idée d'une richesse nationale quantifiable et de reconnaître que la richesse nationale s'exprime exclusivement dans le potentiel de travail intellectuel et physique de toute la nation, et appartient donc à des ordres de grandeur sans rapport avec le concept plus restreint de capital. Certes, il faut aussi considérer les ressources minérales, les richesses forestières et les sols fertiles comme une source de richesse nationale, mais ces éléments ne peuvent eux non plus être appréhendés numériquement, car leur valeur fluctue entre zéro et l'infini, selon que les ressources minérales soient inexploitées ou, d'après une étude géologique, qu'elles représentent des milliards de tonnes de charbon et de minerai.

bientôt.

N'oublions pas que l'Allemagne est un pays pauvre. Elle ne possède quasiment aucun monopole. En matière de ressources minérales, elle est loin derrière la plupart de ses voisins, sans parler des ressources minérales incomparables des empires chinois, indien et américain. Quant à la fertilité de ses sols, elle est bien inférieure aux terres fertiles de la Russie et aux vastes étendues de terres tropicales et subtropicales, d'une productivité exceptionnelle. Par conséquent, en fin de compte, nous ne disposons que du potentiel et de la volonté de notre peuple de travailler, ainsi que de la disponibilité d'emplois en quantité suffisante. Il est donc essentiel de comprendre que, dans ces conditions, il est hors de question de garantir nos dettes ou d'établir des garanties pour nos instruments de dette.

5 Les « réserves silencieuses » résultent d'une sous-estimation des valeurs positives et d'une surestimation des valeurs négatives en comptabilité. afin de donner l'apparence d'un patrimoine net aussi faible que possible.

Machine Translated by Google

Qu'il s'agisse d'obligations de guerre portant intérêt ou de billets de banque du Reich ne portant pas intérêt, derrière tout cela se cache uniquement le potentiel fiscal de l'ensemble du peuple – et qu'est-ce que le potentiel fiscal sinon une fonction de la force de travail de la population active totale ?

卐卐卐卐卐

Il nous faut à présent clarifier un autre ensemble de questions pertinentes, notamment les principaux postes de recettes et de dépenses de notre État. Il existe un contraste frappant entre l'importance accordée à la recherche du profit dans notre vie privée et l'attention que nous portons aux grandes questions de la gestion des finances publiques ; pourtant, il n'y a aucune différence fondamentale entre l'économie individuelle et l'économie nationale.

Les principales sources de recettes de l'État sont : premièrement, les bénéfices nets des postes et des chemins de fer ; deuxièmement, ceux des mines, des administrations forestières et autres entreprises publiques ; troisièmement, les péages et les impôts indirects ; quatrièmement, les impôts directs.

Afin d'éviter des discussions purement théoriques sur des questions aussi éminemment pratiques, je souhaite détailler les différents postes du budget de l'État bavarois de 1911, en les classant par ordre de grandeur. Les postes, télégraphes et chemins de fer ont rapporté 120 millions ; les forêts, les mines, etc., environ 40 millions ; les impôts indirects, 53 millions ; les impôts directs, 60 millions. À cela s'ajoutaient 67 millions de droits de timbre, taxes, droits de succession, impôts fonciers, transferts de recettes du Reich, etc.

Qu'en est-il des dépenses ? On trouve en premier lieu les paiements d'intérêts sur la dette de l'État, y compris les dettes ferroviaires, pour un montant de 85 millions. Viennent ensuite : la Maison royale (5 millions), l'administration de la justice (27 millions), l'administration intérieure (40 millions), les églises et les écoles (51 millions), l'administration financière (13 millions), les dépenses liées au Reich (50 millions), les pensions (36 millions) et les dépenses diverses (5 millions). À cette époque, en cette année faste pour les finances bavaroises, le budget annuel dégageait un excédent de recettes de 27 millions.

Dans le cadre de notre réflexion, seules les dépenses éliminables par la suppression du système d'intérêts nous concernent. Le paiement des intérêts de la dette d'État arrive naturellement en tête, avec 85 millions de marks ; à cela s'ajoute la majeure partie de nos dépenses d'administration financière, soit environ 10 millions ; puis une part importante des paiements destinés aux besoins du Reich, dont la moitié (25 millions) est également supprimée ; enfin, les 5 millions de marks versés à la maison royale sont désormais éliminés : un total de 125 millions.

La disparition de ces inscriptions signifie la possibilité de renoncer à l'imposition de tous les impôts directs et indirects, qui, comme nous l'avons vu, rapportaient 53 millions et 60 millions de marks, soit un total de 113 millions de marks !

Nous ne sommes absolument pas d'avis qu'il faille abolir totalement les impôts directs et indirects ; incontestablement, dans des limites raisonnables, ils servent d'une part à éduquer, d'autre part à réguler. Il est tout à fait juste que les bénéfices tirés de la propriété détenue en pleine propriété restent soumis à un impôt modéré et progressif, puisque l'État doit également garantir la sécurité de la propriété par ses services de police. Il semble tout aussi judicieux que le commerce et l'industrie soient tenus de verser des contributions fiscales proportionnelles à leurs bénéfices, puisque l'État doit également veiller à l'entretien et au développement des voies publiques commerciales. Une contribution électorale minimale pour chaque citoyen ayant le droit de vote est également justifiée.

Machine Translated by Google

exigence d'équité, puisque la sécurité de la personne et de ses biens incombe également à l'État.

En matière de taxes indirectes, une forte augmentation de toutes les taxes sur les produits de luxe a un effet régulateur au sens le plus positif du terme, tandis que tous les produits alimentaires de base et les biens de première nécessité devraient être exemptés de taxes !

Le résultat d'une telle politique fiscale se traduirait moins par des recettes élevées – sujet qu'il est inutile de s'étendre, puisque pour la grande majorité de la population, l'impôt ne devrait pas constituer un véritable fardeau, mais seulement un rappel que la personne n'est pas seulement un individu, mais aussi un citoyen de l'État, et qu'en plus de ses droits civiques, elle a également des devoirs civiques.

Les recettes fiscales devraient être moins nécessaires au remboursement des dettes des entreprises publiques, dont les bénéfices nets, comme nous l'avons vu, suffisent à couvrir les dépenses courantes de l'État pour l'éducation, l'enseignement supérieur, la justice, l'administration intérieure, etc. Elles devraient plutôt servir à financer des projets culturels spécifiques, pour lesquels le budget de l'État n'a jamais disposé des ressources suffisantes. Je pense notamment aux orphelinats, aux instituts pour aveugles et handicapés, aux crèches, à l'accompagnement des femmes enceintes, à la lutte contre la tuberculose, l'alcoolisme et les maladies vénériennes, ainsi qu'à la construction de cités-jardins et de lotissements, en particulier pour l'accueil et la prise en charge humaine des invalides de guerre.

卐 卐 卐 卐 卐

Notre vision s'élargit. Nous apercevons des terres vierges. L'abolition de l'esclavage des intérêts pourrait-elle signifier la suppression de tous les impôts ? Ce serait le cas si nous étions sortis victorieux de cette lutte gigantesque. En l'état actuel des choses, ne nous réjouissons pas trop vite ; les fardeaux que nous imposent nos ennemis nous en empêcheront. Mais en tout cas, nous apercevons des terres vierges, comme le montre l'exemple, somme toute assez simple, du budget de l'État bavarois que nous venons d'utiliser…

On observe généralement des relations assez similaires dans les autres Länder allemands, et l'on peut affirmer sans exagérer que les excédents des entreprises publiques – chemins de fer, postes, télégraphes, forêts, mines, etc. – permettraient de couvrir sans difficulté l'ensemble des dépenses de l'État : administration de la justice, administration intérieure (y compris les grands travaux publics), financement de l'éducation et de l'enseignement supérieur, ainsi que les dépenses culturelles. Une situation idéale, en somme.

Pourquoi n'en est-il pas ainsi ? Les intérêts se sont insidieusement infiltrés. À cause du paiement des intérêts, les denrées alimentaires deviennent chères ; à cause des intérêts, le sucre et le sel, la bière et le vin, les allumettes et le tabac, ainsi que d'innombrables autres produits de première nécessité, sont soumis à des taxes indirectes.
En raison des intérêts, il est nécessaire d'augmenter les impôts directs, qui se répartissent en impôts fonciers répercutés sur le prix des céréales, en impôts sur les logements qui font grimper les loyers, et en impôts sur les sociétés qui…
Le fardeau du travail productif, les impôts sur le revenu qui pèsent inévitablement sur le niveau de vie des fonctionnaires et des salariés à salaire fixe, et enfin, au terme de cette situation, modeste dans ses dons mais insatiable dans ses prélèvements, le secteur du crédit, avide de gains, impose les dividendes. Selon les déclarations fiscales de 1911, sur 253 millions de shillings de dividendes perçus en Bavière, 8,1 millions ont été consacrés aux impôts d'État.

Nous avons constaté que tous les dividendes en capital, tous les intérêts sur le capital, doivent en fin de compte être perçus grâce au travail de l'ensemble du peuple. Nous avons constaté que le paiement des intérêts sur les dettes publiques

Machine Translated by Google

Elle constitue le poste de dépense le plus important de notre budget d'État, et nous avons constaté que ceux qui sont obligés de payer des impôts sur les intérêts ne contribuent que de manière extrêmement limitée aux recettes de l'État.

En termes relatifs, les capitalistes ont payé 8 millions sur un total de 60 millions d'impôts directs, soit seulement un huitième à un sixième des impôts directs perçus en Bavière en 1911. Or, les impôts directs ne représentent qu'environ un cinquième des recettes totales de l'État. Par conséquent, les prêts de capitaux ne contribuent qu'à hauteur d'un trentième à un quarante-huitième des besoins totaux de l'État.

Il ne faut pas nier que la législation fiscale pendant la guerre, surtout ces dernières années, a eu recours à une taxation plus forte des dividendes, mais la fiscalité indirecte, plus forte, a plus ou moins suivi le même rythme, de sorte que son importance relative est restée quasiment inchangée.

La situation devient critique lorsqu'on examine le budget du Reich. À ce titre, les proportions sont déjà bien moins favorables. Le Reich ne dispose pas des mêmes sources de revenus fiscaux que les Länder. Les impôts directs sont réservés aux Länder ; les entreprises du Reich se limitent à la poste et aux chemins de fer (à l'exclusion des chemins de fer prussiens), et par conséquent, seuls les péages et les impôts indirects subsistent.

L'ordre de grandeur des sources de revenus du Reich (voir l'Annuaire statistique du Reich allemand pour les années 1917 et 1918) était le suivant : en 1915, 1 milliard de marks d'impôts indirects, 0,8 milliard de marks de recettes spéciales (contribution à la guerre, frais d'inscription), etc. On retrouve ici le même constat. Plus d'un tiers, soit 1,3 milliard précisément, fut englouti dès 1915 par le paiement des intérêts de la dette du Reich. Là encore, le crédit s'impose. Là encore, tous les impôts directs sont nécessaires pour la financer. Le sucre rapporte 163 millions de marks, le sel 61 millions, la bière 128 millions, et d'innombrables autres produits, comme le tabac, le schnaps, le vin mousseux, le combustible pour lampes, les allumettes, les cartes à jouer et bien d'autres, doivent être taxés pour réunir un milliard de marks qui finit ensuite intégralement dans les poches des capitalistes.

Aujourd'hui, le paiement des intérêts de la dette du Reich reste un casse-tête. Les seuls intérêts absorbent 8 milliards [par an], sur la base de 100 milliards d'obligations de guerre et autres crédits de guerre. Les recettes postales et ferroviaires sont difficilement extensibles. Une nouvelle hausse des péages serait à peine tolérée ; il ne reste donc probablement qu'une multiplication par cinq ou dix des impôts indirects – une impossibilité ! – ou la certitude que seule l'abolition de l'esclavage des intérêts peut nous sauver. L'économie des obligations de guerre n'était qu'une immense illusion. L'Allemagne s'est empruntée 100 milliards pour sa guerre. En contrepartie, elle s'est promis 5 milliards d'intérêts ; elle doit donc payer 5 milliards d'impôts. Tout le bénéfice revient au grand capitaliste, qui perçoit tellement de dividendes qu'il ne peut les dépenser, et pourtant, seul un faible pourcentage est prélevé par l'impôt sur les dividendes, comme nous l'avons vu.

卐卐卐卐卐

J'espère, grâce aux principaux points abordés dans ma présentation, avoir dissipé la crainte, tout à fait compréhensible, que beaucoup de lecteurs peuvent éprouver à l'idée de perdre un jour les intérêts de leurs précieux certificats. Permettez-moi de démontrer brièvement, par un exemple, que l'économie des intérêts repose en grande partie sur une illusion, et j'en profiterai pour examiner le cas d'une classe moyenne supérieure aux revenus confortables.

Supposons que le chef de famille dispose d'un revenu du travail de 10 000 marks, auquel s'ajoutent 5 000 marks de dividendes. Environ 1 500 marks seront d'abord prélevés en impôts directs ; ensuite, au moins 1 000 à 1 200 marks sous forme de loyers élevés seront versés.

Machine Translated by Google

Les intérêts éternels sont ponctionnés. Mille marks supplémentaires risquent d'être engloutis sous forme d'impôts indirects pour une famille de cinq ou six personnes, et l'on constate déjà que les généreux dividendes en capital dont bénéficiaient les petits et moyens capitalistes grâce aux taux d'imposition avantageux d'antan sont bien maigres. En effet, il n'est plus question aujourd'hui de « surplus » ; au contraire, si l'on examine de près les propositions fiscales extravagantes actuelles, on constate qu'une part bien plus importante des revenus du travail sera probablement prélevée par les impôts.

Naturellement, la situation semble bien différente pour le grand capitaliste qui, par exemple, ne perçoit qu'un million de marks de dividendes. (Ce genre de personnes est assez courant en Allemagne aujourd'hui.) Sur l'impôt sur les dividendes, ce chanceux ne paie au maximum que 50 000 à 60 000 marks. Il ne paie pas plus d'impôts indirects que le père de famille de l'exemple précédent. Avec un budget de 40 000 à 50 000 marks, il peut vivre tout à fait confortablement, même en cette période de coût de la vie élevé. S'il lui reste environ 900 000 marks en liquide, il en retirera 45 000 marks supplémentaires l'année suivante grâce aux intérêts de 5 % sur ses prêts, et ce, légalement, aux dépens des travailleurs.

Le retraité modeste qui ne vit que de ses intérêts en subirait sans aucun doute les conséquences négatives. S'il est en mesure de travailler, il doit bien sûr s'efforcer de gagner sa vie par le travail. Ce faisant, il se trouve dans une situation bien plus favorable que des millions de ses semblables qui ne possèdent rien d'autre que leur potentiel de travail physique ou intellectuel. S'il ne le souhaite pas, il devra puiser dans son épargne. Au final, il dispose de 20 ans pour la grignoter à maintes reprises, s'il continue à consommer la somme annuelle qu'il perçoit à un taux d'intérêt de 5 %. Pour les personnes qui ne sont pas en mesure de travailler, ou qui sont affaiblies par la maladie ou l'âge, il est évident qu'un niveau de vie décent doit être assuré par le développement de la protection sociale pour toutes les couches de la population.

Je conçois la protection sociale comme suit :

Supposons qu'une veuve âgée, qui vivait jusqu'alors des intérêts d'un capital investi de 60 000 marks, soit privée de ses revenus suite à l'abolition légale du système de prêts à taux d'intérêt élevés. Dans ce cas, un élargissement important du système de retraite lui permettrait de percevoir une pension correspondant à son capital, dont le montant annuel pourrait même être majoré par rapport aux intérêts perçus précédemment, afin de compenser la dépréciation de la monnaie, y compris pour cette catégorie de personnes. Ainsi, par exemple, en échange des 60 000 marks cédés sous forme de titres de créance du Reich, des États fédérés ou d'obligations garanties, une pension annuelle viagère de 4 000 marks pourrait lui être versée. Si la veuve a des enfants et souhaite leur léguer une partie de son patrimoine, il lui serait permis de convertir seulement 40 000 marks en pension, les 20 000 marks restants étant destinés à ses enfants. Sur les 40 000 marks, selon l'âge du demandeur de pension, jusqu'à un douzième du capital perçu pourrait être versé annuellement. Par ailleurs, il convient de noter qu'avec la suppression des impôts excessifs résultant de l'abolition du système d'emprunt à intérêt, le coût de la vie de la veuve sera considérablement réduit.

Il serait bien trop long, dans le cadre de cet essai, d'examiner en détail les intérêts personnels de chaque couche de la population. Une revendication aussi révolutionnaire ne saurait relever des intérêts individuels ; néanmoins, à mesure que cette idée se concrétisera, on constatera que ses effets bénéfiques sur la santé profiteront finalement à chacun.

C'est précisément par le problème déjà évoqué plus haut, celui de l'exemption des intérêts sur les obligations de guerre, que j'ai tenté de faire comprendre que les petits capitalistes — c'est-à-dire tous ces centaines de milliers de personnes qui ont été incitées par une publicité hyper-américaine…

Machine Translated by Google

campagne visant à consacrer leurs économies à la souscription d'obligations de guerre — non seulement ils ne bénéficient d'aucun intérêt, puisqu'ils doivent bien sûr le payer eux-mêmes par le biais des impôts, mais, avec une législation fiscale conçue pour la protection des grands capitaux, ils doivent financer les paiements d'intérêts pour des souscriptions de plusieurs millions de marks.

Il me semble que, hormis ces considérations immédiates, un appel à tous pour le bien-être de leurs enfants devrait à lui seul persuader le détenteur d'obligations inquiet d'accepter comme tout à fait naturelle la renonciation aux intérêts perpétuels des dettes du Reich. Dès lors, que perd réellement le patriote qui a donné 10 000 marks à sa patrie dans le besoin, sinon une créance usuraire lui permettant de percevoir 50 000 marks d'intérêts en un siècle, sans même réduire le capital ? Ses enfants et petits-enfants devront travailler éternellement, rien que pour payer tous les intérêts.

卐卐卐卐卐

La question du remboursement des sommes prêtées peut être résolue de diverses manières. Dans mes idées principales, brièvement exposées sur ce problème, que j'ai soumises au gouvernement de l'État populaire de Bavière [sous la direction de Kurt Eisner] le 20 novembre de l'année dernière [1918], je proposais simplement de substituer au remboursement le paiement d'intérêts au taux de 5 % par an pendant 20 ans. Je crois pouvoir formuler ici une suggestion bien meilleure, qui, de par sa simplicité, mérite assurément d'être privilégiée : « Les certificats d'obligations de guerre, une fois les intérêts annulés, seront déclarés monnaie courante. » C'est l'Œuf de Colomb. L'avantage de cette mesure est avant tout qu'elle passe inaperçue. Les certificats d'obligations de guerre restent en dépôt ; mais les jeunes ne les reçoivent pas, pas plus qu'un livre, une armoire ou tout autre objet utile qu'on prêterait à un ami.

S'il y a besoin d'argent, il suffit de sortir un billet d'obligation de guerre et de payer avec.
Les billets d'obligations de guerre ont, après tout, autant de valeur et de beauté que nos autres billets de 10, 20, 100 et 1 000 marks. Il est certain qu'on ne peut pas parler d'un afflux massif de devises sur le marché lors d'une transition aussi abrupte d'une économie à taux d'intérêt à une économie nationale sans taux d'intérêt.
L'économie. Tous les certificats d'obligations de guerre sont en effet déjà bien protégés et stockés dans des coffres-forts de banque, ou d'autres lieux de dissimulation jugés sûrs par la population, comme un bas de laine ou un tas de fumier. De fait, il est indéniable que notre monnaie fiduciaire émise, soit environ 40 milliards, n'est pas en circulation, mais est pour la plupart thésaurisée de la manière décrite ci-dessus. Nos besoins en monnaie, en période de forte croissance économique avant la guerre, n'étaient que de 4 à 6 milliards, et il est inconcevable que nous ayons besoin de plus du double aujourd'hui, dans une économie de plus en plus dématérialisée .

卐卐卐卐卐

L'annulation des intérêts doit être effectuée de la même manière pour tous les actifs à taux fixe. Pour ces actifs, comme pour les actifs générant des dividendes, le « remboursement » initialement proposé sous forme de rentes annuelles sur 20 ou 25 ans est recommandé, notamment pour les prêts hypothécaires.

L'abolition de l'esclavage des intérêts hypothécaires signifie sans aucun doute la solution au problème du logement, la libération des loyers exorbitants. Il n'est pas du tout évident pourquoi le détenteur

---

6 Dans une section ultérieure, Feder déclare qu'il a décidé que le simple fait d'autoriser l'utilisation des certificats d'obligations de guerre comme monnaie n'est pas la solution. C'est la meilleure idée. Il propose de les convertir plutôt en crédit bancaire.

Machine Translated by Google

Pourquoi un emprunteur devrait-il bénéficier à perpétuité des intérêts d'une somme prêtée une seule fois ? Pourquoi lui accorder un afflux constant et sans effort de biens ? Pourquoi la grande majorité d'une population devrait-elle payer des loyers élevés année après année, uniquement pour ce principe malsain de l'intérêt ? Précisons brièvement qu'il est évident qu'une annulation pure et simple des loyers est hors de question, car la gestion et l'entretien des logements exigent un travail et des ressources financières constants. Une baisse des loyers ne peut donc intervenir que dans la mesure où elle résulte naturellement du remboursement effectif des emprunts hypothécaires.

Il convient de souligner un point essentiel : l'abolition de l'esclavage des intérêts n'a absolument rien à voir avec la valeur ajoutée de notre travail, pour autant qu'aucun obstacle ne vienne entraver l'esprit d'entreprise, le travail productif, la fabrication de biens ou l'acquisition de richesses. Au contraire, comme nous l'avons vu, l'ensemble du peuple travailleur est libéré d'un fardeau étouffant, déraisonnable et pesant ; notre âme est purifiée d'un poison enivrant.

卐卐卐卐卐

On peut constater à quel point la fécondité du problème de l'intérêt a été correctement reconnue au cours de l'histoire, par le fait que les esprits de tous les âges et de tous les peuples s'y sont intéressés…

Dans divers passages de l'Ancien Testament, tels que le Lévitique 25 et le Deutéronome 15, nous trouvons des réglementations concernant la cessation des intérêts, sous la forme que la septième année doit toujours être une année d'acceptation ou de jubilé, au cours de laquelle toutes les dettes des compagnons populaires doivent être annulées.

En 594 avant J.-C., Solon abolit l'esclavage pour dettes personnelles par une loi. Cette loi fut appelée la grande Seisachtheia (libération des fardeaux).

Dans la Rome antique, la Lex Gemicia de l'an 332 avant J.-C. interdisait brutalement aux citoyens romains de percevoir des intérêts.

Sous Justinien, une interdiction des intérêts composés fut promulguée, stipulant qu'aucun intérêt supplémentaire ne devait être exigé lorsque les intérêts impayés atteignaient le niveau de la somme initialement prêtée.

En 443, le pape Léon Ier (le Grand) décréta une interdiction générale de percevoir des intérêts ; jusqu'alors, seuls les clercs étaient empêchés d'exiger des intérêts sur un prêt. Cette interdiction était désormais inscrite dans le droit canonique et s'appliquait également aux laïcs. La législation civile s'aligna progressivement sur les préceptes canoniques, allant jusqu'à menacer de sanctions ceux qui percevaient des intérêts. On retrouve cette disposition dans les ordonnances de police du Saint-Empire romain germanique de 1500, 1530 et 1577.

Bien entendu, de telles lois étaient désormais fortement contestées et fréquemment contournées, et dans cette brève rétrospective historique, il convient de mentionner, à titre d'étonnant fait historique, que si, selon le droit canonique des XIe au XVIIe siècles, la perception d'intérêts était interdite aux chrétiens, elle était autorisée aux juifs.

Il serait extrêmement intéressant d'examiner, dans chaque cas, les causes profondes de ces déréglementations économiques. Il serait particulièrement précieux de déterminer quelles puissances et forces ont, à maintes reprises, transgressé les interdictions relatives aux intérêts.

Au Moyen Âge, il est certain que les usuriers étaient souvent punis sévèrement ; les paysans ou les citoyens, exsangues, se liguaient et les battaient à mort. Aujourd'hui, nous avons

Machine Translated by Google

On est entré dans une phase complètement différente du problème des intérêts. De tels pogroms sont profondément désapprouvés.

De plus, il ne s'agit plus de symptômes individuels et localisés que l'on pourrait combattre en excisant la poche de pus ; ce qui se passe, c'est une grave maladie qui touche toute l'humanité.

卐卐卐卐卐

Il convient de souligner avec la plus grande insistance que c'est précisément notre culture contemporaine, précisément l'internationalisation des relations économiques, qui rend le principe de l'intérêt si meurtrier.
Cette rétrospective historique ne saurait être considérée comme une analogie pertinente pour la situation actuelle. Lorsque les Babyloniens vainquirent les Assyriens, les Romains les Carthaginois, les Germains les Romains, l'asservissement aux intérêts n'était pas encore une réalité ; il n'existait pas de superpuissances internationales. Les guerres n'étaient pas non plus financées par l'emprunt, mais par les richesses accumulées en temps de paix. David Hume en donne une excellente analyse dans son Essai sur le crédit public. Seule l'ère moderne, avec la continuité de la propriété et le droit international, permet à l'endettement de croître indéfiniment. Le sou investi à intérêt à la naissance du Christ n'existe plus, car depuis lors, tous les droits de propriété ont dû céder la place à la violence à plusieurs reprises ; en revanche, le sou que le vieux Rothschild a investi à intérêt existe toujours et existera, en présence d'un droit international, pour l'éternité.

De plus, il convient de noter que de vastes régions du globe ne sont passées d'une économie naturelle à une économie monétaire qu'à l'époque moderne. À cet égard, il est particulièrement important de souligner que ce n'est qu'au milieu du XIXe siècle que toutes les restrictions et interdictions relatives à l'intérêt ont été abolies : en Angleterre en 1854, au Danemark en 1856, en Belgique en 1865 et en Autriche en 1868.

Ainsi, la conception actuelle de l'intérêt comme indissociable de la possession d'argent ne date guère plus d'un demi-siècle. Or, c'est précisément cette conception de l'intérêt qui, pour la première fois, a transformé l'argent en cette force de coercition universelle et pernicieuse que nous connaissons.

L'endettement naissant, puis croissant, des États envers les capitalistes ne remonte qu'au milieu du XIXe siècle. Ce n'est qu'à partir de cette époque que l'on constate la dégradation du rôle de l'État, passant de celui de protecteur de la collectivité à celui de protecteur des intérêts capitalistes. Cette évolution a atteint son apogée avec les obligations de guerre, présentes dans tous les pays, qui, comme nous l'avons constaté, servent exclusivement les seuls intérêts mammoniques, lesquels devraient être couronnés par l'édifice colossal du crédit que constitue un emprunt mondial.

卐卐卐卐卐

Ces brèves rétrospectives devraient nous permettre de nous détacher enfin de l'idée que le capital-prêt doive posséder le pouvoir surnaturel de croître éternellement et indéfiniment. Doté d'un potentiel terrifiant d'épuisement. Nous devons abandonner la notion que le capital-prêt, insensible aux actes et méfaits terrestres, puisse trôner au-dessus des nuages, insensible à la fugacité du monde, insensible aux forces de destruction, insensible aux tirs de nos canons. Car, même si maisons et cabanes, voies ferrées et ponts détruits par les obus s'effondraient en poussière et en cendres, les hypothèques existeraient toujours.

Machine Translated by Google

Les obligations ferroviaires et les titres de créance publics ne sont pas pour autant effacés. Si des villages et des villes, des provinces entières, succombent à la destruction insensée de la guerre, quelle en sera la conséquence ? De nouveaux titres de créance, voilà ce qui arrivera. Avec une avidité démesurée, la Gold International, trônant au-dessus des nuages, observe la course folle de l'humanité. Et bientôt, l'humanité entière ne sera plus que l'esclave des intérêts de Mammon.

L'idée est internationale ; elle doit libérer le monde entier. Salut à la nation qui, la première, a libéré le monde entier. Il ose franchir le pas. Bientôt, d'autres suivront.

La question qui m'était souvent posée était de savoir si l'idée était réalisable à l'échelle nationale. Répondez par oui. Nous avons des dettes internes.

Face aux créances d'intérêts étrangers, nous sommes, pour l'instant, naturellement impuissants ; il nous faut simplement les régler. Il est impératif de bloquer autant que possible les sorties excessives de capitaux. Toutefois, de même qu'un législateur ne s'abstient pas de légiférer contre le meurtre, l'homicide involontaire, la fraude, etc., sous prétexte qu'il y aura toujours des malfaiteurs, un peuple dans son ensemble ne devrait pas s'empêcher de prendre les mesures jugées nécessaires au redressement de ses finances publiques, sous prétexte que certains éléments peu recommandables de la population cherchent à mettre leur butin à l'abri à l'étranger. Même en supposant que des centaines de millions, voire des milliards, de certificats d'obligations de guerre soient dépensés à l'étranger, cela ne saurait justifier l'inaction face à l'endettement lié aux intérêts. En effet, proportionnellement, sur plus de 250 milliards de marks d'actifs d'investissement nationaux à taux fixe, la grande majorité doit rester dans le pays.

Résumons brièvement. – L'abolition de l'asservissement à l'intérêt est le moyen radical d'assainir définitivement nos finances publiques. – L'abolition de la communauté des intérêts ouvre la voie à la suppression des impôts directs et indirects oppressifs, car les entreprises publiques, notamment après la socialisation d'autres secteurs pertinents (navigation intérieure, électricité, trafic aérien, etc.), dégageront des excédents suffisants pour financer l'ensemble des missions sociales et culturelles de l'État.

Outre cette considération financière, l'abolition du système des intérêts permettra au travail productif, dans tous les domaines d'activité, de bénéficier de la priorité qu'il mérite. L'argent retrouvera ainsi sa véritable vocation : servir le puissant moteur de notre économie nationale. Il redeviendra ce qu'il est, un gage de travail accompli, ouvrant la voie à un objectif plus noble : se détourner de la soif d'argent démesurée de notre époque.

L'idée est de constituer un front uni de toute la population active : depuis le travailleur sans propriété, lourdement accablé, comme nous l'avons vu, d'impôts indirects destinés à satisfaire les créanciers, jusqu'à la bourgeoisie composée de fonctionnaires, d'employés, de paysans et de petits commerçants, qui subissent la tyrannie impitoyable de l'argent à travers des logements insalubres, des loyers fonciers exorbitants, des intérêts bancaires, etc., et ce, jusqu'aux dirigeants, inventeurs et directeurs de notre grande industrie, tous plus ou moins pris au piège des créanciers, pour qui la priorité absolue est de travailler pour les pensions, les dividendes et les intérêts versés aux puissants financiers qui tirent les ficelles. Les intellectuels – artistes, écrivains, acteurs, universitaires et autres professionnels indépendants – appartiennent également à ce groupe.

Bien que le grand capital d'emprunt, en tant que groupe de personnes physiques ou en tant que personnification du principe d'intérêt, cherche consciemment ou instinctivement à dissimuler son insatiable soif de contrôle, et bien que toute notre tradition juridique, fondée sur le droit romain, donc sur un droit servant à la protection d'une ploutocratie, ait toujours si fortement insisté sur la protection de la propriété et, de ce fait, imprégné le sens de la justice de notre peuple, l'abolition de l'asservissement à l'intérêt sur

Machine Translated by Google

L'argent doit arriver, car c'est le seul moyen d'échapper à l'asservissement économique menaçant du monde entier par l'Internationale de l'or, et l'un des moyens d'éradiquer le poison du mammonisme avec sa corruption et sa contamination de la mentalité de notre époque.

La conversion des obligations de guerre en crédits bancaires

La demande formulée au paragraphe 1, relative à la conversion des bons de guerre, etc., en monnaie légale, s'est heurtée à maintes reprises à l'objection selon laquelle elle inonderait excessivement le marché de liquidités. Cette objection est en elle-même tout à fait erronée. L'inflation survient du simple fait de l'existence des bons de guerre.

Il est toutefois vrai que, malgré son caractère erroné, l'inquiétude concernant la présence physique de ces titres déclarés comme monnaie persiste et que, par conséquent, bien qu'irréaliste, cette inquiétude pourrait engendrer des effets secondaires fâcheux, comme si une nouvelle inflation s'était effectivement produite. C'est pourquoi, en modifiant l'article 1, nous exigeons, après l'annulation législative de l'obligation de payer des intérêts, la conversion des certificats d'obligations de guerre, ainsi que des autres obligations publiques, non pas en monnaie, mais en crédit bancaire.

Cette formule présente l'avantage majeur de supprimer l'existence physique des obligations de guerre sous forme de papier ; les certificats d'obligations seraient remis à la Reichsbank par les banques, les banquiers, les caisses d'épargne, etc., et détruits après l'émission d'un avoir correspondant à leur valeur nominale. Ainsi, presque chaque Allemand recevrait un crédit bancaire, un compte bancaire ouvert qu'il pourrait utiliser.

Une telle procédure aurait également le grand avantage de rendre impossible la conservation d'investissements importants en possession privée, puisque, après l'expiration d'un délai spécifié, les certificats non livrés seraient déclarés nuls.

De plus, il serait au moins possible de contrôler la part des obligations de guerre dépensée à l'étranger [influençant ainsi la balance commerciale allemande]. Ce dernier point ne doit cependant en aucun cas faire obstacle à l'abolition de l'endettement. Puisque nous nous sentons réellement trop faibles face aux pays étrangers, nous devons satisfaire (uniquement) les demandes d'intérêts qui nous sont adressées de l'étranger. Personnellement, je suis entièrement d'avis que nous devrions également maintenir l'annulation des intérêts pour les détenteurs d'obligations étrangers. Nous n'avons pas à craindre que les créances d'intérêts étrangères soient appliquées par la force des armes, car nous avons fait de grands progrès pour revenir [de la folie guerrière] à une forme de conscience de soi, et jamais dans l'histoire une action guerrière n'a été entreprise contre un grand État en raison de mesures financières affectant des particuliers.
Il ne faut pas non plus imaginer que même le peuple français adresserait un ultimatum à l'Allemagne en raison des créances d'intérêts de MM. Mayer, Schulze et Cohn, provenant d'Allemagne et fondées sur leurs obligations de guerre allemandes transportées de l'autre côté de la frontière.

Au-delà de cela, il serait possible, afin d'éviter même l'apparence d'une faillite d'État aux yeux du reste du monde, d'organiser une loterie des obligations de guerre, qui pourrait bien sûr être facilement truquée sur la base de statistiques obtenues grâce à la livraison obligatoire de certificats, de sorte que dans un premier temps seuls les numéros appartenant vraisemblablement à des personnes à l'étranger seraient tirés au sort et payés en billets du Reich.

Un troisième point serait la confirmation bienvenue de la distribution des obligations de guerre, et l'opportunité concomitante qui subsiste de percevoir l'impôt sur la fortune de manière extrêmement simple. Les bourses n'auraient en effet qu'à donner instruction à la Reichsbank de débiter le compte de M. NN d'un montant précis au titre de l'impôt. De cette manière, l'impôt…

Machine Translated by Google

Les paiements seraient beaucoup plus faciles à effectuer – même si, bien entendu, le droit d'appel des contribuables continuerait d'exister dans toute son intégralité.

Une telle transformation des obligations de guerre en crédits bancaires permettrait d'instaurer une certaine égalisation sociale. Les petits investissements en obligations de guerre, c'est-à-dire toutes les souscriptions modestes de ceux pour qui cet acte est véritablement considéré comme patriotique (disons jusqu'à 5 000 ou 10 000 marks), seraient remboursés à leur valeur nominale, tandis que les souscriptions plus importantes seraient créditées à un taux à fixer. Les crédits pour tous les autres titres d'État seraient traités de la même manière.

Commentaires spéciaux sur la demande de loi dans le Manifeste

Au § 1,

il est absolument indispensable que toutes les souscriptions de dettes d'État et municipales soient traitées de la même manière, car seule une telle régulation unitaire à grande échelle de l'ensemble de notre système monétaire, de pair avec l'abolition de l'esclavage des intérêts, peut être mise en œuvre.

Au § 2

Il est d'ores et déjà évident que l'abolition du système d'intérêts doit s'appliquer simultanément à tous les autres titres à taux fixe, afin d'éviter une flambée absurde de leur valeur, ce qui se produirait inévitablement si seuls les titres publics étaient déclarés sans intérêt. La réduction de la dette se ferait par un remboursement annuel, permettant ainsi un désendettement constant et régulier de tous les organismes endettés.

Au § 3

Ce paragraphe est étroitement lié aux précédents, ainsi qu'à la demande de nationalisation des prêts hypothécaires formulée au § 5. L'agriculteur ou le propriétaire grevé d'une hypothèque continue, comme auparavant, de rembourser les sommes dues à ses créanciers, non plus sous forme d'intérêts perpétuels, mais à titre de capital. Ainsi, après 20, 25 ou 30 ans, selon le taux d'intérêt initial, la propriété du terrain et de la maison est libérée de toute dette. (La banque hypothécaire, quant à elle, ne peut naturellement continuer, que pendant cette période, à verser les intérêts des obligations garanties aux détenteurs de ces dernières.) Cette libération de la dette s'accompagne du droit de propriété de la collectivité sur le bien immobilier ainsi libéré.

Un registre universel des logements, ou plutôt un cadastre immobilier, devrait être mis en place en premier lieu ; car la propriété immobilière sans dette donne naturellement droit au remboursement du capital investi, ainsi qu'à une créance permanente sur une partie du loyer, au paiement de toutes les charges, dépenses, etc. qui accompagnent la propriété immobilière, ainsi qu'à une compensation appropriée pour le travail que le propriétaire effectue lui-même7 .

Examinons cela dans ses grandes lignes, en prenant l'exemple d'un immeuble d'appartements urbain. La maison a une valeur de 100 000 marks. En contrepartie, on compte un apport de 50 000 marks de la banque hypothécaire à 4 % en position 1, et un apport de 20 000 marks par un particulier à 5 % en position 2.

7 Le lien entre le registre des logements et les droits des propriétaires sans dettes est déroutant, à moins que l'idée ne soit de gérer la croissance des biens locatifs de manière à ce qu'elle reste raisonnablement rentable.

Machine Translated by Google

En deuxième position, le propriétaire a investi 30 000 marks. Les revenus locatifs s'élèvent à 7 000 marks. Sur ce montant, il faut déduire 2 000 marks pour le premier prêt hypothécaire, 1 000 marks pour le second et 1 000 marks pour les charges et autres frais : soit un total de 4 000 marks. Il reste donc 3 000 marks au propriétaire, en quelque sorte à titre d'intérêts sur son capital investi de 30 000 marks.

Suite à la mise en œuvre de la suppression légale des intérêts sur les prêts, la situation après dix ans est la suivante : premier prêt hypothécaire de 30 000 marks, deuxième prêt hypothécaire de 10 000 marks. Le propriétaire a intégralement récupéré son investissement initial, mais en contrepartie, un nouveau droit de propriété public d'un montant de 50 000 marks est acquis. Dès lors, l'État est en droit d'intervenir sur les revenus locatifs futurs et de fixer le montant des loyers .

Il serait injuste, en matière de remboursement, de mettre le propriétaire d'un logement sur le même plan que les emprunteurs hypothécaires. Son capital n'est pas un simple capital de prêt au sens strict du terme, comme le serait l'abolition du système d'emprunt à taux fixe ; il s'agit ici de capital « à risque », plus précisément d'argent converti en un bien de valeur, en l'occurrence un logement. Il appartient donc au propriétaire d'accorder ou non un échéancier de remboursement plus long, ou un pourcentage correspondant intégré de façon permanente aux charges d'entretien du logement.

Il ne s'agit pas ici de formuler des propositions contraignantes ; seules des suggestions sont faites sur la manière dont une transition sans heurts de l'économie d'intérêt à l'économie sans intérêt pourrait se produire, même dans le domaine de l'immobilier.

Pour compléter l'exemple, supposons qu'après 25 ans, tous les prêts hypothécaires soient remboursés ; seules les charges fixes restent inchangées ou, du fait de l'âge plus avancé de la maison, augmentent, passant de 1 000 marks à environ 1 500 marks. Supposons que le revenu du propriétaire sur cette somme soit également d'environ 1 000 à 1 500 marks ; il apparaît donc qu'environ 3 000 marks des loyers perçus servent à couvrir les charges fixes, tandis que les 4 000 marks restants sur les 7 000 marks initiaux seraient librement disponibles. L'État a ainsi la possibilité de baisser les loyers de plus de moitié ; il le fera par exemple pour les logements ouvriers, ou bien il peut les réduire de seulement 20, 30 ou 40 %, et ainsi dégager une source de revenus considérable pour d'autres besoins publics, notamment pour la construction de logements sociaux. Pour les grandes demeures, les loyers ne sont pas abaissés, ou très peu, ce qui dégage des ressources supplémentaires considérables, notamment pour la construction de logements de meilleure qualité ou pour des projets sociaux spécifiques. Cette situation future révèle cependant – et j'y vois une perspective très prometteuse – la justification intrinsèque pour que la collectivité (l'État) participe dès maintenant à la fixation des loyers, comme je l'ai évoqué précédemment, en baissant les loyers des logements ouvriers.

Le droit croissant de l'État à participer à la propriété immobilière réside également dans…
fondement d'une banque d'émission saine et d'une émission de crédit aux créanciers hypothécaires.

Aux articles 4 et 5

Ces paragraphes exigent la socialisation de l'ensemble du système monétaire. La monnaie n'est qu'un titre de créance pour le travail accompli, émis par une communauté qui possède la sienne.

8. Feder ne précise pas comment il arrive au chiffre de 50 000 marks : il s'agit de la moitié de la valeur de l'immeuble, mais aussi du montant du prêt hypothécaire de l'entreprise. Le point le plus important est sans doute que ce montant n'excède pas celui des prêts hypothécaires et ne cause donc aucun préjudice au propriétaire. Vraisemblablement, compte tenu de l'importance que Feder accorde à une transition sans heurts, même si le montant dû sur la maison était inférieur à la moitié de sa valeur, l'État, conformément à son plan, ne revendiquerait pas une part de propriété supérieure au montant des prêts hypothécaires.

Machine Translated by Google

L’émission de monnaie est un droit fondamental et souverain de l’État. La contrefaçon de la monnaie d’État est passible des peines les plus sévères ; il est donc impératif que le système monétaire soit placé sous le contrôle de la collectivité. La force de travail collective est le seul fondement de la monnaie, et c’est le manque de compréhension de ce fait fondamental qui a généralement conduit à la détérioration de nos finances publiques et à l’anarchie du système monétaire.

Avec la cession du crédit personnel et commercial par les banquiers privés, proposée au paragraphe 5, le système de crédit dans son ensemble est profondément bouleversé. Qu'il s'agisse du crédit public, du crédit municipal ou même du crédit immobilier, il est impératif de s'attacher avec la plus grande rigueur et la plus grande énergie à l'abolition de l'esclavage des intérêts, car elle constitue la condition indispensable au bon fonctionnement de l'État social.

La situation est différente pour le crédit à la consommation. Nous exigeons également, en soi, l'absence d'intérêts pour le crédit à la consommation ; toutefois, cette exigence n'a pas la même importance capitale. On se souvient des 250 milliards de capitaux de prêts à taux fixe par rapport à…
dont seulement 12 milliards en actions à dividendes.

Tous ces crédits, actions, certificats de participation, parts minières, participations au capital, etc., constituent du capital à risque. Le rendement de ce capital dépend du dynamisme et de l'efficacité des personnes auxquelles l'argent a été confié. Dès lors, le risque de perte entre en jeu, de même que la question de la confiance personnelle. C'est pourquoi une compensation spécifique demeure indispensable. Le détenteur d'actions, par exemple, n'est en aucun cas indemnisé ni ne tire aucun avantage si l'entreprise à laquelle il a confié son argent ne génère aucun profit. Il perd intégralement son capital en cas de faillite de l'entreprise.

Il en va autrement, par exemple, du propriétaire des obligations de la Reicheisenbahn.
Les chemins de fer du Reich [en Alsace-Lorraine] sont définitivement perdus avec la perte de l'Alsace-Lorraine. Pourtant, les détenteurs d'obligations ferroviaires continuent de percevoir leurs intérêts. De qui ? Des impôts. Les chemins de fer peuvent fonctionner avec un déficit important, comme en Prusse et en Bavière l'année dernière ; les obligataires perçoivent néanmoins leurs intérêts. De qui ? Du tribut payé sur le travail et la consommation de la population active.

On souhaiterait simplement clarifier parfaitement cette distinction fondamentale, afin de finalement reconnaître où le vampire se nourrit du potentiel de travail des gens.

Ainsi, le crédit aux particuliers devrait rester, ou plutôt être à nouveau, réservé aux transactions entre particuliers par l'intermédiaire de la banque privée. L'efficacité personnelle de l'emprunteur, que le banquier connaît bien, devrait redevenir le facteur déterminant pour l'octroi du crédit. Les frais fixés par l'État s'autoréguleront, en fonction de la fluidité monétaire qui débutera de toute façon avec l'abolition du système d'intérêts.

Au § 6

Le principe principal du paragraphe 5 s'applique également aux actifs à dividendes. Dans l'intérêt de la collectivité, il convient d'exiger le remboursement du capital prêté, y compris pour les grandes entreprises industrielles, afin de réduire ainsi l'endettement des entreprises industrielles individuelles envers les simples investisseurs.

Car, en réalité, ce que nous avons pu observer dans les rapports entre le prêt et le capital envers tous les peuples se répète ici, à plus petite échelle. Ici aussi, le capitaliste exploite le travailleur.

Machine Translated by Google

contremaître, ingénieur, entrepreneur, tous à égalité, car l'obligation de gagner des dividendes prime9 .

Si toutefois nous parvenons à libérer les industries et les entreprises de l'éternel fléau des intérêts, alors la voie sera libre pour baisser les prix des produits et pour acheminer et distribuer la plus-value, en partie à la communauté, en partie aux ouvriers, aux cadres intermédiaires et aux conseils d'administration des entreprises concernées, donc à ceux qui, véritablement, créent la production et la valeur.

Au § 7

Dans ce paragraphe, tout le secteur de l'assurance entre naturellement en jeu et peut être structuré de manière analogue, sans intérêts. Les primes versées ne peuvent augmenter par l'ajout d'intérêts ; les compagnies d'assurance deviennent alors des institutions d'épargne ; autrement dit, le risque et l'avantage de l'assurance sont préservés. La responsabilité en incombe à la communauté politique.

Au § 8

Concernant la dévaluation de notre monnaie, résultant uniquement de l'énorme masse de nos innombrables titres de créance, nous exigeons un impôt sur la fortune fortement progressif. Nous insistons sur le terme « fortement progressif ».

Un impôt forfaitaire sur la fortune, visant à réduire la masse monétaire, ne serait qu'une illusion, une façon de tromper le peuple. Car si je confisquais la moitié de la richesse et que je recevais en paiement des obligations que je détruisais ensuite, le seul résultat serait une diminution de la quantité de papier en circulation, tandis qu'un facteur de conversion augmenterait la valeur fictive de l'ensemble des billets en circulation à leur niveau initial. La valeur réelle appartient toujours aux biens de consommation et aux biens d'usage, jamais aux titres de créance attestant d'un travail accompli.

Une autre question se pose : le taux de change de notre monnaie, le mark, peut-il être amélioré ? Mais même cette amélioration dépend, en fin de compte, du potentiel de travail et de la production, autrement dit de la capacité de production de l'ensemble de notre économie nationale.

Les objections et leur réfutation

Jamais une idée n'a pu s'imposer sans opposition, et encore moins une idée qui rompt aussi radicalement avec les conceptions établies de longue date concernant le caractère sacré et inviolable des intérêts. Face aux objections déjà soulevées et à celles que l'on peut anticiper, une double observation s'impose : il convient de se demander, premièrement, quelle part des objections formulées repose sur une déformation délibérée de l'idée d'abolition de l'asservissement par les intérêts ; deuxièmement, comment répondre à toutes les inquiétudes sincères et fondées ?

L'objection la plus fréquente est la suivante : sans intérêts, personne ne prêtera d'argent.

9 C'est un problème propre aux sociétés par actions. Les sociétés détenues librement par des familles, comme c'est souvent le cas en Allemagne, ne possèdent pas cette caractéristique.

Machine Translated by Google

En réalité, nous ne voulons plus que quiconque prête son argent. Le crédit était l'astuce, c'était le piège dans lequel notre économie est tombée et dans lequel elle est désormais prise au piège.

Si le peuple a un besoin urgent de capitaux supplémentaires, il peut obtenir les fonds nécessaires sans intérêt auprès du Trésor public, le remboursement étant la seule obligation. L'État émettra ensuite de nouveaux billets. Pourquoi émettre des titres portant intérêt ? Que le papier porte intérêt ou non n'a aucune importance ! Sa seule et unique garantie repose sur le potentiel de travail et le potentiel fiscal du peuple. Pourquoi alourdir chaque dépense publique dès le départ du poids écrasant des intérêts perpétuels ?

Oui, mais comment l'État doit-il s'acquitter de sa mission culturelle envers la communauté ? Il a encore besoin de… L'argent et ne peuvent être utilisés équitablement dans cette tâche que par le biais de prêts assortis d'intérêts.

Cette affirmation repose sur une pensée entièrement mammonique. Après une lecture attentive de ce Manifeste, il faudrait la considérer comme délibérément trompeuse ; car, premièrement, nous avons démontré qu'après l'abolition de l'esclavage des intérêts, toutes les missions culturelles et sociales de l'État peuvent être financées par les entreprises publiques, les recettes des services postaux, des chemins de fer, des mines, des forêts, etc., sans aucun autre moyen. Deuxièmement, l'État populaire souverain [Volksstaat] a le pouvoir, à tout moment, de prendre en charge des missions culturelles spécifiques par l'émission de titres sans intérêt, en lieu et place des certificats portant intérêt, prétendument en vigueur dans l'État mammonique. Il est absolument incompréhensible que l'État se rende compte du coût accru de projets culturels spécifiques, tels que la construction de chemins de fer, de canaux et de centrales hydroélectriques, par une promesse d'intérêts perpétuels et totalement superflus. S'il ne peut financer les travaux de construction avec les recettes de ses entreprises publiques actuelles, il n'y a aucune raison de s'opposer à la création monétaire. Le peuple souverain doit certes payer, puisqu'il reconnaît précisément cet argent comme un moyen de paiement. Mais pourquoi le peuple, avec tout son potentiel de travail et d'impôt, devrait-il se porter garant d'un simple bout de papier (le prêt à intérêt), qui ne lui impose qu'une obligation d'intérêt perpétuelle au profit du capitaliste ? À bas donc cette obsession de l'État mammouth !

Les capitalistes n'auront alors qu'à prendre les billets de banque émis et à accumuler du papier. argent.

Ceci se réfute de deux manières. Premièrement, l'exigence selon laquelle la simple possession d'argent ne devrait pas être profitable serait alors déjà satisfaite, et l'abolition de l'esclavage des intérêts serait volontairement entreprise par les capitalistes eux-mêmes, puisque le capitaliste renonce de son plein gré aux intérêts s'il accumule ses billets chez lui. Deuxièmement, la crainte du capitaliste pour son argent rend cette hypothèse improbable ; il suffit d'imaginer les nuits blanches du thésauriseur qui conserve d'importantes sommes d'argent chez lui et voit constamment ses biens menacés par les voleurs, les cambrioleurs, les perquisitions, les incendies et les inondations. Je suis convaincu que le citoyen honnête se lasserait rapidement de ces soucis et se tournerait bientôt vers la banque d'État. Celle-ci délivre un reçu et est alors légalement responsable du compte, mais non du paiement des intérêts. Sinon, une troisième possibilité reste bien sûr ouverte à tous : faire fructifier son argent, créer de la valeur et fabriquer des biens, participer à des entreprises industrielles, enrichir et embellir sa vie, soutenir l'art et les études, bref, faire un usage judicieux de son argent tout en rejetant le culte de Mammon.

Il peut toutefois arriver que le besoin privé de capitaux pour certains objectifs se présente de manière urgente, par exemple pour tester des inventions, fonder des entreprises par de jeunes artisans ou hommes d'affaires compétents, etc.

Machine Translated by Google

Pour commencer, cela n'a absolument rien à voir avec l'abolition de l'esclavage par les intérêts ! En premier lieu, il faut logiquement supposer que le capitaliste, qui après l'abolition de l'esclavage des intérêts n'a plus la possibilité d'investir son argent à l'abri des imprévus et d'espérer des revenus passifs, sera plutôt, comme autrefois, enclin à risquer son argent à de telles fins, de sorte que le manque ou le besoin en la matière seront bien moins fréquents qu'auparavant. N'a-t-on pas entendu, au contraire, à maintes reprises, de la part des hommes d'affaires efficaces, des inventeurs les plus ingénieux, se plaindre précisément de la difficulté d'obtenir des fonds dans l'État mammouth pour de telles fins, à moins qu'un « dividende » ne soit garanti ? En second lieu, il incombera au futur État de favoriser toutes les forces vives compétentes par un soutien généreux. Certes, l'ancien État bureaucratique avait déjà commencé à le faire, mais avec une telle mesquinerie qu'au lieu d'un élan, il en résulta une inhibition et une réticence, en raison des réglementations contraignantes qui accompagnaient l'octroi du soutien public. En troisième lieu, il convient de noter qu'avec l'allocation de plusieurs millions de marks, des résultats considérables pourraient être obtenus. La joie du travail, l'ardeur au travail et la ténacité de l'inventeur, de l'ingénieur, de l'artisan allemand, etc., sont telles que, grâce au droit de l'État à participer aux fruits des inventions fructueuses, les dépenses seraient très probablement largement rentabilisées (l'Angleterre en est un exemple).

L'abolition de l'esclavage par les intérêts conduit nécessairement à l'épuisement des richesses.

Oh ! Qui prétend cela ? Bien sûr ! Quiconque a adapté sa vie à la consommation des intérêts de son capital et ne se résout pas à travailler, c'est certainement vrai pour lui : en consommant 5 % par an, il aura dilapidé tout son patrimoine en 20 ans. Évidemment, mais c'est tout à fait normal ! Ce que nous voulons, c'est précisément l'abolition de l'esclavage des intérêts ; nous voulons que vivre de sa pension cesse d'être l'idéal suprême du citoyen. Nous voulons mettre fin à cette décadence mammonique ; en effet, nous ne voulons plus tolérer que certains, que beaucoup, puissent vivre confortablement et durablement grâce aux seuls intérêts de leurs emprunts — autrement dit, aux dépens d'autrui !

Je le répète : il est tout à fait faux d'affirmer que l'abolition de la mainmise des intérêts entraînerait la disparition et l'épuisement des richesses. Au contraire, l'abolition de ce joug favoriserait la création de richesses fondées sur un travail manufacturier et créateur de valeur, libéré du fardeau perpétuel des intérêts. L'abolition de ce joug conduit, comme nous l'avons vu, à une baisse générale du coût de la vie ; elle nous libère du poids excessif de l'imposition, de sorte que chaque travailleur aura à l'avenir une plus grande possibilité d'épargner. Un dernier point ! Le travail économique national, producteur de biens et de valeur dans l'industrie, le commerce et les échanges, n'est nullement entravé, mais au contraire stimulé au maximum par l'abolition de ce joug.

Que gagne le travailleur si les capitalistes ne perçoivent plus d'intérêts ?

Cette question ne devrait plus se poser ! D'abord, le cri de ralliement des travailleurs était sans cesse l'exploitation des capitalistes ; ensuite, il est clair que c'est bien le travailleur, plus que quiconque, qui doit payer les intérêts des emprunts. [Autrement dit, le travailleur bénéficie d'impôts moins élevés et d'un coût de la vie plus bas.]

Les liens familiaux s'affaiblissent et se rompent si l'on ne peut laisser aucun héritage. les enfants.

Oui, quelle est la réalité ? De manière générale, je pense que l'argent n'a que peu ou rien à voir avec le sens de la famille. Ou bien a-t-on déjà entendu dire que les enfants de parents aisés s'attachent davantage à…

Machine Translated by Google

Les parents aisés aiment-ils davantage leurs enfants que les parents pauvres ? Ou bien les parents riches aiment-ils davantage leurs enfants que les parents moins fortunés ? Qu'est-ce qui est le plus important pour les enfants : que leurs parents leur offrent la meilleure éducation possible et leur inculquent la discipline, afin qu'ils deviennent des personnes travailleuses, en bonne santé et courageuses, ou qu'ils leur laissent la plus grande fortune possible ?

Dans certains cas particuliers, il faudra sans aucun doute reconnaître la volonté légitime d'assurer l'avenir financier des enfants. Cette volonté, et donc la prévoyance des parents envers leurs enfants, ne seront en rien compromises par l'abolition du système d'emprunts à taux d'intérêt élevés ; bien au contraire. Les possibilités d'épargne seront accrues lorsque notre économie nationale sera libérée du joug omniprésent de ce système.

L'exemple de cet homme aux revenus de 10 000 marks et à la pension de 5 000 marks nous a montré que les fortunes moyennes et modestes sont en réalité privées de tout avantage par le biais des impôts directs et indirects (logement, loyer, etc.). Je ne saurais trop le répéter : les intérêts sur les obligations pour les personnes aux revenus modestes et moyens sont une escroquerie, une illusion, un cercle vicieux. Pourtant, le grand capital, par le biais de sa presse dévouée, a diaboliquement propagé et proclamé dans le monde entier la foi en la sacralité et l'inviolabilité des intérêts. Il permet à chacun, en apparence, de participer à la douce et anesthésiante consommation des intérêts, afin d'apaiser la mauvaise conscience qui accompagne inévitablement cette consommation oisive et gratuite, et de recruter des camarades pour la lutte, pour la défense de ce bien suprême du Mammonisme.

Le fonctionnaire, l'homme d'État, dira : l'État ne peut renoncer à l'obligation qu'il a contractée envers ses créanciers.

Que signifie le terme « obligations » ? Est-il moral de contracter des obligations dont l'État sait dès le départ qu'il ne pourra les honorer qu'en prélevant les intérêts sur les créanciers par le biais d'impôts directs et indirects d'un montant identique ? Où est la moralité là-dedans ? Ou ne serait-il pas plus honnête d'admettre : « Je ne peux payer les intérêts que si je perçois autant d'impôts – mais pendant la guerre, j'avais absolument besoin d'argent, et c'est pourquoi j'ai eu recours à l'escroquerie des obligations de guerre ; vous devez me pardonner, chers concitoyens ; c'était finalement pour votre bien, et il est temps d'en finir avec ce jeu de dupes ; moi, l'État, je ne paie pas d'intérêts et vous, contribuables, n'aurez pas à payer d'impôts sur les intérêts ; cela simplifiera considérablement nos transactions. Ainsi, nous nous passerons de l'énorme bureaucratie fiscale et de la bureaucratie extraordinaire qui sert les intérêts de l'État. D'accord ? Marché conclu ? » Et vous, Monsieur Scheidemann, ne recommencez pas à afficher votre nom sur tous les panneaux publicitaires en tant que secrétaire d'État de l'ancien gouvernement corrompu, au milieu de déclarations ineptes sur la sécurité et l'inviolabilité des obligations de guerre. Vous ne faites que vous discréditer : le profit de toute cette escroquerie n'a en réalité profité qu'aux grands emprunteurs.

Les responsables financiers et les professionnels du secteur bancaire affirment que l'abolition de l'asservissement aux intérêts sur les obligations de guerre et les dettes publiques est impossible car elle est synonyme de faillite publique.

Vous me pardonnerez, mais d'après vos discours, nous sommes de toute façon en faillite publique, ou nous allons le devenir. Une déclaration publique de faillite serait cependant la plus grande folie que nous puissions commettre : à l'incompétence avérée des dirigeants actuels, elle ajouterait prématurément la confirmation historique de cette incompétence.

Pourquoi déclarer faillite ? Si j'ai transféré 3 pièces de la poche droite de mon pantalon dans la gauche, Je ne dois toutefois pas pour autant déclarer la faillite de la poche droite de mon pantalon !

Machine Translated by Google

Il en fut de même avec l'emprunt de guerre ! Le Reich prit dans les poches du peuple les premiers milliards disponibles, puis l'argent revint ; puis vint un nouvel emprunt et l'argent revint de nouveau ; une fois de plus, la pompe se mit en marche et aspira les milliards, qui refluèrent encore, jusqu'à ce qu'après neuf répétitions, l'État ait allègrement accumulé 100 milliards de dettes. Le peuple se retrouva donc avec 100 milliards en billets de banque. Au début, le peuple s'imagina s'être enrichi ; puis l'État s'écria : « C'est horrible ! J'ai 100 milliards de dettes et je suis au bord de la faillite ! » – Oui, mais pourquoi ? Ce n'est qu'une illusion ! Je ne peux moi-même jamais faire faillite si, de temps à autre, je transfère mon argent d'une poche à l'autre. Par conséquent, nous pouvons être tranquilles quant à la faillite de l'État concernant nos dettes d'obligations de guerre. Par conséquent, nous n'avons vraiment pas besoin de déclarer faillite publique et nous pouvons nous épargner le travail colossal que représentent les paiements d'intérêts stupides et les impôts élevés, mais encore plus stupides.

Libérons-nous enfin de l'obéissance aux grands créanciers ! Seuls ces derniers profitent de cette escroquerie fiscale sur les intérêts d'emprunt, car il leur reste un joli pactole et le peuple paie ce surplus sous forme d'impôts indirects ; pendant ce temps, les petits et moyens capitalistes tournent en rond.

Un responsable économique international déclare : « L'abolition de l'esclavage des intérêts n'est pas possible pour nous seuls en Allemagne ; elle doit être réalisée à l'échelle internationale ; sinon, nous perdrons tout crédit, les capitaux s'enfuiront et nous devrons toujours honorer nos obligations en matière d'intérêts envers le reste du monde. »

J'avoue avoir moi-même longtemps été perplexe face à cette question. C'est la question la plus complexe car elle touche à nos relations avec le reste du monde ; or, elle présente deux aspects. D'une part, l'abolition de l'esclavage des intérêts est le cri de ralliement de tous les peuples productifs, contre l'asservissement international à l'intérêt monétaire ; d'autre part, c'est le remède radical à nos difficultés financières internes. Mais ce n'est pas une raison pour s'abstenir d'un remède sous prétexte que notre voisin, tout aussi malade, ne l'utilise pas. Ce serait toutefois une folie de plus que nous, en Allemagne, continuions à tourner en rond et à payer impôts et intérêts alors que nous savons pertinemment que cette pratique absurde ne profite qu'aux grands capitalistes. Montrons donc l'exemple par notre libération ; libérons-nous de l'esclavage des intérêts monétaires, et nous verrons bientôt que la force de cette idée libératrice et victorieuse incitera les peuples du monde à nous suivre.

Je suis en réalité convaincu que notre initiative – si cette initiative n'est pas étouffée par le
Les Mammonistes allemands – emporteront les autres peuples avec eux par une nécessité irrésistible.

Le spartakiste dit : Toute cette idée se résume à une simple protection du capital ; elle reste néanmoins La situation reste donc inchangée : le pauvre n'a rien et le riche demeure.

Oui, mon ami ; il est en général très difficile de discuter avec vous — si vous êtes vraiment, au plus profond de votre âme, un communiste, et que vous soutenez donc que « tout appartient à tous les hommes »[1] , et si, en plus de cela, vous connaissez effectivement les idées réelles des grands dirigeants bolcheviques de Russie, en particulier Lénine, et les considérez comme justes, et si, par conséquent, vous considérez les prochaines tâches de la République soviétique désignées par Lénine, « la comptabilité universelle et le contrôle de toute la production et de la distribution », comme humainement possibles.

10Pierre Kropotkine, La Conquête du pain

Machine Translated by Google

Si toutefois vous êtes parfaitement conscient que cette tâche n'est réellement réalisable, si tant est qu'elle le soit, que sous une terrible tyrannie, et que vous restez au fond de vous un communiste ou un spartakiste convaincu, alors cessons de nous disputer ; nous ne nous comprenons tout simplement pas et parlons des langages différents, et l'avenir décidera, soit de l'État carcéral qui peut résulter du chaos du bolchevisme, soit du nouvel État que j'espère, avec une économie nationale libérée de l'esclavage des intérêts.

Mais si, au fond de votre cœur communiste — si vous êtes honnête —, vous vous surprenez à penser encore à une femme et à un enfant, à désirer une âme humaine plus proche de vous qu'un Esquimau ou un Zoulou, si, pendant vos corvées à l'usine sous les ordres du directeur soviétique, vous pensez qu'il serait encore agréable de posséder votre propre petite maison, un petit jardin, si, au plus profond de votre âme, il ne vous apporterait aucune satisfaction véritable d'avoir le droit, comme un chien errant, d'utiliser la première venue, si vous voulez appeler quelqu'un votre femme, si vous pensez simplement à économiser une partie de votre salaire, qui devrait alors vous appartenir en propre, alors vous n'êtes plus communiste ; alors votre cœur s'est déjà brisé à cause de votre slogan si bruyamment proclamé : « Tout appartient à tous les hommes » ; alors précisément ce que vous ne voulez pas, c'est que tout appartienne à tous les hommes ; Ce que vous désirez pour vous-même — femme, enfant, maison, ferme, économies — que vous le possédiez déjà ou que vous espériez seulement l'obtenir, devrait vous appartenir exclusivement.

Et voyez-vous, mon ami, si vous soupçonnez seulement au fond de votre cœur que cela pourrait faire une différence pour vous, si un individu lambda venait et vous prenait simplement vos économies au nom de « tous », et s'il vous amenait un autre enfant et prenait le vôtre avec lui parce que tous les enfants appartenaient à « tous », alors mon ami, cessons de nous parler sans nous comprendre.

Je pourrais peut-être vous demander de réfléchir au fait que le message communiste selon lequel toutes choses devraient appartenir à tous les hommes ne signifierait pas nécessairement la fin de toute culture, car l'absence de toute notion de propriété doit, avec une logique implacable, ramener l'homme au niveau de la bête.

Si tout appartient à tous les hommes, si l'on pouvait imposer la reddition de comptes et le contrôle de toute la production et de la distribution au sens léniniste du terme, alors, dans le meilleur des cas, on aboutirait à une fourmilière. Mais dans ce cas, on peut aussi se passer de langage, d'âme et de pensée ; muet et instinctivement, on peut accomplir son travail forcé. C'est là la fin de l'homme .¹¹

Mais assez parlé, ami Spartacus. Laisse cette considération fondamentale s'imprégner profondément en toi. Une réponse plus précise à ta question en découlera lors de la conversation avec les autres parties.

Et maintenant, camarades des deux orientations socialistes, modérée et indépendante !12

Je ne peux imaginer que des contradictions ou des objections sérieuses contre l'abolition de l'esclavage par les intérêts puissent venir de votre côté, et pourtant je dois m'adresser à vous de manière catégorique, ainsi qu'à tout le monde des idées socialistes, de Marx jusqu'aux dirigeants actuels Ebert, Scheidemann, Kautsky, etc.

1. La volonté socialiste : l'élévation de la classe ouvrière est une idée qui est inconditionnellement vouée à prévaloir ; jusqu'ici, nous sommes d'accord.

---

11. « La fin de l'homme » est un passage d'Ézéchiel. Dans ce livre, il désigne la finalité de l'homme, mais ici, il pourrait avoir une double signification. Sous le communisme, la finalité de l'homme se réduit à un esclavage aveugle, qui conduit à sa propre destruction.

12 Feder fait ici référence au Parti social-démocrate et à sa branche pacifiste, le Parti social-démocrate indépendant.

Machine Translated by Google

2. Les voies empruntées pour atteindre ce grand objectif sont presque entièrement erronées, parce qu'ils

3. reposent sur de fausses hypothèses.

4. L'idée socialiste [marxiste] de l'État conduit nécessairement au communisme, donc à déclin.

5. Parce que la social-démocratie a un but différent, l'élévation de la classe ouvrière, de tous les travailleurs en général, elle est confrontée à un terrible conflit interne, car les conséquences logiques du marxisme mènent à l'opposé direct de l'objectif pratique du mouvement ouvrier.

6. De cette division interne résulte l'incertitude manifeste quant à la direction de la gouvernement.

7. Afin d'atteindre le grand objectif pratique (l'élévation de la classe ouvrière), il est impératif de se montrer plus ferme face à Spartacus et au communisme bolchevique, et de combattre leurs méthodes de toutes nos forces. Or, la social-démocratie, organisée par les syndicats, se sent aujourd'hui impuissante face à ces groupes radicaux, car elle a fait de la pensée marxiste son principe fondamental d'éducation, et parce que toute pensée marxiste conduit logiquement au communisme.

Voici la preuve : le point 2 affirme que les voies empruntées par la social-démocratie sont presque entièrement erronées.

L'agitation qui a secoué tout le pays a engendré une profonde division au sein de la population. Les calomnies incessantes contre les employeurs de toute nature, voire de toute bourgeoisie, présentés comme des exploiteurs et des profiteurs du travailleur manuel prétendument sans assistance, ont provoqué une amertume injustifiée et une arrogance du monde ouvrier, qui s'exprime aujourd'hui nécessairement par la revendication de la « dictature du prolétariat » (Manifeste du Parti communiste). La revendication essentielle du programme d'Erfurt – le transfert des moyens de production de la propriété privée à la propriété et à l'exploitation collectives – se résume aujourd'hui à un cri de « socialisation ».

Il est parfaitement clair pour tout homme politique sérieux que la socialisation totale de notre ruine économique entraînerait la faillite complète de l'État. Mais personne n'ose l'avouer ouvertement et librement au peuple.

Ce n'est plus la socialisation, mais la désocialisation qui devrait être le mot d'ordre désormais. On tente ainsi de compenser l'échec flagrant de toute socialisation par des projets fiscaux illusoires et, par là même, d'« exproprier les expropriateurs » une seconde fois. Tout cela ne fait qu'abandonner l'économie nationale à la ruine. Au lieu de la croissance (un doublement de la production, comme le promettait toute la littérature socialiste de l'après-révolution, est hors de question), c'est exactement l'inverse qui s'est produit.

Le pire serait toutefois que le gouvernement socialiste actuel songe à contracter d'importants emprunts étrangers. Dès lors, non seulement notre déclin économique serait scellé, mais nous nous soumettrions de surcroît entièrement à l'Entente et à ses taux d'intérêt exorbitants, sans espoir de retour.

L'échec fondamental, l'erreur de base sur laquelle repose toute cette chaîne erronée de traités, d'exigences et de promesses faites au peuple, réside dans une conception totalement erronée du capital industriel et du capital de prêt. Le Manifeste du Parti communiste, le Programme d'Erfurt, Marx,

Machine Translated by Google

Engels, Lasalle et Kautsky n'ont pas reconnu la différence radicale entre le capital industriel et le capital de prêt.

Sur ce point, la social-démocratie tout entière doit revoir sa position ; cette erreur fondamentale doit être clairement reconnue et admise sans réserve. Il faut ensuite tirer implacablement les seules conclusions possibles. Celles-ci impliquent un renoncement radical à la rage stérile, car totalement erronée, qui s'élève contre l'industrie et contre l'employeur. L'ouvrier et l'employeur sont indissociables ; ils partagent le même but : le travail, la production. Car sans production, sans travail, il ne peut y avoir ni vie, ni culture, ni progrès, ni ascension sociale. Les oppositions, évidentes et inévitables, qui existent entre les êtres humains, du simple fait de leur nature humaine, sont bien moins importantes que le grand intérêt commun de l'employeur et de l'employé. Ces oppositions sont et ont toujours été résolubles par le biais de conventions collectives et d'organisations professionnelles, à la satisfaction mutuelle des deux parties.

Mais n'allons pas plus loin dans ces questions triviales au regard de notre traité sur les principaux rapports de force politiques, et contentons-nous de souligner que l'intérêt collectif des travailleurs est parfaitement aligné sur notre industrie nationale, sur l'économie nationale de notre peuple.

Quiconque enseigne le contraire et présente les oppositions entre employeur et employés comme plus importantes se révèle irresponsable précisément à l'égard des travailleurs ; car il s'attaque ainsi aux racines de l'arbre qui nourrit et soutient le travailleur.

La social-démocratie, pourtant, a agi ainsi, et ce faisant, elle s'est attirée une culpabilité éternelle envers les travailleurs allemands ; ce faisant, elle a infligé une misère indicible à notre peuple, car elle ne peut tenir toutes ses promesses, car elle ne peut nous apporter la paix de la compréhension mutuelle, car elle ne peut créer de travail pour nous, car elle doit même constituer une force armée contre nous, car elle ne peut se passer de la fonction publique, car elle doit exiger l'obligation de travailler, car le suffrage universel, égal et direct pour les hommes et les femmes de plus de 20 ans n'aide personne à gagner sa vie, car sans la garantie de l'État quant à la sécurité des personnes et des biens, des circonstances chaotiques sont inévitables, car sans l'intégration et la subordination de l'individu à la société, aucune vitalité de l'État n'est possible.

Ainsi, une profonde vague de désespoir et de déception submerge le peuple. Si certains ne le comprennent toujours pas, ministres, parlementaires et délégués du peuple continuent de se mentir allègrement, prétendant que les « acquis de la révolution » doivent être défendus contre la « réaction » : aucun homme d'État sincère ne saurait expliquer clairement au peuple le sens de ces deux termes.

Les actions négatives de la révolution, la destitution d'une série de dynasties archaïques, la destitution des officiers, l'abolition de la noblesse, la dissolution de l'armée, bref, la « Grande Démolition », ne constituent en effet aucun « gain ».

Et la réaction ?! La doctrine pourrie et balayée du droit divin ne bénéficie nulle part dans le peuple d'un soutien moral suffisant pour engendrer une action énergique ; la bourgeoisie, en ce qui concerne la véritable bourgeoisie, est bien trop lâche, bien trop corrompue moralement, pour se soulever contre le travail conscient de sa classe : il n'est donc pas nécessaire que la classe dirigeante des travailleurs s'inquiète d'une réaction dynastique ou bourgeoise.

Mais le profond désenchantement du peuple face aux prétendus acquis de la révolution, autrement dit face à l'absence d'amélioration réelle de sa condition, voilà le grand danger. Ce désenchantement provoque un exode massif vers la gauche, où les promesses faites sont largement dépassées.

Machine Translated by Google

Finalement, on ne peut plus faire de promesses telles que « tout à tous ». C'est de la pure folie, mais toute idée, tout phénomène, toute activité poussée à l'extrême finit par devenir folie, puis se transforme en son contraire. Il en va de même de l'idée communiste selon laquelle tout devrait appartenir à tous, car cela finit par aboutir à ce que tous… ne possèdent rien. La faim, le désespoir, la misère, la maladie et le besoin ont frappé la Russie ; le peuple a perdu le dernier vestige de courage et de joie de vivre.

Je le répète : l'erreur fondamentale et colossale du monde idéologique socialiste réside en fin de compte dans l'incapacité à reconnaître la différence essentielle et profonde entre capital industriel et capital de prêt. Le capital de prêt, avide d'intérêts, est le fléau de l'humanité. C'est la croissance perpétuelle, insouciante et infinie du capital de prêt, et non le capital productif, celui qui permet la fabrication de biens et qui est à l'origine de l'exploitation des peuples.

Je ne saurais faire l'impasse ici sur l'examen de la question de savoir pourquoi cette différence essentielle n'a pas été reconnue ; si elle n'a réellement pas été reconnue, ou si elle a peut-être été occultée au profit des grands capitaux d'emprunt ; si les dirigeants et les chefs de la lutte contre le capitalisme, les auteurs du Manifeste communiste, du Programme d'Erfurt et les dirigeants actuels ont toujours agi avec la conscience professionnelle requise.

C'est la chose la plus grave et la plus terrible que de mettre en doute la sincérité absolue et la conviction inébranlable d'autrui ; cela paraît d'autant plus grave que l'on s'attache à comprendre les causes et les liens qui régissent les événements de la vie. Je ne souhaite donc pas répondre à cette question, mais seulement évoquer de vastes et obscures connexions en citant une déclaration de Disraeli, le plus grand Premier ministre anglais, Lord Beaconsfield. Voici ce qu'il écrit dans son roman Endymion :

« Nul ne saurait rester indifférent au principe de race. Il est la clé de l'histoire, et si celle-ci est souvent si confuse, c'est qu'elle a été écrite par des hommes qui ignoraient ce principe et tout le savoir qu'il implique. » [Baron Sergius à Endymion]

La bourgeoisie.

Le bourgeois, pour qui le repos apparaît comme un devoir, est assurément troublé par chaque nouvelle revendication révolutionnaire, comme toujours par chaque idée nouvelle. Cela signifie pour lui une agitation ; car il lui faudrait peut-être même y réfléchir. Tout changement lui est odieux ; il veut son repos, et malheur à celui qui convoite sa bourse. Or, on veut bien de lui ses intérêts, ses revenus locatifs, les intérêts de ses obligations, les intérêts de ses emprunts hypothécaires ; bref, ce qui constitue son repos, son contentement et sa bonne fortune.

Il nous faut néanmoins nous interroger sur l'avis des membres des classes détenant des capitaux d'emprunt. Ils forment, outre la véritable bourgeoisie… La bourgeoisie est un type humain, avec lequel il n'est point question de rien de plus ; la bourgeoisie est une branche de l'arbre de l'humanité qu'il convient d'élaguer, au plus vite. Ce sont ces Babbitts suffisants et imbus d'eux-mêmes, à l'horizon déplorablement étroit, incapables d'enthousiasme. Ils passent leurs journées dans une monotonie perpétuelle, entre café, journal du matin, verre du matin, journal de midi, déjeuner, sieste de l'après-midi, découpage de coupons de réduction, verre de l'après-midi, amis au pub et, occasionnellement, au cinéma. Incapables de comprendre ce qui fait tourner le monde, ce à quoi aspire la jeunesse, ce qui afflige le peuple, l'État et la société, indifférents à la guerre et à la victoire, ils végètent et dépérissent, à la fois arrogants et obséquieux – mais la bourgeoisie est une classe si vaste qu'on ne peut l'ignorer.

Machine Translated by Google

Ainsi, l'abolition de l'esclavage par les intérêts détruit l'épargne ; les gens finissent à l'hospice.

L'idée que l'abolition du système d'intérêts puisse avoir une influence sur l'épargne doit être catégoriquement réfutée. L'épargne est tout aussi peu dépendante des conceptions économiques dominantes que, par exemple, le gaspillage. L'épargne et le gaspillage sont des traits humains innés, indépendants de l'opinion d'une époque sur l'intérêt.

En période de transition, il est possible d'encourager une augmentation ou une diminution de l'épargne. Cependant, dans le cas présent, je suis bien plus enclin à penser qu'une personne rationnelle et soucieuse de ses finances se dira : « Je ne peux plus compter sur mes seuls intérêts pour vivre. Je souhaite néanmoins vivre confortablement jusqu'à un âge avancé et laisser un héritage à mes enfants ; je dois donc épargner davantage. » L'abolition de l'endettement à crédit devrait, à mon avis, avoir cet effet sur la majorité des gens. Quant aux personnes âgées, elles bénéficieront bien entendu d'une aide publique.

Je dois ici encore souligner avec force que, compte tenu du poids actuel des impôts directs sur la propriété et des impôts indirects sur tous les modes de vie, il ne reste plus rien des agréables intérêts, sauf pour celui ou celle pour qui – et c'est là une situation inique qu'il faut combattre – tous les revenus proviennent exclusivement d'intérêts perpétuels. Par conséquent, un déclin de l'épargne n'est probablement pas à craindre.

Le capitalisme (aussi répugnant soit-il) est-il vraiment si stérile ? N'a-t-il pas aussi permis un progrès à grande échelle qui porte des fruits pour l'humanité bien plus grands que ceux que les intérêts des prêts détruisent ?

Non ! Poser cette question ne fait que prouver que le jargon mammoniste a obscurci notre vision.

Le capital important n'a pas créé les moyens du progrès à grande échelle ; il est plutôt issu du travail ! Tout capital est du travail accumulé. Le capital important est improductif en soi, car l'argent, à lui seul, est totalement stérile. C'est à partir de l'esprit, du travail et des matières premières ou ressources minérales disponibles ou déjà exploitées que naissent la valeur et que les biens sont fabriqués – par le travail, et uniquement par le travail.

Car si l'on investit tant d'argent dans les terres les plus fertiles, dans les mines de charbon les plus riches, les terres ne produisent pas pour autant de grain, ni les mines ne crachent de charbon d'elles-mêmes ! Affirmons cela sans équivoque.

Si l'homme a inventé la monnaie, c'est qu'elle est tout à fait utile et raisonnable ; car dans chaque Dans une économie complexe, on a besoin de ce « bon pour travail accompli » (universellement reconnu). Mais que ces « empires financiers » aient le potentiel de croître éternellement jusqu'à l'immensité – et l'argent le fait, s'il porte intérêt –, c'est contre cela que se rebelle notre être profond ; c'est ce qui exalte l'argent bien au-dessus de toutes les autres manifestations terrestres ; c'est ce qui fait de l'argent une idole. Et tout cela n'est en réalité que la plus grande illusion de l'humanité !

Rien, absolument rien, ne peut provenir de l'argent seul. Table, armoire, vêtements, maison, outil, bref, tout ce qui nous entoure a une certaine valeur ; au final, on peut toujours utiliser un meuble cassé comme bois de chauffage pour se réchauffer, mais avec un billet de vingt marks, on ne peut rien faire ; Je ne peux même pas y emballer un morceau de fromage. Ce n'est qu'après que les gens se soient raisonnablement entendus sur la facilitation des échanges de biens de consommation, sur la rédaction de reçus pour le travail accompli, que ce bout de papier acquiert sens et utilité, et il est tout à fait logique que le fermier reçoive de la compagnie minière non pas du charbon mais de l'argent pour son grain ; ainsi un

Machine Translated by Google

Un bon d'achat pour d'autres travaux accomplis, comme la fabrication de fourches, de vaisselle, de charrues et de faux. Mais avec cela, le pouvoir de l'argent devrait prendre fin.

Ainsi, les progrès à grande échelle de l'humanité ne sont pas le fruit de l'argent, mais des hommes eux-mêmes, de leur courage, de leur audace, de leur intelligence, de leur force manuelle et de leur labeur collectif, donc social et industrieux. C'est avec cette fierté et cette lucidité qu'il nous faut le voir. Ce sont les hommes qui ont fait la différence, et certainement pas ces misérables bouts de papier qu'ils ont inventés pour simplifier le commerce.

Programme supplémentaire

Bien que l'abolition de l'esclavage par les intérêts ne soit pas le but ultime de la nouvelle gouvernance, elle constitue sans conteste l'acte le plus décisif, le seul capable d'unir tous les peuples au sein d'une véritable ligue des nations, contre la tyrannie du mammonisme qui les ronge. Mais ce n'est pas la fin.
Au contraire, l'abolition de l'esclavage par les intérêts doit mener à d'autres mesures, car, comme nous l'avons vu, elle s'attaque au mal global à la racine, et même à la racine principale.

Ce n'est que lorsque la condition préalable à l'abolition de l'esclavage par les intérêts sera remplie que la voie sera enfin libre pour l'État social. Il est impératif de le reconnaître clairement et d'y parvenir malgré toutes les forces mammonistes. Le cri pour la socialisation [tant que l'esclavage par les intérêts persiste] n'est rien d'autre qu'une tentative de créer un trust regroupant toutes les industries et de former des conglomérats gigantesques partout, sur lesquels le grand capital d'emprunt, malgré tous les impôts sur la fortune, exercera naturellement une influence déterminante à l'avenir. Un État socialiste fondé sur le mammonisme est une absurdité et conduit inévitablement à un compromis entre la social-démocratie, déjà fortement gangrenée par le mammonisme, et le grand capital.

Nous exigeons, au contraire, le rejet radical de l'État mammonique et une reconstruction de l'État selon le véritable esprit du socialisme, où l'idée fondamentale qui le régit est l'obligation de nourrir – où une ancienne revendication fondamentale du communisme peut trouver sa satisfaction rationnelle et utile – sous la forme que chaque membre du peuple reçoive son droit assigné à la terre de la patrie par le biais de la distribution par l'État des denrées alimentaires les plus importantes.

Nous exigeons en outre, comme structure de base du nouvel État, une représentation du peuple par le biais de la Chambre des représentants du peuple, élue sur la base la plus large possible, et à côté de cela une Chambre du travail permanente, le conseil central dans lequel les travailleurs de la nation ont une voix proportionnelle à leur répartition par profession et classe économique.
Enfin, nous exigeons la plus grande responsabilité des dirigeants de l'État. Cette nouvelle construction de l'État sur une base socialiste-aristocratique sera traitée dans un ouvrage complémentaire.
qui paraîtra prochainement chez le même éditeur. La condition préalable à toute cette construction demeure cependant l'abolition de l'esclavage par les intérêts.

Ma conviction inébranlable, voire ma connaissance, me permettent de reconnaître clairement que l'abolition de l'esclavage par les intérêts est non seulement possible, mais qu'elle sera et devra être accueillie partout avec une joie indescriptible. Car n'oubliez pas : contrairement à toutes les autres idées, tous les mouvements et tous les efforts, si bien intentionnés soient-ils, qui visent à l'amélioration de l'humanité, ma proposition ne cherche pas à améliorer la nature humaine ; elle s'attaque plutôt à une substance toxique, à un phénomène savamment – non, diaboliquement – inventé, en totale contradiction avec les sentiments les plus profonds de l'homme, afin de rendre l'humanité malade, de l'enfermer dans le matérialisme, de la dépouiller de ce qu'elle a de plus précieux : son âme. Main dans la main avec elle

Machine Translated by Google

Ainsi règne l'effroyable et impitoyable tyrannie des pouvoirs financiers, dont les hommes ne sont que des esclaves, n'existant que pour percevoir des dividendes, des intérêts.

Profondément troublés, nous reconnaissons la clarté et la vérité effrayantes des anciens proverbes bibliques, selon lesquels le dieu des Juifs, Yahvé, promet à son peuple élu : « Je veux vous donner en possession de tous les trésors du monde ; à vos pieds se coucheront tous les peuples de la terre et vous dominerez sur eux. »

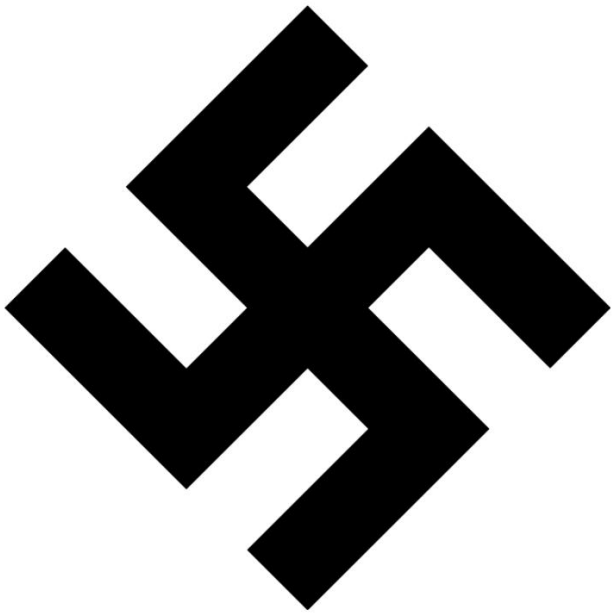
Cette question mondiale est désormais posée à vous tous. Les questions mondiales ne se résolvent pas d'un claquement de doigts, mais l'idée est limpide. Et l'action doit être scrupuleusement mise en œuvre ; nous devons bien comprendre que nous sommes confrontés à l'ennemi le plus redoutable, les puissances financières qui s'étendent à travers le monde. Toute la force est d'un côté, de notre côté seulement la justice, l'éternelle justice du travail productif.

Tendez-moi la main, travailleurs de tous les pays, unissez-vous !

Machine Translated by Google

L'État allemand sur un plan national

Fondation socialiste



Machine Translated by Google

Avant-propos

par
Adolf Hitler

Toute grande idée a besoin de deux choses : la volonté de puissance et des objectifs clairs. La volonté de puissance, de libération, brûle et s'épanouit en nous. Gottfried Feder, dans son ouvrage « L'État allemand sur des fondements nationaux et socialistes », a présenté nos objectifs avec clarté et simplicité, de manière à ce qu'ils soient compréhensibles par tous. L'espoir et l'aspiration de millions de personnes y ont trouvé une forme et une expression puissantes. La littérature de notre mouvement y a puisé son catéchisme.

Munich, le 8 novembre 1923 Adolf Hitler

Machine Translated by Google

Préface
à la cinquième édition

Mon ouvrage, * L'État allemand sur une base nationale et socialiste*, paraît ici dans la collection de la « Bibliothèque nationale-socialiste ». Le texte est resté fondamentalement inchangé, mais les passages relatifs au contexte de sa parution (1923) et aux exemples qui y étaient repris ont été supprimés, et les développements concernant la question juive ont été abrégés, puisqu'un ouvrage spécifique lui sera consacré.

La nouvelle édition devrait notamment démontrer que le programme de base est resté absolument inchangé.

Murnau, octobre 1931 Gottfried Feder

Machine Translated by Google

Heureux le peuple pour qui une nécessité absolue
impose une idée politique élevée qui,
étant formidable et simple,
elle oblige toutes les autres idées de l'époque à se mettre à son service.

Heinrich von Treitschke

Machine Translated by Google

Introduction
à la première édition

Nous envisageons l'avenir avec un espoir et une aspiration profonds. L'Allemagne vivra, l'Allemagne ne peut périr. L'Allemagne est secouée comme par les puissantes douleurs de l'enfantement d'une ère nouvelle. Les terribles chaînes de la culpabilité, tout comme les tourmenteurs étrangers, se briseront et seront balayées d'un haussement d'épaules vigoureux, et l'Allemagne marchera à la tête des nations.

Si tant de souffrances et de détresses n'étaient pas liées à l'effondrement et à la chute, nous pourrions participer avec une certaine joie à l'avènement d'une ère nouvelle. Si nous portons notre regard sur les dégradations actuelles, sur la confusion du présent, nous apercevons partout une volonté puissante, un travail sérieux, une intuition inspirée. L'âme allemande déploie ses ailes vers de nouveaux sommets.

Les tâches qui nous attendent aujourd'hui sont colossales, plus vastes et plus ardues que jamais dans la douloureuse histoire des Allemands.

Il est donc nécessaire de résoudre ce double problème – et pas seulement de « reconstruire » l'État et l'économie – mais pour leur donner une forme nouvelle. Et par là même une forme nouvelle pour la vie culturelle et intellectuelle de notre peuple.

Le vieux désir allemand d'une Allemagne unie doit enfin devenir réalité ; une nouvelle loi économique verra le jour et balayera la forme cauchemardesque de l'économie capitaliste fondée sur l'intérêt.

Les tâches qui nous attendent sont immenses et colossales. Grave et édifiante, l'esprit du passé plane derrière nous ; empli de respect pour ce qui s'est produit historiquement, sur le socle solide de la plus pure tradition allemande, fondée sur la sagesse aryenne originelle, le peuple et l'État, l'économie et la culture doivent être recréés.

Ici, les travailleurs doivent être conscients de leur énorme responsabilité, car ils sont portés par l'espoir de toute la nation – vers la liberté !

Mais l'idée nationale-socialiste est bien plus qu'un simple retour ou un détour par les vieilles coutumes ancestrales ; elle brise les chaînes de l'État et de la forme économique marxistes ; elle, en tant qu'idée première et la plus déterminée, livre consciemment le combat le plus acharné contre les puissances mammoniques, contre le pouvoir mondial de l'impérialisme juif, contre l'esprit de rapacité, d'égoïsme et d'indifférence.

Ce grand et universel mouvement de libération allemand trouve son défenseur le plus puissant, le plus déterminé et le plus résolu dans le Parti national-socialiste des travailleurs allemands. Ce parti a exposé ses objectifs dans un programme concis qui résume en 25 points les revendications fondamentales du mouvement. Alfred Rosenberg, rédacteur en chef de l'Observateur nationaliste[13], organe polémique du mouvement national-socialiste de Grande Allemagne, a, de manière louable, expliqué point par point chaque point du programme dans un court article[1] .

13Le Volkischer Beobachter fut acheté en 1920 par le NSDAP comme organe du parti et dirigé par Dietrich Eckart jusqu'à sa mort en 1923, date à laquelle elle fut dirigée par Alfred Rosenberg.

14Rosenberg a publié pour la première fois son Wesen, Grundsdtze und Ziele der Nationatsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei. Ce Programme der Bewegung en 1923.

Machine Translated by Google

À partir de cet ouvrage, il est au moins possible d'exposer, à ses amis comme à ses adversaires, les aspirations du Parti national-socialiste des travailleurs allemands. En revanche, la littérature sur le national-socialisme ne propose pas d'ouvrage de synthèse exposant les idées politiques et économiques qui sous-tendent ce courant, ni les voies qu'il entend emprunter en matière de politique nationale pour atteindre son objectif ultime : l'État national-socialiste allemand, État du travail et de la performance. Le présent ouvrage se propose de combler cette lacune.

Nous devrons donc éclairer le point de départ, la voie et le but du national-socialisme ; nous montrerons en quoi l'État national-socialiste allemand différera fondamentalement de l'État existant, quels domaines resteront fondamentalement intacts, dans quels domaines il y aura des réformes substantielles et où des voies fondamentalement nouvelles devront être empruntées.

Il nous faudra rechercher et explorer de nouvelles voies pour la vie publique, notamment en matière de politique financière nationale, et pour le traitement de la question raciale et des questions connexes. Il nous faudra également nous attaquer de front aux objections hostiles, aux distorsions et aux mensonges qui se sont déjà fait entendre avec force.

La tâche que nous nous sommes fixée est extrêmement vaste et pourtant ne représente qu'une petite partie de l'ensemble du renouveau de l'Allemagne.

Tout effort serait vain si une détermination jusqu'à la mort et la volonté sans entrave d'un
Le dirigeant n'a pas œuvré pour l'efficacité des idées.

La volonté la plus forte serait inutilement gaspillée si nous ne portions pas dans nos cœurs une image claire et inébranlable de ce à quoi cet État allemand – l'Allemagne, la terre de nos pères et de nos enfants – devrait ressembler conformément à notre volonté, après notre victoire !

Machine Translated by Google

1. Les fondements

Les fondements moraux

Le fondement de la politique nationale-socialiste est la responsabilité totale envers le peuple et envers soi-même.

« L'intérêt public avant l'intérêt personnel » est la première loi du national-socialisme.

Il peut paraître étrange qu'un tel principe doive être établi de manière générale pour un État, car l'histoire nous montre des périodes où le bien-être de tous était au cœur des préoccupations des dirigeants, le considérant comme le fondement de leur gouvernement. S'il est aujourd'hui nécessaire de placer ce principe au-dessus de toute autre considération, c'est simplement parce que la situation publique actuelle est loin d'être l'expression de ce seul sentiment politique juste. Ce premier principe nous montre également combien la morale et l'économie sont intimement liées.

L'intérêt public primant sur l'intérêt personnel est avant tout une exigence morale. Mais il exprime simultanément, avec une clarté linguistique remarquable, la hiérarchie entre le bien-être collectif et la légitime aspiration de l'individu à l'acquisition et à la propriété personnelles. Ce principe national-socialiste n'exclut donc en aucun cas la propriété privée. Au contraire : le national-socialisme reconnaît pleinement et sans réserve l'importance de la propriété. Il sait que la propriété personnelle et le droit de disposer librement de ses biens constituent le fondement de toute économie et, plus largement, de toute culture supérieure ; mais le national-socialisme a également reconnu que, pour reconnaître la propriété privée, il est nécessaire d'en fixer des limites bien précises, c'est-à-dire les limites auxquelles la propriété devient un simple instrument de pouvoir et est utilisée de manière abusive, au détriment du bien-être collectif.

Il n'existe sans doute guère de personne sérieuse qui souhaiterait contredire ce premier principe sous cette forme générale. La difficulté résidera dans la juste appréciation des intérêts publics par rapport à ceux de l'individu. Malgré l'existence indubitable
Bien qu'il soit admis que l'intérêt public prime sur l'intérêt privé, il est remarquable que, selon la conception juridique en vigueur, et précisément en ce qui concerne la forme d'usage de la propriété, aucune limite morale ne soit fixée au-delà du domaine criminel. Certes, il est interdit d'agir avec violence contre son prochain (extorsion, meurtre, etc.).
homicide involontaire, trahison, enrichissement illégitime, etc.), mais il n'a jamais été interdit d'accumuler des richesses incommensurables et d'utiliser les moyens techniques, souvent douteux, des banques et des marchés boursiers. De plus, la loi autorise tout créancier à déposséder sans scrupules un débiteur défaillant de son domicile et de ses biens lorsque des circonstances défavorables…
Maladie, décès, malformation, mauvaises récoltes et famine rendent impossible le remboursement des dettes contractées. Tout juge expérimenté peut relater d'innombrables cas où notre droit rigide a ruiné des vies, où tout sens de la justice s'est insurgé contre le fait de livrer un homme travailleur et consciencieux, mais temporairement victime d'un coup du sort, à la merci brutale du créancier.

La reconnaissance illimitée du droit personnel à des revendications légitimes et légales conduit logiquement à la mise en cause de l'intérêt public par l'exploitation égoïste de cette idée juridique fondamentalement inversée et antisociale, en opposition à notre principe étatique « l'intérêt public avant l'intérêt personnel ».

Machine Translated by Google

À l'opposé de la conception erronée et fondamentale qui prévaut parmi nous, le capitalisme, se trouve l'autre extrême : l'idée marxiste de l'État et de l'économie. L'idée fondamentale de cette forme économique est la négation de la propriété privée. La doctrine marxiste va jusqu'à définir la propriété comme un « vol » (Proudhon)¹⁵. Elle exige, dans un jargon étranger particulièrement obscur pour les prolétaires allemands, « l'expropriation des expropriants »¹⁶ – autrement dit, la dépossession de la propriété ! Cette doctrine destructrice de l'État, du peuple, de la culture et de l'économie a trouvé son aboutissement extrême, mais logique, dans le bolchevisme russe. Sur le plan économique, cet extrême peut se résumer ainsi :

"Tout appartient à tout le monde".

Il s'agit ici d'une dépersonnalisation de la propriété, d'un transfert de toute propriété à la propriété anonyme du tout.

L'extrême qui règne encore parmi nous, celui d'un droit de propriété illimité, nous a conduits au pied du mur, devant le temple du dieu Mammon, dont la porte porte l'inscription en lettres d'or : « Tout appartient à l'Un ». Même cette effrayante forme économique conduit inévitablement à une dépersonnalisation de la propriété – mais d'une autre manière : en ce que, finalement, toute l'humanité laborieuse est ici réduite à un terrible esclavage par la dette envers un pouvoir financier anonyme.

En contraste frappant avec les extrêmes économiques que nous venons de décrire, à savoir le socialisme marxiste et le capitalisme mammoniste des démocrates occidentaux, l'idéal économique du national-socialisme exige la réalisation du principe « À chacun son dû ».

C'est précisément dans ce principe que la morale et l'économie se trouvent une fois de plus intimement liées. L'éviction des principes moraux de la vie commerciale est en effet si caractéristique de l'économie actuelle, où seul le pouvoir supérieur de la possession, la ruse et l'art de contourner l'autorité de l'État, même dans les transactions les plus périlleuses, font pencher la balance. Un simple coup d'œil aux milliers d'individus, pour la plupart louches, qui commettent leurs méfaits dans toutes les grandes villes et disposent de sommes faramineuses, un simple coup d'œil aux nombreux procès qui aboutissent malgré l'opposition des parties, nous montre à quel point la morale commerciale actuelle est effroyablement dépravée. Considérons, par contraste, la misère effroyable qui règne dans les milieux de la classe moyenne et chez les travailleurs mariés qui ne peuvent plus subvenir aux besoins essentiels de leurs nourrissons et de leurs enfants. Il faut bien comprendre que, généralement, dans de très nombreux cas, un travail honorable ne permet guère de gagner le strict nécessaire, surtout
Quand il y a des enfants à élever et à prendre en charge, la détresse des intellectuels et des professions libérales est sans bornes ; les artistes de premier plan, surtout lorsque leurs goûts ne correspondent pas à l'orientation juive dominante d'aujourd'hui, sont tout simplement réduits à la misère ; les véritables poèmes allemands ne trouvent aucun public. Mais la détresse de ceux qui, par la mauvaise gestion de l'État en matière de politique financière, ont été spoliés de leurs économies, est tout à fait indescriptible : les retraités et les pensionnés aux revenus modestes, les invalides de guerre, ceux qui sont contraints de recourir à l'aide sociale, ainsi que tous ceux qui comptaient sur la sécurité des obligations d'État, la stabilité de notre monnaie nationale et la couverture en or du mark. Une telle situation engendre la décomposition de l'économie, l'anarchie. Le travail est mal payé, la paresse est récompensée, le commerce honnête est en difficulté, le commerce malsain, le commerce d'intermédiaire et le profit illicite prospèrent plus que tout autre. Plus une production est culturellement supérieure, plus la rémunération qu'elle peut obtenir est faible. La confiance est trahie.

15 Pierre Joseph Proudhon (1809-1865) déclarait dans son ouvrage de 1840 Qu'est-ce que la proriete ? que "la propriétaire c'est le vol".

16 Cette expression, empruntée au français « expropriation des expropriates », est utilisée par Marx dans Le Capital, I, chap. 24 : « La dernière heure de la propriété privée frappe, les expropriants sont expropriés ».

Machine Translated by Google

trahison, et même de la part de l'État, qui devrait être le protecteur du droit et de la justice, le défenseur de la moralité publique.

Nous n'avons plus besoin de souligner la corruption dans la vie publique, la judaïsation et l'appauvrissement de la presse, ni la direction lamentablement impuissante et indigne de notre politique étrangère pour indiquer l'extrême dégradation de notre vie publique et de notre moralité économique.

Face à cet appauvrissement matérialiste et à cette corruption de la vie publique, l'idéal national-socialiste d'État oppose le principe éprouvé de l'État et de l'économie : « À chacun son dû », mais surtout « L'intérêt public avant l'intérêt personnel ». En érigeant ce principe en principe directeur de l'État national-socialiste, le national-socialisme s'inscrit dans la continuité des périodes les plus glorieuses de l'histoire allemande.

Le principe du « suum cuique »[1] était déjà la norme économique du sain haut Moyen Âge allemand, mais c'est surtout l'organisation des corporations qui, pendant une longue période, garantissait que chacun se voyait attribuer son propre travail. Le travail en commun entre maître et apprenti pour un demi ou un tiers de penny assurait au moins à ce dernier un revenu ; un travail de qualité et des performances remarquables étaient reconnus et récompensés et, en cas de performances exceptionnelles, ils entraînaient la renommée et de riches gains.

« Suum cuique » orne également le plus haut ordre prussien, l'Ordre de l'Aigle Noir, mais ici dans le sens particulier d'une distinction décernée à un mérite exceptionnel. Cette interprétation correspond tout particulièrement au national-socialisme – non pas tant parce qu'il s'agit ici de décorations de cour ou d'une glorification unilatérale du service militaire, mais parce que la dimension morale de l'accomplissement récompensé du devoir envers l'État et le peuple y trouve son expression : un devoir accompli avec abnégation, sans arrière-pensée ni considération préalable pour un salaire, reléguant les intérêts personnels au second plan, et né d'un profond sentiment de responsabilité envers l'État et le peuple.

Nous, nationaux-socialistes, étendons ce principe dans l'autre sens : au « à chacun son dû » du Moyen Âge allemand et à l'idée de « mériter sa couronne » de l'État de Frédéric II, nous ajoutons avec la plus grande insistance : « Au criminel son châtiment ! ». À chacun son dû, pour mériter sa couronne ; à tout travail honorable et bien fait, sa juste rémunération ; à toute performance exceptionnelle, une rémunération plus élevée ; à tout pauvre et à toute personne tombée innocemment dans la détresse, une aide suffisante des fonds publics ; mais également à tous ceux qui agissent contre la morale publique et la respectabilité économique, le châtiment qu'ils méritent.

Nous insistons toutefois sur le fait qu'il n'entre nullement dans les devoirs de l'État national-socialiste de superviser individuellement chaque citoyen en matière économique, et que l'économie prospère mieux lorsqu'elle est aussi peu soumise que possible à la tutelle bureaucratique. Nous savons également qu'une réduction des risques pour chaque citoyen par l'intermédiaire de l'État – au sens de l'« homme sans risque » de Naumann, c'est-à-dire un homme dont l'État devrait assurer la subsistance – aurait précisément l'effet inverse de celui escompté par Naumann.¹⁸ Le devoir de l'État doit se limiter à créer les conditions nécessaires à une économie qui se maintienne d'elle-même.

---

[17] À chacun son truc

Friedrich Naumann (1860-1919) était un théologien protestant et homme politique libéral qui fonda le Parti démocrate allemand (DDP) en 1896 et propagea une forme de libéralisme social à travers son journal Die Hilfe. Après la Première Guerre mondiale, Naumann devint le premier président du Parti démocrate allemand (DDP).

Machine Translated by Google

aussi exempts que possible des phénomènes usuraires effroyables que nous connaissons dans l'État capitaliste d'intérêt actuel.

Le bien-être de l'État doit donc redevenir la loi suprême, l'efficacité de l'État doit placer le principe « l'intérêt public avant l'intérêt personnel » au-dessus de toute autre considération.

Or, ce principe rend nécessaire, chez les hommes d'État, les fonctionnaires et ceux qui occupent des postes importants dans la vie publique, une caractéristique qui a aujourd'hui presque complètement disparu du gouvernement et de la vie publique : la responsabilité.

Notre vie publique tout entière est aujourd'hui marquée par l'irresponsabilité. Les députés ne sont pas responsables – certains disent même qu'ils sont « immunisés » contre – de leurs actes et de leurs paroles au Parlement. Un terme désespéré quand on sait que cette expression est empruntée au domaine médical, où l'on dit qu'un corps est déjà tellement saturé de poisons que les nouveaux poisons lui sont beaucoup moins nocifs, voire pas du tout, alors qu'un corps sain en mourrait. Les factions ne sont pas responsables des décisions de la majorité, les ministres ne sont pas responsables de l'exercice de leurs fonctions car ils ne sont que des exécutants des partis qui participent précisément à la formation du gouvernement. Si quelque chose tourne mal, c'est bien le peuple qui en subit les pires conséquences, mais le ministre soi-disant responsable est simplement remplacé par un autre exécutant du même parti, tout aussi irresponsable. On ne parle pas de véritable responsabilité.

Déjà, à l'époque du droit divin des rois, le recours au Tout-Puissant n'était malheureusement que trop souvent une forme particulière d'irresponsabilité de la part des seigneurs régnants (de rares exceptions, pour lesquelles la responsabilité envers leur dieu était synonyme de responsabilité envers leur peuple, sont expressément reconnues). En général, cependant, ce dieu bien-aimé n'était toujours, en fin de compte, qu'un confortable bouclier protecteur derrière lequel pouvait se dissimuler, sur l'échelle hiérarchique du fonctionnaire responsable uniquement devant son supérieur, du ministre responsable uniquement devant son roi et du souverain responsable uniquement devant son dieu, l'incroyable irresponsabilité de la classe dirigeante et de ses représentants face aux besoins vitaux du peuple.

Le national-socialisme devra radicalement éliminer cette irresponsabilité cautionnée par l'État.

L'inscription « Responsabilité suprême » sera gravée en lettres de fer au-dessus de la porte d'entrée de l'État national-socialiste. Celui qui a l'honneur de diriger les intérêts d'un grand peuple ne saurait être assez incité à se souvenir de sa responsabilité. Seul celui qui porte en lui ce profond sentiment de responsabilité peut véritablement diriger. Cette responsabilité doit être expressément stipulée pour tous les fonctionnaires et tous ceux qui exercent une fonction publique, et assumée avec une rigueur implacable. C'est la seule façon d'impulser un véritable redressement.

C'est seulement ainsi que ce qu'il y a de plus précieux pourra renaître et s'épanouir, permettant au dirigeant et au peuple de redevenir une véritable communauté nationale et historique : la confiance. De cette confiance naîtra la foi qui, sous la responsabilité du dirigeant, engendrera le redressement et le renouveau de l'Allemagne, le réveil de l'âme allemande, dans un esprit d'action et de patriotisme où chacun trouvera sa place.

Machine Translated by Google

Les fondements économiques

Dans un système économique sain, la morale et l'économie nationale sont indissociables. Autrement, l'économie en souffre terriblement, notamment en ce qui concerne sa mission première : satisfaire la demande. Sans confiance dans le commerce, sans zèle industrieux, sans la loyauté des fonctionnaires et des ouvriers, aucune activité ne peut prospérer.
L'efficacité, la justice, l'esprit d'entreprise, l'énergie et la confiance mutuelle entre tous les acteurs d'une activité économique sont les conditions indispensables à la prospérité de toute économie. Il est nécessaire de rappeler ces principes pour en saisir toute l'importance capitale.
Quiconque a dû exercer une activité économique, hier comme aujourd'hui, sait combien ces précieuses qualités font défaut. Et qui, en fin de compte, subit les conséquences néfastes des doctrines salvatrices du marxisme et de ses méthodes opérationnelles – grèves, sabotages, travail négligent et bâclé – ? – Mais, au final, c'est la population elle-même qui, à cause de ces doctrines désintégratrices de l'État et du peuple, a perdu tout sens de la communauté et considère la lutte des classes comme son enjeu principal. C'est donc à elle qu'il faut adresser les plaintes, notamment celles des milieux nationalistes, selon lesquelles nous ne sommes plus un peuple, que nous devons d'abord le redevenir si nous voulons recouvrer notre position de puissance et notre influence internationale perdues.

Ces griefs sont justifiés, mais on n'avance pas en se plaignant. Le marxisme n'a pas hésité à réaliser son idéal économique et politique lorsqu'il en avait le pouvoir, ni à réprimer brutalement les dissidents : en Russie, il a réduit ses ennemis au silence à jamais en massacrant toute l'intelligentsia bourgeoise, chez nous par le biais des lois de protection de la République.¹⁹ L'acquisition du pouvoir politique est évidemment la condition préalable à toute réforme économique ou politique nationale. Nous le savons aussi bien que les communistes et les sociaux-démocrates, mais nous ne voulons pas le pouvoir politique pour lui-même, ni pour exploiter la position de force acquise contre une certaine classe, mais pour créer les conditions d'une paix économique entre les camarades nationaux unis au sein d'une communauté de travail. La satisfaction de la demande²⁰ est la tâche de l'économie nationale – et non la rentabilité, qui est aujourd'hui presque exclusivement déterminante dans la production de biens. Avec cette attitude fondamentale du national-socialisme, nous nous opposons résolument aux idées économiques de base de l'État capitaliste. On ne produisait pas d'abord ce qui était nécessaire, mais ce qui était rentable. Tout ce qui ne promettait pas des intérêts et des dividendes suffisants était d'emblée écarté. Un exemple particulièrement frappant de la folie du profit qui caractérise l'économie capitaliste actuelle est le fait que la construction de logements, malgré le besoin criant – et donc le besoin le plus urgent –, n'est tout simplement pas entreprise car elle n'est pas rentable ! Que la construction de logements, envisagée dans une perspective politique nationale plus large, serait bel et bien rentable ne nécessite pas d'explication supplémentaire ici, mais ressort clairement de ce qui a été dit, notamment en ce qui concerne les missions sociales de l'État. De plus, si la population souffre de la faim et du froid, une économie capitaliste axée sur le profit ne se sent aucunement tenue de répondre à ces besoins par la production de chaussures, de vêtements et de sous-vêtements bon marché et de bonne qualité, etc., car, compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat de la population, cela n'est pas « rentable ». En revanche, l'industrie du luxe, dans tous les domaines, est en pleine effervescence, car jamais auparavant la richesse n'a été acquise aussi facilement.

---

[19] L'Allemagne d'après-guerre dispose d'une loi similaire, la loi fédérale pour la protection de la Constitution. (Bundesverfassungsschutzgesetz), adoptée en 1950.

[20] Par satisfaction de la demande, il faut entendre la satisfaction, par des prix abordables, des besoins essentiels de la population. l'ensemble de tous ceux qui sont réunis au sein d'une communauté nationale.

Machine Translated by Google

L'économie, avide de luxe absolu, se heurte à une réalité économique absurde : le système bancaire et boursier, qui domine aujourd'hui les branches mêmes de notre économie. La position dominante des banques illustre de façon frappante l'inanité économique de l'idée capitaliste. Grâce aux « productions » des banques et des bourses, jamais un enfant n'a été nourri, jamais une personne frigorifiée n'a été vêtue, jamais le moindre besoin vital n'a été satisfait. Loin d'être un slogan démagogique, cette affirmation ne remet pas en cause la pertinence des institutions monétaires ; elle démontre simplement l'immense différence entre une véritable satisfaction nationale de la demande, telle que le souhaitaient les nationaux-socialistes, et une économie purement privée et capitaliste, guidée par le profit.

Même l'État national-socialiste aura ses banques et autres institutions financières, mais elles ne seront plus les maîtres de l'économie nationale, mais leurs serviteurs ; l'argent ne sera plus le maître de l'État et du peuple, mais seulement l'aide nécessaire à l'échange de biens.
Nous savons précisément que cette bataille contre le capital bancaire et boursier sera la plus difficile pour le mouvement national-socialiste, car aujourd'hui, la plus énorme plénitude de pouvoir que le monde ait jamais connue est concentrée dans le capital bancaire et boursier.
Il s'agit ici d'une lutte à mort pour le pouvoir, et notre adversaire le sait mieux que la plupart de nos amis et partisans. Cette bataille sera d'autant plus difficile que des pans entiers de la population sont encore pris dans l'engrenage de la course au profit.

Une question fondamentale, à laquelle il convient de répondre ici avec la plus grande clarté, est celle de la place qu'occupe le national-socialisme dans le rapport à la propriété. Des observations fondamentales du premier chapitre, et notamment de l'opposition fondamentale qui y est décrite au socialisme marxiste, découle naturellement, pour le national-socialisme, la reconnaissance fondamentale de la propriété. Cette reconnaissance de la propriété privée est profondément ancrée dans la vie aryenne. L'esprit créatif qui perçoit l'environnement, qui le contemple pour en créer et façonner son monde, l'homme créatif qui, par son labeur, tire les fruits de la terre, qui s'installe, se construit des maisons et des villes, qui, une fois enraciné au sein de sa communauté, de ses camarades de race, celui qui, fort de cette infrastructure solidement ancrée dans le sol, accède à une culture plus élevée et se crée son propre monde, au sens intellectuel du terme, dans les domaines de la philosophie, de la poésie, de la musique, de l'art et de la sculpture – cet homme ne peut concevoir autrement que les œuvres de ses mains, nées de son propre travail, lui appartiennent. De cette connaissance de l'homme créateur découle directement le respect de la propriété d'autrui, et le droit naît.

En opposition fondamentale et irréconciliable avec l'esprit créateur se dresse l'esprit avide et véreux d'autres hommes, disposés différemment, qui n'ont jamais connu le souffle de la création, qui errent sans cesse d'un lieu à l'autre, qui n'ont jamais su s'enraciner nulle part, qui ne se sont pas élevés de la terre, au cours d'un long développement vers une culture toujours plus élevée, mais qui, avec leur esprit constamment en mouvement et leur argent, ont voyagé de pays en pays, après avoir « exploité » les villes ou les terres. Même dans les domaines des nations créatrices, le Juif restait fondamentalement éloigné des productions concrètes ; nous ne connaissons pas le Juif comme agriculteur, comme commerçant, comme ingénieur ou maître d'œuvre, comme ouvrier d'usine ou salarié, et le véritable génie créatif lui est étranger, même dans les beaux-arts et les sciences. L'esprit créateur ne commence son activité caractéristique que lorsqu'une œuvre a été créée par une main créatrice, lorsqu'un objet a été produit ; là, l'esprit avide sait se procurer ces biens pour son propre compte.

Machine Translated by Google

Il s'est lui-même interposé entre producteur et consommateur, non pas pour répondre à la demande économique nationale, mais pour maximiser ses profits grâce à ce commerce de production et de consommation : le commerçant est né. Aujourd'hui, le commerçant et changeur de monnaie est devenu conseil d'administration et magnat de la banque. L'économie mondiale a été bouleversée de la manière la plus absurde. L'esprit intelligent, inventif, audacieux, créatif et productif ne règne plus ; c'est l'esprit malhonnête, incapable de créer quoi que ce soit par lui-même, exploiteur et avide, qui domine. L'argent règne sur le travail et la souffrance.

L'ingéniosité des Juifs a rendu tout mobile, même la terre grâce aux hypothèques, les plus grandes industries établies de longue date grâce à l'anonymisation et aux sociétés par actions, et, grâce à l'économie des obligations d'État, le capital international a même séparé les gouvernements de leurs peuples. Aujourd'hui, les gouvernements sont tous dépendants d'importants capitaux d'emprunt et, vis-à-vis de leurs peuples, ils ne sont que les collecteurs d'intérêts pour leurs seigneurs anonymes de Wall Street, de la City de Londres et de Paris.

Ces brèves observations nous ont révélé le secret le plus profond de l'opposition irréconciliable entre les peuples créateurs et le Juif avide. « L'Aryen crée, le Juif s'empare du monde. »

Il convient d'ajouter brièvement ici qu'il existe une différence subtile entre propriété et possession. La possession n'est pas nécessairement une propriété, et elle ne peut être auto-créée. Dans le cas d'une possession, son origine est incontestable. Le Juif s'est emparé des biens des peuples aryens et domine désormais leurs créateurs grâce à son pouvoir financier. Cette forme abstraite de propriété, sous forme de créances, d'obligations, d'hypothèques, etc., a rendu le monde entier soumis au capital par le biais des intérêts. Le système économique capitaliste, fondé sur l'intérêt, ne connaît généralement aucune limite à la possession ; il soumet des nations entières, avec tout leur travail, aux intérêts d'une poignée de magnats de la banque et de la bourse.

Face à cette économie de voleurs capitaliste, pour le moins effrayante, le national-socialisme oppose une limitation au droit de propriété. Le principe de cette limitation repose sur l'adage : « L'intérêt public prime sur l'intérêt personnel ». Le fait que cette limite puisse être très élevée tient au fait que le national-socialisme n'exclut aucunement les plus grandes entreprises industrielles, tant qu'elles restent la propriété privée de leurs créateurs (pensons à Krupp, Mannesmann, Thyssen, etc.), sous prétexte qu'elles contreviennent à l'intérêt général. Cette exclusion est d'autant plus justifiée que les propriétaires de ces grandes entreprises sont sensibles aux enjeux sociaux et savent trouver le juste équilibre entre un profit personnel raisonnable tiré de la production, une tarification adéquate des ventes et la satisfaction de la demande nationale, et une participation juste et équitable des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise.

Nous en venons ici à de brèves observations fondamentales sur les formes externes de production. L'économie allemande, en plein essor avant la guerre, se caractérisait par un heureux mélange de grandes, moyennes et petites entreprises. Or, de manière générale, la tendance aux grandes entreprises recèle un danger pour l'économie nationale, dans la mesure où l'étape suivante, au-delà de la grande entreprise, ne sert plus la satisfaction de la demande, mais les intérêts capitalistes supérieurs de la domination du marché et de la dictature des prix. Il est néanmoins admis que certaines industries ne peuvent fonctionner que sous forme de grandes entreprises. C'est le cas des branches industrielles que l'on désigne généralement comme industries lourdes. Sans vouloir entrer dans les détails, on peut affirmer que l'État national-socialiste n'a aucune raison de rechercher des changements fondamentaux dans ces formes externes de l'économie. Le national-socialisme rejette toute forme de « socialisation ou de nationalisation » au sens marxiste. Notre idéal économique exige une économie aussi large que possible.

Machine Translated by Google

C’est précisément dans les petites et moyennes entreprises que l’on trouve un certain nombre d’individus économiquement indépendants. Nous savons que seuls les hommes libres et indépendants, capables de disposer librement de leur travail et de leurs revenus, éprouvent un profond sens des responsabilités à l’égard de leur activité professionnelle ; que c’est seulement sur ce terreau que naissent les personnalités fortes ; et que seul le terreau de la liberté et de la responsabilité permet à la conscience communautaire de s’épanouir. Cette conscience unit ceux qui, liés par un travail commun, forment une communauté de vie et de destin, et fait d’eux une nation libre et consciente d’e C’est seulement sur un tel terrain que le bien-être de l’individu peut s’unir au bien-être de la collectivité.

Aux frontières de l'État et de l'économie

Le Manchesterisme et le socialisme d'État sont diamétralement opposés quant aux limites de l'intervention de l'État dans l'économie. La première doctrine prône une autonomie maximale vis-à-vis de toute tutelle étatique, l'idéal étant de voir l'État réduit à un rôle de simple veilleur. Le socialisme d'État, quant à lui, considère que la plupart des entreprises sont mieux gérées et administrées par l'État lui-même. Les formes les plus extrêmes de socialisation, ou nationalisation (terme russe désignant la gestion des entreprises par tous), ont démontré avec une clarté implacable à tous ceux qui ont observé les expériences socialistes de manière impartiale que de tels modes de production communistes sont, à terme, irréalisables.

Celui qui a suivi nos explications des fondements de l'économie pourra aisément discerner les causes profondes de ce phénomène. D'une part, la suppression de l'initiative entrepreneuriale, l'absence de recherche du profit et la disparition de la concurrence ; d'autre part, la contrainte au travail, appliquée avec une brutalité extrême par les Soviets, ne peut que réduire au minimum l'avantage de la production.

La forme progressive et modérée du « contrôle étatique » des entreprises, telle que nous la connaissons dans notre vie économique allemande, ne peut être appliquée avec succès et avantage que dans certains secteurs de l'économie publique. Dans les secteurs concurrentiels avec l'économie de marché, notamment celui de la grande production industrielle (charbon), le succès commercial est fortement limité par rapport à l'économie de marché, qui est en mesure de prendre toutes les décisions importantes plus rapidement et avec plus d'indépendance que les entreprises publiques. Pour bien juger quelles entreprises sont, de manière générale, aptes à être contrôlées par l'État, il est essentiel de comprendre clairement le rôle que joue l'État dans la gestion globale de l'économie nationale.

Nous avons expliqué que le national-socialisme conçoit l'économie comme la satisfaction de la demande. Producteur et consommateur, fabricant et utilisateur, sont les deux principaux acteurs de toute économie. Or, nous savons que l'usage est, en dernière analyse, toujours et partout purement individuel, ou s'exprime très clairement : chaque morceau de pain ne peut être consommé que par une seule personne, les vêtements sont également destinés à un usage personnel, un fiat ne fournit à aucun moment un toit qu'à un petit cercle de personnes, le lieu de travail n'offre à aucun moment une place qu'à un nombre peut-être plus important, mais toujours limité, de camarades de travail ; nous ne pouvons donc pas parler de consommation ou d'usage commun des produits. Si la consommation est donc, en dernière analyse, individuelle, il en va de même de la production, de la production de biens. Plus le produit du travail productif est précieux, plus il est clair qu'il ne provient que d'une force créatrice profondément personnelle.
Pour les œuvres de l'esprit dans les domaines des sciences et des beaux-arts, dans le domaine des inventions et des découvertes techniques, cela est immédiatement évident, mais même dans le cas d'œuvres assemblées

---

Le mancunisme est le courant de pensée économique apparu au XIXe siècle à Manchester en réaction aux lois protectionnistes Cora de 1815 et 1846. Il prônait le libre-échange et soutenait les industriels contre les intérêts agraires de l'aristocratie foncière. Les principaux représentants de ce mouvement furent Richard Cobden (1804-1865) et John Bright (1811-1889).

Machine Translated by Google

Dans les entreprises de type industriel, où la mécanisation supprime presque entièrement le travail individuel humain, il reste vrai que la paire de chaussures fabriquée par tel ouvrier ne peut être produite que par lui et par nul autre. La qualité des produits, cependant, diminue avec la mécanisation croissante. Déjà dans le secteur agricole, le vieil adage s'applique : « L'œil du maître engraisse le bétail », autrement dit, seule l'attention personnelle de l'éleveur permet d'obtenir les meilleurs résultats.

Toutes les tentatives de l'économie communiste se sont toujours soldées par un échec total. Il nous faut donc affirmer fondamentalement que la consommation et la production s'opposent à la socialisation. Or, dès que l'humanité a abandonné les formes économiques originelles de l'économie individuelle au sein de la famille pour adopter des formes économiques plus complexes, fondées sur la division du travail et la formation de grandes communautés étatiques, un élément nouveau s'est interposé entre la production et la consommation : le commerce et le système financier.

Cette observation philosophique et économique, d'une grande simplicité, nous apporte la preuve la plus claire des domaines dans lesquels l'État doit limiter son intervention économique. Il apparaît en effet immédiatement évident qu'il s'agit ici de questions qui concernent tous les individus de manière égale. Dès lors, il est logique que l'État trouve dans ce domaine l'expression des intérêts communs.

Si notre philosophie économique est juste, l'État doit avoir accompli quelque chose d'exemplaire dans l'un de ces domaines s'il s'y est déjà essayé. C'est également le cas dans le domaine des transports. Les performances des autorités ferroviaires allemandes avant la guerre étaient exemplaires, et elles le sont encore aujourd'hui, dans la mesure où le sens du devoir et la conscience professionnelle y règnent toujours. On attribue souvent aussi une perfection particulière au système ferroviaire non étatique américain ; cela se justifie dans un certain contexte, car la circulation y est plus fluide et nombre de petites difficultés, inhérentes chez nous au système bureaucratique, auraient difficilement pu être évitées. Même la construction de locomotives de grandes dimensions en Amérique avait autrefois suscité l'étonnement, principalement parce que l'écartement plus large des voies ferrées américaines facilitait techniquement leur réalisation. Mais il ne s'agit pas là d'un aspect des transports, mais d'un fait technique qui dépasse le cadre de nos observations. En revanche, la sécurité du transport ferroviaire est un point bien plus important pour notre question. Dans ce domaine, les chemins de fer allemands étaient constamment conscients de cette mission primordiale des transports publics et peuvent se targuer d'avoir fait, sur les plans technique et organisationnel, tout leur possible. L'histoire des accidents ferroviaires survenus sur les réseaux américains et français avant leur nationalisation, tant que ceux-ci servaient la recherche effrénée du profit par les Rothschild parisiens, révèle avec quelle insouciance la vie des passagers était mise en danger. – On retrouve donc ici l'opposition fondamentale entre l'idéal capitaliste de rentabilité et l'idée de devoir de satisfaire la demande dans une économie de marché.

La mission du commerce est avant tout de servir l'économie nationale en assurant le transport sûr, rapide et économique des biens et des personnes vers leurs lieux d'utilisation ou de travail. La question de la rentabilité n'intervient qu'en second lieu dans une entreprise publique, ou se limite à la politique tarifaire. Le système postal et télégraphique relève naturellement du commerce. Là encore, il suffit de se souvenir des performances de l'administration allemande des postes et télégraphes pour constater avec quelle sécurité, rapidité et fiabilité l'État s'acquittait de cette importante mission économique nationale.

Machine Translated by Google

Le commerce, en revanche, a toujours été considéré comme le domaine exclusif de l'initiative entrepreneuriale privée. Or, on ne peut plus parler de commerce avec la même autorité que du système de transport. Dès le départ, la réglementation étatique ne concerne qu'un certain type de biens, à savoir les biens de consommation courante. Si l'on pouvait s'attendre, avant la guerre, à une faible compréhension de la réglementation étatique du commerce des produits alimentaires de première nécessité – la doctrine du libre-échange dictant notre pensée économique nationale –, on peut tout aussi peu espérer aujourd'hui, compte tenu de l'usure effrontée qui a sévi sur ces mêmes produits durant la période d'après-guerre encore vivace, que l'idée selon laquelle il incombe à l'État d'assurer la préparation, le transport et la distribution des produits alimentaires essentiels trouve un écho favorable. Exceptionnellement, même chez nos opposés sur le plan économique, les bolcheviks, on observe des tentatives de résolution de ce problème, c'est-à-dire par le contrôle étatique de la production et de sa distribution. L'erreur, comme nous l'avons déjà démontré, est de vouloir systématiquement concevoir la production sous un contrôle étatique. En revanche, la juste répartition de la production est sans aucun doute une tâche particulièrement importante de l'État. Il est remarquable qu'en Russie, les seules organisations bourgeoises qui aient subsisté soient les coopératives de production agricole et de consommation, c'est-à-dire les organisations qui s'étaient précisément donné pour mission de stocker et de collecter les produits alimentaires les plus importants dans l'intérêt commun et, d'autre part, d'approvisionner le consommateur dans l'intérêt commun. Un aperçu de notre étude allemande

La vie économique actuelle nous montre que, même parmi nous, cette idée n'est pas totalement nouvelle, mais que le modèle coopératif s'est progressivement implanté partout, créant ainsi les conditions que le national-socialisme envisage pour la régulation de cette question d'une importance capitale. L'utilisation coopérative des produits agricoles garantit, d'une part, à l'agriculteur l'écoulement de sa production à des prix équitables, l'achat groupé d'engrais, de matériel agricole, etc., et s'efforce notamment de satisfaire la demande par la mise en place d'entrepôts agricoles. D'autre part, les coopératives de consommateurs ont, quant à elles, pris des mesures concrètes pour approvisionner les consommateurs le plus directement possible et, surtout, en supprimant les intermédiaires. La fusion des coopératives de production et des coopératives de consommateurs sous tutelle de l'État est appelée à résoudre ce problème.

Là encore, le cœur du problème reste le même : ce n’est pas la rentabilité, mais la satisfaction de la demande qui constitue la première tâche de l’économie.

Le commerce offre encore largement de quoi s'occuper, notamment dans tous les secteurs où le facteur de risque personnel entre en jeu. Pour un produit alimentaire toujours sûr, quelles que soient les circonstances de la vente, les facteurs qui caractérisent le commerçant sont d'emblée éliminés.

Le système financier est le troisième et le plus important domaine à soumettre à la réglementation étatique. De nombreux théoriciens de la finance définissent la monnaie comme un moyen d'échange pour les biens ; cette définition, bien que non fausse, est incomplète et imprécise. Elle traduit néanmoins l'idée, à juste titre, que la monnaie facilite le commerce des marchandises. Le fait que l'État s'arroge le droit de frapper monnaie témoigne déjà de l'importance qu'il accorde à la monnaie dans la vie publique. De même, l'existence d'articles entiers dans le code pénal consacrés à la contrefaçon prouve qu'il s'agit d'une question d'intérêt public primordial. En effet, l'État détermine depuis longtemps, de sa propre autorité, ce qui constitue une monnaie valable en circulation.

Machine Translated by Google

En matière de commerce, une orientation particulière des théoriciens de la finance – les chartalistes[22] – représente la théorie étatique de la monnaie, qui affirme en substance : « La monnaie est ce que l'État déclare être de la monnaie. » Dès lors, la monnaie est totalement dissociée de sa substance, et le sceau de la souveraineté étatique suffit à fabriquer de la « monnaie » à partir de fer, d'aluminium, de porcelaine et, surtout, de papier. L'actualité nous montre que cette théorie est devenue réalité. Les opposants à ces théoriciens de la finance – les métallistes[23] – s'accrochent à l'idée ancienne que la monnaie doit avoir une valeur intrinsèque et donc être faite de métaux précieux (or et argent). Les relations actuelles ne confirment pas cette orientation, car, en réalité, l'État fabrique même de la monnaie à partir de papier, et même une monnaie avec laquelle on peut réellement acheter quelque chose, même lorsque les billets sont faits d'un papier sans valeur. Mais la question du pouvoir d'achat de cette monnaie est un autre sujet. Ici, la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie, inversement proportionnelle à l'augmentation de la masse monétaire fiduciaire, semble donner raison aux métallistes, car en réalité, les pièces d'or et d'argent n'ont pas entraîné la perte de pouvoir d'achat de la monnaie fiduciaire. Mais cela s'explique par une autre raison : la nature marchande de la monnaie-or. Ce n'est pas parce que la monnaie-or est constituée d'or physique qu'elle conserve son pouvoir d'achat, mais parce qu'elle est aussi une marchandise. Aujourd'hui, la pièce de vingt marks tire son pouvoir d'achat non pas du symbole monétaire « 20 marks » apposé sur la pièce, mais de sa teneur en or raffiné. Mais nous ne pouvons nous attarder davantage sur ces questions théoriques et controversées ; nous les aborderons plus en détail dans le cadre de la représentation du système financier d'État selon la logique de la réforme nationale-socialiste. Il s'agit ici de reconnaître que le système financier, dans le cas de la question qui nous préoccupe actuellement concernant les frontières de l'État et de l'économie, appartient en tout cas aux domaines qui, en tant que question éminemment importante de toute la vie économique, tout comme le commerce et les échanges des produits alimentaires les plus importants, doivent absolument être soumis à la réglementation fiduciaire la plus rigoureuse de la part de l'État.

L'importance du problème financier en soi ne nécessite aujourd'hui aucune explication particulière. Le pouvoir des grandes puissances financières qui contrôlent tout est manifeste pour quiconque veut bien le voir. L'observateur perspicace a depuis longtemps compris que la manière incompétente et fallacieuse dont l'État s'est positionné vis-à-vis du système financier est la cause première de la situation catastrophique actuelle des finances publiques. Le fait que la plupart des prétendues banques centrales d'État ne soient en réalité que des institutions publiques, et non des sociétés par actions où les gouvernements n'ont conservé que certains droits de supervision, témoigne déjà du chaos qui règne dans le système financier public.

Les fondements politiques nationaux

Pas d'État sans pouvoir, et sans autorité, pas de gouvernement. Rien n'est plus évident, ni plus manifeste au premier abord. Si, parmi nous, au sein des cercles gouvernementaux, on croit encore pouvoir gouverner sans aucun pouvoir militaire ni politique, c'est à cause d'une négligence totale de notre pensée publique.

Le pouvoir sans instrument de pouvoir est inconcevable ; pouvoir politique et moyens militaires de puissance s'influencent mutuellement, tout comme l'économie et la morale sont indissociables. Pour reconquérir le pouvoir perdu, seul le recours à un instrument militaire de puissance permet de le faire.

22 Les chartalistes soutiennent l'utilisation de la monnaie fiduciaire ou de jetons émis par le gouvernement (latin : charta) comme monnaie nationale.

23 Les métallistes soutiennent que la monnaie tire sa valeur des métaux précieux et s'opposent à la monnaie fiduciaire qui, selon eux, n'a aucune valeur intrinsèque.

Machine Translated by Google

Notre pauvre patrie a été terriblement punie pour avoir renoncé à l'idée de puissance et s'être abandonnée à la fanfare pacifiste dont nous sommes témoins chaque jour, chaque heure. « Pour éviter le pire », nous avons capitulé et détruit nos armes ; « pour éviter le pire », nous avons signé le décret de Versailles ; « pour éviter le pire », le gouvernement de Berlin a acquiescé à tout ce qui nous était demandé ; « pour éviter le pire », nous avons laissé se produire contre nous toutes les malices, toutes les humiliations, toutes les exploitations. C'est avec ce slogan honteux de lâcheté et d'abjection que le peuple allemand a été plongé dans une misère toujours plus profonde. Nous avons obéi aux exigences, et…

Le ministre qui aspirait à être allemand, le Dr Rathenau, osa déclarer publiquement : « Il n'y a pas d'incapacité absolue à accomplir sa mission, tout dépend du degré de détresse qu'on laisse un peuple sombrer ! » Autrement dit – et les propos de Rathenau sont déjà suffisamment clairs : la nation allemande est totalement sans défense, politiquement impuissante, intellectuellement presque abrutie, et ne peut que continuer à travailler. Elle s'est laissé accabler d'un fardeau de culpabilité si gigantesque que les membres du Peuple Élu peuvent, grâce à ces réparations, mener une vie fastueuse et oisive dans tous les pays du monde, aux frais du travail allemand. Mais le danger existe désormais que même l'immense force de travail allemande ne cède sous ce fardeau colossal. C'est pourquoi il faut maintenir les Allemands en vie grâce à des stimulants, et précisément les maintenir à la limite de leurs capacités physiques, afin qu'ils travaillent en mobilisant toutes leurs forces, toujours dans l'espoir illusoire de se libérer un jour de ce fardeau. « Tout dépend de la profondeur de la détresse qu'on peut laisser un peuple sombrer dans le désespoir ! » Tel était le sentiment politique du ministre Rathenau, si célèbre à ses yeux tous les républicains.

Si nous avons évoqué ce modèle de la politique allemande moderne, c'est uniquement pour confirmer cet exemple effroyable, si proche de nous, d'une nation sans défense et sans armes, contrainte de tout subir, même les railleries les plus profondes. Face à cela, nous défendons la croyance en un État puissant sur le plan extérieur, seul garant de la paix et de la liberté. Nous nous dispensons des arguments historiques : ce n'est pas le rôle d'un manifeste, mais celui de l'historien.

L'État constitutionnel rigide, à orientation interne, est le pendant de l'idée de politique de puissance dirigée vers l'extérieur. Nous nous sommes approchés assez près de cet idéal avec l'État de puissance bismarckien, mais dans les domaines liés au système financier, à la reconnaissance illimitée de la propriété privée et aux revendications qui en découlaient, notre conception juridique restait pleinement soumise à l'idéologie capitaliste.

Il va de soi que, sur le plan de la politique intérieure, le national-socialisme se fonde inconditionnellement sur le droit, dans la mesure où tous doivent être égaux devant la loi et qu'il ne doit y avoir aucune différence dans l'ordre social. Mais une transformation essentielle s'impose.

Cette conception de la loi doit se réaliser en ce qui concerne l'idée fondamentale qui signifie pour l'Allemand un besoin intérieur, une subordination volontaire aux intérêts supérieurs de la collectivité, tandis que les prescriptions de la loi en vigueur chez nous aujourd'hui apparaissent simplement comme un commandement du pouvoir, et même comme les commandements d'un pouvoir qui ne se met pas au service de la collectivité mais qui, précisément en matière de propriété, a placé la protection de la propriété avant celle de la collectivité.

24 Walther Rathenau (1867-1922) était un industriel et homme politique juif qui fut ministre de la Reconstruction en 1927 et ministre des Affaires étrangères en 1922. Son insistance à ce que l'Allemagne respecte ses obligations en vertu du traité de Versailles provoqua l'hostilité des nationalistes allemands et il fut assassiné en juin 1922. La réaction du gouvernement de Weimar à cet assassinat fut la promulgation, en juillet 1922, de la Republikschutzgesetz (loi pour la protection de la République), à laquelle Feder fait souvent référence.

Machine Translated by Google

de la personne. La question du nouvel ordre du droit public devra être examinée plus en détail dans une autre section.

Nous allons maintenant aborder brièvement la question de la forme extérieure de l'État. Une décision définitive sur ce point n'est nullement urgente. Elle ne pourra généralement être résolue qu'après une purification en profondeur de notre système politique intérieur. La seule voie possible pour parvenir à cette purification nous semble être celle d'une dictature qui, avec une détermination sans faille, éradique les sources de décomposition et de malaise au sein de notre nation.

Les exigences que nous imposons à un tel dirigeant sont extraordinairement élevées : un amour passionné pour son peuple, une volonté inébranlable, une certitude quasi-somnambulique dans toutes ses décisions doivent le distinguer. Que ses capacités intellectuelles soient supérieures à la moyenne va de soi, mais les connaissances et les compétences dans les différents domaines ne sont pas le facteur décisif. Le savoir et l'apprentissage peuvent être acquis par d'autres – combien d'hommes possèdent un savoir étendu, une grande clarté d'esprit, une intuition remarquable, un talent artistique exceptionnel ! – mais si la dernière chose qui leur manque, la volonté passionnée, l'élan inflexible fondé sur le plus profond sérieux moral, alors ils ne pourront jamais s'avancer à la tête des nations, en pionniers et en leaders, vers de nouveaux sommets. On pense à des génies religieux comme le Christ et Luther, Savonarole et Mahomet, à des hommes d'État comme Bismarck et Cromwell, à des généraux comme Frédéric le Grand et Yorck, etc. Le dictateur doit être totalement affranchi de toute contrainte et hésitation inutiles ; pour lui, il ne saurait y avoir d'inévitabilité, car c'est lui qui fait l'histoire et qui, d'une main audacieuse et déterminée, saisit l'occasion lorsque son heure sonne. Il incarne l'aspiration de la nation et, de ce fait, ne se trompe jamais et est porté par l'amour fanatique de ceux à qui son acte apporte la libération. Il doit être capable de haïr avec autant de force et de cruauté qu'il aime son peuple et sa mission sacrée. Par rapport à ses assistants et collègues, il se place au premier rang des hommes libres et égaux.

Cette vieille idée allemande constitue le fondement de ce lien indéfectible entre le dirigeant et ses amis pour la cause.

Il est le leader parce qu'il a fait ses preuves, et il le restera tant qu'il continuera à le faire.

Chaque pouvoir semble comme redoublé par sa présence
Il fait jaillir toutes les énergies latentes,
Démontrant à chacun son propre talent particulier,
Mais en laissant chacun être ce que la nature a fait,
Et veillant seulement à ce qu'ils ne soient rien d'autre
Au bon endroit et au bon moment.

(Schiller, Wallenstein)27

Il est rigoureux et exigeant envers lui-même, il se guide selon ses propres principes. Il est à l'écoute de tous, mais il sait parfaitement distinguer l'important du futile. Pour atteindre son but, il n'hésitera pas à…

---

25 Girolamo Savonarola (1452-1498) était un frère dominicain qui prêchait contre la corruption de l'État et du clergé et prophétisait que Florence deviendrait une puissante Nouvelle Jérusalem si elle corrigeait ses vices moraux. Son refus supplémentaire de
Le soutien apporté à la Sainte Ligue du pape Alexandre VI contre la France provoqua son excommunication en 1497 et son exécution l'année suivante.
année.

26 Ludwig Graf Yorck von Wartenburg (1759-1830) était un maréchal prussien qui s'opposa à la coopération du général prussien Julius von Grawert avec les Français lors de l'invasion de la Russie par Napoléon en 1812 et joua ainsi un rôle déterminant dans la formation de la Sixième Coalition contre Napoléon qui se termina par l'exil de Napoléon à l'île d'Elbe en 1814.

27 Friedrich Schiller, Die Piccolomini, première pièce de sa trilogie Wallenstein (1799). Traduction de Samuel Taylor Coleridge.

Machine Translated by Google

Dans le sang et la guerre, il ne connaîtra ni repos ni répit tant que son but ne sera pas atteint. Il consolidera alors son œuvre autant que faire se peut, mais il peut aussi se retirer, à l'instar du dictateur Sylla, assurant ainsi sa pérennité d'une double manière : agissant à distance sans pour autant imposer sa forte personnalité et soumettre tout à des critères extraordinaires ; d'autre part, un mouvement plus libre et indépendant pourra se développer si le Titan ne détermine pas constamment la vie politique quotidienne, mais demeure le guide spirituel. Une telle virtuosité d'action distinguera le dictateur qui mènera à nouveau l'Allemagne vers les sommets. Si, grâce à l'œuvre d'un leader exceptionnel, l'Allemagne parvient à sortir de l'impasse, les conditions internes et externes nécessaires à une vie nationale indépendante seront réunies, et la nation pourra de nouveau décider de la forme que prendra l'État.

Notre vision de la future forme de l'État sera fondamentalement influencée par la manière dont seront constituées certaines formes de la vie publique, notamment le suffrage et la représentation populaire qui en découle. On peut certes envisager la possibilité d'un État républicain sain, à l'instar de la Rome antique. En effet, presque tous les souvenirs historiques en Allemagne évoquent la monarchie. Or, l'idée dynastique n'est nullement indissociable de la monarchie. Au contraire, il semble que trop souvent, les intérêts dynastiques se soient développés au détriment des nations. Un autre facteur nous incite à la plus grande prudence quant à une éventuelle réintroduction de la monarchie : la transmission du pouvoir dynastique. Dans la douloureuse histoire du peuple allemand, on constate à maintes reprises que la troisième génération après un souverain important a dilapidé l'héritage de ses ancêtres, porté atteinte à l'honneur et à la dignité de la nation, perdu le pouvoir impérial et anéanti la paix et le bien-être des citoyens. Ce que l'Allemand imagine lorsqu'il parle des avantages de la monarchie, notamment sous une dynastie héréditaire, c'est toujours l'image de ceux que l'histoire a affublés du titre de « Grand ». On pense ainsi à Charles le Grand, Otton le Grand²⁸, Frédéric le Grand²⁹ et aux quelques autres que l'on peut comparer à ces souverains historiques ; mais on ne perçoit qu'un souvenir fugace de l'incompétence, de l'indolence, de l'égoïsme, de la prodigalité, des chimères, de l'éloignement du peuple et autres traits dangereux qui sont indissociables des noms de Louis le Pieux³⁰, Otton III³¹, Venceslas³² et Charles VI³³.

,

---

[28] Charlemagne (vers 742-814) devint roi des Francs en 768 et étendit son pouvoir au-delà de la Francie, jusqu'à la dynastie carolingienne. empire qui comprenait la majeure partie de l'Europe occidentale.

29 Otton le Grand (912-973) était le duc de Saxe qui devint roi des Allemands en 936, vainquit les Magyars en 955 et conquit le royaume d'Italie en 961. En 962, il fut couronné empereur par le pape Jean XII et régna depuis Rome en tant qu'empereur du Saint-Empire romain germanique.

Louis le Pieux (778-840), fils de Charlemagne, régna avec lui comme co-empereur à partir de 813. En 817, il partagea son empire entre ses trois fils et son neveu Bernard, qui devint roi d'Italie. Cependant, Bernard se rebella contre son oncle et fut condamné à être aveuglé ; peu après, il mourut. Louis expia publiquement sa cruauté, ce qui lui fit perdre une grande partie de son prestige. L'empire franc fut marqué par des guerres civiles durant le reste de son règne.

[31] Otton III (980-1002) fut le souverain du Saint Empire romain germanique à partir de 996 et dut faire face à une forte opposition de la part des peuples slaves durant son règne, ce qui le força à abandonner les territoires impériaux à l'est de l'Elbe, bien qu'il réussisse néanmoins à consolider l'influence du christianisme en Pologne et en Hongrie.

[32] Vaclav Ier (vers 907-935), de la dynastie des Přemyslides, fut duc de Bohême à partir de 921. En 929, la Bohême fut attaquée par le roi franc oriental, Henri l'Oiseleur, et contrainte de reprendre le versement du tribut. Vaclav fut assassiné par un groupe de nobles alliés à son frère Boleslav, qui devint le duc de Bohême suivant.

Charles VI (1368-1422) était surnommé « le Bien-aimé » et « le Fou ». Il souffrit de crises de folie et son règne fut marqué par les conflits incessants de la guerre de Cent Ans. La querelle qui opposait Charles à la Bourgogne fut exploitée par Henri V d'Angleterre, qui vainquit les Français à la bataille d'Azincourt en 1415.
Par le traité de Troyes signé en 1420, Henri obtint en mariage Catherine, la fille de Charles VI, ainsi que la succession au trône de France.

Machine Translated by Google

L'exemple de Frédéric Guillaume III[34] et Guillaume II[35] suffit à démontrer clairement que la forme d'État dynastique n'inclut en aucun cas une garantie du bien-être de la nation.

Ce qui exprime l'inclination de l'Allemand pour la monarchie, c'est son besoin d'un chef et sa disposition à se soumettre à lui. Cette dernière caractéristique est peut-être particulièrement typique de l'Allemand ; nous ne connaissons que trop bien ce trait de caractère, sous ses aspects positifs comme négatifs. La loyauté jusqu'à la mort lui a permis de remporter les plus grandes victoires, de se battre jusqu'à battre des drapeaux étrangers ; mais elle s'accompagne aussi, chez les plus faibles, d'un manque d'indépendance flagrant, voire de servilité, d'un goût prononcé pour l'étranger et d'un manque de discernement.

La question de la succession n'est donc pas difficile à résoudre, même en Allemagne.
La question bien plus difficile réside dans le problème du dirigeant.

Le choix du dirigeant a jusqu'à présent été plus ou moins toujours laissé au pur hasard.
Le mariage princier ne garantit en aucun cas les capacités intellectuelles et les qualités morales indispensables à un monarque. Et si l'on considère le contexte économique allemand actuel, où l'appartenance à un parti détermine l'accès aux plus hautes fonctions officielles, cette question mérite une attention particulière.

La difficulté réside, en tout état de cause, dans la préservation des qualités morales et de caractère de celui à qui le destin du peuple sera confié. Si un dictateur s'arroge le pouvoir en se faisant le porteur de l'aspiration nationale, un futur dirigeant doit, quant à lui, émerger de la volonté consciente de la nation comme étant le meilleur et le plus apte.
Il reste donc totalement ouvert de savoir si la plus haute dignité doit être concentrée en une seule personne ou si la direction de l'État doit être composée de deux personnes ou plus. Quoi qu'il en soit, une chose demeure immuable pour nous : la responsabilité suprême de la direction des affaires de l'État, qu'il s'agisse de têtes couronnées ou d'un duumorat consulaire, sera, dans l'idéal, inscrite dans la Constitution. Cette responsabilité suprême constituera donc le fondement politique national essentiel qui distinguera l'État national-socialiste des formes de gouvernement antérieures.

Un aspect particulier des fondements politiques nationaux de l'État national-socialiste est la revendication d'un État nationaliste dans lequel les membres de pays et de races étrangères sont exclus de la direction des affaires de l'État ainsi que de l'accès aux fonctions publiques.

La grande leçon de toute l'histoire allemande se résume ainsi : l'Allemagne a toujours été pauvre, faible et misérable lorsque ses dirigeants poursuivaient des intérêts étrangers et lorsque les préoccupations étroites des provinces et des villes primaient sur les affaires communes du Reich ; et inversement, l'Allemagne a toujours été forte et puissante lorsqu'elle était unie, que ses dirigeants pensaient et agissaient à la manière allemande et que les provinces et les villes se sentaient membres de la grande patrie commune. L'idée juste d'un État allemand est celle d'une nation fermée sur le plan extérieur, tout en préservant la liberté et la diversité à l'intérieur. Le Reich de Bismarck l'avait déjà compris.

---

34 Frédéric Guillaume III (1770-1840) fut roi de Prusse à partir de 1797. Bien qu'il ait tenté de poursuivre une politique de neutralité dans les guerres napoléoniennes et n'ait pas rejoint la Troisième Coalition, il fut contraint par le parti pro-guerre que sa reine Louise soutenait de rejoindre la Quatrième Coalition de 1806, ce qui mena à la bataille d'Iéna au cours de laquelle la Prusse fut vaincue par Napoléon.

Guillaume II (1859-1941) fut le dernier empereur allemand et régna de 1888 à novembre 1918. Il ne soutint pas les lois antisocialistes strictes de Bismarck et destitua le chancelier en 1890. Lorsque l'Autriche fut contrainte d'attaquer la Serbie après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, il décida de soutenir l'Autriche-Hongrie, même s'il était conscient des dangers d'une guerre qui pourrait impliquer la Russie, la France et l'Angleterre.

Machine Translated by Google

nous nous sommes très rapprochés de cet idéal de l'idée d'État allemand, sauf que nos frères raciaux en Autriche allemande36 sont restés en dehors du Reich.

L'unification de toutes les tribus allemandes au sein d'un État-nation fermé constitue donc notre objectif politique national le plus important. Sur le plan politique intérieur, le caractère fédératif et fédéral des grandes provinces, tel qu'il s'est constitué historiquement, doit être maintenu ou rétabli. Les principes politiques nationaux fondamentaux à cet égard sont les suivants : toutes les fonctions du Reich qui concernent la position politique et la puissance du Reich allemand vis-à-vis des pays étrangers relèvent de sa compétence. Il s'agit du ministère des Affaires étrangères, des ambassades et consulats, du système des passeports, du contrôle du commerce extérieur, du système douanier et, surtout, de l'armée et de la marine.

Sur le plan politique intérieur, en revanche, il convient de promouvoir l'idée d'une indépendance aussi large que possible des provinces ou des États fédérés. L'indépendance financière étant la condition préalable à l'existence indépendante de la nation, la législation fiscale devra être déléguée principalement aux provinces.

La législation relative au droit civil, commercial et pénal sera régie par la loi de Reich, mais subordonné dans la pratique aux autorités judiciaires et policières provinciales.

De la même manière, les institutions de transport seront certes réglementées conformément aux directives de la loi du Reich, mais elles resteront néanmoins, sur le plan financier, administratif et opérationnel, sous la souveraineté provinciale.

Il va sans dire que la liberté de religion doit rester pleinement garantie par la constitution ; en revanche, les religions dont les écrits ne sont pas intégralement rédigés en langue allemande et accessibles à tous, et dont le contenu renferme des doctrines dangereuses pour l'État, ne bénéficieront pas de cette protection.

La forme constitutionnelle du caractère socialiste fondamental du Reich est particulièrement mise en avant dans le domaine du droit du travail ainsi que dans ceux de l'assurance maladie, accident, vieillesse et invalidité, et sera mieux appliquée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Perspectives et définition d'objectifs

Si toute analyse approfondie des questions liées au temps exige de répondre aux trois questions suivantes : Quel est l'état actuel des choses ? Comment cela s'est-il produit ? Et que faire maintenant ? – car sans cette investigation fondamentale, on ne peut espérer un travail complet et consciencieux –, cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit de construire un État nouveau. Une description de la situation actuelle, dans le cadre de ce travail, n'a naturellement sa place que dans la mesure où elle vise à extraire les caractéristiques essentielles des conditions critiques actuelles de l'État et de l'économie. Dans une telle tâche, il faut absolument éviter de prendre les symptômes pour des causes. C'est précisément l'art de tout diagnostic qui ne se laisse pas tromper par les apparences ou les excroissances, mais qui cherche au fond des choses. Cela devient particulièrement évident dans le cas médical ou chez un être humain. Si un gonflement apparaît quelque part dans le corps, il faut d'abord en rechercher la cause dans l'affection de la partie du corps concernée ; le fait que cette partie du corps soit malade a pour cause un mauvais état du sang. Mais même cette connaissance ne doit pas être considérée comme la cause ultime, car le mauvais état du sang sera à son tour la conséquence d'une alimentation mauvaise ou insuffisante. Or, la guérison ne pourrait réussir si le médecin luttait contre…

36 La République d'Autriche allemande était le nom donné à l'État formé en 1918 après la Première Guerre mondiale à partir des territoires germanophones de l'Empire austro-hongrois. Outre les territoires autrichiens actuels, il comprenait le Tyrol du Sud et Tarvisio (aujourd'hui en Italie), le sud de la Carinthie et le sud de la Styrie (aujourd'hui en Slovénie), ainsi que les Sudètes et la Bohême allemande (aujourd'hui en République tchèque).

Machine Translated by Google

Seul le phénomène extérieur peut être pris en compte ; ainsi, au mieux, un soulagement temporaire peut s'installer, un apaisement des douleurs, mais la maladie persistera. Même une tentative de guérison par un traitement de purification du sang ne saurait apporter une guérison durable si la cause profonde, à savoir une alimentation insuffisante ou mauvaise, ou d'autres circonstances néfastes, n'est pas éliminée. Seul un tel traitement, agissant de l'intérieur vers l'extérieur, peut apporter une véritable guérison. Cela est clair pour tous. C'est précisément ainsi que doit être menée l'enquête lorsqu'il s'agit d'un corps national malade. Même dans ce cas, il est bien peu utile de combattre les symptômes extérieurs de la maladie. On ne peut que trop bien comprendre la triste vérité de cet adage bien connu : « On pend les petits scélérats, on laisse les grands impunis ». La fréquence des atteintes à l'intérêt commun n'est que le signe extérieur du fait que, dans l'ombre, des manœuvres se trament qui nuisent gravement au bien-être collectif. Car ce n'est que si quelque chose est pourri au sein de l'État que de tels dommages peuvent persister et devenir un danger durable pour l'existence même de l'État. Si l'État lui-même est malade, il est fort probable que la cause en soit due à des conceptions intellectuelles erronées des préoccupations populaires et des fonctions et de l'autorité mêmes de l'État. On peut donc espérer, en définitive, une guérison par une conception nouvelle et saine de l'État, grâce à la création d'une direction étatique forte et saine, pleinement indépendante et affranchie des erreurs du passé. Toute solution fondée sur un compromis avec les pouvoirs en place ou qui cherche à se lier à nouveau aux formes étatiques défaillantes de l'ancien État porte en elle les germes de sa propre décadence. À cet égard, il convient également de se méfier de s'attacher à des formes étatiques historiques qui, bien que non mauvaises en soi, ont néanmoins rapidement sombré dans l'effondrement.

Quelles sont aujourd'hui les caractéristiques les plus marquantes de la crise actuelle ?

Extérieurement et superficiellement – comme dans le cas d'une fièvre –, cela se traduit par une forte fièvre ou, en termes économico-politiques : agitation, tension permanente, agitation et désordre. Il est extrêmement significatif que tous, paresseux et apathiques, mais aussi l'ensemble des débiteurs, aient toujours encensé à pleins poumons le « calme et l'ordre » comme remède miracle. Le calme et l'ordre ne constituent évidemment pas un objectif politique en soi, mais seulement un signe de bonne santé au sein de la nation. Or, si une nation est malade, il est tout à fait naturel et évident que cela se manifeste par l'agitation et le désordre. Une attitude politique qui prône et cherche uniquement à instaurer le « calme et l'ordre » est donc totalement erronée ; elle ne fait qu'aggraver le mal, jusqu'à ce que la mort s'installe avec les spasmes les plus atroces.

Même les ulcères et les suppurations, considérés comme personnifiés, souhaitent naturellement que le malade reste bien tranquille, car les bacilles peuvent alors se multiplier à une vitesse fulgurante, envahir tout le corps et le putréfier complètement, y compris de l'intérieur. Non, bien au contraire : à bas les suppurations ! Il faut les exciser, sans invoquer les douleurs de l'opération comme excuse ; le patient doit être mis à l'abri de son environnement malsain et, surtout, il doit recevoir une alimentation saine et équilibrée.

Parmi les autres symptômes, on peut citer la nomination de personnes incompétentes à des postes d'État, le traitement des affaires d'État par des décisions à la majorité, l'émergence de décisions parlementaires à la majorité qui n'engagent aucune responsabilité, et l'élection de ces parlements selon un système de suffrage qui, en apparence, est certes le plus libre et universel, mais qui, en réalité, spécule sur le pouvoir occulte.
Le manque de discernement des masses étouffe toute meilleure compréhension et tout sens accru des responsabilités. Un gouvernement dépendant de majorités parlementaires – qui se forment par pur hasard et où seules des considérations partisanes sont déterminantes – ne peut plus, de son côté, être le garant objectif du bien commun, mais il est…

Machine Translated by Google

Un terrain de prédilection pour les politiciens ambitieux et les doctrinaires obstinés. Tous ces symptômes peuvent se résumer par le mot « parlementarisme ».

Ce parlementarisme est le grand mensonge démocratique concernant la capacité du peuple à se gouverner lui-même. Certes, on peut penser que des citoyens responsables sont parfaitement capables de juger avec autorité les affaires publiques et de diriger le destin de leur communauté ou de leur pays, mais un suffrage comme le suffrage universel, direct et secret pour les personnes de plus de 21 ans des deux sexes, porte en lui nécessairement le germe du règne abject des inférieurs et des sans scrupules.

Outre le pouvoir pervers des parlements et des gouvernements qui en dépendent, ce sont aujourd'hui, malgré tous les slogans anticapitalistes des marxistes, les grands capitaux d'emprunt qui règnent en maîtres. La haute finance est le maître absolu de l'État et de l'économie. Aucun gouvernement n'ose prendre de mesures drastiques contre les intérêts lucratifs du monde bancaire et boursier. Toutes les nations sont devenues prisonnières de cette puissance supranationale, engluées dans des dettes nationales colossales, soumises à des intérêts et des taxes exorbitantes. Les conséquences de cet esclavage des intérêts sont énormes : elles ébranlent les fondements mêmes des relations économiques et politiques internationales. Le recouvrement des intérêts est devenu la principale activité des gouvernements. Cela se traduit pour les nations par une exploitation fiscale effroyable et un pillage constant, via divers impôts directs et, surtout, indirects, alimentés par une inflation galopante qui, à son paroxysme, a dépouillé toute l'épargne de la classe moyenne. Ce règne sans partage de l'argent exerce, sous le masque de la légalité du droit aux intérêts, la domination la plus brutale que le monde ait jamais connue. Cela conduit à l'appauvrissement des masses, et plus particulièrement des milieux pour qui l'acquisition d'argent n'est pas une fin en soi, et donc pas le centre de leurs préoccupations. De là découle la conséquence la plus terrible de cette domination financière absolue : la dégradation morale des peuples qui y sont soumis. Tous les instincts sont tournés vers l'acquisition et la possession, toute notion de loyauté et de foi s'efface devant la poursuite impitoyable du gain. L'homme respectable est contraint de constater que, pour récompenser sa respectabilité, il doit s'enfoncer toujours plus bas, tandis que l'absence de scrupules génère des profits colossaux dans tous les domaines, possibles ou impossibles. De larges pans de la population luttent désespérément pour leur survie, et obtenir un revenu décent par le seul travail devient de plus en plus difficile.

Dans des lignes de front fermées, les travailleurs cherchent à extorquer des salaires toujours plus élevés, les grèves ébranlent les lieux de travail, paralysent leur production et nuisent indirectement avant tout à ceux qui dépendent de la plus grande production possible de biens pour l'économie nationale, précisément les travailleurs eux-mêmes.

On peut résumer ces conditions, dans leur ensemble, sous le concept de « mammonisme ».

Le revers de ce mammonisme est la vision marxiste du monde, née de l'état d'esprit intellectuel des victimes de la violation mammonique. Nous savons pertinemment que les instigateurs marxistes ont habilement exploité cet état d'esprit à leur profit, en tant que manipulateurs du capital international, et, simultanément, en détournant de leur propre personne la haine des exploités. Mais nous avons affaire ici à une disposition intellectuelle qui non seulement fait obstacle, mais s'oppose de manière extrêmement hostile au rétablissement d'une nation saine.

État.

L'essence du marxisme se révèle dans le fait qu'il nie la propriété privée et, de ce fait, anéantit toute économie et, par extension, toute culture supérieure ; de plus, dans le fait qu'il a encouragé l'idée de lutte des classes et, ce faisant, a déchiré le peuple en divisions.

Machine Translated by Google

Des classes sociales différentes s'affrontant entre elles. Il suffit de citer la misère indicible du peuple russe, où, dans l'État soviétique, cette doctrine erronée, destructrice de la nation et de l'économie, s'est traduite en réalité à un degré extrême.

Et si nous cherchons maintenant les véritables agents pathogènes de la maladie, nous nous heurtons étrangement partout à des Juifs présentés comme des dirigeants et les principaux bénéficiaires.

La question juive devient une question mondiale dont la résolution déterminera le bien-être et
Le malheur des nations en dépendra.

Un ouvrage spécial sera consacré à cette question dans cette série de la Bibliothèque37 .

Un regard sur l'histoire nous montre que les nations désespérées ont cherché à maintes reprises à se libérer de ce mal par la répression sanglante et l'extermination de Juifs isolés – mais après quelques générations, les Juifs sont revenus plus forts et financièrement plus puissants après de tels pogroms.

Il faut donc éviter de chercher la solution de la question juive de cette manière primitive ; en effet, on ne peut pas tuer le bacille de la peste individuellement, on ne peut l'éradiquer qu'en le privant des éléments essentiels à sa survie.

L'antisémitisme qui se propage à travers le monde est le signal d'alarme indiquant que les nations ont reconnu leur ennemi le plus redoutable et le plus meurtrier, mais il nous incombe désormais de canaliser cette connaissance émotionnelle légitime de manière juste et raisonnable.

La lutte contre le marxisme , et par là même contre les Juifs, triomphe grâce à l'éducation inlassable des masses endoctrinées. C'est la première étape de notre combat.

La rupture avec l'esclavage des intérêts est le dernier et le plus difficile combat sur le plan économique pour libérer le peuple et l'État du réseau doré de la finance supranationale.
pouvoir.

Ce n'est qu'après avoir surmonté ces étapes, et lorsque la victoire aura été pleinement remportée et assurée, qu'il sera temps de mettre en œuvre toutes les réformes supplémentaires qui donneront à la nation affaiblie et malade une nouvelle volonté de vivre et une nouvelle force vitale qui permettra d'abord de réaliser ce qui est dans nos esprits à tous, ce en quoi nous croyons tous avec des cœurs ardents et ce pour quoi nous luttons avec une volonté inébranlable :

La renaissance de l'Allemagne.
Une nouvelle Grande Allemagne libre et unie, en bonne santé, solide et performante.

37 L'ouvrage de Feder sur les Juifs, Die Juden, a été publié en 1933 dans le volume 45 de la Nationalsozialistische Bibliothek

Machine Translated by Google

2. Le programme

L'origine du programme

Toute œuvre requiert un plan, toute réalisation doit être précédée d'une création intellectuelle.
Plus les plans de construction sont clairs et précis, plus le bâtiment sera érigé rapidement et avec élégance.
Même les nouvelles structures politiques nécessitent un plan de construction clair, appelé ici programme politique.

Les exigences imposées à un programme politique sont très élevées et très diverses. Il s'agit d'une tâche de la plus haute responsabilité, car le bien-être ou le malheur de son peuple dépend de la qualité du plan. Un programme doit, en outre, traiter avec la plus grande concision de tous les domaines importants de la vie publique, résister à toute critique, ne pas se perdre dans les détails, ne pas offrir à ses adversaires de points faibles inutiles, ni susciter d'espoirs utopiques irréalisables. Le programme doit refléter fidèlement l'État à venir et la nouvelle économie. Il doit présenter à tous, dans ses grandes lignes, l'esquisse de l'ordre étatique et économique souhaité, sans pour autant contraindre ou anticiper sa mise en œuvre dans les détails.

Chaque programme a son histoire et son évolution, mais la justesse fondamentale d'un mouvement est indéniablement reconnue si, après tant d'années, rien d'essentiel n'a besoin d'être modifié dans ses caractéristiques fondamentales et que seules quelques obscurités doivent être levées. Seul le point le plus important et le plus marquant du programme n° 11 du 24 février 1923, « Abolition du revenu sans travail ni effort, rupture de l'esclavage des intérêts », exige un traitement programmatique approfondi sur les plans national, financier et économique. Le traitement détaillé de ce point n'était pas alors une nécessité absolue car, à cette époque, les écrits plus détaillés s'y rapportant, le Manifeste pour la rupture de l'esclavage des intérêts et la faillite de l'État, et sa solution, étaient quasiment les seuls écrits existants et étaient parfaitement connus des fondateurs et des premiers sympathisants du mouvement. D'une certaine manière, c'est le contenu intellectuel de ces écrits qui a conféré à l'action sa dimension socialiste.

avec des plans qui étaient déjà déterminés à cette époque dans leurs caractéristiques fondamentales - à la volonté de renouveau qui avait rassemblé un petit cercle autour d'Anton Drexler38 et d'Adolf Hitler, au cercle des idées nationalistes et populistes.

Ce sont précisément ces points du programme et ces revendications qui différencient essentiellement et fondamentalement le mouvement de liberté allemand du national-socialisme de tous les autres groupes, mouvements et partis populistes et nationalistes, et notamment de tous les partis dits parlementaires qui ne sont, pour leur part, qu'une manifestation du pouvoir mammonique-ploutocratique.

Une autre nécessité de la nouvelle formulation du programme était d'obtenir une définition plus claire Une forme et une structuration claires concernant les différents domaines de la vie publique. C'est chose faite.

Il est de mon devoir ici de penser à une autre œuvre novatrice qui doit son origine à une manifestation parallèle du national-socialisme en Autriche et en Bohême, je veux dire le livre de

38 Anton Drexler (1884-1942) fut, avec Dietrich Eckart et Feder, l'un des fondateurs de la branche allemande du Parti des travailleurs allemands (Deutsche Arbeiter Partei), d'origine autrichienne, à Munich. Drexler occupa le poste de président d'honneur de ce parti, dont Hitler était déjà devenu le chef incontesté en 1921. Il quitta le parti en 1923 et le réintégra lors de l'accession d'Hitler au pouvoir en 1933.

Machine Translated by Google

l'ingénieur Jung39, représentant des Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie au Parlement de Prague.

Le national-socialisme autrichien, dans ses origines, remonte à l'époque d'avant la guerre. Son champ d'idées reposait davantage sur la tentative d'harmoniser le monde des idées socialistes avec l'idée nationaliste, tandis que le national-socialisme allemand du Reich, qui n'est apparu qu'après l'effondrement – ignorant d'ailleurs l'existence de ce national-socialisme autrichien – a adopté dès le départ une position de combat fondamentale contre le marxisme.

Aujourd'hui, les deux mouvements se sont unis autour de leurs objectifs communs.

[39] L'ingénieur Rudolf Jung, délégué de Troppau

Machine Translated by Google

Programme national et économique du NSDAP

Notre objectif est la renaissance de l'Allemagne dans un esprit allemand, pour une liberté allemande.[40]

Le chemin pour atteindre cet objectif principal est le suivant :

I. Le principe politique national : Le Reich allemand est la patrie des Allemands.

1. En matière de politique étrangère :

1. L'établissement d'un État-nation fermé qui englobe tous les Allemands.

2. La représentation efficace des intérêts allemands à l'étranger.

2. En matière de politique raciale :

3. L'éviction des Juifs et de tous les non-Allemands de tous les postes à responsabilité dans vie publique.

4. Interdiction de l'immigration des Juifs orientaux et autres étrangers parasites. Les étrangers et les Juifs jugés gênants peuvent être expulsés.

3. En matière de politique civique :

5. Seul l'Allemand qui s'engage envers la culture et la communauté allemandes peut exercer les droits de citoyenneté de l'État.

6. Celui qui n'est pas allemand ne peut vivre que comme invité dans l'État allemand et est soumis à la loi étrangère.

7. Les droits et intérêts des Allemands priment sur ceux des membres des nations étrangères nations.

II. Le principe politico-économique : La tâche de l'économie nationale est de satisfaire la demande et non d'obtenir une rentabilité aussi élevée que possible pour le capital prêté.

8. Le national-socialisme reconnaît fondamentalement la propriété privée et la place sous son autorité. protection de l'État.

9. Le bien-être du peuple impose toutefois une limite à l'accumulation excessive de richesses entre les mains des individus.

10. Tous les Allemands forment une communauté de travail pour la promotion du bien commun et culture.

11. Dans le cadre de cette obligation générale de travail de tout Allemand et avec une reconnaissance fondamentale de la propriété privée, il est permis à tout Allemand d'acquérir et de disposer librement de ses revenus de travail.

12. La saine combinaison de petites, moyennes et grandes entreprises dans tous les domaines de la vie économique, y compris dans l'agriculture, reste maintenue.

13. Les entreprises gigantesques (sociétés, syndicats et fiducies) seront combattues.

14. L'usure et le racket, ainsi que l'enrichissement sans scrupules au détriment du peuple, seront punis de mort. 15. Instauration d'une année de travail obligatoire pour chaque Allemand.

---

[40] Pour une discussion détaillée de ces points, voir Das Programm der NSDAP und seine weltanschaulichen Grundlagen de Feder, Munich, 1927 ; tr. ETS Dugdale, Le programme du NSDAP et ses conceptions générales, Munich, 1932

Machine Translated by Google

III. Le principe politico-financier : Le système financier est au service de l'État ; les puissances financières ne peuvent constituer un État dans l'État. Notre objectif est donc de briser le joug des intérêts par :

16. Libération de l'État et, par conséquent, du peuple, de sa dette à intérêt envers les grands créanciers capital d'emprunt.
17. Nationalisation de la Reichsbank GmbH et des banques centrales.
18. Le financement de tous les grands travaux publics (développement de l'hydroélectricité, routes, etc.) en évitant les emprunts grâce à l'émission de bons du Trésor public sans intérêt ou par une méthode sans espèces.
19. L'introduction d'une monnaie stable sur une base couverte.
20. La création d'une banque de construction et d'économie à but non lucratif (réforme monétaire) pour l'octroi de crédits sans intérêt.
21. Restructuration complète du système fiscal selon les principes économiques nationaux et socialistes. Libération de la consommation du fardeau des impôts indirects et de la production des impôts contraignants (réforme fiscale et exonération fiscale).

IV. Le principe socio-politique : Le bien commun est la loi suprême.

22. Développement généreux de l'assurance vieillesse par la nationalisation du système de rente viagère. À chaque citoyen allemand nécessiteux, une pension adéquate sera garantie à partir d'un certain âge ou en cas d'incapacité permanente et prématurée de travailler.
23. Le partage des revenus de l'entreprise par toutes les personnes engagées dans des entreprises productives, en fonction de leurs performances et de leur âge, avec une part correspondante dans la responsabilité de l'accomplissement des tâches économiques nationales de l'entreprise.
24. La confiscation de tous les profits de guerre et de révolution qui ne sont pas fondés sur un travail honnête, ainsi que des biens acquis par l'accumulation et l'usure, et leur utilisation pour le développement de l'assurance sociale.
25. Suppression de la pénurie de logements par la construction de nouveaux logements dans tout le Reich au moyen de la nouvelle Banque de construction et d'économie à but non lucratif à créer conformément à l'art. 21.

V. En matière de politique culturelle : L'épanouissement de toutes les sciences et des beaux-arts sur la base d'un État politiquement libre et économiquement sain est notre principal objectif culturel.

On devrait y accéder par :

26. L'éducation des jeunes pour qu'ils deviennent des hommes physiquement sains et intellectuellement libres. selon les grandes traditions de la vie intellectuelle allemande.
27. Pleine liberté de religion et de conscience.
28. Protection spéciale de la foi chrétienne.
29. Suppression et exclusion des doctrines religieuses qui vont à l'encontre du sentiment moral allemand et dont le contenu a un caractère destructeur pour l'État et la nation.
30. Suppression de toutes les influences néfastes dans la littérature et la presse, le théâtre, l'art et cinéma.
31. Liberté d'instruction dans les universités allemandes, formation d'une classe dirigeante d'hommes de caractère.

Machine Translated by Google

VI. Militairement :

32. Rendre la nation défendable par l'introduction d'une loi militaire pour chaque citoyen libre Allemand.

33. Abolition des troupes mercenaires.

34. La création d'une armée de milice pour la défense de la patrie sous un corps d'officiers professionnels à constituer grâce à une discipline hiérarchique stricte.

VII. Autres réformes :

35. Réforme du système de la presse. Suppression de tous les organes de presse qui contreviennent aux intérêts du peuple allemand. Responsabilité la plus stricte pour toutes les informations diffusées. déformés de manière mensongère ou tendancieuse.

36. Réforme du suffrage avec l'abolition des formes actuelles de corruption de la campagne électorale et du manque de responsabilité des élus (immunité).

37. Développement des chambres professionnelles.

38. Réforme du pouvoir judiciaire dans le domaine de

Droit foncier – (reconnaissance fondamentale du droit de propriété foncière, non-location des terres par des capitaux privés, droit de préemption de l'État et restitution des terres à l'État en cas de gestion négligente).

Droit civil – (protection bien plus stricte de l'honneur personnel et de la santé, contrairement à la protection juridique unilatérale de la propriété qui prévaut aujourd'hui).

39. Réformes constitutionnelles :

Constitution : La constitution conforme au caractère allemand est celle d'un État souverain dont le pouvoir est concentré au sommet de la hiérarchie. – La question de savoir si cette fonction suprême sera occupée par un monarque élu par le peuple ou par deux ou trois hauts responsables du Reich devra être tranchée ultérieurement par le peuple.

Caractère fédéral du Reich : La composition du peuple allemand, issu de différentes provinces et lié intérieurement par des tribus et l'histoire, conditionne l'indépendance totale des différents États fédéraux en ce qui concerne leurs affaires intérieures.

Les préoccupations du Reich concernent la représentation du peuple allemand à l'étranger, les passeports et les péages, ainsi que l'armée et la marine.

Trois principaux obstacles font obstacle à la réalisation de ce programme national et économique du national-socialisme : le marxisme, le parlementarisme et, par-dessus tout, le recours massif au capital d'emprunt.

Notre combat anti-marxiste est dirigé contre la doctrine de désintégration de l'État du Juif Karl Marx, contre la doctrine de désintégration du peuple par la lutte des classes, contre la doctrine de désintégration de l'économie par le déni de la propriété privée et contre la conception purement économique et matérialiste de l'histoire.

2. Notre combat antiparlementaire est dirigé contre l'irresponsabilité des soi-disant représentants populaires qui – à l'abri des conséquences – n'ont jamais à assumer la responsabilité de leurs décisions, ainsi que contre tous les dommages qui en découlent (corruption, népotisme, corruption) et, pire encore, contre un gouvernement dépendant d'un tel parlement.

Machine Translated by Google

3. Notre combat anti-mammonique, qui se situe au-dessus des deux autres fronts de bataille, est dirigé contre le pouvoir financier mondial, c'est-à-dire contre l'hémorragie et l'exploitation financières et économiques permanentes de notre peuple par le biais de gros capitaux d'emprunt.

Ce combat est cependant aussi une puissante lutte intellectuelle contre l'esprit matérialiste destructeur de l'âme qu'est l'égoïsme et l'avarice, avec toutes ses manifestations corruptrices concomitantes dans tous les domaines de notre vie publique, économique et culturelle.

En dernière analyse, il s'agit d'un affrontement entre deux visions du monde qui s'expriment à travers deux structures intellectuelles fondamentalement différentes : l'esprit productif et créatif, et l'esprit mobile et avide. L'esprit créatif, enraciné dans la terre et transcendant le monde par l'expérience métaphysique, trouve son principal représentant dans l'homme aryen ; l'esprit avide, déraciné, mercantile et matérialiste, tourné exclusivement vers le monde terrestre, trouve son principal représentant dans le Juif.

Le national-socialisme, à l'instar de l'antisémitisme, entrevoit dans l'esprit matérialiste juif la racine première du mal, mais il sait aussi que cette bataille, la plus importante de l'histoire mondiale, ne peut se limiter à des revendications antisémites purement négatives. C'est pourquoi l'ensemble du programme national et économique du national-socialisme s'élève bien au-dessus de cette lutte antisémite, certes novatrice mais négative, en proposant une image positive, créative et constructive de ce à quoi devrait ressembler l'État de travail et de performance national-socialiste.

Si cet objectif principal est atteint, le Parti national-socialiste sera dissous. Le national-socialisme sera alors devenu le fondement de la vie de tout le peuple allemand. Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands n'est en effet pas un parti parlementaire au sens habituel du terme, mais seulement la fraction déterminée, tournée vers l'avenir et ralliée à un leader de forte volonté et d'esprit, afin de sortir l'Allemagne de la honte et de l'impuissance sur le plan extérieur, de la destruction et de la corruption sur le plan intérieur, et de lui conférer une position forte et influente sur la scène internationale, ainsi que de bâtir, sur le plan intérieur, une nation économiquement saine, culturellement épanouie et d'une grande intégrité intellectuelle et morale.

Nous souhaitons bâtir le Reich du désir allemand, comme le chante Geibel41 :

L'un extérieurement, avec une épée puissante,
Se rassemblant autour d'une haute bannière,
Riche et diversifiée intérieurement,
Chaque tribu à sa manière !

41 Emanuel Geibel (1815-1884) était un poète et dramaturge allemand qui a écrit plusieurs poèmes patriotiques qui ont été attaqués par le cercle littéraire libéral contemporain des « Jeunes Allemands » autour des écrivains juifs Heinrich Heine et Ludwig Borne, mais plus tard défendus par les nationaux-socialistes

Machine Translated by Google

3. La structure étatique du National État socialiste

L'idée nationale-socialiste de l'État allemand

Déjà dans le chapitre consacré aux fondements politiques du pouvoir, nous avons souligné que chaque écart des dirigeants allemands par rapport à leurs missions purement allemandes s'accompagnait des conséquences les plus néfastes pour le peuple allemand. L'histoire allemande révèle constamment cette aspiration à un État-nation fermé, qui ne se concrétisait que par brèves périodes. Ce rêve allemand s'évanouissait sans cesse, et l'Allemagne sombrait à maintes reprises dans l'impuissance et la désintégration. De toute l'histoire allemande se dégage une leçon inébranlable : seul l'encerclement de la nation au sein d'un État puissant permet à l'Allemagne de résister aux immenses dangers que lui impose sa situation géopolitique défavorable. L'Allemagne ne possède presque nulle part de frontières naturelles ; presque partout, elle est libre et sans défense face aux invasions hostiles. Ni la mer qui entoure l'Angleterre, ni les hautes montagnes qui séparent l'Espagne et l'Italie de leurs voisins ne lui offrent de défense naturelle. La France et la Russie n'ont qu'un seul côté ouvert face à nous. Seule l'Allemagne se trouve au centre, entre les autres nations – à la fois cœur et champ de bataille de l'Europe. Sur le sol allemand s'affrontèrent les armées espagnoles, françaises, anglaises, suédoises, russes et mongoles ; sur le sol allemand se déroulèrent les terribles guerres de religion de la guerre de Trente Ans ; et, inversement, les Allemands versèrent leur sang au service d'intérêts étrangers, dans tous les pays. La mère patrie, l'Allemagne, saigna de mille blessures infligées par ses armées étrangères et par les luttes intestines de ses propres fils. L'histoire allemande est d'une tragédie infinie, si tragique que l'aspiration des Allemands à un Reich allemand unifié et fermé fut intégrée aux contes de fées, aux sagas du vieux Barberousse dans le Kyffhäuser⁴². Pendant des siècles, l'idéal d'un État allemand demeura une aspiration et un espoir pour les meilleurs d'entre eux, jusqu'à ce qu'en 1871, un puissant forgeron forge l'unité allemande. Bien des aspirations restaient à réaliser dans le cadre du Grand État allemand qui devait inclure tous les Allemands vivant en lien territorial avec la mère patrie. Mais déjà, cette réalisation partielle de l'aspiration allemande nous offrit un épanouissement de l'histoire allemande rarement connu auparavant.

Mais nous n'avons pas à nous enliser dans des « si » et des « mais », nous devons plutôt tirer les leçons de l'histoire. La politique est l'histoire en devenir, et si le salut de notre peuple doit naître de cette « écriture de l'histoire », alors notre art de gouverner, notre politique nationale, doivent, dans le respect du passé, éviter les erreurs des siècles précédents et s'inscrire dans la meilleure tradition. L'homme, le politicien sans histoire qui, depuis son fauteuil, écrit l'histoire de façon dogmatique, ne pourra apporter que le malheur à un peuple, comme nous l'avons constaté ces dernières années avec le nouveau gouvernement marxiste allemand, véritable spectacle. Aussi désastreuse et pernicieuse que soit l'effondrement total de l'ancienne forme sociale, surtout lorsque cette destruction est la manifestation même du mouvement marxiste, on ne saurait trop peu préserver l'ancien sous prétexte qu'il est ancien. C'est là, une fois encore, que réside la tragédie de l'esprit conservateur, qui, créatif et stérile,

42 La chaîne de collines de Kyffhäuser, entre les États de Thuringe et de Saxe-Anhalt, est considérée comme le lieu de repos de l'empereur du Saint-Empire romain germanique, Frédéric Barberousse (1122-1190), qui s'est noyé dans le fleuve Saleph en Turquie lors de la troisième croisade.

Machine Translated by Google

Dépourvue d'imagination, elle rejette toute nouveauté sous prétexte de nouveauté, et s'accroche obstinément à des formes obsolètes qui ont perdu toute substance depuis longtemps. Les individus et l'État ne sont pas des momies ni des constructions, mais des êtres vivants ; un vêtement taillé une fois ne convient pas éternellement. Seules quelques grandes caractéristiques fondamentales marquent le destin des nations, et la négligence de ces connaissances essentielles s'est toujours cruellement retournée contre elles. Pour nous, Allemands, la doctrine politique nationale historique fondamentale est : « Soyez unis ! »

Le mot « uni »43 ne signifie cependant pas « unité »44 mais « être d'accord »45. Ce n'est que de l'accord des tribus allemandes sur les principes de la politique extérieure et intérieure que peut naître, comme sa plus belle fleur, un État intérieurement libre et extérieurement puissant avec un poids international.

Pour l'État allemand, il ne saurait donc exister de motivations économiques, religieuses ou humanitaires d'ordre européen ou international, mais uniquement le bien-être de la nation allemande tout entière. J'entends par là des « motivations » pour l'action politique. S'y ajoutent naturellement des influences d'ordre religieux, économique et, plus généralement, humain, qu'il convient de prendre en compte et d'apprécier à leur juste valeur. Mais le principe doit et doit demeurer que l'État-nation allemand ne représente que les Allemands, tant en politique intérieure qu'extérieure.

Notre objectif politique national est donc :

1. L'établissement d'un État-nation fermé qui englobe tous les Allemands.

2. La représentation efficace de tous les intérêts allemands à l'étranger.

L'idée nationaliste

La condition préalable à l'éveil, ou mieux, au réveil d'une forte conscience nationale est

l'éviction de tous les Juifs et non-Allemands de tous les postes à responsabilité dans la vie publique.

Seul le national-socialisme mène avec une énergie totale la lutte défensive acharnée contre l'invasion juive dans presque tous les domaines de notre vie publique. Le combat contre le judaïsme est la lutte consciente pour l'esprit allemand et pour la liberté allemande.

L'influence et l'impact des Juifs sur les peuples qui les accueillent sont incomparables aux rapports de force et aux conflits d'autres peuples ; ils se comparent uniquement à la lutte pour la survie entre un organisme sain et les germes mortels qui l'ont attaqué. Lorsqu'un organisme vivant est infecté par des bacilles venimeux, la question est simple : soit la force saine de l'organisme triomphera des intrus étrangers – et les éliminera –, soit elle ne les maîtrisera plus et mourra à cause d'eux. De même, pour les peuples qui accueillent les Juifs partout dans le monde, il n'y a qu'une seule issue : soit exclure les Juifs de leur nation, soit mourir à cause d'eux.

La comparaison avec le corps humain et les germes illustre parfaitement le caractère fallacieux de l'opinion courante et erronée selon laquelle les Juifs auraient gravi les échelons uniquement grâce à leur plus grande efficacité, et qu'il serait donc injuste de les attaquer et de les persécuter pour cette raison. On ne peut pas simplement affirmer que le bacille du choléra est lui aussi beaucoup plus fort et efficace que l'homme et que c'est pour cela qu'il a vaincu l'homme sain – non.

---

43 'einig'

44 'Einheit'

45 'Einigkeit'

Machine Translated by Google

C'est un poison pour l'homme. Et, de même que dans cette lutte de l'organisme vivant contre les poisons envahissants, des symptômes d'empoisonnement spécifiques apparaissent, accompagnés de fièvre, de crampes, de paralysie, etc., la lutte des nations attaquées par le Juif s'exprime par des symptômes de maladie assez similaires : troubles et agitation dans la vie civique et politique, puissantes convulsions au sein du corps national, tumulte, terreur, guerre civile, alternant avec des symptômes de paralysie assez typiques, notamment dans les sphères intellectuelles des nations – au sein des gouvernements. Dès lors, une seule question se pose : les cercles de conscience nationale, reconnaissant l'ennemi, réussissent-ils à avertir et à éclairer les gouvernements, ou à former un gouvernement et à neutraliser les Juifs eux-mêmes ? Alors, la guérison est certaine ; s'ils échouent, la mort nationale est tout aussi certaine. Il n'y a pas de troisième voie. Un isolement temporaire – pour reprendre l'imagerie médicale – n'apporte que des remèdes illusoires : tôt ou tard, les bacilles se répandent à nouveau dans les vaisseaux sanguins du corps, et l'issue de ce second combat est alors fatale pour le patient.

Ce qui est décisif pour le succès final – comme dans la vie en général – c'est la volonté de puissance. Sans cette volonté de puissance, sans cette volonté de préserver la nation, celle-ci est inévitablement vouée à la ruine. Ce qui ne sombre pas devient esclave, fellah, serf et serviteur de la puissance mondiale juive.

C'est une question de vie ou de mort. Nombre de soldats compétents se sont déjà engagés, mais la majorité de nos camarades nationaux dorment encore. L'éducation, sans relâche, est la solution. Ce qui rend cette éducation si difficile, c'est précisément la naïveté et la faiblesse des Aryens face à ces questions raciales cruciales.

Le fort métissage au sein du peuple allemand a sans doute presque complètement étouffé chez beaucoup une conscience raciale claire et élevée, de sorte qu'il ne subsiste qu'un sentiment d'aversion indéfini envers les Juifs, considérés comme racialement étrangers, au lieu d'une connaissance précise des lois raciales. Le Juif, quant à lui, a scrupuleusement respecté ses lois raciales pendant plus de deux mille ans, pleinement conscient de l'importance capitale du maintien de la pureté du sang pour le caractère et la nation⁴⁶ .

En revanche, il a pu présenter l'agitation raciale comme une absurdité dépassée, ce qui, concernant le métissage en Allemagne, lui était malheureusement possible avec une certaine apparence de justification. Au lieu de s'opposer avec détermination au mépris des Juifs pour la science raciale, exprimé par le cri : « Allemand, gardez votre sang pur ! », l'Allemand était considéré comme inférieur, même dans ce domaine, aux arts psychagogiques du Juif. Le siècle des Lumières, avec ses idéaux humanitaires, a certes apporté aux Juifs l'émancipation des chaînes forgées par leurs ancêtres, dans leur sagesse supérieure, contre l'influence néfaste de l'esprit juif de vol et d'usure, mais à nous-mêmes, il n'a apporté que confusion et incertitude sur cette question fondamentale. C'est avec cette affirmation : « Les Juifs sont aussi des hommes » – une affirmation qui n'a jamais été et n'est toujours pas contestée – que l'accès des Juifs à l'égalité des droits civiques leur a été accordé. La résistance nationale et raciale contre les Juifs étrangers, appartenant à une structure intellectuelle totalement différente, s'en trouva apaisée, et la lutte contre l'émancipation civique fut ainsi compromise dès le départ.

C’est à partir de cette plateforme qu’a eu lieu la conquête de toute notre économie et, Récemment, la vie publique jusqu'à la situation actuelle de domination sans restriction des Juifs.

---

46 Cf. les volumes de la Bibliothèque nationale-socialiste sur la race et les Juifs !

47 Arts de la persuasion.

Machine Translated by Google

Toute une série de témoignages des Juifs eux-mêmes révèle qu'ils se sentent comme un État au sein d'un État, qu'ils se sentent plus étroitement liés à leurs camarades raciaux dans d'autres pays qu'aux peuples qui les accueillent.

De ce sentiment juif d'appartenance étroite entre les peuples découlent directement des dangers pour les peuples autochtones dans le domaine des relations politiques étrangères des nations, en temps de guerre comme en temps de paix.

Au départ, cependant, l'attention des Juifs se porta sur la demande d'avantages économiques. Là encore, leur recherche effrénée du profit, sans aucun scrupule envers les populations hôtes, leur fut profitable.

En tant qu'inventeurs et promoteurs du système de crédit moderne, il leur fut rapidement facile de placer sous leur influence l'ensemble de l'économie financière des États et, par le biais des banques et des bourses, également celle du secteur privé dans sa plus grande partie.

C'est ainsi qu'après avoir consolidé leur position financière, les Juifs ont étendu leur influence aux productions intellectuelles et culturelles de la nation ; là, leur dynamisme, leur vivacité d'esprit, leur esprit critique – caractéristiques qui peuvent souvent apparaître comme des atouts indéniables par rapport à l'esprit aryen, sérieux, pesant et pragmatique – leur sont venus en aide.

Mais en réalité, il ne s'agissait que d'un instinct de voleur, d'un manque de conscience et d'un manque de scrupules – déjà annoncés dans leurs doctrines religieuses. Pour le Juif, selon les doctrines du Schulchan Aruch⁴⁸, la propriété du non-Juif est comme une propriété sans maître – là pour que le Juif puisse se l'approprier ! Le Juif a mis à son service tous les moyens des techniques bancaires et boursières. L'anonymisation – la dépersonnalisation de notre économie par la forme cotée en bourse de la société anonyme – a, dans une certaine mesure, séparé le capital du travail ; l'actionnaire ne connaît que très rarement quelque chose de son usine, son seul intérêt étant la rentabilité de son argent.

lorsqu'il l'a investi sous forme d'actions. Ce phénomène mérite d'être mentionné ici car la dépersonnalisation de notre économie s'accompagne de sa dégradation. L'entrepreneur et le fabricant qui a bâti son entreprise à partir de rien, qui connaît les besoins de ses clients, qui conserve l'honnêteté commerciale d'antan et considère comme son devoir de produire un produit solide, de qualité et durable, répondant aux besoins réels de l'économie, cet entrepreneur véritablement solide est fondamentalement différent du grand actionnaire moderne qui, avec la possession purement capitaliste d'un important portefeuille d'actions, ne connaît qu'un seul intérêt : viser le rendement le plus élevé possible. Que les entreprises fabriquent des objets de qualité et bon marché, que les sociétés par actions créent de la valeur productive ou, comme dans le cas des établissements de crédit (banques), qu'aucune valeur ne soit créée, cela importe peu au capitaliste actionnaire. Il en résulte que la production est moins orientée vers les besoins réels, et qu'il suffit plutôt de susciter un besoin apparent par une publicité massive. Autrefois, le code d'honneur des entrepreneurs interdisait formellement de vanter ses propres produits ; celui qui s'y adonnait était considéré comme un crieur public, et ce genre de vantardise était perçu par le commerçant sérieux comme une concurrence déloyale. Or, le marchand juif pratiquait précisément ce genre de commerce, avec une insistance totale, mettant à profit son art de la persuasion . Aujourd'hui, le crieur public juif a laissé place à la publicité juive.

48 Le Schulchan Aruch est le code de loi juif le plus autorisé et a été composé en 1563 dans le nord de la Palestine par Yosef Karo.

Machine Translated by Google

Dans le domaine scientifique, un phénomène similaire s'est produit, notamment en économie, avec l'avènement de l'économie nationale. Progressivement, la tâche de l'économie nationale ne consistait plus à examiner les légitimités et les nécessités de l'économie nationale, ni à en déduire des orientations pour la gouvernance économique, mais de plus en plus à se contenter de décrire la situation sans se demander si les phénomènes et les formes économiques observés étaient pertinents et adaptés aux besoins réels de l'économie nationale. C'est ainsi que l'on est parvenu, et que l'on parvient aujourd'hui plus que jamais, à causer des dommages considérables à l'économie et, par conséquent, à la communauté nationale – considérée comme scientifique –, et ce, de manière irréversible. Dans ce contexte, on trouve notamment la théorie du crédit public et privé, et plus particulièrement la théorie de l'intérêt. Nous avons traité cette question en détail ailleurs ; ici, il suffit de souligner que ce que nous appelons aujourd'hui économie nationale n'est fondamentalement qu'une instruction capitaliste privée visant l'enrichissement personnel et une tentative bien orchestrée de justifier le vol capitaliste usuraire de la main-d'œuvre des nations productives.

Il convient de noter que parmi les professeurs d'économie nationale, il existe un très grand nombre pourcentage de Juifs.

Pour le profane, ce qui frappe le plus est l'incursion des Juifs dans le domaine littéraire et artistique. champ.

Quiconque s'intéresse au théâtre contemporain sera choqué par la bassesse et le cynisme qui y règnent. Cela vaut particulièrement pour le cinéma, phénomène moderne. Le théâtre des débauchés et des libertins domine nos scènes ; par une dialectique subversive et habile, on enseignait au bon Allemand que la morale et l'éthique, l'honneur et la conscience professionnelle n'étaient au fond que pure stupidité, sans laquelle on ne pouvait aller plus loin. À ces attaques contre le public s'ajoute le fléau des agences théâtrales juives, où la reconnaissance envers les agents de théâtre et de concerts semble primer sur le savoir-faire des personnes ayant des aspirations artistiques.

Mais s'ensuivit une manipulation à grande échelle de l'opinion publique par le biais de la presse quotidienne. Presque tous les grands journaux passèrent progressivement sous contrôle juif.
Ainsi se referma l'étau autour du peuple allemand. À la domination économique s'ajouta la domination intellectuelle. Tout ce qui pouvait nuire aux intérêts juifs était dissimulé et réduit au silence le plus longtemps possible ; si malgré tout, des idées ou des actions parvenaient à s'imposer, commençait alors une véritable chasse aux sorcières, d'abord en tentant de ridiculiser ces efforts, puis, si cela ne suffisait pas, en recourant au mensonge, à la déformation des faits et à la diffamation. On tenta des pots-de-vin, on provoqua des menaces, et finalement, on n'hésita pas à ruiner l'opposant ou le critique gênant, voire à l'assassiner.

Cette dernière arme, la plus terrifiante, n'était généralement pas utilisée, ou seulement rarement, contre des particuliers, car il était rare que la réaction d'un véritable ami du peuple, sans position politique ou étatique de pouvoir, parvienne à un certain degré d'efficacité avant qu'il ne soit déjà brisé par le barrage de mensonges et de calomnies déversé dans les organes publics des Juifs.

Dans les partis, le mécontentement des masses était attisé par une exagération extrême, et la haine de classe contre les propriétaires et leurs prétendus protecteurs, l'autorité de l'État et l'armée, était alimentée. Là encore – comme partout lors de ces attaques contre l'État-nation – ce sont les Juifs qui, pour la plupart, agitaient et fomentaient les troubles. Il suffit de rappeler que Karl Marx, le fondateur de la doctrine marxiste de la lutte des classes, était lui-même juif (Mardochai).

Machine Translated by Google

(était son vrai nom). Son héraut en Allemagne, Ferdinand Lassalle49, à l'origine Feist Lasal, était également juif.

Durant la guerre et la révolution, l'œuvre de destruction juive contre l'État allemand s'acheva. Les princes furent chassés, les officiers déchus de leurs galons, les fonctionnaires contraints par la faim à se soumettre afin de mettre à disposition leur main-d'œuvre, pourtant indispensable même à l'État socialiste et capitaliste de l'Allemagne moderne. Ainsi, la nation allemande fut désarmée, émasculée, privée de ses dirigeants, dépossédée et violée, démoralisée et affaiblie, tandis que dans tous les domaines de la vie publique, en économie et en politique, dans l'art et le théâtre, les Juifs s'arrogeaient une hégémonie incontestable.

Le fondement de leur pouvoir est leur immense richesse.

Malgré leur faible nombre par rapport aux populations qui les accueillent, ils sont parvenus à placer tous les postes importants de la vie publique entre les mains de leurs camarades juifs ou d'Allemands étroitement apparentés aux Juifs. Cependant, l'exclusion des Juifs du corps national allemand demeure tout à fait possible – d'autant plus que les activités productives essentielles dans l'industrie et l'agriculture, ainsi que dans les professions libérales et l'administration, sont presque entièrement exemptes de Juifs.

L'expulsion des Juifs de notre nation ne perturberait ni la production agricole – je n'ai jamais vu de Juif labourer un sillon – ni les usines ne seraient paralysées par manque de main-d'œuvre – les ouvriers savent pertinemment qu'aucun Juif ne travaille dur à la mine ou à la forge – nos métiers de forgeron, de métallurgiste, de charpentier et de cordonnier ne seraient pas délaissés – les maisons ne resteraient en aucun cas en ruines après l'expulsion des Juifs, les statistiques ne faisant mention d'aucun maçon, charpentier, couvreur ou vitrier juif. Même le commerce ne connaîtrait pas de stagnation en l'absence des Juifs. Dans le domaine des transports, l'État a toujours assuré de manière exemplaire le transport des personnes et des marchandises et, d'ailleurs, qui a déjà vu des Juifs comme contrôleurs ou conducteurs de locomotives ?

ou comme conducteurs de tramway, ou comme charretiers ou employés des transports ?

Mais même dans le domaine de la prédisposition typique des Juifs pour le commerce et la finance, les postes administratifs militaires d'avant-guerre ont montré qu'ils étaient capables d'assurer un service de stockage et d'approvisionnement rigoureux ; dans le commerce lui-même, des centaines de milliers de commis commerciaux et d'hommes d'affaires allemands sont actifs et comprennent les aspects réels et les nécessités du commerce ; et dans la banque d'État et la banque postale, nous possédons des institutions qui pourraient constituer la base d'une économie nationale saine, libérée de l'économie de pillards juifs.

Si ce bref aperçu nous a permis de constater que les Juifs ne jouent aucun rôle irremplaçable dans notre État et notre vie nationale, mais qu'ils abusent au contraire de leur suprématie de la manière la plus impitoyable au détriment des peuples qui les accueillent, alors la demande d'expulsion des Juifs de notre nation en découle de façon évidente et logique.
Seul celui qui s'engage envers la communauté nationale allemande peut être citoyen de l'État50 .

---

49 Ferdinand Lassalle (1825-1864) était un socialiste juif allemand qui connaissait Marx, bien que ce dernier le considérât comme un opportuniste en raison de sa volonté de faire des compromis avec le conservateur Bismarck. Marx ne soutint donc pas Lassalle lorsque ce dernier fonda l'Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein (Association générale des travailleurs allemands).
L'association, créée en 1863, visait principalement à obtenir le suffrage universel direct.

50 Cette stipulation figurait déjà dans la deuxième partie des lois de Nuremberg du 15 septembre 1935, « Loi sur la citoyenneté du Reich », article 2 : « Nul n'est citoyen du Reich s'il est de sang allemand ou apparenté et s'il démontre par sa conduite qu'il est à la fois désireux et apte à servir fidèlement le peuple allemand et le Reich. » La séparation complète des Juifs de la société allemande avait été décrétée dans la première partie de ces lois, « Lois pour la protection du sang allemand et de l'honneur allemand ».

Machine Translated by Google

De cet examen de la question raciale découlent naturellement et nécessairement les autres conséquences de l'interdiction d'immigration des Juifs orientaux. Croire qu'interdire l'immigration suffit à repousser les Juifs orientaux relève d'une incompréhension totale de la question juive. Il est absolument nécessaire de placer simultanément les Juifs hostiles à notre peuple, installés parmi nous, sous le régime de l'étranger. Les Juifs orientaux constituent, bien sûr, le grand réservoir dans lequel les Juifs se renouvellent constamment. Le grand danger que représente cette immigration a été clairement mis en lumière par les événements de ces dernières années. En quelques années, ces Juifs orientaux ont réussi, par toutes sortes de stratagèmes et de manœuvres commerciales, à amasser des fortunes colossales. Nos tribunaux regorgent de cas de fraudes commises par ces étrangers. L'État n'a aucun intérêt à accueillir des individus qui ne contribuent en rien à la productivité.

Cette position de l'État national-socialiste à l'égard des Juifs de l'Est n'exclut pas que
Même les membres d'autres nations qui parasitent le corps national peuvent être expulsés.

La discussion de ces questions nous amène maintenant à la troisième section de la politique de l'État National-socialisme : au droit de citoyenneté.

Le droit à la citoyenneté

Le droit à la citoyenneté doit être acquis. Sur ce principe, le national-socialisme diffère considérablement du droit actuellement en vigueur, selon lequel tout Allemand adulte de plus de 20 ans, homme ou femme, peut exercer les droits de la citoyenneté. De même, aujourd'hui, en vertu de la Constitution de Weimar, cette possibilité est offerte aux membres de la race juive. Par ailleurs, tout étranger peut acquérir cette citoyenneté en accomplissant quelques formalités superficielles.

La Constitution de Weimar ne définit pas clairement la notion de citoyen d'un État, mais évoque l'appartenance à un État à l'article 110 et l'égalité des droits devant la loi pour tous les citoyens, hommes et femmes, à l'article 109. Le caractère vague de cette notion exclut naturellement toute exigence de conditions morales ou raciales pour l'acquisition de la citoyenneté. À l'inverse, l'article 113 de la Constitution du Reich place les « fractions de la nation » de langue étrangère sous sa protection spéciale ; elles « ne doivent pas être désavantagées dans leur libre développement traditionnel, notamment dans l'usage de leur langue maternelle pour l'éducation, ainsi que dans l'administration intérieure et l'administration de la justice ».

Si l'on compare avec cette considération très complète des ressortissants étrangers la pratique de notre Loi pour la protection de la République contre ses propres compatriotes, l'obligation de livrer les soi-disant criminels de guerre à l'ennemi, avec la certitude garantie à l'article 112 qu'« aucun Allemand d'un gouvernement étranger ne peut être livré à la persécution ou au châtiment », et, si l'on compare précisément ce dernier article avec les infâmes jugements des Français contre Krupp51 et ses directeurs, peut-être qu'une référence au fait que l'auteur de cette constitution était le Juif Preuss52 suffit à éclairer définitivement tous ces événements.

Gustav Krupp von Bohlen und Halbach (1870-1950) dirigea la Friedrich Krupp AG de 1909 à 1941. En collaboration avec la Reichswehr de Hans von Seeckt (1866-1936), Krupp entreprit le réarmement secret de l'Allemagne, en violation du traité de Versailles. En 1923, lors de l'occupation de la Ruhr par les Français et les Belges, ces derniers infligèrent également une amende à Krupp pour avoir détenu une participation à une société secrète allemande.
grandes funérailles publiques pour les treize ouvriers de l'usine Krupp à Essen, abattus par les Français pendant l'occupation.

52 Hugo Preuß (1860-1925) était le ministre de l'Intérieur germano-juif de la République de Weimar et a joué un rôle déterminant. lors de l'élaboration de la Constitution de Weimar de 1919.

Machine Translated by Google

Ce n'est ni « l'avenir plus radieux des Polonais », comme l'affirmait Betthmann-Hollweg [3] dans l'un de ses malheureux discours parlementaires, ni l'amélioration du sort des Juifs de Roumanie (selon Kuhlmann) qui saurait constituer l'idée directrice d'un État allemand, mais uniquement le bien-être du peuple allemand. Ce principe directeur est inscrit dans le programme national et économique du NSDAP (Le Programme, p. 35) au point 7 : « Les droits et intérêts des Allemands priment sur ceux des ressortissants étrangers » et au point 6 : « Quiconque n'est pas Allemand ne peut résider en Allemagne qu'en tant qu'étranger et est soumis à la loi sur les étrangers ».

Selon ce principe, le droit à la citoyenneté d'un État doit être acquis. Il peut aussi être perdu pour cause d'indignité. C'est un droit dont les Juifs sont fondamentalement exclus, et dont peuvent également être exclus les membres d'autres nations.

La condition essentielle pour obtenir la nationalité allemande est l'engagement envers la culture et la communauté allemandes. Celui qui ne s'engage pas ainsi envers la nation allemande, celui qui se déclare ennemi de l'État allemand, celui qui se sent plus proche des membres d'autres nations que de son propre peuple, ne peut prétendre à la nationalité allemande, car il ne souhaite en réalité aucun lien avec la communauté allemande.

Il semble en effet s'agir d'une folie que des personnes qui déclarent publiquement ne pas connaître de patrie appelée Allemagne, comme l'ont fait Crispien55 et d'autres, souhaitent encore donner leur avis sur le sort de ce pays, alors qu'elles prétendent, en tant que représentants du peuple et délégués, jouir de privilèges spéciaux et de la protection de lois particulièrement strictes (la protection de la République) si elles sont promues de ce parlement à des postes gouvernementaux.

L'État national-socialiste allemand exigera de tels hommes une stricte reddition de comptes, et les membres des gouvernements et parlements révolutionnaires devront, a posteriori, répondre de leurs actes et omissions. Les lois relatives à la responsabilité de toute personne exerçant une fonction publique devront donc être rétroactives.

Il ne s'agit pas ici, comme dans le cas de l'erreur de la révolution allemande, d'une lutte pour les salaires entre les « prolétaires » affamés et les capitalistes rassasiés et insatiables, ni donc d'une manipulation des sentiments sains et justes des travailleurs par l'idée de lutte des classes, mais d'une exigence morale : il faut mettre fin à l'irresponsabilité des bénéficiaires actuels du système parlementaire et gouvernemental actuel et punir comme il se doit ceux qui se sont enrichis de manière immodérée sur le dos du peuple ou ceux qui ont cautionné les machinations d'autres milieux.

Le slogan « On pend les petits scélérats, on laisse les grands s'en tirer » ne devrait pas se vérifier. L'État national-socialiste, au contraire, lorsqu'il s'agit de déterminer la peine, prendra en considération la séduction des petits scélérats comme une circonstance atténuante et, en revanche, traduira les grands criminels contre le peuple allemand en justice avec la plus grande rigueur.

---

53 Theodor von Betthmann-Hollweg (1856-1921) a été chancelier allemand de 1909 à 1917. Pendant la guerre, Betthman-Hollweg semblait privilégier des politiques plus modérées que celles préconisées par les chefs militaires.

54 Richard von Kuhlmann (1873-1948) a été secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères d'août 1917 à Juillet 1918. En mai 1918, il négocia la paix de Bucarest avec la Roumanie.

55 Arthur Crispien (1875-1946) a été élu député social-démocrate en 1920 et est devenu coprésident du Sozialdemokratische Partei (SPD) en 1922.

Machine Translated by Google

L'œuvre purificatrice de ce tribunal d'État ne saurait désormais s'arrêter à ceux qui sont arrivés au pouvoir par la révolution. Elle devra également viser ceux qui, sous l'autorité du gouvernement impérial, ont rendu possible la chute de l'Allemagne par leur négligence. Le principal responsable, Bethmann-Hollweg, a certes été soustrait à la justice terrestre, de même que le second coupable, Erzberger , qui, en tant que père de la funeste révolution parlementaire de juillet 1917, a ravivé la volonté de vaincre des ennemis. Même Eisner

Rathenau et ses complices ont été écartés du théâtre de leurs activités destructrices pour la nation, certes illégalement, mais conformément aux lois implacables de l'histoire. Pourtant, nombreux sont ceux qui, par l'organisation de la grève des munitions en janvier 1918, ont porté un coup fatal à l'armée combattante, ceux qui, par leurs discours et leurs écrits, ont brisé la volonté de vaincre, ceux qui prêchaient une « paix sans vainqueurs ni vaincus », ceux qui, ayant exploité la détresse du peuple en temps de guerre et de révolution pour leur enrichissement personnel indécent, vivent encore et considèrent comme un droit.

Assurément, une telle revendication politique nationale sèmera la peur et l'horreur, et des dizaines de milliers de personnes craindront pour leur vie, car elles ne sont pas de cœur pur. Mais pour le national-socialisme, avec cette exigence de justice sociale, se joue la question du destin du peuple allemand : peut-il accéder à la grandeur d'une nation, ou doit-il survivre dans la misère, la dégradation et la corruption, comme une nation de fellahs ? Pour le mouvement national-socialiste, sa raison d'être se joue également sur cette question.

Le droit à la citoyenneté d'État n'est donc pas un droit acquis pour toute personne née en Allemagne ; il implique bien au contraire les plus hautes obligations morales envers l'État et la nation. Le respect de cette responsabilité envers l'État et la nation doit toutefois être garanti par la possibilité de perdre ce droit en cas de manquement.

En revanche, l'acquisition du droit à la citoyenneté d'État ne sera pas un acte de clémence, mais une revendication que tout Allemand travailleur pourra faire valoir, qui se montrera digne de la communauté allemande et qui s'engagera envers la communauté raciale et historique allemande.
Celui qui a rempli ses obligations militaires et professionnelles, celui qui exerce une profession honorable et active, a droit à l'acquisition de la citoyenneté de l'État.

Mais ce droit de citoyenneté s'accompagne aussi de l'obligation de ne jamais oublier, dans tout son travail, la vision d'ensemble et d'être toujours conscient, dans son activité économique, du fait qu'il faut inscrire son travail dans le tout ; autrement dit, même avec une liberté totale dans certains domaines, l'activité du citoyen allemand ne doit pas être dirigée contre le bien-être de la collectivité.

---

56 Matthias Erzberger (1875-1921) était membre du Deutsche Zentrumspartei (Parti du Centre catholique) et considéré comme le bras droit de Betthman-Hollweg. Pendant la Première Guerre mondiale, au milieu de l'année 1917, il plaida pour une cessation négociée des hostilités et sapa la confiance dans l'armée allemande. Erzberger signa l'armistice mettant fin à la Première Guerre mondiale et, en tant que ministre des Finances de la République de Weimar, il approuva le traité de Versailles. Il fut assassiné en 1921 par des membres ultranationalistes de l'« Organisation Consul », fondée par le commandant des Freikorps, Hermann Ehrhardt (1881-1971).

57 Kurt Eisner (1867-1919) était un socialiste juif allemand qui organisa la révolution ayant renversé le régime de Wittelsbach.
Il succède à la dynastie bavaroise en novembre 1918. Il devient Premier ministre républicain de Bavière et, lors de la Conférence des socialistes de Berne, il critique vivement les socialistes modérés qui refusent de reconnaître la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il est assassiné par le comte nationaliste Arco von Valley en février 1919.

Machine Translated by Google

Économie nationale

La tâche de l'économie nationale est de satisfaire la demande et non d'obtenir le taux de rendement d'intérêt le plus élevé possible pour les capitaux empruntés.

On pourrait croire que ce principe va de soi dans toutes les économies, et pourtant, l'économie nationale-socialiste se distingue de l'économie capitaliste actuelle précisément par ce principe directeur. Il n'est pas si facile pour l'homme productif naïf d'imaginer une économie nationale qui ne serve pas à satisfaire la demande ; et pourtant, il faut bien comprendre que pour les maîtres actuels de l'économie – le capital bancaire et boursier – la satisfaction de la demande revêt une importance fondamentalement minime. Le capital international, lui, a un intérêt.

elle ne l'est que dans la mesure où cette satisfaction de la demande peut être exploitée de manière capitaliste usuraire.

Nous avons en fait affaire ici avec deux attitudes fondamentalement différentes vis-à-vis de l'économie. La seule demande urgente de la population envers l'ensemble de l'économie est, bien entendu, la satisfaction du besoin alimentaire, puis celle du logement et de l'habillement. Viennent ensuite, parmi d'autres besoins quotidiens, les plaisirs culturels et artistiques. Entre ces besoins se trouvent les services de soutien, l'ensemble du système de transport et tout ce qui s'y rapporte, le commerce et le système financier. Dans une économie saine, la production de biens a pour objectif primordial de couvrir au mieux les besoins, grâce à une rémunération qui couvre les coûts de production et comprend un revenu du travail pour l'entrepreneur ainsi qu'une part équitable des bénéfices permettant de compenser les pertes inévitables et de financer les améliorations et les rénovations de l'entreprise.

L'entrepreneur vertueux ne recherche pas le profit excessif dans des cas particuliers, même si des circonstances favorables pourraient le permettre. Il est pleinement conscient de ses responsabilités économiques nationales : organiser la production de manière à satisfaire les besoins du consommateur au moindre coût, tout en assurant la croissance et la prospérité de l'entreprise et en réduisant sans cesse les coûts de production sans diminuer les salaires.

L'exemple le plus éclairant de cette véritable pensée entrepreneuriale est sans doute celui d'Ernst Abbe[58], cofondateur et directeur de l'usine Zeiss à Iéna. Cet homme a parfaitement compris la mission économique nationale de l'entrepreneur et s'est efforcé de la réaliser au mieux de ses capacités.

Mais à cet égard, nous n'avons, en général, aucune raison de formuler des critiques particulières à l'égard de nos entrepreneurs d'avant-guerre. Des hommes comme Alfred Krupp[59], Mannesmann[60], Werner Siemens[61], Thyssen[62], Borsig[63], Krauss, Maffei[64], etc. se sont assurés une place de choix, même sur le plan social, dans l'histoire de l'industrie allemande. Aucun d'eux n'était guidé par la seule recherche du profit.

---

[58] Ernst Abbe (1840-1905) était un physicien et entrepreneur engagé par Carl Zeiss, le fondateur de l'Institut d'astronomie d'Iéna. L'entreprise Carl Zeiss AG, qui produisait des instruments et des systèmes optiques, est devenue copropriétaire de la société.

[59] Alfred Krupp (1812-1887) était le fils de Friedrich Krupp (1787-1826), qui avait fondé la Krupp Cast Steel Company en 1811. Sous la direction d'Alfred Krupp, la société est devenue la principale entreprise de fabrication d'armes de l'époque.

[60] Fondée en 1890, la société Mannesmann produisait à l'origine des tubes en acier sans soudure.

[61] Werner Siemens (1816-1892) fut l'inventeur et fondateur de la société Telegraphen-Bauanstalt en 1847. Aujourd'hui Siemens AG est l'une des plus grandes entreprises électrotechnologiques au monde.

[62] August Thyssen (1842-1926) a fondé les usines sidérurgiques Thyssen-Foussol en 1867 et a acquis d'autres sociétés industrielles lourdes qui ont été fusionnées en 1926 dans la Vereinigte Stahlwerke, le plus grand cartel minier et sidérurgique du monde avant la Seconde Guerre mondiale.

[63] Borsig était une entreprise de locomotives fondée par August Borsig (1804-1854) en 1837.

64 Krauss-Maffei est une entreprise de production de machines fondée en 1838.

Machine Translated by Google

Ils restèrent tous simples et modestes envers eux-mêmes, la prospérité de leurs œuvres étant leur seul guide.

En effet, la force productive et infatigable de l'industrie allemande a permis non seulement de subvenir aux besoins d'une population en forte croissance, mais aussi, malgré la hausse des salaires et l'amélioration générale du niveau de vie de toutes les couches de la population, de réduire le coût des produits les plus essentiels grâce à des innovations et des inventions constantes. L'ouvrier allemand ne doit jamais oublier qu'il doit cela aux intellectuels.

Il convient de souligner ici avec la plus grande insistance un autre point : le fondement et la condition préalable de ce formidable essor de l'économie allemande résidaient dans le Reich de Bismarck, dirigé avec force. Ces deux facteurs, l'unité et, par conséquent, la puissance politique du Reich allemand, ainsi que l'ardeur au travail sans précédent des entrepreneurs et des ouvriers allemands, ont permis une amélioration générale du niveau de vie de toute la population, ont permis de nourrir, vêtir et loger l'augmentation considérable de la population allemande et ont permis de réduire l'émigration à un niveau insignifiant.

Les chiffres de l'émigration allemande dans les décennies qui ont suivi 1870 ne comprenaient que le surplus substantiel de l'esprit d'entreprise et de commerce allemand qui s'est répandu dans le monde entier en tant que pionniers de l'industrie et de la performance allemandes.

Dans l'ensemble, l'économie nationale du Reich allemand a répondu aux exigences fondamentales que nous imposons également à une économie nationale saine.

La demande fut largement satisfaite. Néanmoins, même à cette époque, de profondes difficultés semblaient se profiler. des dommages à notre économie qui se sont manifestés de diverses manières.

1. Nos finances publiques s'enfonçaient dans des dettes toujours plus importantes au moment même où le peuple allemand devenait toujours plus riche et plus puissant, où les produits de l'efficacité industrielle et commerciale allemande conquéraient les marchés mondiaux, au moment même où notre économie intérieure enchaînait les succès et où les conditions médicales et de vie s'amélioraient d'année en année.

Il est évident que l'augmentation constante des dettes n'est pas bon signe. Un tel phénomène révèle toujours un problème. En effet, il serait absurde et insensé qu'un État dont les citoyens jouissent d'une richesse croissante ne dispose pas, dans le même temps, de finances publiques saines et florissantes. Cela est d'autant plus surprenant que le Reich allemand et les Länder percevaient des revenus considérables grâce à leurs chemins de fer, leurs services postaux et miniers, ainsi qu'à leurs forêts domaniales, etc., sans compter que, forts de leur souveraineté financière, ils pouvaient prétendre à une importante capacité fiscale de leurs citoyens.

2. Un autre dommage économique profond et enraciné résidait dans l'endettement croissant de nos terres agricoles et de nos propriétés urbaines. Le mouvement de réforme agraire qui s'y est attaqué a, à juste titre, permis de cerner une part importante du problème global, sans toutefois parvenir, malheureusement, à une efficacité totale.

3. Le fait que notre industrie soit soumise à l'inflation par le biais du crédit sous toutes ses formes aurait dû également inquiéter les observateurs avisés. Certes, en période de prospérité croissante, les entreprises commerciales et industrielles prennent à la légère l'acceptation de capitaux étrangers et les obligations d'intérêts qui en découlent, car l'augmentation significative du travail et des revenus leur permet effectivement de supporter ces charges.

Machine Translated by Google

Mais malheur à vous si des crises économiques surviennent ! Alors le recours au crédit à taux d'intérêt révèle toute sa nocivité économique.

La forme de société par actions apparue durant ces années, avec le détachement effectif du capital du travail qui y est lié, c'est-à-dire la séparation des intérêts purement capitalistes liés à la rentabilité de l'argent, de la part des créanciers, de la saine coopération de l'entrepreneur individuel et de l'identification totale de son existence à son entreprise, a également semé les germes de profonds dommages économiques.

4. La montée en puissance des institutions financières, les banques, aurait dû inquiéter l'honorable ami de la nation. De servantes de l'économie, les banques devinrent les maîtresses absolues de l'ensemble de l'économie nationale. Fait remarquable, cette montée en puissance des banques ne s'accompagna nullement d'une prospérité économique concomitante ; au contraire, plus notre économie se dégradait, plus les banques s'enrichissaient.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de cette évolution ; nous y reviendrons abondamment lors de l'analyse de l'économie purement financière et monétaire. L'évocation des quatre causes profondes des graves dommages économiques nationaux causés par le système financier et de crédit revêt une importance capitale, car c'est précisément cet aspect de l'économie qui est devenu l'antithèse d'une véritable économie nationale : une économie unilatérale de pillage au profit des puissances financières.

Celui qui ne se voit pas spontanément comme un corps rongé par les parasites doit être soit très attaché au maintien du statu quo, soit dépendant des bénéficiaires de cette économie d'exploitation. Malheureusement, c'est le cas d'un très grand nombre d'hommes. C'est pourquoi la résistance intérieure à ce système économique moderne de barons voleurs ne se manifeste pas à la hauteur de son potentiel.

Il est particulièrement regrettable que même la science, et surtout celle qui se doit de traiter ces questions avec rigueur, reste, à quelques exceptions près (Othmar Spann65), sous l'emprise de l'économie capitaliste actuelle et s'en trouve dépendante. L'économie nationale contemporaine n'est pas un modèle de recherche de la vérité et du savoir véritable, mais est devenue le porte-parole de la criminalité économique nationale.

Toute grande vérité et toute sagesse peuvent être comprises et contemplées dans leur essence par tout homme simple. Il ne faut pas confondre cela avec le fait qu'il n'est naturellement pas si simple de parvenir à une telle connaissance fondamentale. Certes, la connaissance elle-même, l'intuition, est comme une lumière vive qui brille dans l'âme éternellement assoiffée de savoir. Difficile cependant est le travail ultérieur de compréhension, qui consiste à empiler patiemment brique après brique pour construire, avec le choix le plus rigoureux des matériaux, l'édifice de la pensée tout entier, de sorte que l'œuvre achevée apparaisse à tous comme une évidence.

Dans de tels cas, il n'y a pas de plus bel éloge que celui de recevoir, de temps à autre, de telles pensées de soi-même. C'est ainsi que je reçus, pendant que je travaillais à cet ouvrage (été 1923), un

65 Othmar Spann (1878-1950) était un économiste et sociologue autrichien antisocialiste, influencé par les théories économiques d'Adam Müller (1779-1829), qui s'était opposé à l'économie libérale matérialiste d'Adam Smith. Il fut professeur à l'Université de Vienne de 1919 à 1938, date à laquelle il fut démis de ses fonctions par les nationaux-socialistes. L'Anschluss (annexion) de l'Autriche. Bien que Spann partageât l'orientation nationaliste du NSDAP, ses idées sur un État corporatiste n'étaient pas entièrement partagées par les nationaux-socialistes.

Machine Translated by Google

excellent travail d'un homme aujourd'hui âgé, l'ingénieur autrichien W. Schober66, dans lequel tout le développement désastreux de la situation financière et de crédit autrichienne a été prédit avec une clarté sans précédent il y a déjà 30 ans.

Schober a souligné que seule une rupture totale avec les doctrines économiques nationales fondamentalement fausses pouvait enrayer le développement désastreux de l'économie nationale. Malheureusement, sans le moindre succès.

La principale raison résidait alors dans le fait que les amis de Schober, membres du Parti chrétien-socialiste, après un accord initial enthousiaste, se détournèrent de lui avec des excuses paresseuses : « Le moment n'est pas encore venu », mais en réalité, parce que cela ne convenait pas à la haute finance chrétienne.

La banque a cessé depuis longtemps d'être l'intermédiaire de confiance entre l'épargne et les besoins de l'économie, notamment en matière de fonds de roulement. Aujourd'hui, les grandes banques ont des administrateurs et des délégués au conseil d'administration de toutes les sociétés par actions. Rien ne peut se faire sans leur accord. Et quel intérêt la banque a-t-elle désormais pour l'économie ? Son seul intérêt est de maximiser les profits générés par le capital ; la manière dont elle y parvient lui est totalement indifférente. Elle ne considère pas que sa mission soit de stimuler l'économie par des prêts aux taux les plus bas précisément lorsque l'économie nationale est menacée par les pires crises – ce qui serait pourtant sa mission première – ; les grandes banques préfèrent de loin intervenir à ce moment précis, avec des offres de crédit et des avances de trésorerie, lorsque le secteur manufacturier a le plus besoin d'un financement anticipé pour son activité.

On peut également se poser la question suivante : quel besoin les banques couvrent-elles ? – On dira : le besoin d'argent. Certes. Mais comment et à quelles conditions ? Le boulanger, le cordonnier, le propriétaire d'usine, le commerçant, répondent certes au besoin réel de nourriture, de vêtements, etc., et reçoivent en contrepartie la valeur équivalente, le prix, en argent ou par virement.
Ainsi, le besoin est comblé et le propriétaire de l'usine, etc., dispose à nouveau de fonds de roulement pour les achats, le paiement des salaires et la poursuite de la production. On observe ici un cycle économique bouclé. Le producteur répond au besoin du consommateur, la monnaie remplit son rôle d'intermédiaire dans les échanges et alimente de nouveau l'économie grâce au producteur.

La situation est bien différente dans le secteur du prêt d'argent. Premièrement, une banque n'est soumise à aucune obligation de prêter son bien – l'argent – comme c'est le cas, par exemple, pour tout commerçant. Elle peut donc s'assurer de ne prêter qu'à ceux qui lui sont favorables. De plus, la banque exige, dans la plupart des cas, des garanties largement supérieures à la valeur du prêt, ainsi qu'une attestation de dette par laquelle l'emprunteur s'engage à rembourser la dette avec tous ses biens et revenus futurs. Autrement dit, pour chaque prêt accordé, la banque mobilise des actifs bien plus importants que la somme prêtée ; elle autorise également la délivrance d'une attestation de dette qui met à sa disposition les revenus du travail de l'emprunteur. Mais cela ne suffit pas : pour ce prêt d'argent doublement, voire plusieurs fois, garanti, la banque perçoit une rémunération supplémentaire sous forme d'intérêts qui deviennent exorbitants au fil du temps. Nous avons donc affaire ici à une procédure qui, d'un point de vue économique, n'est absolument pas productive : le remboursement – gage, certificat de créance – est effectué immédiatement et, de surcroît, le débiteur doit s'engager à un autre paiement continu qui, en quelques années, dépasse la valeur de la somme reçue, sans que le gage ne puisse intervenir.

66 Wenzel Schober (1846-1928) était un ingénieur ferroviaire autrichien qui, à l'instar du professeur viennois Josef Schlesinger (1830-1901), a identifié dans ses écrits économiques la dépendance à l'égard de la finance internationale juive comme la principale cause des problèmes économiques de l'Autriche. Parmi ses œuvres majeures figurent *Die Noth und ihre Ursachen*, en trois volumes, Vienne, 1880-1882, et *Die Valuta-Regalierung in Österreich*, 1892.

Machine Translated by Google

L'obtention de la liberté ou le règlement de la dette constituent une aberration économique nationale, une usure pure et simple.

Le véritable sens du crédit, la croyance en la plus grande efficacité économique d'autrui, réside dans le fait que le détenteur d'économies, ne se voyant pas en mesure d'utiliser son argent de manière profitable, se tourne vers une personne de confiance à qui confier cet argent et qui lui garantit de le lui restituer intégralement et sans diminution sur simple demande. Si le prêt renforce la capacité économique du débiteur au point qu'il puisse réaliser des profits considérablement plus importants, on peut considérer comme un acte d'équité ou de gratitude le fait que le débiteur reverse au créancier, outre le remboursement du prêt, une part de ses profits. Cette conception de l'économie monétaire et du crédit privés a dominé tout le Moyen Âge et constituait le cœur de la doctrine de l'intérêt de l'Église. La demande d'intérêts était alors considérée comme de l'usure. Aujourd'hui, l'intérêt jugé usuraire par l'Église est devenu un principe fondamental de notre économie – la conception nationale du crédit est devenue une aberration. Certes, pour l'homme aisé, une telle doctrine est source d'un enrichissement durable et sans effort. Non pas vraiment parce que l'or est – comme il voudrait le paraître – une véritable force qui produit de l'argent à partir d'elle-même, un phénomène surhumain qui, libéré des lois terrestres de la périssabilité, soumet tout à son emprise de manière impérissable et éternelle, mais parce que l'économie financière et internationale moderne considère comme une loi que toute forme de possession financière porte en elle un droit à l'intérêt, en partie inhérent à l'argent, ce renversement monstrueux du rapport entre travail et argent est accepté comme une loi, comme quelque chose d'intouchable, comme quelque chose pour lequel la science qui s'y intéresse doit produire un grand nombre de justifications.

C'est seulement ainsi qu'il a été possible de détourner l'ensemble de l'économie nationale de sa seule et naturelle mission de couvrir les besoins et, par là même, de créer du travail et de la nourriture pour tous, et de l'utiliser à mauvais escient principalement comme instrument d'enrichissement personnel des détenteurs de capitaux bancaires et boursiers.

L'une des tactiques favorites de la lutte politique contre notre mouvement consiste désormais à présenter notre opposition à l' exploitation capitaliste exacerbée de notre économie nationale et notre combat pour une économie nationale répondant aux exigences de la justice sociale comme une opposition entre propriété et autres formes de possession, et à qualifier de communiste notre revendication « L'intérêt public avant l'intérêt personnel ». À cela, nous devons constamment nous référer à l'article 8 du programme national et économique (Le Programme, p. 35).

Le national-socialisme reconnaît fondamentalement la propriété privée et la place sous son contrôle. protection gouvernementale".

Il appartiendra toutefois à la législation de fixer les limites en ce qui concerne l'accumulation excessive de richesses entre les mains de quelques individus au détriment de la collectivité.

Du point de vue positif et pour l'économie elle-même, il se pose, comme une exigence pour l'ensemble de l'économie et ses tâches dans l'esprit du national-socialisme, la revendication n° 10 du « Programme national et économique » : Tous les Allemands forment une communauté de travail pour la promotion du bien-être et de la culture communs du peuple allemand.

De là découle l'exigence morale selon laquelle chaque Allemand doit travailler intellectuellement et physiquement selon ses forces, mais que ce travail doit être intégré à l'ensemble.

Je tiens à souligner qu'il s'agit d'une exigence morale. Il ne s'agit donc pas de l'établissement d'un L'obligation de travailler a été introduite en Russie soviétique. C'est tout à fait différent.

Machine Translated by Google

introduction par nous d'une année de travail obligatoire pour chaque Allemand avant l'acquisition de la pleine citoyenneté.

Il est tout à fait différent, car notre objectif principal vise précisément à assurer une vieillesse sereine à tous les camarades nationaux qui ont travaillé avec ardeur durant leur jeunesse et leur vie adulte.
C'est précisément dans le cas d'une économie nationale qui n'est pas constamment soumise au fardeau des intérêts et des taxes sur les capitaux prêtés qu'il sera, et doit et peut être facilement réalisé qu'elle distribue d'importants excédents de manière à garantir à tous les citoyens une pension de vieillesse convenable et adéquate – semblable à la pension de retraite des fonctionnaires – à un certain âge ou en cas d'incapacité de travail survenue prématurément.

J'évoque ici cette revendication socio-politique car l'accomplissement de cette tâche incombe à l'ensemble de l'économie nationale, car elle permet non seulement de dire constamment au travailleur, au sens le plus large du terme : « Vous devez travailler ! », mais aussi parce que, derrière cette obligation de travail, elle instaure quelque chose de réconfortant et de conciliant : la perspective d'une vieillesse assurée pour tous ceux qui ont fait leur devoir toute leur vie.

Dans le cadre de la reconnaissance fondamentale de la propriété privée comme fondement de notre économie, il est tout à fait naturel que chaque Allemand soit protégé dans sa liberté de gagner sa vie et de disposer librement du fruit de son travail et de son patrimoine (article 11 du « Programme national et économique »). Seule la loi peut limiter ce droit fondamental, selon le principe que seul un travail non contraire aux intérêts de la collectivité est considéré comme tel. Le commerce à grande échelle et le spéculation engendrent certes beaucoup de travail ; de même, un cambrioleur transpirera souvent davantage dans son « travail » qu'un maçon construisant une maison, mais ce « travail » vise uniquement l'enrichissement personnel unilatéral au détriment d'autrui. Un tel « travail » est donc généralement nuisible et doit par conséquent être puni avec la plus grande sévérité.

Une telle définition explicite n'est nullement superflue car, comme le montre trop souvent, et à un degré effrayant, le nombre d'activités qualifiées de travail honnête dans la pratique juridique. Il existe également toute une série d'activités qui se situent à la limite, et pour lesquelles il est difficile d'affirmer qu'elles s'accordent encore avec l'ensemble.

En tout état de cause, il est indispensable de créer des outils juridiques permettant de réprimer toutes les activités ou entreprises qui portent atteinte à la santé publique, que ce soit physiquement ou intellectuellement. Il en va de même pour l'exploitation de la détresse de la population par le biais du profit illicite et de l'usure.

Pour ces vermines hostiles à la nation, nous exigeons la peine de mort.
Les sanctions, voire l'emprisonnement, sont inefficaces contre des individus aussi sans scrupules.

En résumé, la politique économique du national-socialisme vise à supprimer une concentration fondamentalement erronée de l'économie sur la rentabilité et, de ce fait, à redonner ses lettres de noblesse à la seule tâche juste et raisonnable de l'économie nationale : la satisfaction de la demande.

Cela n'exclut en aucun cas les revenus et les profits des commerçants, des propriétaires d'usines et des hommes d'affaires honnêtes ; au contraire, il ne faut en aucun cas créer de difficultés pour la recherche légitime de gains, pour autant que cette recherche reste dans le cadre de l'intérêt public.

Il s'agit donc d'une action purificatrice, puis du maintien d'une économie allemande irréprochable tant dans ses formes que dans ses performances. C'est ce qu'exige le point n° 12 du « Programme national et économique » : préserver la saine combinaison de grandes, moyennes et petites entreprises dans tous les secteurs de l'activité économique, y compris l'agriculture.

Machine Translated by Google

Elle expose également la position fondamentale du national-socialisme par rapport aux différents ordres sociaux.

Le national-socialisme soutiendra et promouvra les agriculteurs par tous les moyens, car ils constituent le fondement d'une nation puissante et assurent le bien-être de la population.

Si le point 17 du Programme contient une clause prévoyant une expropriation gratuite dans des circonstances exceptionnelles, il s'agissait uniquement, comme l'a proclamé Adolf Hitler le 13 avril 1928, de « créer des possibilités légales de confisquer, si nécessaire, les terres acquises illégalement ou non administrées dans l'intérêt du peuple. Cette mesure vise donc principalement les sociétés juives de spéculation foncière ». Cette clause était par conséquent conçue uniquement pour la protection de la population autochtone.

Le national-socialisme attache une importance toute particulière à la prospérité et à l'indépendance d'une classe moyenne commerçante et marchande saine.

Et même dans les formes de production de ce qu'on appelle l'industrie lourde, il n'y a, du point de vue du national-socialisme, rien d'essentiel à contester. C'est précisément cette grande industrie qui a tout rationalisé de manière exemplaire, c'est-à-dire qu'elle n'a reculé devant aucun sacrifice pour parvenir à des méthodes de production plus efficaces et plus simples. La surcharge actuelle des entreprises –
La volonté de communiser – avec un nombre excessif de personnes réellement superflues (nous pensons ici principalement à la nécessité de conserver ses propres agents des impôts et des assurances, etc.) – va naturellement à l'encontre des efforts de nationalisation de l'industrie.

Au terme de ces tâches politico-économiques du national-socialisme se dresse une autre performance organisationnelle colossale : « L'instauration d'une année de service civique pour chaque Allemand ».

Même ici, c'est un principe profondément moral qui impose cette exigence : le devoir.

Celui qui souhaite exercer ses droits de citoyen doit également avoir servi l'État, il doit également avoir prouvé son sens du devoir et sa loyauté envers son État par ses actes et ce, sans rémunération, c'est-à-dire sans possibilité d'enrichissement, exactement comme le soldat sert sa patrie.

L'idée du service de travail obligatoire nous laisse entrevoir une idée pleinement complémentaire à celle du service militaire universel.

Même si nous souhaiterions pouvoir réduire sensiblement la durée de la formation nécessaire pour former des soldats efficaces par rapport à l'ancienne période de service de deux ou trois ans, nous estimons tout aussi nécessaire et souhaitable que chaque jeune Allemand soit familiarisé avec une ou plusieurs activités commerciales dans lesquelles il peut servir l'État.

Le sens du devoir et la qualité du travail ont tellement souffert sous le joug de la machine et sous la doctrine encore plus dévastatrice de l'hostilité de classe des ouvriers envers les entrepreneurs qu'une formation dans ce domaine, sous la stricte direction de l'État et selon des principes uniformes, apparaît absolument indispensable. C'est précisément ce que feront les entrepreneurs, de bonne foi, qui accueilleront favorablement une telle institution et ne la percevront en aucun cas comme une concurrence. Une telle armée de travailleurs ne saurait d'ailleurs constituer une concurrence car, l'expérience montre que toute activité économique productive de l'État est inévitablement alourdie par son appareil administratif, l'emploi et la formation d'une main-d'œuvre jeune et inexpérimentée absorbant une part trop importante de son efficacité.

Par ailleurs, l'objectif de cette année de service civique sera de mieux familiariser les jeunes des entreprises publiques modèles avec tous les progrès technologiques. Ils devraient, si

Machine Translated by Google

Si possible, couvrir les besoins réels de la main-d'œuvre et des camarades nationaux servant dans l'armée.

Ainsi, la question d'une concurrence étatique avec le reste de l'économie nationale ne se pose pas ; l'État pourrait tout au plus intervenir dans certains domaines en tant que régulateur des prix, avec des prix de marché qui laissent aux commerçants et aux entrepreneurs libres une large marge de manœuvre pour réaliser un profit raisonnable.

Il n'appartient pas à ce manifeste d'entrer davantage dans les détails. Il convient néanmoins d'en esquisser et d'en éclairer brièvement les enjeux, car nous savons qu'une solution adéquate à cette question sera extrêmement bénéfique au redressement de notre moral économique, sans même parler du bénéfice que l'ensemble de l'économie tirera de la résurgence de l'idée de devoir envers le travail en tant que devoir moral envers la nation.

En ce qui concerne la position du citoyen-État vis-à-vis de l'économie nationale
Bismarck a déclaré un jour :

«Nous ne vivons pas pour être heureux, mais pour faire notre devoir.»

Ce principe moral est également à la base de notre position vis-à-vis de l'État et de la économie.

Machine Translated by Google

Réforme financière nationale – Monnaie et crédit dans le État national-socialiste

« La règle de l'intérêt. »

La revendication de l'abolition de l'esclavage par les intérêts constitue une avancée majeure dans un programme politique. Ce seul fait suffirait à susciter une opposition des plus véhéments au national-socialisme, même au sein des milieux les plus larges.

La grande majorité des opposants sont ceux qui ont tout perdu à cause de l'économie capitaliste actuelle et qui, élevés dans cet esprit, craignent encore de perdre des privilèges déjà perdus. Cette opposition est en effet dépourvue de dynamique, car c'est précisément l'absence de toute dynamique interne qui caractérise le cercle prisonnier de l'idéal de la retraite capitaliste.

Un autre groupe est celui des personnes qui dépendent des prêts ou qui, du moins, le croient.
Ce groupe ne craint pas vraiment la suppression de l'obligation de payer des intérêts, mais plutôt de ne plus recevoir de fonds de roulement à moins que tout ne reste inchangé.

Un autre groupe est celui des merveilleux économistes nationaux pour qui l'opposition au problème
L'affranchissement des intérêts constitue l'alpha et l'oméga de leur sagesse économique nationale.

Un autre groupe est celui des personnes malveillantes qui, certes, n'ont pas une meilleure opinion, mais qui, pour des raisons tactiques personnelles ou partisanes, combattent cette revendication fondamentale du national-socialisme par de fausses affirmations et des déformations de la réalité.

Que les cercles de la finance internationale qui appliquent la règle de l'intérêt sont, précisément, sur
La raison de cette demande, formulée par nos ennemis les plus irréconciliables et les plus acharnés, est évidente.

Hormis l'opposition malveillante et celle qui a des intérêts professionnels, les principales raisons d'une attitude hostile et méfiante sont l'ignorance, la paresse intellectuelle et la stupidité.

Nous avons affaire ici à des adversaires redoutables, des adversaires face auxquels tout système que l'on tente d'imposer échoue, qui se retirent comme des méduses sous la pression d'explications convaincantes, mais qui, dès que la pression se relâche, retournent aussitôt à leurs anciennes façons de penser.

Que signifie donc l'expression « esclavage des intérêts » ? Il s'agit de la dette, assortie d'intérêts, contractée par l'État et le peuple auprès des puissances financières supranationales. C'est donc une nouvelle forme d'esclavage, l'asservissement à la domination de la finance. Cet esclavage est plus effroyable et cruel que n'importe quelle forme de pouvoir exercée par des princes absolus, car il s'exerce de manière impersonnelle, dénuée de toute humanité, obsédée uniquement par un instinct insatiable d'expansion et de croissance, par une soif de pouvoir sans bornes.

L'expression consacrée pour expliquer l'existence de cette règle est : « L'argent fait tourner le monde ».
Ici, la monnaie n'est qu'un symbole de domination sur le pouvoir financier. La monnaie elle-même, sous forme de métal ou de papier, n'est ni bonne ni mauvaise en soi et n'exerce aucune forme de pouvoir. La monnaie, en tant que moyen d'échange, est indispensable aux échanges de biens et de services. C'est pourquoi toute tentative d'appréhender le pouvoir des puissances financières sous le seul angle de la monnaie est, d'emblée, erronée et vouée à l'échec, car il ne s'agit pas ici d'une question de système monétaire au sens strict, mais bien de rapports de force.

L'argent, en tant qu'instrument de pouvoir, n'est en soi, comme mentionné précédemment, ni bon ni mauvais ; tout dépend de l'usage qu'on en fait. Le fait qu'il puisse aussi être utilisé à des fins meurtrières, c'est-à-dire mal utilisé, ne signifie pas pour autant qu'il soit bon ou mauvais en soi.

Machine Translated by Google

Il est impossible de neutraliser de quelque manière que ce soit ses innombrables et indispensables usages. Même utilisée à bon escient, la monnaie a un effet bénéfique sur l'économie nationale. On l'a d'ailleurs qualifiée, à juste titre, de sang au sein de l'économie nationale. Tant que la monnaie reste fidèle à sa fonction de moyen d'échange, tant que l'argent reçu ou gagné est réinjecté dans l'économie, elle ne peut exercer aucune influence néfaste sur celle-ci.

Un facteur entre alors en jeu : le désir d'épargner. Ce désir est parfaitement justifié ; il est même souhaitable que l'épargne retrouve ses lettres de noblesse, si tant est qu'elle soit possible dans le contexte actuel. La dévaluation persistante et menaçante de la monnaie allemande, conséquence d'une politique financière publique irresponsable, rend l'épargne absurde, car en quelques jours ou semaines, sa valeur peut chuter à une fraction de ce qu'elle était. Par conséquent, pour que la monnaie puisse remplir son rôle d'épargne, elle doit avoir une valeur stable.

Puisque la monnaie allemande, pour des raisons que nous devrons encore examiner, n'a pas de valeur stable actuellement et ne pourra jamais l'être, l'épargnant allemand recherche, en période d'instabilité, des monnaies à valeur stable. Parmi ces monnaies stables figurent les monnaies dites nobles, comme le dollar, le franc suisse et le florin néerlandais, les monnaies des pays scandinaves, etc., ainsi que les monnaies métalliques issues de métaux précieux.

Or, la fonction économique nationale de la monnaie en tant que capital d'exploitation de l'économie s'oppose à ce désir d'accumulation d'une monnaie stable. Pour saisir toute la profondeur de cette question, il faut admettre que la monnaie, par essence, n'est et ne doit être qu'un « témoignage d'un travail accompli ». L'explication courante : « La monnaie est un moyen d'échange » n'est pas fausse, mais elle n'apporte pas un éclairage complet. La fonction première de la monnaie, et même sa fonction la plus importante, est de faciliter l'échange de biens. Mais cette fonction est également remplie par d'autres choses, comme les sachets de thé des Chinois, les coquillages des Noirs, etc. L' essence même de la monnaie émise par l'État aujourd'hui, ainsi que de ses substituts, est qu'ils sont des témoins – on pourrait aussi dire des justificatifs – d'un travail accompli par d'autres. Par « travail accompli », il faut entendre au sens large tout produit économique, y compris les matières premières, car même celles-ci n'ont de valeur commerciale que si elles sont extraites et commercialisées. Afin de faciliter ces échanges de biens, et même de les rendre possibles au sein d'une économie complexe, il a fallu inventer un moyen d'échange permettant directement au producteur d'un seul bien de satisfaire ses multiples besoins grâce à ce moyen, qui jouissait d'une validité générale. Un cordonnier fabrique des chaussures et des bottes année après année, mais il a besoin de son pain quotidien, de viande, de lait, d'œufs, de vêtements, etc. Le boulanger, chez qui le cordonnier achète son pain, peut certes avoir besoin d'une ou deux paires de bottes par an, mais il ne peut pas être payé toute l'année pour tout le pain que chacun consomme avec seulement des bottes. Il doit aussi payer son meunier et son fournisseur de bois pour la farine et le combustible, mais ces derniers ne peuvent pas non plus utiliser de nouvelles bottes puisqu'ils s'approvisionnent déjà chez un autre cordonnier.

Mais le boulanger ne peut naturellement pas payer le meunier pour sa farine avec ses propres produits ; il doit faire du pain pour la communauté. Autrement dit, une économie d'échange pur est tout à fait impossible dans une économie nationale développée avec une division du travail poussée. Un intermédiaire d'échange Elle est donc indispensable. Dans sa forme la plus générale, cet intermédiaire de change doit être un registre universellement reconnu, protégé par l'État, des productions de l'économie nationale ; il doit également être possible d'effectuer des achats avec ces registres et chacun doit être tenu de fournir ses produits commerciaux contre cette monnaie d'échange.

Machine Translated by Google

Il est également erroné, par exemple, d'affirmer que l'argent est la trace d'un travail accompli. Certes, on accepte cet argent comme un travail accompli, non pas parce qu'un cycle économique est déjà bouclé, mais parce qu'il constitue la trace de nombreuses activités de travail réalisées – traces grâce auxquelles chacun peut satisfaire ses besoins essentiels et autres. Ce n'est que lorsque ce besoin est comblé et que l'argent est réinjecté dans l'économie que le cycle monétaire fondamental est achevé. Mais si l'argent reste thésaurisé ou épargné, alors seul un échange à moitié réalisé, seul un cycle à moitié accompli, est mené à bien. L'argent n'a pas encore atteint sa finalité ; au contraire, il a été soustrait à la finalité pour laquelle il a été inventé et pour laquelle il existe. Il faut affirmer fondamentalement que cette interruption de la mission économique nationale de la monnaie est, pour des raisons économiques et politiques nationales, inadmissible. Il est évidemment inconcevable que chaque somme d'argent reçue doive être immédiatement redistribuée, que le marché financier soit approvisionné en monnaie si abondamment que chaque particulier puisse prendre ses dispositions économiques de manière à conserver les sommes nécessaires pour couvrir ses besoins mensuels ou pour des services annuels importants ; mais il faut déclarer totalement inadmissible, sur le plan économique national, que la monnaie distribuée par l'État pour le bien-être de la collectivité soit retirée de la circulation publique sous forme d'argent thésaurisé.

Au système financier correspond donc également le devoir de dépenser, c'est-à-dire le devoir de remettre en circulation l'argent acquis.

Il convient également de préciser ici, de manière très nette, que l'épargne n'est en aucun cas rendue impossible. L'épargne, bien comprise, n'est nullement l'accumulation avide et mesquine d'argent, mais – si l'on souhaite employer l'association courante entre l'idée d'épargne et l'aide aux enfants – , Il s'agit de la création et de l'acquisition de biens, de l'achat ou de la construction d'une petite maison, de l'achat d'objets de valeur, de collections, de livres, de tableaux, d'articles ménagers, de l'expansion et de l'amélioration de l'établissement commercial, de l'augmentation des stocks, etc., et cela constitue une bien meilleure « épargne » que l'accumulation d'or.

C’est précisément sur cette question que nous, Allemands, avons dû recevoir une véritable leçon de philosophie du monde. Cette « épargne » juste, que nous venons de décrire, a porté ses fruits, tandis que la fausse conception, centrée sur l’argent, a été cruellement punie.

Ce sentiment infaillible du peuple, même en ces matières, se reflète avec justesse dans les sagas et les contes. L'argent thésaurisé se transforme en une masse sans valeur, disparaît ou engendre un malheur sans fin. En revanche, toujours et partout, celui qui, par son labeur, a « accompli quelque chose » – et par ce raisonnement sain on entend toujours une économie privée florissante, qu'elle soit marchande, commerciale ou industrielle –

Elle a acquis respect et estime. Un tel développement de la richesse est irréprochable ; il ne s’oppose pas à l’esprit de l’argent et, en tant que composante florissante de l’économie dans son ensemble, il est socialement bénéfique au sens le plus noble du terme.

Après ces brèves mais nécessaires, car essentielles, observations sur le système financier, revenons au point de départ de notre question : « Que signifie l’esclavage des intérêts ? »

Si, du fait de la rétention d'argent entre les mains de personnes inconscientes du rôle économique national de la monnaie, ou plus encore entre celles de ceux qui souhaitent utiliser l'argent collecté comme instrument de pouvoir, une impasse se crée, la monnaie en circulation se raréfie, une pénurie monétaire apparaît. Or, ceux qui possèdent de l'argent ne le remettent pas, de manière saine pour l'économie nationale, en circulation, car ils ont, pour leur part, satisfait leurs besoins courants et fait construire ou acheter des maisons.

Machine Translated by Google

Les produits commerciaux ou industriels ne sont donc pas soustraits à l'entrepreneur ou au propriétaire d'usine, qui a absolument besoin de fonds de roulement pour le maintien de son entreprise, mais ils lui restituent l'argent qu'ils retiennent illégitimement, au sens économique national, moyennant un péage spécial : les intérêts. Il s'agit d'une compression économique nationale .
commence.

Le rapport entre la production de biens – le producteur – du travailleur économique national et la monnaie se trouve brutalement bouleversé. La monnaie, qui, par essence et par invention, était au service de l'économie, s'émancipe soudainement et exerce une pression sur la production de biens. La loi financière s'instaure. Certes, le secteur privé se réjouit de pouvoir maintenir ses activités, car il se sent tenu de servir la production économique nationale. Le thésauriseur tire de ce sentiment de devoir économique national du travailleur économique national un double avantage : d'une part, il obtient un certificat de dette – donc un titre légal – en vertu duquel le débiteur est tenu, avec l'intégralité de son patrimoine, au remboursement intégral des sommes prêtées, d'autres biens précis étant souvent mis en gage ; d'autre part, le débiteur doit s'engager en outre à un paiement supplémentaire continu : les intérêts.

Le crédit garanti n'est donc pas accordé pour des raisons qui correspondraient au sens littéral du mot « crédit », c'est-à-dire à la confiance dans une plus grande efficacité économique et une meilleure capacité de performance, mais uniquement dans le but d'exploiter le besoin de l'entrepreneur de s'assurer sans effort une partie de ses revenus. Le crédit n'est pas non plus accordé pour stimuler la production, mais uniquement pour rendre la possession d'argent « rentable ». L'usage que les entreprises font du crédit est, en principe, totalement indifférent au créancier ; s'il y a un intérêt, c'est uniquement pour s'assurer de la sécurité de son argent et, surtout, de sa rentabilité effective.

De manière générale, le système de crédit, tel que l'ont conçu les banques, est aujourd'hui structuré de telle sorte que le capitaliste, détenteur d'argent et de crédit, est totalement détaché du travail. Il n'entretient aucune relation personnelle avec les différentes branches de production où il « fait fructifier son argent », selon l'expression trompeuse courante. Que sait l'actionnaire de « Girmes », « Pöge », « Weser », « Riebeck Montan », « Otavi », « Salitrera », « Steaua Romana »⁶⁷ ? Que sait-il de ce qui est fabriqué dans ces usines ? Cela ne l'intéresse pas ; son seul intérêt réside dans la hausse ou la baisse du cours des actions et dans le montant des dividendes que son capital rapporte. Il lui est également totalement indifférent de savoir si les sociétés par actions ou les autres formes d'activité capitaliste (société anonyme, société à responsabilité limitée, syndicat, etc.) servent la production en général. L'essentiel, le seul critère déterminant, c'est la « rentabilité ». La popularité phénoménale des actions bancaires en est la preuve. Les grandes banques, comme tous les établissements de crédit, n'effectuent généralement aucun travail productif au sens de la production de biens. Dans le système des grandes banques, l'idée d'intérêt – c'est-à-dire la possibilité de transférer une part gigantesque des revenus du travail productif entre les mains du simple détenteur de fonds, et ce, sans le moindre effort – fait l'objet de véritables orgies. Aujourd'hui, il n'existe pratiquement plus d'entreprise qui ne dépende pas, d'une manière ou d'une autre, de la banque, qui ne fonctionne pas selon un modèle purement capitaliste fondé sur l'intérêt. L'ensemble du travail économique national dépend des banques et des capitaux boursiers, et est soumis à leurs intérêts.

67 Girmes est une entreprise textile fondée par Johannes Girmes (1854-1912) ; Weser était une entreprise de construction navale, Riebeck-Montan était une entreprise minière, Otavi était une entreprise minière et ferroviaire, Salitrera était une entreprise chilienne de salpêtre, Steaua Romana est une entreprise roumaine de raffinage de pétrole.

Machine Translated by Google

Les maîtres des banques – la haute finance – sont de ce fait aussi les maîtres de la production. C'est d'eux qu'il dépend de l'arrêt de la production ou de l'inondation du marché par une quantité énorme de déchets. Pour le secteur privé organisé, la satisfaction de la demande est un détail sans importance.

Dans le cas de cette forme économique capitaliste d'intérêt qu'est le système de crédit moderne, nous sommes donc confrontés à l' immoralité économique nationale la plus complète, à une perversion totale du sens du système financier et de crédit, qui passe d'un serviteur de l'économie à un maître absolu de celle-ci.

Le travail créatif et productif est devenu l'esclave, et l'esprit d'usure juif, sournois, rapace et perpétuellement mobile, règne sur le monde. Une extorsion rendue possible uniquement par la création d'un état d'urgence artificiel, obtenu par une rétention d'argent nationale économiquement illégitime. Et cela est aujourd'hui considéré comme juste, comme un droit que personne n'ose remettre en cause, car cela le mettrait en conflit avec le pouvoir mondial des grands capitaux d'emprunt.

L'asservissement à l'intérêt a atteint son apogée !

Elle s'est perfectionnée du fait que les arts séducteurs de l'esprit mobile ont réussi à lier même l'État, le protecteur désigné du système financier, à l'esclavage des intérêts, de sorte que lui aussi, les mains liées, reconnaît le capital international comme son maître et s'est laissé détourner de sa véritable tâche de protecteur de l'économie nationale pour se retrouver dans le rôle d'huissier, de collecteur d'intérêts pour les gros capitaux d'emprunt.

Machine Translated by Google

L'économie financière nationale

Notre tâche particulière consiste désormais à retracer cette évolution de l' économie financière nationale.

Même dans ce cas, la bonne approche consiste à partir d'un constat des faits tels qu'ils se présentent aujourd'hui.

Le phénomène le plus marquant de la vie nationale des nations du cercle culturel occidental est l' endettement colossal de tous les États. Qu'ils soient victorieux ou vaincus, tous supportent un fardeau de dette gigantesque dans leurs économies nationales, durement touchées par la guerre.

L'ouvrage statistique le plus important de l'Empire britannique est le Statesman Yearbook ; cet annuaire national officiel donne à chaque État un aperçu précis de l'état de sa dette publique, etc.

D'après ce document, la dette de l'Angleterre – c'est-à-dire de la classe ouvrière anglaise – envers le capital international s'élevait, au 31 mars 1930, à 7 596 000 000 de livres sterling, avec des intérêts annuels d'environ 350 millions de livres sterling. Il est pertinent de convertir cette somme en marks allemands, car cela permet de mieux appréhender le caractère international, et de portée considérable, de cette question d'intérêts.

La France doit à ses créanciers, nationaux et étrangers, environ 279 milliards de francs or.

Les États-Unis d'Amérique du Nord, le pays béni du dollar, sont porteurs d'une dette publique un fardeau d'environ 16 milliards de dollars.

Au Canada, en Australie, en Inde, en Italie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, partout on retrouve le même tableau désolant d'une dette abyssale des États et, par conséquent, des peuples envers le capital international. Partout, la vie nationale s'articule autour d'une seule question : comment payer les intérêts de nos emprunts, c'est-à-dire de nos dettes envers la finance internationale, envers les grands créanciers ?

Les ministères des Finances de tous les États s'emploient sans relâche à exploiter de nouvelles sources de revenus fiscaux, les parlements débattent pendant des mois des nouveaux projets de loi sur les impôts, mais toute résistance est vaine. Face à la puissance du capital usuraire international et à ses prétentions « légales » sur les intérêts, les parlements et les gouvernements cèdent sans cesse et accablent leurs populations d'une pression fiscale sans précédent, au lieu d'oser mettre un terme à cette immense fraude internationale par un « non » catégorique.

L'injustice devint la loi, le seigneur un esclave.

Nous constatons chaque jour, voire chaque heure, la situation dans notre pauvre patrie.

Après avoir forgé l'unité nationale par la force et le sang, le jeune géant allemand du travail s'éleva avec une vigueur et une force impressionnantes. Son labeur inlassable et son esprit créatif engendrèrent sans cesse de nouvelles inventions. L'esprit d'entreprise et l'audace allemands conquirent les marchés du monde. Avec une inquiétude mêlée de stupéfaction, les capitaux d'emprunt franco-anglais des Rothschild et autres magnats de la banque, ainsi que les fonds fiduciaires des financiers américains, tels que les Kahn, Loeb et Speyer, virent leur rentabilité gravement menacée. La valeur du mark allemand, symbole de la qualité et du faible coût des produits allemands, ne cessa de croître. On pouvait se demander quand le mark atteindrait la valeur du dollar, quand le commerce mondial anglais serait surpassé par l'Allemagne. On constatait comment, partout dans le monde, les infrastructures de transport, les établissements d'enseignement, les services d'assainissement, les administrations urbaines et les méthodes militaires allemandes servaient de modèle. On voyait comment, partout dans le monde, les ingénieurs allemands, pionniers de la puissance de travail allemande, construisaient des chemins de fer, des ponts et des routes. Mais tout cela signifiait que la rentabilité du capital prêté

Machine Translated by Google

Partout dans le monde, la finance internationale était menacée. Celle-ci décida alors, avec l'aide de la franc-maçonnerie internationale, d'encercler l'Allemagne et, par tous les moyens du mensonge et de la calomnie, de la présenter comme l'ennemie du monde. Édouard VII n'était qu'un pion dans cette partie d'échecs. Les passions nationalistes furent attisées contre l'Allemagne, tant en Angleterre qu'en France. Il n'est pas nécessaire ici de retracer le contexte politique de la Première Guerre mondiale, mais il est en tout cas certain que le camp allemand, malgré sa puissance militaire, était voué à l'échec, car on ne peut généralement parler de riposte politique face aux intrigues des puissances de l'Entente (cf. Rosenberg, International Freemasonry, p. 68).

Même le seul groupe qui conservait en Allemagne un instinct de politique étrangère, l'All Germanicus⁶⁹, ignorait que cette lutte acharnée entre les nations armées ne visait pas la victoire politique, mais l'asservissement financier des travailleurs allemands à l'emprise du capital international. La domination militaire de l'Allemagne était certes l'objectif principal de la France, la destruction de la marine allemande celui de l'Angleterre, mais par-dessus ces deux ambitions impérialistes, françaises et anglaises, planait toujours la quête de la domination mondiale du capital international.

Tandis que les nations s'entredéchiraient dans une lutte acharnée et que le sang des meilleurs coulait à flots sur les champs de bataille, le judaïsme du monde entier se mettait en marche. Pour toute la Judaïsme, l'heure de la moisson était venue.

La haute finance finança la guerre mondiale ; dans tous les pays du monde, des scribes juifs, siégeant dans les rédactions de la presse internationale, mentaient et incitaient les nations à des conflits toujours plus intenses. C'est ainsi que 26 États furent entraînés dans la guerre contre les Puissances centrales. De l'Est, un flot de Juifs orientaux déferla sur les territoires allemands ; ils s'y implantèrent, marchandèrent, accaparèrent et s'enrichirent, occupant les appartements des villes et acquérant tout ce qu'ils pouvaient. Dans les entreprises militaro-industrielles, ce pillage et cette mauvaise gestion de la main-d'œuvre allemande étaient assurés par des Juifs, qui s'imposèrent à tous les postes de l'État et de l'économie. La démoralisation interne était également menée consciemment par des Juifs, les Haase, Dittmann, Cohn, Luxemburg, Barth, puis les Parvus-Helphand, Eisner, Leviens, Gradnauer70 agités et incités, soutenus par des personnes ambitieuses, des imbéciles et des criminels avides de pouvoir contre le peuple allemand.

---

68 Alfred Rosenberg a publié un ouvrage intitulé Das Verbrechen der Freimanrerei (1921), ainsi que Freimaurerische Weltpolitik im Lichte der kritischen Forschung (1929) dans la série Nationsozialistische Bibliothek, vol.9.

69 L'Alldeutscher Verband était une organisation nationaliste allemande fondée en 1891. Pendant la Première Guerre mondiale, l'association a promu les objectifs expansionnistes allemands et, après la guerre, elle a soutenu le général Erich Ludendorff (1865-1937) dans son affirmation selon laquelle l'Allemagne avait été trahie (« poignardée dans le dos ») pendant la guerre par les socialistes et les démocrates.

70 Hugo Haase (1863-1919) était un socialiste juif qui devint président du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), aux côtés de l'Allemand August Bebel, en 1911. Il se déclara pacifiste et organisa un grand rassemblement contre la guerre en juillet 1914. Wilhelm Dittmann (1874-1954) était un membre éminent du SPD, condamné à la prison pour sa participation à la grève des ouvriers de l'armement de Berlin en février 1918. Pendant et après la Révolution de novembre qui suivit la fin de la Première Guerre mondiale, Dittmann joua un rôle parlementaire actif en tant que membre du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD). En 1933, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, Dittmann s'enfuit en Suisse. Oskar Cohn (1869-1934) était un homme politique juif qui travailla avec Karl Liebknecht, le fondateur de la Ligue spartakiste, et était un sioniste convaincu. Il s'enfuit en Suisse.
Rosa Luxemburg (1871-1919), marxiste juive, s'installa à Paris en 1933. Elle fonda avec Liebknecht la Ligue spartakiste, qui devint par la suite le Parti communiste d'Allemagne (KPD). Luxemburg et Liebknecht furent tous deux assassinés par les Freikorps en 1919. Emil Barth (1879-1941) rejoignit l'USPD en 1917 et fut l'un des six membres du Conseil des députés du peuple (Rat der Volksbeauftragten), créé en novembre 1918 après la chute de la monarchie allemande (les autres membres étant Friedrich Ebert, Philipp Scheidemann et Otto Landsberg du SPD, ainsi que Haase et Dittman de l'USPD).
Alexander Parvus (né Israel Helfand) (1867-1924) était un Juif du ghetto de Biélorussie qui a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre de la stratégie marxiste d'une « révolution permanente » grâce à ses divers contacts internationaux avec Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky et le mouvement. Jeunes-Turcs. Max Levien (1885-1937) était un bolchevik juif russe devenu citoyen allemand en 1913 et membre

Machine Translated by Google

C’est ainsi que la nation allemande s’effondra finalement de l’intérieur. L’étoile de Juda se leva rouge sang. La dernière nation à avoir fermement résisté à la finance internationale et à sa sorcellerie s’écroula, déposa les armes et se soumit au joug terrible du décret de Versailles. Saignant de mille blessures, sans chef – non pas vraiment à cause de l’expulsion des princes, car ce sont précisément ceux-ci qui avaient totalement failli à leur rôle de véritables dirigeants –, la nation allemande fut menée par ses parlements et ses gouvernements parlementaires avec la sentence funeste qui peut toujours être appliquée en de telles circonstances, avec cette phrase : « Pour éviter pire », à l’esclavage des intérêts du capital de prêt.

Membre du KPD (Parti communiste d'Allemagne), Levien fonda en avril 1919 la République soviétique de Bavière avec un autre Juif russe, Eugen Levine (1883-1919), également membre du KPD. Cette tentative soviétique fut réprimée par le président Friedrich Ebert, qui fit appel aux Freikorps pour maintenir l'ordre à Munich. Levine fut arrêté et exécuté par les Freikorps en mai 1919, tandis que Levien s'enfuit en Autriche puis en Union soviétique, où il fut lui aussi exécuté en 1937 lors des Grandes Purges staliniennes. Georg Gradnauer (1866-1946), juif et membre du SPD, fut le premier ministre-président de Saxe après l'abolition du royaume de Saxe. Socialiste modéré, il tenta de contenir les radicaux à Leipzig avec l'aide des Freikorps, suivant l'exemple d'Ebert à Munich. Cette politique lui coûta des voix et il fut contraint à la démission en 1920.

Machine Translated by Google

Le dictat de Versailles, Le pacte Dawes et le plan Young

L'objectif de la guerre mondiale avait été atteint : l'Allemagne, nation la plus industrieuse et la plus efficace du monde, éliminée de la compétition sur le marché mondial, militairement vaincue, privée de dirigeant, séduite et empoisonnée par les fausses doctrines marxistes, moralement dissipée et ensevelie sous une montagne de dettes dont elle ne pourra plus jamais se défaire, et qu'elle devra servir à jamais comme esclave des intérêts du capital international.

Selon le plan de paiement londonien, l'Allemagne a dû reconnaître un intérêt.
Elle portait une dette de 132 milliards de marks-or, à laquelle s'ajoutaient également les intérêts.

Ce serait absurde si la situation n'était pas si terriblement grave et si les ennemis ne la persécutaient pas avec une telle férocité, précisément à l'encontre de tous les discours pacifistes du genre « mais ce ne sera pas si terrible » et « la raison triomphera ». Non ! Elle ne triomphera pas ! Et la finance internationale fera tout pour maintenir l'Allemagne dans cet esclavage. Seuls nous pouvons nous en libérer.

La profonde tragédie de la nation allemande réside dans le fait que, malgré son efficacité habituelle dans son domaine de prédilection, elle se trouve aussitôt désemparée lorsqu'elle lève les yeux au-delà des limites du travail quotidien et se trouve confrontée aux grands événements du monde. L'Allemand consciencieux et méticuleux perd alors toute mesure, se muant en visionnaire et en enthousiaste. Le « professeur allemand », qui excelle dans sa spécialité, devient, face aux réalités du monde, la risée des journaux, de l'oubli de son parapluie aux digressions interminables des idéologues ; l'officier allemand, se fiant à l'excellente efficacité de ses troupes, est enclin à sous-estimer les enjeux spirituels et politiques, ainsi que le pouvoir des idées, et par là même à compromettre le succès final ; le fonctionnaire allemand tend à se considérer comme le maître de la population plutôt que comme son serviteur.

Ainsi, nous constatons, à grande et à petite échelle, ce trait désastreux du caractère allemand : les Allemands sont des spécialistes et des rêveurs. Individuellement plus efficaces et industrieux que n'importe quel autre peuple dans tous les domaines spécialisés, capables même de s'enthousiasmer pour une grande idée et de donner leur vie pour elle avec un courage héroïque, ils sont en revanche moins habiles à discerner et à trouver la solution adéquate dans le contexte complexe des enjeux économiques et politiques internationaux.

Ce trait de caractère fondamental qui se reflète dans le champ politique allemand est son manque si souvent déploré de sentiment national et son incompétence politique. L'Allemand moyen manque, dans une certaine mesure, du sens des grandes lignes ; de ce fait, il ne comprend généralement pas que ces chiffres de la dette sont en réalité son destin, que ces chiffres, la reconnaissance de cette dette et la volonté et la tentative de la rembourser en argent et en biens matériels sont la raison fondamentale de la situation désespérée de la nation allemande.
Il ignore cependant beaucoup moins que les bénéficiaires de cette obligation de paiement allemande ne sont pas réellement les autres nations, mais uniquement la finance internationale.

Pour la finance internationale, cependant, le remboursement de l'emprunt importe peu ; seule compte l'obligation permanente de payer les intérêts. C'est pourquoi, et pour cette seule raison, la finance internationale, qui a rédigé les dispositions financières du dictum de Versailles, a fixé dès le départ le montant de base à un niveau si exorbitant qu'un remboursement est inconcevable. Ainsi, même en cas de réduction éventuelle de ce montant (qui ne pourrait s'accompagner que d'une hausse simultanée du taux d'intérêt), l'Allemagne resterait prisonnière de l'endettement par les intérêts.

Machine Translated by Google

L'imposition de cette règle d'intérêt à notre peuple pauvre et laborieux était le but ultime.
Depuis la Seconde Guerre mondiale, c'était l'objectif de la haute finance, et cet objectif a été pleinement atteint.

Les clauses pertinentes du dictum de Versailles sont si effroyables, elles montrent si clairement toute la gravité et la dureté destructrice de cette règle de l'intérêt qui livre tout ce que nous possédons et pour quoi nous travaillons à la main de la finance internationale, que je les cite en extraits ci-dessous :

> Art.231. Les gouvernements alliés et associés déclarent, et l'Allemagne reconnaît (!), que l'Allemagne et ses alliés sont, en tant qu'initiateurs (!), responsables de toutes les pertes et dommages que les Alliés et les gouvernements associés et leurs membres ont subis à la suite de la guerre qui leur a été imposée par l'attaque de l'Allemagne et de ses alliés.

Bien qu'il soit reconnu avec un certain cynisme dans l'article 232 « que les ressources de l'Allemagne ne suffisent pas à assurer la restitution intégrale de toutes ces pertes et dommages », l'obligation est néanmoins exigée « que toutes ces pertes et dommages soient indemnisés ».

> L'article 233 stipule : « L'étendue des dommages sera déterminée par la Commission des réparations.

> L'article 234 stipule : « La Commission des réparations testera périodiquement la capacité de paiement de l'Allemagne… Mais elle ne peut renoncer à aucun montant sans l'approbation des différents gouvernements représentés au sein de la Commission ».

> L'article 234 stipule : « L'Allemagne versera, avant la détermination du montant définitif de la demande d'indemnisation… 20 milliards de marks en or (en or, en marchandises, en navires, en titres ou de toute autre manière) »

> L'Allemagne émettra en outre les obligations indiquées à l'article 12c de l'annexe II.

Et voici maintenant, habilement dissimulée vers la fin de cette annexe II, article 12c, section VIII du traité de Versailles, l'étranglement financier et politique de l'Allemagne. Cet article 12 stipule, dans ses points les plus importants, ce qui suit :

> La Commission dispose de tous les pouvoirs et exerce toute l'autorité qui lui sont garantis par le présent traité.

> La Commission dispose, en règle générale, du pouvoir de contrôle et d'exécution le plus étendu en matière de réparation. Elle doit respecter les conditions et décisions suivantes :

> a) Toute partie du montant total des créances déterminées qui n'est pas payée en or, en navires, en titres ou en marchandises ou d'une autre manière doit être garantie par l'Allemagne dans les conditions déterminées par la Commission par le transfert d'un montant correspondant à des obligations ou à des titres de toute nature afin d'effectuer une reconnaissance de la somme due.

> b) La Commission évaluera périodiquement la capacité de paiement de l'Allemagne et examinera le système fiscal allemand (!), afin que, en premier lieu, toutes les recettes de l'Allemagne, y compris celles affectées au service de la dette et au paiement des intérêts de ses emprunts intérieurs, soient de préférence (!) utilisées pour le paiement des sommes qu'elle doit au titre de la présente ou

Machine Translated by Google

> réparations, et deuxièmement, afin d'obtenir la certitude que le système fiscal allemand est exactement (!) aussi oppressif que celui de toute autre puissance représentée dans la Commission.

Ce paragraphe, diaboliquement axé sur l'oppression durable de l'Allemagne, laisse pratiquement entendre, par la référence à un petit État brigand où des impôts illimités sont décrétés, la possibilité d'imposer purement et simplement les mêmes taxes en Allemagne. Mais il reconnaît aussi, avec une franchise brutale, que les autres nations devraient être maintenues dans le même esclavage de la dette. Et voici maintenant le tristement célèbre paragraphe c.

> c) Afin de faciliter et de mener à bien le rétablissement de la vie économique dans les pays alliés et associés, la Commission recevra, conformément à l'article 232, un premier paiement de l'Allemagne à titre de garantie et de reconnaissance de sa culpabilité. Ce paiement consistera en obligations à leurs porteurs, payables en or, exemptées de tout impôt ou taxe de quelque nature que ce soit, institués ou susceptibles d'être institués par les gouvernements du Reich ou des Länder allemands. Ces obligations seront versées en trois tranches, selon les modalités suivantes : 1. Versement immédiat de 20 milliards de marks-or ; 2. Émission de 40 milliards de marks-or sous forme d'obligations portant intérêt au taux de 5 % majoré de 1 % pour amortissement à compter de 1926 ; 3. Obligation écrite de verser immédiatement 40 milliards de marks-or supplémentaires sous forme d'obligations, assorties d'un intérêt de 5 %.

Cette clause est au cœur de l'ensemble du dictum de Versailles. Nous savons que le traité de Londres L'ultimatum 71 non seulement réduisait le nombre de paiements, mais fixait au contraire le montant total à 132 milliards de marks-or. L'article 16 stipulait ensuite expressément : « À compter du 1er mai 1921, l'État allemand est tenu de payer les intérêts de sa dette. » Le taux d'intérêt était fixé à 5 %.

Vient ensuite l'article 17 qui donne une piste pour chaque violation :

> Art. 17. Si l'Allemagne devait être en retard dans le paiement d'une dette qui lui incombe en vertu de la section précédente du traité, la Commission en informerait immédiatement chaque puissance participante et proposerait simultanément les mesures à prendre à son encontre.

Et voici maintenant l'une des clauses les plus scandaleuses de tout le traité :

> Art. 18. L'Allemagne s'engage à ne pas interpréter comme un traitement hostile les mesures que les Alliés et les puissances associées sont justifiés (et qu'est-ce qui ne le serait pas aux yeux de l'ennemi ?) d'adopter face à un refus délibéré (!) de se conformer aux obligations de l'Allemagne. Ces mesures pourraient consister en des interdictions d'importation, des sanctions économiques et financières et, d'une manière générale (!), en toute mesure (!) que les gouvernements concernés pourraient juger nécessaire en raison des circonstances.

Cette clause ouvre naturellement la porte à toutes les formes de terrorisme, même les plus brutales, et le gouvernement allemand a expressément signé un document stipulant qu'il ne pourrait même pas envisager de telles actions.

---

71 Après que la Commission interalliée des réparations eut, en janvier 1921, fixé le montant que l'Allemagne devait payer à titre de réparations à 269 milliards de marks-or, le Premier ministre britannique David Lloyd-George présenta, le 5 mai 1921, un ultimatum de six jours à l'ambassadeur allemand à Londres, selon lequel, si l'Allemagne ne reconnaissait pas le remboursement de 132 milliards de marks (un calcul quelque peu différent des 269 milliards de janvier) ainsi que les autres diktats du traité de Versailles, les Alliés occuperaient la région de la Ruhr.

Machine Translated by Google

la plus grande oppression, le meurtre d'Allemands, les expulsions les plus brutales, le pillage, la destruction, etc. « comme traitement hostile » !

Ce document écrit, remis par le peuple allemand à un ennemi cruel, vengeur et implacable, est : en outre, envisagé pour toujours, car l'article 23 dit :

> La Commission sera dissoute lorsque l'Allemagne et ses alliés auront payé toutes les sommes dues pour la mise en œuvre du présent traité ou conformément aux décisions de la Commission et lorsque toutes ces sommes ou leurs équivalents auront été distribués aux puissances participantes.

C'est là l'intérêt éternel de l'esclavage en Allemagne.

Peut-être nos amis comme nos adversaires politiques comprendront-ils désormais ce que signifie l'asservissement aux intérêts, peut-être comprendront-ils pourquoi la rupture de cet effroyable esclavage est au cœur de nos revendications. Peut-être comprendront-ils aussi pourquoi, dans le cas présent, il s'agit d'une question internationale de la plus haute importance. Pour l'Allemagne, c'est tout simplement une question de destin , et pour les autres nations, c'est la question la plus décisive pour le redressement.

Comparées à cette question internationale, toutes les autres s'effacent, car sans la fin de l'esclavage des intérêts, l'émergence de nations productives est généralement impossible. Si cet esclavage des intérêts, désormais instauré, perdure, Mammon accédera au trône. Dieu est mort, les âmes des nations périssent, et le monde est plongé dans un chaos humain, esclave des intérêts de la finance internationale. L'argent règne sur le monde.

Les dispositions du dictum de Versailles, points essentiels, furent remplacées en 1924 par le pacte Dawes. Désormais, face aux craintes d'inflation, le pillage de l'Allemagne devait se poursuivre « sur des bases plus solides ». La haute finance permit l'émission de toutes sortes de garanties, parmi lesquelles la dénationalisation de la Reichsbank et des chemins de fer du Reich fut la plus significative et la plus radicale. Malgré toutes les prophéties optimistes, l'économie allemande continua de s'effondrer et l'impossibilité des paiements prévus par le pacte Dawes fut finalement perçue, même par les plus acharnés aveuglés par leur application. Le plan Young remplaça le pacte Dawes. Il était censé apporter des « améliorations ». Aujourd'hui, c'est la fin.

viens.

Le volume 7 de la Bibliothèque nationale-socialiste (prix : 1,80 marks), consacré aux horreurs du pacte Dawes, fournit les informations les plus précises. Il contient une réimpression du texte original accompagnée d'un commentaire critique approfondi. Le volume 13 de la présente série traite des points principaux du plan Young.

Machine Translated by Google

L'économie du crédit

« Si l'État a besoin d'argent, il doit l'emprunter à ceux de ses citoyens qui en possèdent plus qu'ils ne peuvent en dépenser. Il doit naturellement payer des intérêts pour le remboursement de cet argent, sinon il ne le récupérera pas ; il a déjà bien assez de difficultés à honorer ses emprunts. »

Cette formulation a été utilisée par l'ancien ministre socialiste, le Dr David72, lors d'une discussion à Berlin. Je l'ai volontairement reproduite car elle illustre parfaitement la pensée capitaliste de notre époque ; le fait qu'il fût marxiste confère à l'ensemble une dimension particulière.

Je sais maintenant, grâce à des centaines de discussions et de conférences, que la formulation ci-dessus est tellement issue du monde actuel des idées capitalistes d'intérêt que presque personne ne percevrait la fausseté de cette explication de l'économie d'intérêt et de dette de l'État, et encore moins n'y trouverait une réponse correcte.

Cela s'explique par une raison psychologique très simple : l'explication donnée ci-dessus s'applique à la prise en compte des besoins monétaires d'un particulier dans le cadre de l'économie capitaliste fondée sur l'intérêt.

Pour l'individu comme pour l'économie privée en général, cette affirmation est vraie : « Si quelqu'un a besoin d'argent, il doit l'emprunter avec intérêt auprès de ceux qui possèdent plus d'argent qu'ils ne peuvent en dépenser ».

Mais nous devons absolument éviter de répondre aux questions d'économie financière nationale d'un point de vue capitaliste privé, et privilégier une perspective d'homme d'État. Autrement dit, ce serait une grave erreur que de transposer sans discernement ce mode de pensée économique privé à l'économie nationale.

L'État, avec ses instruments de pouvoir et sa souveraineté, ne saurait être assimilé à un simple particulier. Il dispose de trois puissants leviers lui permettant, en vertu de sa souveraineté, de subvenir à ses besoins pour l'accomplissement de ses missions : la souveraineté des services, la souveraineté monétaire et la souveraineté financière.

Par souveraineté de service, il faut entendre le droit souverain de l'État de faire appel à ses citoyens pour des services gratuits. Cette souveraineté de l'État sur l'individu se manifeste avec le plus de force dans le service militaire obligatoire et plus encore dans le service de guerre. Face aux exigences que l'État peut formuler à l'égard de ses citoyens en temps de guerre, toutes les considérations privées doivent s'effacer. Famille, profession, affaires et revenus, tout doit se taire lorsque l'État appelle ses fils sous le drapeau. Mais l'État peut appeler ses citoyens non seulement au service de guerre, mais aussi à de grandes entreprises économiques. On se souvient de la loi sur le service auxiliaire qui, malheureusement, contrairement au service militaire, prévoyait une rémunération élevée et sans cesse croissante pour les services rendus, si bien qu'un profond fossé s'est rapidement creusé entre les soldats du front, qui devaient donner leur vie quotidiennement pour la patrie – sans rémunération – et ceux qui étaient employés, à l'arrière, protégés par le front, avec un salaire élevé. Au passage, on peut également rappeler les grandes réalisations d'autres nations fondées sur l'obligation de service : la construction de la Grande Muraille de Chine, l'édification des enceintes de nos villes médiévales.
En pratique, cela relèverait donc entièrement de la souveraineté de l'État.

72 Eduard David (1863-1930) a été ministre de l'Intérieur de la République de Weimar de juin à octobre 1919.

Machine Translated by Google

relancer et développer l'ancien service d'équipe et de main d'œuvre73 et résoudre avec eux de grandes tâches économiques pour la mise à disposition des forces existantes.

La souveraineté monétaire de l'État constitue une seconde source de pouvoir lui permettant de couvrir directement ses besoins monétaires. Nul ne conteste le droit de l'État de frapper monnaie ou d'émettre des billets de trésorerie ; de fait, en vertu de sa souveraineté, l'État a produit de la monnaie à partir de toutes les sources possibles : cuivre, nickel, fer, porcelaine, aluminium et, surtout, papier. Il suffit de rappeler l'époque où le gouvernement du Reich jugeait justifié d'émettre quotidiennement 100 milliards de marks et toujours plus de nouveaux billets. Nous n'entrerons pas ici dans le détail de la question de savoir si cette pratique était juste et acceptable ; il convient simplement de souligner que l'État peut effectivement couvrir ses besoins grâce à sa souveraineté monétaire et qu'il n'est pas contraint d'emprunter de l'argent à intérêt auprès de ses citoyens qui en possèdent plus qu'ils ne peuvent en dépenser.

La souveraineté financière ou fiscale de l'État est incontestable, et quiconque la contesterait et tenterait de l'exercer à titre individuel se heurterait à l'autorité de l'État, comparable à celle d'un huissier. La souveraineté financière ou fiscale de l'État, c'est-à-dire son droit de recourir aux services financiers de ses citoyens, est aussi évidente et aussi ancienne que les structures étatiques elles-mêmes. Cette forme est également la plus naturelle et la plus saine, même si, dans ce domaine, il a fallu jusqu'à notre époque pour pervertir le sens même de l'impôt et faire du système fiscal un instrument de pillage total du peuple au profit des puissances financières supranationales. Ici encore, la question de la légitimité des impôts ne devrait pas nous préoccuper davantage ; il convient de retenir que l'État est parfaitement capable de couvrir ses besoins financiers par le biais des impôts, et ce, d'une manière qui n'est pas accessible à l'économie privée, mais qui le dispense totalement de financer ses besoins en imposant aux capitalistes une obligation de paiement d'intérêts.

Certes, l'État, comme tout particulier, a naturellement la possibilité de subvenir à ses besoins en contractant des dettes. Mais pour le particulier, c'est déjà une arme à double tranchant ; pour l'État, en revanche, c'est, pour le dire clairement, la chose la plus stupide qu'il puisse faire. Et ce n'est pas seulement la chose la plus stupide, c'est un acte criminel au regard de la mission de l'État, protecteur des intérêts communs.

L'économie du prêt des États a pratiquement ruiné ces derniers et les a livrés aux mains de la finance internationale ; elle a livré la richesse des nations aux puissances financières, et aujourd'hui, les prêts d'État sont la terrible sangsue dont les nations sont incapables de se libérer et à travers laquelle elles s'effondreront impuissantes si nous ne mettons pas résolument fin à ce spectre en brisant l'esclavage des intérêts.

Nous voici donc plongés au cœur du domaine de la politique financière nationale, un domaine où le citoyen allemand moyen ne se sent absolument pas à son aise. Que faire, dès lors, de tous ces chiffres ? Le citoyen lambda ne s'intéresse généralement pas aux débats budgétaires et voue un tel respect quasi religieux aux arcanes et aux manœuvres trompeuses de l'art financier qu'il préférerait s'en tenir à l'écart. Inconsciemment, cela tient sans doute aussi au fait que chacun se soucie peu de la souveraineté fiscale de l'État et que personne ne souhaite qu'on lui rappelle l'existence des chiffres. Ce n'est que lorsque les déclarations d'impôts arrivent chez lui que l'homme moderne réalise que ces questions le concernent sérieusement et qu'il est constamment victime de toutes sortes de manipulations de la politique financière nationale.

73 Les services agricoles, manuels ou avec des animaux, exigés des paysans par leurs seigneurs au Moyen Âge

Machine Translated by Google

Il est extrêmement remarquable de constater que les questions de politique financière nationale ne sont pas aussi opaques et mystérieuses qu'elles le paraissent au premier abord, mais qu'elles sont en réalité si claires et simples qu'elles peuvent être comprises par toute personne ayant une compréhension moyenne, au moins dans leurs grandes lignes.

Il n'est donc pas nécessaire de fournir de grandes explications constitutionnelles pour affirmer que l'État possède parfaitement les moyens décrits pour satisfaire ses besoins monétaires, car chacun sait et a fait l'expérience de la nature de la souveraineté de l'État, chacun reçoit quotidiennement en main les billets de banque émis par l'État et nul n'est exempté d'impôt. Il serait donc tout à fait naturel que l'État couvre ses besoins monétaires exclusivement par ces trois moyens.

Pour le particulier, cependant, ces trois voies sont impraticables, car il ne pourrait ni solliciter son voisin pour du travail ou des services fiscaux, ni se prémunir contre toute éventualité en imprimant lui-même de la monnaie et en la mettant en circulation. Il ne lui reste en effet que l'endettement à intérêt, s'il est absolument convaincu de ne pouvoir être heureux qu'avec l'argent d'autrui et qu'il ne peut éviter de s'endetter.

Mais que l'État, en général, considère comme légitime le seul moyen d'accepter des prêts à intérêt – donc des dettes –, alors qu'il a besoin d'argent et n'exerce aujourd'hui ses autres droits souverains que de manière détournée pour recouvrer les dettes contractées auprès du peuple, voilà des conditions auxquelles on cherche en vain une explication raisonnable. Il n'y a en effet aucune explication raisonnable, si ce n'est le fait que toute notre pensée, même en matière de politique financière nationale, est orientée, voire corrompue, par un esprit capitaliste privé. Face à une telle pollution généralisée de l'opinion publique, les explications apparemment logiques que j'ai rapportées concernant la politique de prêt de l'État jouent un rôle considérable, voire primordial.

Le Juif a prouvé sa maîtrise de la psychagogie, même en ces matières. Il est, dans de tels cas, toujours très difficile de ne pas parler d'emblée de corruption flagrante des hommes d'État responsables ; la présomption est évidente. Pourtant, dans la plupart des cas, il n'y a pas eu de corruption, mais seulement une incertitude quant aux questions financières et de crédit, un manque de clairvoyance et une complaisance qui ont conduit les administrations financières de l'État à sombrer lentement mais sûrement dans une frénésie d'emprunts dont elles ne voient, jusqu'à présent, aucune issue.

Ce contexte a été largement influencé par le fait qu'on a d'abord considéré comme inoffensif le financement de grands travaux publics, tels que la construction de chemins de fer, qui promettaient des recettes, par le biais d'emprunts. On a alors décidé de la manière suivante : les intérêts peuvent être immédiatement couverts par les recettes des chemins de fer ou des voies navigables, et les prix sont ainsi maîtrisés. L'État ne pouvant financer de tels travaux d'un seul coup avec ses propres ressources, il accepte volontiers l'aide financière proposée par les banques. Cela évite au gouvernement d'avoir à approuver de nouvelles taxes au parlement régional, les liquidités de l'État ne sont pas sollicitées, et les chemins de fer peuvent facilement payer les intérêts grâce à leurs excédents. Les artifices séduisants du capital d'emprunt, qui en soi ne peut rien faire de l'argent s'il ne trouve personne pour le reprendre et lui verser des intérêts, ont réussi à blanchir l'argent sale et à faire de l'État lui-même un collecteur d'intérêts pour le capital privé.

Même une simple réflexion économique de la part d'un gouvernement ou d'un parlement conscient de sa responsabilité aurait dû aboutir à la conclusion suivante : si l'on construit des chemins de fer avec des fonds étrangers et qu'il faut les rembourser, année après année, avec un taux d'intérêt de seulement 5 %, toutes charges comprises, on rembourse la totalité du montant en 20 ans, et en 40 ans.

Machine Translated by Google

Cela fait déjà deux ans, et pourtant la même dette demeure. Ces sommes astronomiques, qui dépassent largement les coûts d'investissement initiaux, doivent être une fois de plus prélevées indirectement auprès de la population, c'est-à-dire de l'ensemble des citoyens, qui devront payer les tarifs des transports ferroviaires, lesquels augmenteront précisément en fonction de ces taux d'intérêt. Une annonce ponctuelle d'une importante taxe ferroviaire serait, ou aurait été, préférable. Certes, ces taxes seraient alors assez lourdes pendant quelques années, mais pas beaucoup plus longtemps, car les coûts de transport et le réseau ferroviaire deviendraient très vite un actif de l'État totalement désendetté, lui assurant par la suite d'importantes recettes annuelles. Mais c'est le vieux prétexte qui veut qu'on coupe la queue du chien petit à petit, pensant que ce sera moins douloureux. Or, c'est tout le contraire. Les coûts d'investissement d'un tel projet national doivent certes être supportés par la population, mais s'ils sont financés par des emprunts, il faut inévitablement s'ajouter aux intérêts, qui, au fil des ans, représentent plusieurs fois la dette elle-même. Financer de tels travaux publics par des emprunts relève donc d'une pure folie financière. On peut déjà entrevoir ce qui sauvera l'État de sa folie des dettes : nul ne saurait interdire à l'État, par exemple pour des projets productifs, d'émettre des billets de trésorerie et de financer les travaux par ce biais. Une telle création monétaire d'État, dans des cas où l'inflation est impossible puisque ces nouveaux titres acquièrent une valeur, résoudrait d'un seul coup toutes les difficultés et libérerait définitivement l'État et le peuple de la dette portant intérêt envers le capital privé.

Nous devrons aborder ce problème plus en détail ultérieurement. Une gestion financière compétente devrait être en mesure d'organiser les choses de telle sorte que ces grands travaux soient financés par des impôts spéciaux, en complément des autres recettes de l'État, et ce, uniquement par une émission partielle de nouveaux billets. Cette possibilité ne se concrétisera, bien entendu, que si toutes les autres dépenses de l'État, notamment celles dites improductives liées à l'administration, à la justice, à l'éducation, etc., pouvaient être couvertes par les excédents des entreprises commerciales de l'État.

Cela peut paraître paradoxal, compte tenu de la situation actuelle de déficit budgétaire extrême des chemins de fer, des services postaux, etc. Pourtant, nous n'étions pas si loin de telles possibilités, comme je l'ai déjà démontré en 1919 dans ma première publication parue dans les Süddeutsche Monatshefte (février), intitulée « Et maintenant ? » et sous le titre « Les moyens radicaux ». Seule l'obligation de l'État de verser des intérêts au capital privé nous séparait de cette situation idéale d'une économie financière nationale. L'illusion, déjà répandue à cette époque, selon laquelle l'État, lorsqu'il a besoin d'argent, doit simplement s'injecter des fonds à intérêt, a fait obstacle à sa réalisation.

Il est clair, et chacun aurait dû comprendre mes explications, que l'État n'a nullement envie de recourir à des capitaux étrangers, et donc de s'endetter, lorsqu'il souhaite entreprendre un projet. Il pourrait, par exemple, exiger des travaux et des services d'équipe, et serait sans aucun doute justifié d'émettre des bons de crédit du Trésor public à ces fins, afin de financer ces travaux sans faire peser une charge sur la population. Une telle procédure présenterait l'énorme avantage de libérer ces travaux, dès leur origine, de toute obligation d'intérêts et de péages ; les travaux deviendraient immédiatement propriété de l'État, libres de toute dette. Les recettes générées par les travaux permettraient de rembourser et de détruire rapidement les bons du Trésor public émis ; le prix des produits issus de ces travaux, ainsi que celui du transport de marchandises et de passagers, pourrait être considérablement réduit. De cette manière, l'économie nationale tout entière bénéficierait grandement, l'État obtiendrait des sources de revenus importantes, d'une grande utilité pour l'ensemble de la communauté nationale, et s'affranchirait totalement de la finance traditionnelle. Mais il aurait également fallu…

Machine Translated by Google

Ainsi. Car l'État est maître du système financier et non la haute finance ; il en sera ainsi dans l'État national-socialiste du futur.

Il s'agit en réalité d'une ruse psychologique frauduleuse que les banques ont réussi à orchestrer en empêchant ces processus de pensée si évidents et si manifestes qui, une fois exprimés, ne peuvent plus être contredits, et en embrouillant l'État et l'économie avec la phrase citée plus haut et en les enchaînant dans l'esclavage des intérêts du capital.

Je sais que, même si ces choses sont désormais limpides, nombre de mes lecteurs doutent encore de leur bon sens et refusent de croire à une telle absurdité, préférant se dire : « Ce n'est pas possible, nos hommes d'État n'ont pas pu être aussi stupides ! Mais je n'arrive pas à y croire. » Cet aveu d'un manque de discernement face à une telle incompétence flagrante de l'État en matière financière et politique est d'autant plus paradoxal qu'il contredit d'ordinaire la propension à critiquer et à s'indigner des mesures étatiques, et qu'il s'agit ici de questions qui touchent directement le portefeuille de chacun.

À ces personnes, je voudrais soumettre un autre point de vue à leur réflexion, qui est le suivant : relatif à la méthode d'approbation des crédits par le biais du parlement provincial ou du parlement du Reich.

Ces projets d'État d'envergure font effectivement l'objet de délibérations approfondies au sein des parlements. Après de longs débats, les crédits sont finalement « approuvés ». Le citoyen lambda croit alors que tout est en ordre et que l'État, si riche et si puissant, dispose déjà des millions approuvés. Des esprits plus avisés se gratteront peut-être l'oreille en se disant : « Encore de nouveaux impôts ! ». Mais je crois pouvoir affirmer sans hésiter que, mis à part les initiés – dont ni les représentants ni les ministres ne font nécessairement partie, voire dont un seul, tout au plus, comprend que cette approbation ¯ , de crédit importante par le parlement provincial ou du Reich ne signifie rien d'autre que l'autorisation de se faire prêter ce « crédit » à intérêt par un autre moyen. Cette « approbation de crédit par le Parlement » autorise donc uniquement le ministre concerné à obtenir ce crédit à intérêt auprès des grandes banques. Ainsi, « l'approbation du crédit par le Parlement » devient naturellement une farce, une comédie, car la population tout entière – qui doit en fin de compte payer le capital et les intérêts – n'était pas en mesure non plus de réellement fournir le « crédit », non, celui-ci devait d'abord être créé par d'importants capitaux d'emprunt.

La seule chose logique et naturelle serait en effet que, dans le cas d'une approbation de crédit par le Parlement, il y ait simultanément et automatiquement une approbation permettant à la banque d'État de verser ou d'autoriser les sommes approuvées sur la base d'ordres de paiement émis par les autorités chargées de la mise en œuvre aux entrepreneurs concernés.

Les crédits sont approuvés, et pour obtenir les devises nécessaires, il faut faire quelque chose ; il est donc absurde que – comme c'est souvent le cas aujourd'hui – un prêt soit d'abord accordé, puis que les crédits qui viennent d'être « approuvés » soient en quelque sorte accordés une seconde fois par les capitalistes.

On pourrait certes soutenir que l'argent excédentaire de l'État est prélevé de cette manière et que cela a nécessairement une influence bénéfique sur la situation financière générale du pays, et que cette gestion du crédit contribue ainsi à réduire l'inflation. Mais il n'en est rien, et ce pour des raisons incontestables de la part de tout expert bancaire. Certes, une part infime de ces traites et des remboursements de ces prêts est effectuée en espèces. Il s'agit ici du cercle des petits épargnants qui se présentent à la banque avec ces traites, ayant économisé quelques centaines ou milliers de marks qu'ils souhaitent investir dans un certificat d'intérêt, ce « papier magique » dont il suffit de détacher un morceau chaque année pour percevoir un certain montant sans que le certificat ne perde de valeur. Mais les sommes qui entrent ainsi à la banque sont relativement faibles.

Machine Translated by Google

négligeable. De plus, les banques auprès desquelles ces sommes sont déposées ne les transfèrent pas directement au Trésor public ; le transfert de ces montants s'effectue exclusivement par virement ou compensation.

Mais tous les virements importants sur de tels prêts sont effectués dès le départ par les capitalistes, dans leurs banques, par virement sans espèces ou par le biais d'opérations bancaires.
etc.

En réalité, l'État ne reçoit donc aucun argent liquide et, s'il en reçoit, il doit immédiatement le réaffecter à l'exécution de ses travaux. Cet avantage supposé est donc illusoire. Au contraire, il en résulte que l'État, comme nous le savons, émet en garantie des sommes prêtées des titres ou obligations. Ces obligations d'État sont des papiers imprimés, plus ou moins finement, qui contiennent un titre de créance assorti de toutes les garanties étatiques sur les sommes reçues, ainsi que les modalités de paiement des intérêts et, sur leurs coupons respectifs, les coupons sur lesquels l'État s'engage à verser trimestriellement, semestriellement ou annuellement les intérêts des montants indiqués.

En outre, à cette feuille de coupons s'ajoute un autre certificat dit de renouvellement (talon) qui donne droit au propriétaire à la réception d'une nouvelle feuille de coupons si la première a expiré après un certain nombre d'années.

Un tel titre de propriété, émis par l'État et garantissant ce dernier sur l'intégralité de ses fonds propres le capital et les intérêts, confère assurément un pouvoir d'achat à son détenteur. Ce dernier peut en effet acquérir un bien ou un service à tout moment, soit en les remettant directement en paiement, soit en les vendant préalablement en bourse ou auprès de sa banque, puis en utilisant le produit de la vente pour régler son achat.

Il ne fait aucun doute que l'émission de nouveaux titres de créance par l'État entraîne la création d'un pouvoir d'achat supplémentaire – la question de savoir si cela est juste ou justifié ne nous intéresse pas ici –, il en serait de même si, par exemple, l'État imprimait de la nouvelle monnaie fiduciaire. La différence réside dans le fait que, dans un cas, les titres de créance imposent à l'État, outre la dette elle-même, une obligation d'intérêts à long terme, tandis que dans le cas de l'émission de nouvelle monnaie fiduciaire, cette obligation d'intérêts n'entre pas en ligne de compte. Nous constatons donc d'ores et déjà que cette dernière option serait, en tout état de cause, la plus avantageuse pour l'État et le peuple.

Mais à présent, si l'on examine plus en détail la méthode de tels financements, il apparaît qu'un financement direct des grands travaux d'État, en évitant le recours aux prêts, présente d'autres avantages considérables.

Nous avons constaté que le mode de financement des travaux publics actuellement adopté conduit à la création d'un pouvoir d'achat supplémentaire, concrétisé par l'émission de nouveaux titres de garantie. Dans ce cas, il est évident que la totalité des nouveaux emprunts sera et devra être octroyée en une seule fois, même si les infrastructures (chemins de fer, voies navigables, etc.) à construire ne sont qu'à l'état de projet et ne représentent pas encore une valeur significative.

Si l'on finance ces grands travaux d'État selon la méthode que je propose, les coûts publicitaires exorbitants liés à l'emprunt disparaissent. On se souvient des sommes colossales englouties par les seuls appels d'offres publiés dans les journaux. De plus, les pourcentages accordés d'emblée aux banques et autres établissements de crédit disparaissent également. Ces pourcentages se chiffrent, là encore, en millions. Par ailleurs, on tend à émettre les prêts en dessous de leur valeur nominale ; autrement dit, pour une obligation de 1 000 marks, l'acquéreur ne paiera que 970 marks environ, tout en percevant l'intégralité du montant, intérêts compris. Ces pertes sont également évitées dès le départ.

Machine Translated by Google

Ces prêts deviennent un fardeau pour l'État ou l'entreprise et profitent au capitaliste. On a tendance, en effet, à les « enjoliver », comme on dit en bourse, en promettant des avantages supplémentaires, voire une exonération fiscale. Je me souviens ici du prêt à prime minière, qui affichait l'attrait le plus extravagant auquel un État ait jamais eu recours. On instrumentalisait le jeu et la loterie pour promouvoir ce prêt : on promettait des gains de millions sur un très grand nombre d'obligations de 1 000 marks ; on promettait aussi des bonus, un taux d'intérêt de 5 % assorti de clauses restrictives, et, cerise sur le gâteau, le prêt à prime d'épargne était exonéré de toute taxe ! D'où provenaient les sommes astronomiques nécessaires pour payer ces primes et ces avantages, ces fabuleux gains à la loterie ? Nul ne s'en est demandé, alors même qu'il était évident pour toute personne sérieuse et perspicace que ces sommes seraient puisées dans les poches du peuple. En effet, les sommes perçues furent immédiatement utilisées pour les dépenses les plus urgentes. Ce sont là autant de crimes politiques et financiers perpétrés contre le peuple, et l'on ne peut que s'étonner de l'insolence absolue avec laquelle ils sont commis.

Si l'on renonçait à l'emprunt et optait directement pour la création monétaire, tous ces fardeaux injustes et pesants sur le budget de l'État seraient levés. Il ne serait même plus nécessaire de lever d'un seul coup les sommes requises en monnaie fiduciaire , mais cela pourrait se faire progressivement, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ceci présenterait un autre avantage considérable : il n'y aurait plus aucun risque d'émission de monnaie non garantie, car la nouvelle monnaie ne serait émise qu'à mesure qu'une part importante des travaux serait achevée. Il s'agirait alors d'une monnaie entièrement adossée à des valeurs réelles, donc d'une monnaie stable, dont la valeur correspondrait à un nombre précis d'heures de travail effectuées.
Mais même cette forme d'émission successive de monnaie nouvelle pour la construction, qui apparaît déjà beaucoup plus favorable, n'est en aucun cas l'étape finale. Car il ne sera absolument pas nécessaire de mettre en circulation une somme d'argent équivalente aux nouveaux travaux réalisés, puisque les billets nouvellement émis retournent en effet dans les caisses de l'État ; ils peuvent ainsi être émis à nouveau sans qu'il soit nécessaire de mettre en circulation de nouvelles séries. Allons maintenant plus loin, c'est-à-dire déclarons l'émission de notre propre monnaie nouvelle pour un tel État particulier
ces tâches ne sont en elles-mêmes pas fondamentalement nécessaires, même si l'on pouvait très bien expliquer la permissibilité, et surtout la clarté, du processus de financement par ses propres fonds pour la construction et que l'on souhaitait y adhérer à certaines fins.

Cette dernière étape consiste en un financement entièrement dématérialisé de ces projets d'État. Comme nous l'avons déjà montré, il est erroné de supposer que l'État, grâce à cet emprunt, disposerait de liquidités pour rémunérer l'entrepreneur et les ouvriers des chantiers ferroviaires ou des centrales électriques. Néanmoins, les entrepreneurs devront retirer chaque semaine de leurs banques les sommes nécessaires au paiement de leurs employés en espèces. Les banques, quant à elles, devront couvrir ces demandes exceptionnellement importantes sur leurs réserves auprès des banques centrales ou de la Reichsbank, etc. En temps normal, la liquidité existante suffit déjà amplement au paiement hebdomadaire des salaires de l'ensemble des travailleurs, et il importe peu, fondamentalement, que la concentration temporaire d'une main-d'œuvre plus importante, par exemple sur le chantier de la centrale électrique de Walchensee en Bavière, soit un problème majeur. En effet, même répartis dans d'autres entreprises, ces travailleurs devraient percevoir leur salaire hebdomadaire ou des allocations chômage. Cela signifie qu'il incombe à l'État, de manière générale, de garantir les besoins de paiement de l'ensemble de la population active.

Machine Translated by Google

l'économie, que des effectifs plus importants soient temporairement employés au même endroit pour l'exécution de grands travaux d'État ou non.

La mise à disposition des moyens de paiement pour le versement des salaires et la mise en œuvre des autres transferts dématérialisés aux entrepreneurs relèvent des opérations de paiement et n'ont absolument aucun lien de causalité avec la situation du crédit.

Il serait donc tout à fait logique et naturel que l'octroi d'un crédit pour un grand projet d'État, accordé par la représentation légale de l'ensemble de la population, s'accompagne de l'autorisation donnée à la banque d'État d'effectuer les paiements nécessaires sur la base de ces crédits approuvés. Bien entendu, ces paiements ne sont effectués qu'après examen des montants réclamés par les entreprises et autorisation de paiement, conformément à la réglementation et au contrat, par les différentes autorités publiques contractantes (services de l'agriculture, services des voiries et des cours d'eau, services de construction ferroviaire, services spécialisés, etc.).

Toute cette escroquerie aux prêts qui en découle – car il ne s'agit rien d'autre que de la forme moderne de tromper une nation – est totalement inutile et seulement nuisible.

Machine Translated by Google

La Reichsbank Corporation

La Reichsbank n'est pas, contrairement à ce que tout citoyen naïf pourrait croire, une véritable banque d'État, mais une société par actions. Elle n'est donc en aucun cas une institution étatique, même si l'État disposait, jusqu'en juin 1922, date de son « autonomie » totale imposée par l'Entente, de certains droits de réglementation. Si les dirigeants de la banque étaient nommés et rémunérés par le Reich, le conseil consultatif était quant à lui composé exclusivement de représentants du monde des grandes banques et de la communauté juive internationale – deux milieux qui ne font qu'un.

Dès sa fondation en 1873, le premier conseil consultatif comptait parmi ses quelque 15 membres les noms suivants : le baron Rothschild, conseiller privé au commerce ; Bleichröder, conseiller privé au commerce ; Mendelssohn, Theodor Plaut, conseiller privé au commerce ; Oppenheimer, conseiller privé au commerce ; Warschauer, conseiller privé au commerce ; Zwicker, conseiller au commerce ; Stern, conseiller au commerce ; Gelpke ; soit onze Juifs de pure souche et, à titre de décoration, quatre autres messieurs aux noms allemands.

C'était encore une manœuvre habile aux échecs de la part du banquier Bleichröder, conseiller de Bismarck, qui recommanda au vieux chancelier du Reich de développer la Reichsbank non pas comme une institution purement étatique, car elle ne pourrait ainsi être appropriée par l'ennemi en cas de guerre sur la base de la sécurité internationalement reconnue de la propriété privée, alors qu'en tant que banque purement étatique, elle serait immédiatement exposée à une attaque ennemie.

En réalité, ce Juif avisé, de concert avec les autres grands financiers, ne souhaitait rien d'autre que de placer la principale institution financière du Reich sous son contrôle. Ils y parvinrent également, et le Reich renonça ainsi totalement à l'un des domaines les plus importants de sa souveraineté monétaire : le droit d'émettre des billets de banque.

La Reichsbank occupe aujourd'hui une place tout à fait particulière dans le système financier du Reich allemand, une place dont même les personnes les moins importantes sont conscientes aujourd'hui des conséquences désastreuses pour l'État et le peuple.

Il appartiendra à une enquête indépendante d'examiner précisément comment les grandes banques ont abusé de leur influence décisive sur la Reichsbank, depuis sa fondation, à des fins égoïstes.

Tant que Bismarck était au pouvoir, son sens politique aigu et le respect qu'il inspirait ont permis de contenir les spéculateurs boursiers. Dans toute l'histoire de la Reichsbank, Bismarck n'a usé qu'une seule fois du droit de veto du chancelier, prévu par la loi, lorsqu'il a interdit l'acceptation d'actions russes. Aujourd'hui, sous l'impulsion des banquiers internationaux, comme mentionné précédemment, la Reichsbank est devenue totalement indépendante. Le gouvernement du Reich n'a donc plus la possibilité d'influer de manière décisive sur sa gestion.

L'asservissement des nations par les intérêts se traduit par la domination des banques et des bourses. Rompre cet asservissement est de loin la tâche la plus importante du national-socialisme.

Tout ce qui se passe aujourd'hui dans l'État et l'économie se traduit par une demande d'intérêts de la part de grands capitaux en contrepartie d'un travail productif. La construction d'une voie ferrée engendre un emprunt ; une guerre est menée, des emprunts de guerre sont contractés ; l'exploitation des ressources naturelles ou de l'hydroélectricité génère des prêts liés à l'hydroélectricité ; l'agrandissement d'une usine entraîne l'émission de nouvelles actions ; la création d'une nouvelle entreprise se fait sous une forme de société à capital d'intérêts particulière, permettant aux entrepreneurs de supporter le travail et le risque, tandis que la part du lion des bénéfices revient aux financiers. Si l'on ne recourt plus aux prêts, une solution bien plus simple et efficace s'impose.

Machine Translated by Google

On opte pour une création monétaire massive, comme lors de l'inflation de 1923, qui concentre également les intérêts des grands capitaux. À l'instar du roi Midas dans la légende, pour qui tout ce qu'il touchait se transformait en or, aujourd'hui, tout ce qui se produit se transforme en titres générateurs d'intérêts.

Malheureusement, les banquiers du monde ont un appétit vorace et les valeurs mobilières sont leur mets de prédilection, ce qui leur convient parfaitement. On ne peut pas compter sur leur faim, comme celle du roi Midas, pour qui, comme chacun sait, même la nourriture dans sa bouche se transforma en or. Au contraire, les travailleurs souffriront de la faim avant les maîtres des taux d'intérêt.

Ils n'envisagent absolument pas de renoncer à leur règle ni de l'assouplir, il faut donc enfreindre cette règle d'intérêt.

Il nous faut maintenant éclairer un troisième aspect qui complétera et arrondira le tableau de l'exploitation capitaliste des intérêts, même pour le profane : l' inflation.

Machine Translated by Google

Inflation

L'inflation est l'expression clairement visible de notre misère politique et financière.
Cela touche tout le monde – tous ceux qui doivent gagner leur vie – avec une gravité effrayante.

Mais d'où vient l'inflation ? À cette question, on entend une multitude d'explications, tantôt issues d'une vision étriquée, tantôt puisées dans un répertoire de slogans démagogiques, tantôt mentionnant des causes partielles sans pour autant identifier la cause profonde. À force d'entendre ces causes de l'inflation recensées par les différents camps, il ne reste bientôt plus aucun ordre social ni aucune profession qui ne soit désigné par l'un ou l'autre comme responsable de l'inflation.

Pour ceux qui ont suivi les explications du livre sur l'esclavage par l'intérêt, la réponse est facile à trouver. La responsabilité première de l'inflation incombe à l'obligation d'intérêt du travail envers le capital.

Intérêts – impôts – inflation, tel est le raisonnement logique qui, partant de…
La promesse désastreuse et absurde d'intérêts faite par l'État a pour conséquence que ce dernier doit recouvrer les intérêts auprès du peuple par le biais des impôts. Ces impôts, de toutes sortes, directs et indirects, ainsi que les taxes indirectes les plus contestables, celles liées à l'émission de billets non couverts, entraînent l'inflation. Ainsi se perpétue un cycle sans fin, car l'inflation engendre des dépenses toujours plus importantes pour l'État qui, pris au piège de la folie des emprunts, croit toujours ne pouvoir les couvrir qu'en contractant de nouvelles dettes. Ces nouvelles dettes portent elles-mêmes de nouveaux intérêts, qui rendent nécessaires de nouveaux impôts. La législation fiscale finit par s'effondrer complètement, car, en cas d'effondrement monétaire, les recettes fiscales restent largement inférieures à la dévaluation et l'État capitule sans résistance face au bolchevisme financier de la planche à billets, comme nous l'avons terriblement constaté lors de l'inflation de 1923.

Mes premiers écrits polémiques étaient principalement consacrés à la mise au jour de ces liens. Dans le Manifeste pour la rupture de l'esclavage des intérêts⁷⁴, j'ai exposé dans ses grandes lignes l'importance fondamentale du problème des intérêts, notamment dans la faillite de l'État : la solution. J'y ai révélé très précisément l'absurdité du système d'emprunts d'État et pointé du doigt les innombrables lois fiscales qui alourdissaient le fardeau des masses populaires, dont la production était entièrement consacrée au service des intérêts. Dans l'ouvrage sur la grève fiscale à venir, avec le flot de nouvelles lois fiscales de 1920 et 1921, ainsi que le budget du Reich de 1918, j'ai apporté la preuve irréfutable que toute l'administration financière du Reich et des Länder était entièrement asservie au service des intérêts pour les grands emprunts. Dans mon dernier livre, cependant, j'esquisse déjà, par un exemple concret, la voie d'un renversement de cette situation déplorable.

Il est assez évident que, par l'inondation d'une économie nationale de monnaie fiduciaire,
Le pouvoir d'achat de cette monnaie fiduciaire doit diminuer progressivement.

Puisque la monnaie, dans son essence même, comme nous l'avons constaté, est la preuve d'un travail accompli, la théorie quantitative de la monnaie, du moins dans ses aspects essentiels, doit être…

---

74 Le pouvoir d'achat potentiel correspond au pouvoir d'achat économisé qui n'a pas d'incidence sur le marché. Il comprend l'argent liquide thésaurisé ainsi que l'épargne solidement investie.

Le pouvoir d'achat effectif correspond au montant total de toutes les demandes de paiement sur l'économie nationale, exprimées en espèces. ou, sous forme de valeurs mobilières, sont appliquées au marché des biens et cherchent à se transformer en biens matériels.

Le pouvoir d'achat potentiel peut se transformer à tout moment en pouvoir d'achat effectif ; dans le cas de ce phénomène, on parle de « fuite devant la cible ».

Machine Translated by Google

Cette théorie, que nous reconnaissons, enseigne que la masse monétaire en circulation dans une économie nationale doit conserver une certaine stabilité pour éviter toute variation du pouvoir d'achat. La monnaie est en quelque sorte en opposition aux stocks de biens et, calculée à partir de la quantité de biens, elle produit une certaine unité de valeur de la monnaie courante, c'est-à-dire le prix moyen des biens. J'insiste ici sur l'adjectif « moyen ». En effet, il faut aller plus loin et dire que le niveau moyen des prix – et donc en aucun cas la somme des prix individuels – dépend du pouvoir d'achat total présent dans le pays. Or, le pouvoir d'achat est un concept bien plus vaste que la simple quantité de liquidités. Nous ne souhaitons pas nous perdre ici dans les détails économiques, car cela nous obligerait à aborder la question du pouvoir d'achat effectif et potentiel et son impact sur les prix. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'une multiplication par mille de la masse monétaire en circulation entraînera naturellement une multiplication par mille des prix. En réalité, ce ne sont pas les prix qui ont réellement augmenté, c'est le pouvoir d'achat du mark qui a diminué en proportion inverse de la multiplication de la masse monétaire.

La cause première de l'inflation est la dette d'intérêts de l'État. Cette dette rend les impôts nécessaires, car l'État ne peut donner que ce qu'il doit ensuite prélever d'une manière ou d'une autre auprès de ses citoyens.

Cette forme de spoliation des citoyens par l'État est, comme nous l'avons vu, triple :
Soit par le biais d'impôts directs, soit, de manière plus efficace, par le biais d'impôts indirects, soit encore sous la forme indirecte particulière de l'inflation. Cette dernière forme est la plus condamnable ; c'est aussi celle par laquelle les États en faillite tentent de se maintenir à flot – c'est la contrefaçon la plus parfaite. Mais cette dernière forme est particulièrement néfaste car elle anéantit purement et simplement l'épargne de la partie la plus productive et la plus travailleuse de la population.

C'est l'un des chapitres les plus choquants de la tragédie du peuple allemand. Des centaines de milliers de travailleurs manuels, employés, fonctionnaires, membres de professions libérales, médecins, ingénieurs, etc., ont consacré leur vie entière, par un labeur acharné et inlassable, à épargner pour eux-mêmes et leurs familles afin de pouvoir profiter d'une retraite sereine et indépendante. Ils ont amassé leurs économies sou par sou, mark par mark, chaque mark représentant la garantie d'un revenu minimum quotidien pour leurs vieux jours. Mais l'État, à qui ces malheureux avaient confié leurs économies, n'a, lors de l'inflation de 1923, daigné rembourser aucun mark qui lui avait été confié sous forme d'épargne – même lorsque ces sou par sou avaient été déposés à l'époque sous forme de pièces d'or brillantes – environ 30 millions de marks-papier⁷⁵. Au lieu de cela, il a profité de la dépréciation de la monnaie qu'il avait lui-même provoquée et a décrété : un mark = un mark. Ainsi, ces hommes furent privés du fruit de leur labeur et plongés dans une misère extrême. L'État leur offrit alors des aides dérisoires, et la charité privée dut intervenir. Or, cette forme d'aide était particulièrement honteuse pour les victimes, car, distribuées par des particuliers, ces aides restaient de véritables aumônes, des dons charitables dont ces malheureux devaient se montrer reconnaissants, alors même qu'il s'agissait d'un vol organisé de droits acquis. Des droits qui, s'ils étaient restitués, ne nécessiteraient même pas de remerciements de la part des personnes spoliées.

75 Le papiermark fut instauré en août 1914 suite à la chute du mark, et le lien entre le goldmark et l'or fut abandonné. Le taux d'inflation continua d'augmenter jusqu'en novembre 1923, date à laquelle la monnaie fut stabilisée par l'annonce de la création d'un nouveau rentenmark d'une valeur de 1 000 milliards de papiermarks. Le rentenmark, entré en vigueur en 1924, fut lui-même remplacé la même année par le Reichsmark.

Machine Translated by Google

Nous avons déjà souligné ailleurs qu'un principe erroné s'est cruellement vengé sur ces personnes démunies : l'idéal de la pension de retraite par capital. Non pas que ces milieux aient mérité un tel sort, bien au contraire ; il est du devoir de l'État-nation de les indemniser au mieux. Il reste à espérer que cette terrible leçon continuera de résonner dans les esprits et que l'idéal de la pension de retraite par capital s'effondrera, permettant ainsi à l'idéal d'épargne véritable – la conception purement allemande de la prise en charge des personnes âgées, des femmes et des enfants par la création d'un logement, d'un jardin, etc. – de triompher.

La seconde forme de spoliation des citoyens par l'État, mentionnée plus haut, est l'impôt indirect. Cet impôt constitue, de par ses conséquences, un véritable crime social. Impitoyable et inflexible, il frappe durement la grande majorité de la population, tandis que les plus riches en sont généralement peu affectés.

L'impôt direct, s'il est modulé en fonction de la capacité de production économique du contribuable, est en soi un impôt juste et légitime. En tant que contribution à l'État pour le fonctionnement de la collectivité, l'impôt direct n'a nullement pour effet d'accroître le coût de la production, puisqu'il ne devrait être perçu que lorsqu'il existe des excédents réels au-delà de la couverture des besoins essentiels. Or, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, l'impôt direct, à l'instar de l'inflation, s'apparente à un pur vol et contrevient frontalement à la garantie de propriété énoncée à l'article 153 de la Constitution de Weimar.

En résumé, il convient de rappeler que nous sommes confrontés ici à une inflation qui résulte généralement des obligations d'intérêts de l'État envers la finance internationale. Il s'agit d'un pillage constant du tissu économique de notre nation au profit de la puissance financière supranationale pour laquelle notre État perçoit les impôts.

Il s'agit ici d'une forme d'inflation tout à fait particulière : l'inflation capitaliste des intérêts.
L'inflation naturelle survient en cas de récoltes insuffisantes ou d'épidémie, lorsque la demande naturelle dépasse l'offre. Ce type d'inflation est toutefois toujours temporaire. L'année suivante, propice aux bonnes récoltes, met fin à cette situation et les prix retrouvent leur niveau normal.

L’inflation capitaliste fondée sur les intérêts est cependant comme un feu dévorant qui ne s’éteint que lorsqu’il a consumé tous les trésors du monde et fait de l’humanité entière l’esclave des intérêts de la finance internationale – ou lorsque cet esclavage des intérêts est brisé.

Machine Translated by Google

Réforme financière nationale

Après un diagnostic aussi approfondi de la maladie de nos finances publiques, comme de notre situation financière Dans l'ensemble, concernant le système, nous pouvons espérer être en mesure de prescrire le remède approprié.

Les réglementations et mesures encadrant la transition de la situation actuelle à la situation future ne relèvent pas du présent document. Concernant ces mesures, il convient de rappeler que, dans la mesure du possible, toute perturbation de la vie économique doit être évitée. Bien entendu, cela ne se fera pas sans quelques difficultés ponctuelles ni sans interventions temporaires, mais même une opération préparée avec le plus grand soin entraînera inévitablement quelques pertes.

Notre grand objectif final, qui brille de mille feux, est de briser l'asservissement à l'intérêt.

La première et fondamentale mesure, qui découle de la cession du système financier national à une institution privée, la Reichsbank plc, est la nationalisation de la Reichsbank.

Il devrait déjà être assez évident, au vu de l'envergure de cette banque, qu'une « Reichsbank » doit bien être une institution du Reich, au même titre que la Reichspost ou la Reichscourt. Il faut absolument dénoncer comme une tromperie de l'opinion publique le fait que la Reichsbank, par exemple, puisse porter ce nom.

La mission d'une véritable Banque du Reich doit donc être double. Premièrement, elle doit assurer les services financiers du Reich, dans la mesure où ceux-ci ne peuvent être assurés directement par des fonctions administratives individuelles, comme c'est le cas pour la poste et les chemins de fer. Deuxièmement, elle doit constituer un soutien solide à l'ensemble de l'économie nationale en assurant la médiation fiduciaire des transactions de paiement. Elle doit également veiller à ce que des liquidités suffisantes soient constamment disponibles pour les transactions monétaires.

Pour l'ensemble de ces missions, la Reichsbank doit être l'organe exécutif de l'administration financière nationale, qui doit lui être entièrement subordonnée. Ses responsables doivent être des fonctionnaires d'État, au même titre que les autres fonctionnaires. Un conseil consultatif, composé de représentants de la haute société juive, comme c'est le cas aujourd'hui, est naturellement superflu. Il suffit amplement qu'un commissaire d'État spécial, chargé de superviser la conduite financière de la banque et responsable de celle-ci, soit nommé par l'État. Les missions de la banque seront précisément définies par sa propre loi sur la Reichsbank, de sorte que sa conduite financière garantisse d'emblée que l'institution sert exclusivement les intérêts nationaux.

Mais nous disposons désormais d'une institution bancaire qui répond parfaitement aux exigences que nous devons imposer à la Reichsbank : la Banque d'État de Bavière. Cette dernière est une banque purement nationale, et nul ne saurait contester qu'elle ait rempli ses missions de manière irréprochable. Ceci, bien entendu, en précisant qu'elle a également opéré selon les usages généraux d'une économie capitaliste. Quoi qu'il en soit, cette banque a assuré les transactions monétaires sans privilégier la rentabilité de son capital. Il en résulte un phénomène remarquable : avec un capital personnel extrêmement faible de seulement 8 millions de marks, elle était parfaitement en mesure de répondre à toutes les exigences des transactions monétaires et de gérer des recettes se chiffrant en milliards.

Il n'est pas sans intérêt de constater que, dans l' Annuaire de la Bourse (Annuaire de la Bourse de Saling, Manuel pour les capitalistes et les actionnaires, pour 1914/15, présenté par

Machine Translated by Google

L'existence de la Banque allemande (alors appelée « Banque royale bavaroise ») est tout simplement passée sous silence, alors même qu'il y avait lieu de la mentionner à la page 644 de ce manuel consacré à cette institution publique pourtant importante. Or, pour la haute finance, une banque qui ne sert pas exclusivement des intérêts capitalistes privés n'est clairement pas une banque.

Il est d'autant plus remarquable qu'immédiatement après la guerre et la période bolchevique de Munich, des efforts furent entrepris pour « élargir » la Banque d'État de Bavière, selon l'expression technique boursière employée, afin de permettre même à cette institution indépendante de « renter » des capitaux privés. Notre revendication trouve ainsi un modèle pratiquement préservé au sein de la Banque d'État de Bavière. L'objection selon laquelle il serait impossible de gérer une banque comme une institution d'État est dès lors réfutée.

Concernant la Reichsbank elle-même, la loi prévoyait en réalité une nationalisation selon laquelle le Reich aurait le droit, après un préavis d'un an, pour la première fois le 1er janvier 1891, puis par périodes de dix ans, soit d'abolir la Reichsbank et d'acquérir ses actifs (y compris ses bâtiments d'une valeur inestimable) moyennant le paiement de la valeur nette des actifs (!), soit d'acquérir toutes les actions à leur valeur nominale (!!). Le 1er janvier 1921, le Reich aurait ainsi pu corriger une grave erreur de la législation du Reich à l'encontre du peuple allemand s'il avait acquis l'intégralité des biens de la Reichsbank pour la somme dérisoire de 180 millions – soit la valeur nominale des actions de la Reichsbank.

Le Völkische Beobachter, qui n'était pas encore en possession du Parti national-socialiste des travailleurs allemands, mais qui était déjà dirigé par des hommes appartenant aux précurseurs intellectuels du national-socialisme, et l'hebdomadaire du Dr Sch.
Pudor, du journal Deutsche Finanzmann, l'a souligné à temps – bien sûr en tant que seule voix publique de la presse allemande – naturellement sans succès.

Il est d'autant plus remarquable que, malgré l'existence d'actions nominatives au sein de la Reichsbank, pas moins de 2 153 étrangers en possédaient ! Malheureusement, les documents de la Reichsbank ne permettent pas de savoir quelle part du capital total de la banque ces 2 153 étrangers (en 1913) ont détenue. Quoi qu'il en soit, cela représente un pourcentage considérable, sachant que le nombre d'actionnaires locaux n'est que de 16 646. Il est clair que les actionnaires locaux ont probablement acquis des montants bien moindres, tandis qu'il est tout à fait plausible qu'un étranger, en achetant des actions de la Reichsbank allemande, n'acquière pas seulement une ou deux pièces, mais un portefeuille conséquent. Ce fait masque une situation incroyable : des sommes considérables ont été transférées de la « Reichsbank allemande » vers des pays étrangers sous forme de dividendes, même pendant la guerre.

Le système de partage des bénéfices de la Reichsbank, qui tire l'essentiel de ses profits de l'escompte d'effets de commerce – comme nous l'avons vu précédemment – est tout à fait original. Les actionnaires reçoivent d'abord un dividende préférentiel de 3,5 %, puis un quart du bénéfice restant leur est distribué. Les trois quarts de ce bénéfice sont transférés au Reich, après quoi 10 % supplémentaires sont versés à un fonds de réserve. En 1913, 31 025 555 marks ont ainsi été transférés au Reich. C'est pourquoi le Reich a conféré à cette institution remarquable le privilège d'émission de billets de banque, c'est-à-dire le droit d'émettre des billets en fonction des besoins de ses transactions. Jusqu'au déclenchement de la guerre, la Reichsbank était tenue de conserver, en garantie de ces billets, jusqu'à un tiers d'or ou d'argent sous forme de pièces ou de lingots allemands ou étrangers. Même après la levée de cette restriction, plus aucun obstacle ne s'opposait à l'impression illimitée de monnaie fiduciaire. La seule garantie (!) dont disposait la Reichsbank pour sa monnaie fiduciaire était celle des merveilleux bons du Trésor du Reich – donc, une fois de plus, seulement une autre

Machine Translated by Google

Du papier, derrière lequel se cachait un État en faillite. Rien d'étonnant, dans un tel contexte, à ce que l'effondrement inéluctable de la monnaie allemande ait eu lieu.

Il incombe sans aucun doute à une banque nationalisée, pour l'État, de veiller à ce que les besoins de l'économie en moyens de paiement soient pleinement satisfaits ; car ce n'est qu'en l'absence de blocages à ce niveau, même si les autres institutions financières peuvent satisfaire intégralement toutes les demandes, qu'une extorsion d'intérêts fondée sur une pénurie de liquidités – susceptible de provoquer les plus grandes crises mondiales – peut se produ En revanche, même en période de ralentissement économique, les billets émis retournent à la Reichsbank par les innombrables circuits de transactions monétaires publiques, lui permettant ainsi de les remettre en circulation. À la Banque d'Angleterre, il est d'usage, comme chacun sait, qu'un billet retourné à la banque ne soit pas remis en circulation mais échangé contre un neuf, l'ancien étant détruit. Cette pratique est motivée principalement par des raisons d'hygiène.

À l'avenir, la question de la monnaie revêtira effectivement une importance croissante, à mesure que les substituts monétaires, comme les lettres de change et les chèques, et surtout les transactions monétaires sans espèces, prendront une importance grandissante.

Dans une telle économie de compensation, les bureaux de chèques postaux, déjà exemplaires aujourd'hui pour leurs transactions monétaires pures, sans espèces ni intérêts, acquerront une importance considérable. On entrevoit dans ces bureaux de chèques postaux actuels les cellules essentielles qui pourraient aisément être développées en un système idéal de transactions monétaires sous supervision étatique, parfaitement calqué sur le système national de transport de voyageurs et de marchandises.

Personne ne peut contester que les transactions de paiement effectuées via les bureaux de chèques postaux sont traitées plus rapidement et plus efficacement. Le fait que les avoirs et les notes de débit ne soient pas traités sous 48 heures maximum importe peu, quand on sait que les banques peuvent aujourd'hui émettre des avoirs pour des montants reçus depuis longtemps seulement 8 à 14 jours plus tard. Si un client a besoin de fonds pour son entreprise, il est toujours contraint de demander un crédit bancaire. Avec les transactions monétaires effectuées via les bureaux de chèques postaux, le calcul des intérêts est totalement supprimé. Cela représente un gain de temps et une simplification considérables, notamment en période de clôture d'année. Le client reçoit chaque année, le 2 janvier, et également quotidiennement sur demande, un relevé précis de son compte chèques postaux.

L'intermédiaire des banques dans les transactions monétaires n'est donc en rien particulièrement avantageux pour l'économie. Ces transactions, purement monétaires, ne font qu'alourdir la charge de production en lui imposant des provisions de toutes sortes, et seules les banques, et jamais celui qui a recours à leurs services, profitent des intérêts. Pour un industriel ou un entrepreneur avisé, percevoir quelques marks d'intérêts sur des crédits temporaires n'a aucune importance. Un entrepreneur avisé gère ses finances de manière à ne disposer en banque que des fonds nécessaires au paiement des salaires et autres dépenses courantes.

Les comptes de chèques postaux répondent parfaitement à ces besoins et ce n'est pas un hasard si, même pendant la guerre, la société anglaise des « Fabiens », la « Fabian Society »⁷⁶, à Londres, a adressé un mémorandum au Lord Chancelier de l'Échiquier intitulé : « Comment financer la guerre ? », dans lequel elle mentionnait l'organisation des comptes de chèques postaux allemands et autrichiens comme solution de financement. Les ennemis sont toujours perspicaces et lorsqu'ils indiquent

---

La Fabian Society est une organisation socialiste démocratique qui prône la réforme plutôt que la révolution. Fondée en 1884 , elle comptait parmi ses premiers membres George Bernard Shaw, H.G. Wells, Annie Besant, Leonard et Virginia Woolf, mais les plus importants furent Sidney et Beatrice Webb. C'est d'ailleurs Sidney Webb qui rédigea la constitution du jeune Parti travailliste en 1900.

Machine Translated by Google

Si une institution est présentée comme exemplaire à leur propre pays, alors on peut être certain qu'elle a quelque chose de précieux.

Ce qui a été dit à propos de la nationalisation de la Reichsbank vaut également, naturellement, pour la nationalisation des autres banques centrales, et donc, pour la Bavière, de la Banque centrale de Bavière. Cette dernière est elle aussi une société par actions, dans laquelle une majorité d'actionnaires peut, par exemple, décider de distribuer aux actionnaires les réserves d'or de la banque, sur lesquelles repose son droit d'émission de billets. On se souvient d'ailleurs que le banquier juif Schweißheimer avait tenté de le faire à Munich. Cette fois, le projet avait échoué face à l'opposition du gouvernement bavarois. L'État bavarois détenait alors un sixième des actions, un autre sixième était détenu par la Banque de crédit hypothécaire et d'escompte de Bavière, et les deux tiers restants étaient distribués aux actionnaires.

Il est en soi absolument monstrueux qu'un État craigne que les réserves d'or de la banque centrale ne soient menacées par l'intervention des « actionnaires » de cette banque. Quiconque connaît la ténacité juive sait que le danger qui menaçait les réserves d'or de la Bavière n'a en rien été écarté par la fermeté exceptionnelle du gouvernement. Face à cela, il n'existe en effet qu'un seul moyen radical : la nationalisation des banques centrales. Outre la Banque centrale de Bavière, on trouve en Allemagne la Banque de Bade, la Banque de Saxe à Dresde et la Banque centrale du Wurtemberg.

En cas de nationalisation de la Reichsbank et des banques centrales, les fonctionnaires et employés de ces banques seront, de toute évidence, placés sous la tutelle de l'État au même titre que des agents de l'État. Le droit d'émettre des billets sera ainsi exercé exclusivement par l'État. Une telle émission ne pourra avoir lieu qu'après arrêté du ministère des Finances et sous réserve d'une couverture complète. C'est là que se joue la question cruciale de la stabilisation de notre monnaie. Cette tâche ne relève cependant pas du seul champ d'action des banques centrales ; celles-ci doivent seulement veiller à ce qu'aucune émission de billets ne soit effectuée sans couverture.

En matière de production de billets, les décisions rendues jusqu'à présent restent valables. Toute imitation sera punie avec la plus grande rigueur conformément aux dispositions du Code pénal, article VIII, paragraphes 146 à 152.

Les actionnaires seront indemnisés. Toute prétention des actionnaires sur les stocks d'or de la banque sera juridiquement exclue.

Une véritable stabilisation de notre monnaie est totalement exclue tant qu'on exigera des Allemands, selon les modalités décrites, des intérêts et des taxes qu'ils ne pourront assumer à long terme. Il est également erroné de vouloir maintenir des mesures radicales pour stabiliser la monnaie.
Il ne s'agit pas ici d'un problème particulier que l'on pourrait dissocier du problème international de l'économie d'intérêt. Tant que cette économie de pillage internationale, propre à la haute finance juive, perdurera, les monnaies des différentes nations resteront l'objet de prédilection de la spéculation financière. De plus, la stabilité d'une monnaie – ce que le sens même du terme « monnaie » exprime – dépend d'autres facteurs, notamment de l' activité ou de la stagnation de la balance commerciale. Notre regard s'étend désormais au-delà des frontières de notre patrie, et l'économie nationale entre en relation avec les économies étrangères.

Pour s'orienter rapidement dans l'immense domaine de la finance internationale, il est essentiel de rappeler que le sens et le but de cette économie internationale ne résident pas dans la rentabilité du capital privé, mais dans la satisfaction des besoins. Tout le reste n'est qu'accessoire, une aide. L'économie financière internationale – les transactions de paiement internationales

Machine Translated by Google

Cependant, ce qui apparaît aujourd'hui comme l'élément principal et qui joue en réalité le rôle prépondérant, ce sont les banques internationales qui gouvernent le monde. Elles « couvrent » les besoins monétaires des États et se sont ainsi arrogées le pouvoir. Ce sont elles qui contrôlent la production au sein de gigantesques trusts : fer, acier, pétrole, conserves, céréales, matières grasses, huile, coton, etc. Les banques internationales ont financé les guerres, les grandes banques ont financé et contrôlé l'ensemble des approvisionnements de guerre. Elles n'ont rien accompli en tant qu'acteurs productifs, n'ont participé ni à la production, ni même activement aux opérations militaires ; elles n'ont fait que tirer profit de tout : du sang et des larmes, des horreurs de la guerre, de la faim des masses, du gaspillage des nouveaux riches, de la frénésie spéculative des investisseurs.

Tout cela se transforme en or et en valeur pour la finance internationale. Chaque production des nations productives génère des intérêts pour la finance internationale. Même ici, dans l'économie internationale, nous sommes confrontés à un renversement complet du rapport normal et équitable entre capital et travail.

Les ouvriers travaillent de manière raisonnable et proposent leurs produits sur le marché mondial afin de les échanger contre des produits étrangers (matières premières, produits semi-finis ou finis). Une économie saine ne consiste pas à échanger des devises étrangères (dollars ou livres sterling) contre des instruments d'optique fournis, puis à annuler ces transactions et à spéculer davantage sur les devises étrangères. En période de prospérité économique, aucun chef d'entreprise n'aurait envisagé une telle pratique. Il a bien sûr besoin des recettes pour financer sa production, payer ses ouvriers et acheter de nouvelles matières premières. Il est inconcevable que l'économie allemande perçoive l'intégralité des recettes de ses exportations industrielles en devises étrangères, car cette même économie doit s'approvisionner en matières premières : coton pour l'immense industrie textile, cuivre pour l'immense industrie électrique, soie, jute, fruits tropicaux (pour répondre à la demande croissante excédant la production nationale), produits alimentaires et fourragers, etc. Les sommes perçues en devises étrangères doivent donc être immédiatement réinvesties. Cela est tout à fait naturel, car en temps normal, on ne peut rien faire d'autre que changer des devises étrangères dans son propre pays. C'est encore le cas aujourd'hui. On ne peut pas payer un ouvrier américain en francs français, ni un commerçant anglais en lires italiennes. Il est également absurde d'emporter des devises à l'étranger où elles ne peuvent servir de moyen de paiement légal. La monnaie locale sert, et ne devrait servir que, les besoins internes du pays qui l'émet. De même que, dans une économie nationale, la production de biens ne consiste pas à spéculer sur l'argent puis à le thésauriser, de même l'échange économique international de biens n'est complet que lorsque l'importation est payée par l'exportation.

La situation théorique idéale serait que chaque pays puisse couvrir et financer exactement ses besoins d'importation par ses exportations. Alors, et alors seulement, on pourrait parler d'une stabilité absolue des devises étrangères. Or, l'effort de toute économie nationale en pleine croissance vise, de manière compréhensible, à dégager un excédent d'exportations par rapport aux besoins d'importations. Seul cet excédent témoigne d'une augmentation de la richesse. On parle alors d'une balance commerciale active. Si les besoins d'importations restent supérieurs aux exportations, une partie de la richesse intérieure doit être exportée pour combler ce déficit. Mais ces exportations, ne pouvant être prélevées sur le revenu du travail, doivent donc provenir exclusivement de la richesse. Cela se fait soit par l'exportation d'or, soit par l'exportation de titres. Or, cette dernière forme d'« exportation » n'est rien d'autre que le début de l'esclavage international des taux d'intérêt. La question de savoir si cette « exportation de titres » s'étend à…

Machine Translated by Google

Que les titres nationaux existants soient déguisés en « obligations » étrangères ou non, cela ne pose pratiquement aucun problème aux nations concernées. Or, comme la logique économique internationale ne retient que la frénésie de rentabilité des grands emprunts, tout doute raisonnable quant à la viabilité d'une économie nationale honorable est étouffé par la presse et les parlements, et l'asservissement international de toutes les nations à la finance internationale qui produit ces obligations prend des proportions effrayantes.

Même au sein de l'économie internationale, les mêmes phénomènes que dans l'économie nationale se manifestent, et les crises terribles qui secouent aujourd'hui les différentes économies nationales résultent principalement de l'asservissement de toutes les nations du cercle culturel occidental, comme nous l'avons déjà vu. Les pays à monnaie faible, dont l'économie intérieure est devenue trop fragile (Russie) ou dont la situation intérieure est devenue incertaine suite à une révolution (Allemagne), et dont les excédents de production, encore gigantesques, sont confisqués gratuitement à titre de réparations à l'ennemi, n'ont plus de pouvoir d'achat excédentaire. Ils ne peuvent donc plus régler leurs importations avec des biens, mais avec de la monnaie fiduciaire qu'ils injectent massivement dans les pays étrangers afin d'acheter des devises étrangères.
De ce fait, ils nuisent de manière similaire à la fois à l'économie intérieure et aux économies étrangères. En revanche, les pays à monnaie forte sont précisément confrontés à l'appréciation de leur monnaie (la Suisse, par exemple). Ils ne peuvent plus exporter leurs produits vers leurs anciens grands marchés car ces derniers sont devenus trop chers en raison du taux de change élevé de leur monnaie. Ces pays peuvent aisément couvrir leurs besoins d'importation grâce à la force de leur monnaie.
Mais lorsque les produits finis sont beaucoup moins chers dans les pays dont la monnaie est faible, les commerçants et les profiteurs se rendent dans ces pays et les pillent, au détriment de la production locale et de la consommation. Dans les pays ainsi rachetés, les stocks, déjà réduits, sont encore davantage diminués par ces achats frénétiques. Le pouvoir d'achat de la monnaie nationale s'en trouve donc à nouveau érodé dans ces pays.

Si, malgré ces relations complètement bouleversées, tout ne s'est pas effondré depuis longtemps, c'est parce que, par-dessus toutes les machinations de la finance internationale, le besoin international mutuel l'emporte tout simplement. Seulement, tout se produit au dernier moment, dans un fracas de désespoir, car le grain de sable – les exigences d'intérêts du capital international – est venu perturber le fonctionnement de l'économie internationale. Ou, pour reprendre une image médicale : dans le système sanguin sain de l'économie internationale s'est développé un cancer, d'abord petit, mais aujourd'hui déjà gigantesque, dont le seul intérêt est d'aspirer tout le sang à son profit, au détriment du reste du corps, et de prélever un droit de passage, un intérêt, sur tout. Tout le sang afflue certes vers le cœur, mais celui-ci recrache aussi, à chaque battement, le sang contaminé. La banque d'État qui ne sert qu'aux transactions monétaires pures correspond précisément à cette image – et à ce cancer correspond tout particulièrement l'activité de la finance internationale, qui contrôle également toute la monnaie mondiale par le biais de ses banques de crédit, tient l'économie internationale entière dans ses griffes et perçoit des intérêts partout. Tout cela est superflu ! Les nations du monde n'ont nullement besoin de pouvoirs financiers supranationaux. Certes, des institutions sont nécessaires pour réguler les transactions monétaires internationales, à l'instar d'une chambre de compensation ou des comptes chèques postaux. Cette fonction peut et sera assurée par les bureaux de change publics.

En tout état de cause, il existe suffisamment de moyens, assez similaires à ceux qui ont permis de créer une union postale internationale, pour organiser même les transactions de paiement internationales.

Machine Translated by Google

Principalement par le biais de la compensation, sans que la finance internationale ne profite deux ou trois fois de ces simples opérations commerciales et ne s'enrichisse au détriment des nations productives. Les détails sont superflus ici.

La stabilisation d'une monnaie ne peut donc, comme cela a été souligné, être dissociée des relations internationales. Il existe cependant plusieurs possibilités pour remédier aux sources d'erreur et aux responsabilités liées aux carences de l'administration interne ou à la manipulation incontrôlée de l'imprimerie.

Les mesures proposées s'inscrivent toutes dans le cadre de systèmes déjà éprouvés ; à l'instar de la nationalisation de la Reichsbank et des banques centrales, elles découlent logiquement d'une nouvelle conception de l'État quant à son rôle de garant des transactions monétaires. Elles constituent la réaction naturelle à des conditions qui ne servaient que les intérêts de la haute finance, au détriment du peuple. Le prolongement logique de la nationalisation de la Reichsbank consiste en la régulation et la médiation des transactions monétaires par l'État, sur le modèle du système de chèques postaux, qui sera par ailleurs étendu et adapté à cet effet.

Toutes ces mesures constituent certes des avancées déjà importantes, mais elles pourraient être mises en œuvre sans que l'attitude économique ait à être fondamentalement transformée au sens du principe national-socialiste présenté avec insistance : « La tâche de l'économie est de couvrir les besoins et non la rentabilité du capital privé ».

Cette transformation fondamentale et ce nouvel ordre dans le domaine du système financier et fiscal, ainsi que plus particulièrement dans le financement des grands projets d'État en évitant le recours à l'emprunt, de même que les mesures politiques financières qui relèvent en effet presque du champ d'action de la politique sociale, nous occuperont dans le chapitre suivant.

Machine Translated by Google

Nouvelles voies

Le financement des grands travaux publics.

Parmi les missions les plus importantes de l'État figure la réalisation de projets économiques d'envergure, dont l'exécution dépasse les capacités financières des entreprises privées, qui soulèvent des intérêts publics et juridiques considérables et qui reposent sur l'exploitation de ressources naturelles ou de sources d'énergie renouvelables. Il s'agit donc des projets impliquant l'exploitation de ressources naturelles appartenant à la collectivité, ou dont l'exécution relève des missions qui incombent principalement à l'État, comme l'ensemble du secteur des transports.

On constate qu'il est tout à fait possible de délimiter avec précision le champ d'action de l'initiative étatique sans pour autant limiter l'initiative entrepreneuriale privée ni imposer à l'État une concurrence. De plus, l'exécution de ces grands travaux publics est naturellement confiée presque exclusivement à des entreprises privées.

Nous avons déjà décrit en détail, dans les observations fondamentales, la manière exemplaire dont l'État a bâti notre système de transport allemand. Certes, ici et là, un développement par le secteur privé aurait été plus rationnel et moins coûteux, mais lorsqu'il s'agit de tâches où la sécurité de millions de personnes est en jeu, la question n'est pas tant celle-ci que celle de la plus grande solidité possible. Or, le secteur des transports relève indéniablement de la compétence exclusive de l'État.
La fiabilité, la ponctualité, la sécurité et l'uniformité des tarifs ferroviaires et postaux doivent être les points de vue décisifs pour le système de transport – et non – la rentabilité du capital privé.

Mais cette question est étroitement liée à la forme du financement de tels grands projets publics tâches.

Nous avons déjà constaté l'absurdité interne que révèle le fait que les « crédits » approuvés par le Parlement doivent ensuite être « approuvés » à nouveau par le capital privé, ce qui oblige alors l'État à supporter une charge tout à fait extraordinaire par la promesse d'intérêts.
Il ne sera plus nécessaire ici de rappeler de manière générale les conséquences désastreuses de cette promesse d'intérêts. Le présent ouvrage sert en effet principalement à le démontrer. Il convient toutefois de souligner tout particulièrement à quel point cette promesse d'intérêts sur les emprunts d'État a rendu les tarifs ferroviaires, par exemple, extraordinairement plus élevés et d'une manière inconcevable pour quiconque découvre ces chiffres.

Les dépenses d'investissement pour l'ensemble du réseau des chemins de fer du Reich allemand, construits ou financés par des emprunts, s'élevèrent à environ 25 milliards de marks-or jusqu'en 1914. Les intérêts sur ce montant, avec un taux moyen de 3,5 % à 4 %, atteignirent environ 800 à 900 millions de marks-or. Les recettes nettes, après déduction des charges de personnel (cadres et employés) et des coûts de matériel (charbon et lubrifiants), s'élevèrent à environ 800 à 1 100 millions de marks.

Le paiement des intérêts absorbait ainsi la quasi-totalité des recettes nettes des chemins de fer allemands. Il était toujours trompeur pour l'opinion publique d'affirmer, avec une certaine fierté, que les recettes postales et ferroviaires constituaient l'épine dorsale du budget de l'État. Certes, cela aurait pu être le cas si seulement le paiement des intérêts n'avait pas absorbé la totalité des recettes nettes. Un autre parallèle intéressant peut être établi : le total des dépenses de salaires et traitements de l'ensemble des cadres et employés des chemins de fer allemands, ainsi que des cheminots travaillant dans les usines et sur les lignes, s'élevait précisément à…

Machine Translated by Google

Tout comme les intérêts sur les emprunts ! Autrement dit : l'immense armée de cheminots allemands, jusqu'aux plus hauts postes (782 731 personnes), n'a perçu pour son travail que la somme exorbitante que le capital emprunté a empochée sans rien faire.

Le paiement des intérêts sur les emprunts contractés auprès des chemins de fer dépassait à lui seul la totalité des dépenses de notre importante armée du Reich de l'époque ! – et ce, pour tout ce qui s'y rattachait, y compris la supervision militaire, l'administration de la justice militaire, les systèmes d'administration des garnisons et de construction militaire, le système d'éducation et de perfectionnement militaire, les instituts techniques, les fonds de secours et d'aide aux veuves de militaires – sans oublier l'équipement et l'armement des troupes ! Le montant total pour l'ensemble de notre armée s'élevait en 1913 – soit la dernière année complète de paix – à 775 385 300 marks. Ces chiffres comparatifs sont révélateurs. Tandis que socialistes et démocrates s'insurgeaient sans cesse contre le « fardeau des armements militaires » au Parlement et dans la presse, on n'entend jamais un seul mot contre ces charges d'intérêts – qui éclipsaient de loin toutes les autres dépenses – liées aux emprunts publics. On aurait même pu financer l'ensemble de la marine avec les seuls intérêts de ces emprunts destinés aux besoins généraux. En 1913, les dépenses totales de notre fière Reichsnavy s'élevaient à 197 millions. Il convient de noter que ces dépenses auraient pu être entièrement couvertes si notre budget d'État n'avait pas été alourdi par des charges d'intérêts aussi colossales.

Une poignée de grands capitalistes du prêt – les quelques milliers de « parasites », ces petits épargnants possédant quelques milliers de marks, ne jouent absolument aucun rôle dans ces prêts publics –
Ainsi, année après année, sans le moindre travail ni effort, nous empochions des sommes qui nous auraient permis de financer et de rémunérer l'ensemble de l'administration du Reich, notre armée et notre marine.

Celui qui, face à de tels chiffres, ne saisit pas l'importance capitale du problème des taux d'intérêt en général et de l'échec total de la politique financière nationale, avec son économie du crédit, en particulier, ne peut être aidé. De plus, les chiffres qui permettent cette compréhension sont accessibles à tous : on les trouve dans l' Annuaire statistique du Reich allemand, publié avec le plus grand soin par l'ancien Office royal de la statistique, ainsi que dans l' Annuaire statistique du Reich allemand des éditions Puttkammer et Mühlbrecht, publié par l'Office statistique du Reich républicain.

Que de tels déséquilibres entre les dépenses nécessaires à l'administration du Reich, à l'armée et à la marine, et les dépenses de l'État pour le paiement des intérêts des emprunts constituent une injustice criante n'apparaîtra pleinement que lorsque l'on examinera comment le Reich couvre alors ses besoins financiers liés à ces paiements d'intérêts. C'est là qu'intervient le domaine des douanes et des impôts. Je dois ici renvoyer à l'analyse approfondie de cette situation présentée dans mon ouvrage « La grève fiscale à venir », où j'ai démontré de manière concluante que la plus grande partie des impôts est supportée par la masse de la population active. Nous sommes donc face au constat que l'État, dans un premier temps, au mépris total des possibilités que lui offre sa souveraineté financière, recourt à l'emprunt pour l'exécution de grands travaux publics, c'est-à-dire qu'il contracte des dettes ; qu'il surcharge ensuite son budget au point de devoir consacrer la totalité de ses recettes nettes au paiement des intérêts et qu'il doit, de surcroît, accabler le peuple de droits et d'impôts afin de pouvoir honorer ses obligations d'intérêts. Toutes les tâches étatiques essentielles doivent désormais être menées avec la plus grande résistance au sein des parlements provinciaux et du Reichsparliament, et l'État se retrouve finalement cantonné au rôle de collecteur d'intérêts sur les capitaux empruntés, comme c'est le cas aujourd'hui.

Machine Translated by Google

La solution a déjà été indiquée depuis longtemps – après un examen aussi détaillé de la situation absurde actuelle, elle est évidente ; la voici :

L'État financera tous les grands projets publics du Reich en vertu de sa souveraineté financière et après approbation de la population par le biais du Parlement, en évitant strictement le recours à l'emprunt, par l'allocation directe de fonds via des transferts sans numéraire ou par l'émission de bons du Trésor public sans intérêt.

Je peux illustrer au mieux cette mesure par un exemple : le développement de l'hydroélectricité en Bavière.

Les projets et les efforts visant à exploiter l'énorme potentiel hydroélectrique des rivières de montagne, combiné à celui des grands lacs d'altitude, remontent à plus de vingt ans. Il s'agissait incontestablement de ressources énergétiques nationales appartenant à la collectivité, qui devaient être prélevées et utilisées à des fins lucratives. Ainsi, il est clair que le développement de tels ouvrages a impliqué de nombreux intérêts juridiques, publics et privés. Ce domaine relève exclusivement de la sphère d'influence de l'État. Le peuple a d'ailleurs approuvé oralement les crédits par l'intermédiaire de ses représentants en décembre 1920. Le projet avait été suffisamment étudié, testé et remanié à plusieurs reprises, et ses importants avantages économiques étaient parfaitement clairs. L'État et le peuple avaient décidé d'exploiter ces ressources énergétiques ; avec cette approbation des crédits, il leur suffisait désormais de prendre la décision que les sommes perçues par les entrepreneurs seraient versées directement par la banque d'État sur la base des crédits approuvés. Que cela se fasse sans espèces, par virement bancaire, par avis de crédit sur compte chèque postal ou en espèces, cela n'a finalement aucune importance.

Il est évident que la banque d'État, à ces fins, émettrait sa propre monnaie à hauteur des crédits nécessaires et approuvés. Ces obligations de construction hydroélectrique représentaient ainsi, dans une certaine mesure, des billets du Trésor public émis au profit des travaux d'aménagement hydraulique en construction, à titre de crédit anticipé garanti par l'État. Il s'agissait donc d'une somme d'argent couverte de multiples manières. La couverture consistait d'abord en l'avancement des travaux du Walchensee, etc., et ensuite en la garantie de l'État que la somme serait acceptée à sa valeur nominale par le Trésor public, en lieu et place d'un paiement. Ces obligations de construction constitueraient simultanément des obligations partielles sur les travaux hydrauliques, sans toutefois porter atteinte aux intérêts. Or, comme chacun sait, ce n'est pas le cas des autres titres en circulation.

Les billets de construction hydroélectrique pourraient très bien préciser, dans leur libellé, que leur valeur est intégralement couverte. Par exemple : « Ce billet de mille marks est partiellement couvert par la valeur de l'installation construite pour l'exploitation de l'énergie hydroélectrique bavaroise. Il est accepté comme moyen de paiement dans tous les trésors publics de l'État. »

Si l'on souhaite aller plus loin, rien n'empêche l'État de s'engager, après l'achèvement des travaux, contre le dépôt du billet, à fournir un certain nombre de kilowattheures d'électricité ou un certain nombre de quintaux d'azote.

Personne ne refuserait une telle monnaie émise par l'État, entièrement adossée à des biens matériels et pouvant également servir, dans une certaine mesure, de bon de rationnement pour l'électricité. Au contraire, on peut être certain qu'une telle monnaie connaîtrait un succès particulier, car elle est stable, aussi stable qu'un dollar, voire plus, puisqu'elle permet d'obtenir en échange une quantité précise d'électricité ou d'azote, indépendamment des fluctuations économiques. Il est révélateur de l'étroitesse d'esprit de certains que, dans les discours de divers orateurs, on ait objecté : « Personne n'accepterait cette monnaie. »

Machine Translated by Google

Jamais personne n'a hésité, pas même ces messieurs qui débattent, à accepter l'argent émis par l'État. Tous ont accepté même les billets les plus abîmés de la Reichsbank, alors même qu'il s'agissait d'argent pur et simple, alimenté par l'inflation. Et pourtant, tous l'ont accepté, même lorsque les spéculateurs les plus avisés cherchaient à s'en débarrasser au plus vite en échange de devises étrangères ou de marchandises.
En effet, personne n'a refusé la monnaie d'urgence des villes et des collectivités, qui était elle aussi constituée de billets de banque non garantis. Dès lors, une monnaie fiduciaire garantie, aussi préférable que celle destinée à la construction de nos grands travaux, intégralement adossée à des actifs matériels, ne devrait-elle pas être acceptée immédiatement ? Assurément, même ceux qui s'opposent à la monnaie publique sans intérêt au nom ou dans l'esprit de leurs supérieurs ne le croient pas vraiment.
Il est indéniable, malgré les protestations des « métallistes » qui ne considèrent comme monnaie que celle faite de métaux précieux, que la « monnaie » est celle que l'État déclare être de la monnaie – que cette monnaie soit constituée de papier, de porcelaine, de fer, de cuir ou de tout autre matériau étant totalement indifférent. Il en va tout autrement du pouvoir d'achat de cette monnaie. Sur ce point, les métallistes ont raison d'affirmer qu'une monnaie en or conserve généralement sa valeur d'échange, même en cas de troubles politiques. Cependant, cette stabilité, la monnaie métallique en métaux précieux ne la doit pas à sa nature monétaire, mais à sa nature de marchandise, à savoir l'or.

Il ne fait aucun doute que l'État est pleinement justifié de couvrir ses besoins financiers pour un ouvrage d'envergure de la manière décrite. Premièrement, l'État est souverain, c'est-à-dire qu'il n'a besoin de l'influence de personne, car il en a le pouvoir. Deuxièmement, une telle mesure résiste à l'analyse commerciale la plus rigoureuse. L'État émet ces fonds sous forme de bons, en s'appuyant sur sa solvabilité. Pourquoi accorder moins de crédit à l'État qu'à une banque, surtout lorsque l'État réalise des travaux utiles au bien-être de la collectivité ? Même si l'on prétend que l'État rémunère le travail effectué (les entrepreneurs et les ouvriers engagés dans les travaux du lac de Walchensee) par des bons, cela est exact, car ultérieurement, une fois les travaux terminés, l'État accepte à nouveau ces bons en paiement des services qu'il a rendus (fourniture d'électricité, d'azote, etc.). Le cycle économique est ainsi bouclé. Les créances de construction sont ainsi à nouveau remboursées grâce aux factures d'électricité des premières années, puis détruites. Un chef-d'œuvre d'organisation gouvernementale a ainsi vu le jour, offrant à tous un bien sans intérêt. Ce système a permis de dégager, sans alourdir significativement le fardeau des consommateurs d'électricité, une nouvelle source de revenus importante pour l'État, le rapprochant ainsi de l'idéal d'une politique financière nationale saine : un État sans impôts.

Il convient également de noter que le processus décrit, relatif à l'émission de fonds propres pour un projet de construction donné, n'implique pas nécessairement l'émission de la totalité du montant approuvé sous forme de billets de banque. En effet, la grande majorité des paiements aux entrepreneurs s'effectuent par virement bancaire. Toutefois, même en supposant que l'intégralité du montant des nouveaux fonds de construction soit émise sous forme de nouveaux billets de banque d'État, ces montants resteraient négligeables par rapport aux autres besoins actuels de l'État.
Au même moment où l'on s'est cassé la tête au Parlement bavarois à cause du crédit de 800 millions pour l'hydroélectricité bavaroise – ou plutôt : où l'on ne s'est pas cassé la tête mais où l'on a simplement eu recours une fois de plus à un « prêt » de 8 000 millions, ce crédit a été approuvé au Parlement « sans débat en troisième lecture aux fins de l'urgence générale ».

Je rappelle ici une fois encore les considérations selon lesquelles, dans le cas d'un tel financement par émission monétaire, aucune inflation d'aucune sorte ne serait engendrée, tandis que, d'autre part, l'émission d'obligations portant intérêt pendant la période de construction implique de toute façon une certaine

Machine Translated by Google

L'inflation est inévitable, car les intérêts doivent déjà être payés même si aucun travail productif n'est encore effectué par les usines.

L'équilibre économique national entre monnaie et biens matériels, au sens de la théorie quantitative de la monnaie, n'est en aucun cas affecté, car l'augmentation des moyens de paiement du côté de la monnaie s'accompagne d'une augmentation tout aussi importante des biens. Si, ultérieurement, grâce aux recettes de ces travaux, la monnaie émise est retirée et détruite, l'équilibre économique national s'en trouve naturellement amélioré, augmentant la richesse nationale à hauteur de la valeur totale de ces nouveaux travaux.

Même ici, il convient de souligner combien les intérêts pèsent lourdement sur le coût de production de telles installations. Oskar Pöbing⁷⁷ a établi, après une analyse approfondie de la question, que le coût de production d'un kilowattheure est alourdi par le taux d'intérêt exorbitant de 500 % appliqué aux emprunts ! Aujourd'hui, l'électricité produite par nos centrales hydroélectriques bavaroises nous coûte cinq fois plus cher, car nous avons une fois de plus eu recours à l'emprunt, la solution de facilité. Il est pertinent d'imaginer que l'ensemble des dépenses matérielles et humaines liées à l'exploitation et à l'entretien des grandes centrales électriques bavaroises et des gares interurbaines – soit la totalité des salaires et traitements de tout le personnel employé : employés des écluses, mécaniciens, ouvriers, manœuvres, encadrants, et l'ensemble du personnel technico-commercial, jusqu'à la direction – ne représentent, année après année, qu'un cinquième des sommes que les « magnats » du crédit perçoivent chaque année, sans effort ni travail, au titre des intérêts.

L'intérêt dévore tout, l'intérêt renchérit tout. Seul le capital emprunté en profite, la population en subit les conséquences néfastes. La population qui construit les infrastructures par ses propres moyens en subit les conséquences ; car qui donc construit les infrastructures bavaroises ? – assurément les ingénieurs, les ouvriers, les contremaîtres et les entrepreneurs bavarois ; les usines bavaroises fournissent la majeure partie des machines et des équipements – et pour ce qui n'est pas produit en Bavière même, il faut donner du grain ou du bétail bavarois, donc encore une fois, le travail bavarois doit être fourni en échange – sauf que le peuple bavarois ne finance pas la construction (apparemment !), et a donc besoin des grands capitalistes de New York, Londres, Paris et Berlin. Le peuple bavarois doit emprunter à tous les pays du monde et alourdir son énergie hydroélectrique d'un paiement d'intérêts qui rend l'électricité 500 % plus chère !

N'est-ce pas de la folie ? N'est-ce pas un crime économique ? De ceux qui n'ont rien fait d'autre qu'à un moment donné prendre leur plume et rédiger un chèque ou demander à leur banquier de signer le prêt hydroélectrique bavarois, ceux-là reçoivent pour cela, année après année, des intérêts payés par le peuple bavarois.

Non seulement cela, mais les réseaux d'adduction d'eau ne sont plus la propriété libre du peuple bavarois, mais sont mis en gage au profit des capitalistes. Plus cocasse encore est la situation où les grands capitalistes ne prêteraient naturellement pas « leur argent » à un État qui n'est pas en soi « favorable » au capital et aux intérêts, et qui, de ce fait, bénéficie encore d'un tel crédit qu'on peut
injecter 800 millions dans le projet. Et de fait, les appels d'offres pour les obligations hydroélectriques contenaient la garantie si séduisante et rassurante pour les capitalistes : « l'État bavarois, avec toute sa richesse, garantit le capital et les intérêts ! »

77 Oskar Pöbing (1882-1956) était un ingénieur mécanicien bavarois qui travaillait à l'Université technique de Munich. Il est l'auteur d'études telles que Die Wasserkräfte Bayerns (1919) et Zur Bestimmung strömender Flüssigkeitsmengen in offenen Gerinnen (1922).

Machine Translated by Google

Sac d'argent, que voulez-vous de plus ! L'État bavarois admet donc clairement qu'il est si riche qu'on pourrait lui prêter 800 millions d'euros pour les projets hydroélectriques du Walchensee et de l'Isar moyen, mais il est incapable d'user de sa souveraineté financière pour financer ces travaux sur ses propres deniers. Pourquoi ? Parce qu'il est trop englué dans la folie des prêts et des intérêts, parce que ses dirigeants responsables n'ont ni la capacité de réflexion ni le sens des responsabilités nécessaires pour oser juger ces plans pourtant simples et clairs à l'aune des intérêts.
N'ayant pas accès au financement gratuit, ils se tournent vers les experts bancaires. C'est comme si un tuberculeux demandait à ses bacilles s'il jugeait bon qu'il aille à Davos ou en Engadine pour guérir, et que ceux-ci lui assuraient : « Non, surtout pas ! Le voyage pourrait vous nuire, un accident de train est possible. Restez chez vous, dans votre environnement habituel. Dans votre état, vous ne devriez pas prendre de risques ! » etc. En suivant ce conseil, tout à fait judicieux du point de vue des bacilles, la tuberculose progresse à grands pas et les bacilles se multiplient de façon spectaculaire. Il en va de même pour notre économie financière et de marché.

Cette habitude de demander conseil à ses propres adversaires est tout à fait caractéristique des Allemands naïfs. Si un homme apparaît, qui prétend aimer passionnément son peuple, le conseillant à tout-va et alertant les responsables de telle ou telle malhonnêteté, on peut parier dix contre un que les personnes concernées accourront vers lui et lui demanderont naïvement : « Dites-moi, untel m'a dit que vous étiez un vaurien, dites-moi si c'est vrai ! » Et si l'autre lui explique alors avec la plus grande sincérité : « Mais que pensez-vous donc de moi ? Un scélérat ! Au contraire, je suis votre meilleur ami, je vous ai toujours aidé à surmonter nos difficultés financières », alors le naïf questionneur est comblé : il en a assez fait et il est particulièrement heureux de ne pas avoir à se creuser la tête. Cependant, il ne juge généralement pas digne de réponse cet ami gênant du peuple – et les choses s'enlisent davantage dans l'ornière de la politique de prêts capitalistes à intérêt jusqu'à ce que le dernier élément de richesse nationale libre soit engagé auprès des puissances financières et que la nation entière ne paie plus que des intérêts à la finance internationale.

En conclusion, il convient de souligner, précisément dans ce contexte, que l'État bavarois – alors qu'il ne s'agissait nullement d'une tâche d'État aussi importante que le développement de l'hydroélectricité bavaroise, mais plutôt de remédier à la crise monétaire du gouvernement de novembre – s'est empressé d'émettre, par le biais de la Banque d'État bavaroise, environ 130 millions de billets du Trésor. Cette opération s'est déroulée en toute transparence, et chacun a accepté ces billets bavarois avec la même facilité que ceux de la Reichsbank ; chacun pouvait acheter autant de pain avec ces bons bavarois qu'avec les billets de la Reichsbank. En effet, il n'était même pas nécessaire que ce soit tout l'État bavarois ; il suffisait que le maire de Munich, la capitale provinciale, et quelques notables municipaux fassent imprimer leurs noms sur ces petits bouts de papier colorés, et même cet argent d'urgence circulait, tout le monde le prenait et tout le monde le distribuait exactement comme les miettes de la Reichsbank, et cet argent d'urgence remplissait parfaitement la fonction de toute monnaie – celle de faciliter l'échange de biens.

Un seul organisme fut extrêmement affecté par ces artifices propres aux provinces et aux communautés – la haute finance – et obtint une loi du Reich en octobre 1921 interdisant formellement aux provinces et aux communautés d'émettre des titres.

[78] Davos, en Suisse, est réputée depuis le milieu du XVIIIe siècle comme station thermale pour les personnes souffrant de maladies pulmonaires. L'Engadine est une vallée des Alpes suisses.

Machine Translated by Google

Aucun autre fonds d'urgence ne sera débloqué. Cette loi constituait en réalité une loi claire pour la protection des Juifs, qui devait être suivie en 1922 par la « Loi pour la protection de la République ».

Je peux très bien imaginer la peur soudaine de la finance internationale lorsqu'elle a réalisé que dans l'argent sans intérêt, même sous la forme inoffensive d'une monnaie d'urgence, les peuples tenaient entre leurs mains une arme – naturellement à leur insu – qui pouvait d'un seul coup déchirer le réseau doré établi par le mensonge et la tromperie au cours de siècles de travail clandestin et de contrefaçon, et libérer les peuples de leur esclavage des intérêts.

Déjà à cette époque, lors de l'émission de la monnaie d'État bavaroise, la Reichsbank exigea très rapidement son retrait, ce qui se produisit sans difficulté au cours de l'année 1921. La raison : cette monnaie ne rapportait aucun intérêt à la haute finance, contrairement à celle de la Reichsbank, qui transitait indirectement par les bons du Trésor du Reich.

Dans l'État national-socialiste, tous les grands projets d'État seront désormais financés et organisés selon les modalités décrites, en évitant totalement le recours à l'emprunt. Nous n'aurons recours au financement indirect des travaux de construction sans intérêt que si les fonds nécessaires ne peuvent être obtenus à partir des excédents d'autres entreprises publiques ou de prélèvements spéciaux destinés à ces fins spécifiques. Nous savons en tout état de cause que ce mode de financement ouvre des perspectives insoupçonnées et considérables pour exploiter les ressources naturelles du pays, améliorer les infrastructures de transport, etc.

La richesse d'une nation est proportionnelle à sa capacité d'organiser le travail.79

79 Ceci se reflète dans le discours d'Hitler au Reichstag le 30 janvier 1939, dans lequel il déclare : « Sous la contrainte du besoin, nous avons appris en premier lieu à tenir pleinement compte du capital le plus essentiel d'une nation, à savoir sa capacité de travailler. » (cité dans R de Roussy de Sales (éd.) Adolf Hitler : Mon nouvel ordre, Londres : Angus et Robertson, 1942, p. 457 et suiv.).

Machine Translated by Google

La Banque de construction sociale et économique

Dans la continuité logique du chapitre précédent, il convient de créer une banque sociale et économique chargée d'octroyer des prêts sans intérêt, notamment pour la construction de logements. Bien entendu, cette banque sociale et économique ne devrait pas fonctionner comme une institution étatique, mais comme une société de droit public. Logiquement, son analyse devrait donc intervenir après la présentation du système fiscal national-socialiste. Cependant, comme cette banque sociale et économique n'est autre que le financement sans intérêt transposé dans le secteur privé, et plus particulièrement dans le secteur de la construction de logements – une branche de l'économie d'une importance capitale –, la présenter en premier se justifie peut-être.

La raison pour laquelle une telle banque de construction ne devrait pas être gérée comme une entreprise d'État pure tient au fait qu'un établissement financier public de droit commun doit bénéficier d'une plus grande autonomie. Cela ne poserait pas autant de problèmes s'il s'agissait uniquement de construction de logements, mais il existe de nombreux cas où il s'agira de missions d'une importance capitale, ayant un impact indirect sur l'intérêt public. Dans ce cas, la banque, qui est responsable de sa gestion devant l'État, doit impérativement avoir toute latitude pour octroyer des crédits sans intérêt, après un examen approfondi de toutes les conditions.

Une telle liberté de décision est toutefois impossible dans les entreprises purement étatiques. C'est pourquoi elle doit être laissée à l'initiative privée.

À titre d'illustration, on peut présenter ici l'ébauche d'une telle loi qui a été adoptée.
en 1922 pour la Bavière :

Loi relative au développement d'une banque sociale et économique bavaroise.

Art. I

Il sera créé une banque nationale bavaroise de construction sociale et économique (BWB).

La BWB a pour mission de soutenir financièrement les entreprises de l'État ou les entreprises nationales économiquement précieuses de personnes privées (qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés) qui servent le développement du pays ou sont bénéfiques au bien-être général.

Art. 2

La BWB est une personne morale de droit public. Les modalités précises relatives à son organisation, son administration, son activité et sa direction seront fixées par le ministère.

Art. 3

L'autorisation est accordée à la BWB d'émettre dans un premier temps des bons du Trésor sans intérêt couverts par des actifs matériels d'une valeur maximale de 50 millions de marks-or.

L'émission ne peut avoir lieu que de manière légale, à condition que le montant des sommes émises et en circulation soit couvert par des garanties matérielles d'une valeur au moins équivalente (hypothèques sans intérêt, titres de vente garantis, nantissements, etc.) et que le remboursement ou le retour des bons du Trésor soit garanti par les revenus des entreprises ou institutions à créer dans un délai approprié, d'au plus 50 ans.

Art. 4

La somme des nantissements et des garanties dus aux bons du Trésor émis de la BWB
constitue l'association de couverture du BWB.

Machine Translated by Google

Toute transaction juridique qui perturbe ou porte atteinte à une assurance de sécurité ou de propriété
Les contrats d'adhésion à l'association de couverture sont nuls.

Tout changement de propriété ou de possession d'un bien ou d'un droit faisant l'objet de la garantie n'affecte pas l'existence des sûretés et celles-ci restent attachées au bien, même pour le nouvel acquéreur ; le titulaire antérieur est libéré de sa responsabilité personnelle uniquement si la BWB accepte le changement de personne du débiteur. Toute convention contraire est nulle.

Art. 5

L'ensemble des constituants et des droits de l'organisation de couverture du BWB sont consignés dans ce registre public ; les principes et les conséquences juridiques sont valables pour ce livre de la même manière que pour les registres ; le registre bénéficie de la confiance du public et de la présomption de droit en soi.

L'accès au registre ou aux sections pertinentes de celui-ci doit être accordé à toute personne justifiant d'un intérêt légal à y accéder.

Des bilans récapitulatifs doivent être publiés annuellement sur le montant total des bons du Trésor émis, ainsi que sur le montant total des titres dus à la BWB pour ces bons, ainsi que sur les ajouts et les déductions, et sur les remboursements et rachats réussis de bons du Trésor.

Art. 6

Les billets de trésorerie de la BWB ont cours légal. Chacun est tenu de les accepter à leur valeur nominale, en les convertissant au taux de change des autres monnaies légales de l'État.
Si un créancier refuse d'accepter des bons du Trésor de la BWB au lieu d'un paiement au taux de change minimum susmentionné, le débiteur est, dans la mesure où il a effectivement proposé le paiement en bons du Trésor, libéré de la dette de ce montant.

La BWB émet des bons du Trésor sans intérêt et fixe, par contrat, les conditions générales et particulières des conditions juridiques réciproques relatives aux échéances et aux taux d'émission, aux garanties et hypothèques à verser par le débiteur, ainsi qu'aux modalités de remboursement et autres conditions juridiques pertinentes. Un exemplaire de ces contrats est mis à la disposition de tous en annexe aux inscriptions du registre de l'association de couverture.

La BWB est justifiée de fixer à tout moment, de manière publique et uniforme, des majorations ou des frais pour les coûts administratifs liés à l'octroi de prêts et aux recouvrements annuels, ou de fixer des primes ou des remises correspondantes.

L'émission ou la cotation en bourse d'un taux supérieur au taux minimum déterminé à l'article 1 est autorisée.

Les remboursements ne peuvent être effectués qu'en bons du Trésor du même type que ceux émis.

Art. 7

L'activité du BWB, dans la mesure où elle s'étend au respect des prescriptions contenues dans la présente loi, est soumise au contrôle et à la surveillance d'un conseil de surveillance public composé du ministre des Finances ou d'un représentant désigné par lui, du ministre de l'Intérieur ou d'un représentant désigné par lui, du ministre de la Justice ou d'un représentant désigné par lui et de trois personnes élues par le Parlement pour une durée de deux ans.

Machine Translated by Google

Art. 8

Clause pénale : Peines d'emprisonnement pour toute atteinte intentionnelle aux valeurs mobilières de l'association assurée, ainsi que pour toute manipulation, notamment boursière, des titres de la banque centrale ou de leur taux de change, ou pour toute tentative en ce sens. De lourdes sanctions pécuniaires sont également prévues, même à l'encontre des personnes morales.

Les « conditions d'exécution » précisaient la composition du conseil d'administration et du comité consultatif, composé de représentants des ministères, du Parlement et des promoteurs immobiliers. Ce comité consultatif avait pour mission de contrôler la légalité de l'utilisation des titres de construction, d'examiner les remboursements, de vérifier les garanties hypothécaires, d'approuver les conditions d'hypothèque sur titres de construction sans intérêt, etc.

Les conditions supplémentaires régissaient alors le remboursement et l'apurement, les dépôts de garantie sur les séries de titres de construction émises et sur les sûretés enregistrées à cet effet, ainsi que des prescriptions supplémentaires concernant les plans de construction approuvés, etc. À cette époque, la création d'une telle banque sociale était motivée par l'immense besoin de logements et par le fait que le Reich et les provinces étaient incapables de maîtriser efficacement la crise. Les services du logement concernés pouvaient certes libérer des logements ici et là, mais ils ne pouvaient construire de nouveaux logements. L'activité de construction neuve souffrait d'une pénurie de matériaux, et surtout du fait que, compte tenu du contrôle d'urgence des loyers en vigueur, la construction de logements neufs était totalement non rentable pour les capitaux privés.

Les subventions accordées par le Reich et les provinces pour couvrir les dépenses de construction dites perdues étaient largement insuffisantes face à la dévaluation monétaire croissante.
Même les constructions de logements individuelles entreprises ici et là ne purent remédier à la crise du logement. L'octroi de prêts hypothécaires à taux avantageux était également impossible car, les loyers étant alors fixés, même les financements les moins chers ne pouvaient offrir un taux d'intérêt supérieur à 4 %.

Il arrive donc que, comme déjà suggéré dans les observations fondamentales, malgré un besoin criant – faute de rentabilité suffisante – ce besoin ne soit tout simplement pas couvert.

Or, si l'on parvient à supprimer le fardeau des intérêts annuels, si l'on met à la disposition de ceux qui ont besoin d'un logement des solutions sans intérêt, une forte impulsion sera possible sur le marché immobilier. Dès lors, non seulement le terrible manque de logements, avec tous ses effets néfastes sur la santé et le bien-être social, serait comblé, mais le marché intérieur serait également stimulé de façon extraordinaire, car tous les corps de métiers connexes – serruriers, charpentiers, couvreurs, plombiers, vitriers, installateurs, céramistes, poseurs de revêtements de sol et de carrelage, peintres et plâtriers – en dépendent. Ils trouveraient alors du travail, de quoi vivre et verraient leur pouvoir d'achat renforcé.

Cela signifie toutefois que ce financement de construction sans intérêt est proposé.

Ces notes de construction sont émises par la « Banque de construction sociale et économique ».
Les fournisseurs et les entrepreneurs sont payés pour la construction grâce à ces fonds. Le propriétaire du bâtiment rembourse les sommes reçues sans intérêt par mensualités adaptées sur une période de 30 à 50 ans, en fonction de la nature et de la durabilité de la construction. Ces titres de construction se distinguent de la monnaie du Reich ou des monnaies provinciales de la même manière que les billets de la Reichsbank se distinguaient des bons du Trésor. Comme indiqué précédemment, leur couverture matérielle intégrale est assurée par la création simultanée, au crédit de la banque de construction, de nouveaux actifs matériels (logements) d'un montant égal à celui des titres émis.

Machine Translated by Google

qui sont légalement garanties par l'enregistrement d'hypothèques sans intérêt d'un montant identique.

Dans ce cas également, la valeur totale des nouveaux bâtiments ne sera pas indiquée dans les notes de chantier, mais seulement les dépenses de construction réelles. Le terrain devra donc être mis à disposition au moins par les constructeurs, les sociétés de crédit immobilier ou les collectivités locales. De plus, au moins 10 à 30 % de la valeur du bâtiment devront être produits par les personnes ayant besoin d'un logement, dont 5 % seront conservés pour couvrir les frais administratifs de la banque de construction.

Le remboursement s'effectue ensuite sans calcul d'intérêts supplémentaires. De cette manière, la pleine propriété des propriétaires augmente d'année en année, de même que la valeur totale des biens conservés par la copropriété en garantie des obligations de construction émises.
De ce fait, le nombre de titres de construction en circulation diminue au fur et à mesure des remboursements effectués.

La nature juridique de ces fonds destinés à la construction n'est autre que l'émission d'une obligation.
Le débiteur de cette obligation est la banque de construction. Le créancier d'une obligation est le propriétaire actuel de ce lien.

Nul ne peut être interdit d'émettre des obligations ; l'acceptation générale de ces obligations comme moyen de paiement dépend toujours des circonstances extérieures. Comme indiqué à maintes reprises, les obligations de construction sont toujours, quelles que soient les conditions économiques et politiques, intégralement couvertes par les actifs matériels qui les garantissent. La banque ne risque donc jamais de rencontrer des difficultés.

L'acceptation universelle est toutefois garantie dès l'instant où l'État s'engage à garantir le remboursement temporaire des obligations de construction et, pendant la durée de ces obligations, à les accepter dans ses registres comme moyen de paiement ou lorsqu'elles sont déclarées comme moyens de paiement légaux.

L'acceptation d'une telle garantie ne représente pas, en pratique, le moindre fardeau pour l'État ; bien au contraire. Aujourd'hui, l'État doit débourser et payer des intérêts sur des sommes considérables chaque année, correspondant aux subventions qu'il a approuvées pour compenser les dépenses de construction non réalisées, puis les recouvrer par le biais des impôts. Ce dispositif est alors définitivement annulé.

Les subventions actuellement octroyées par l'État représentent donc en réalité une perte financière que la collectivité doit récupérer, et qui profite à quelques chanceux ayant effectivement réussi à s'emparer de ces subventions.

Ainsi, même si un débiteur défaillant parmi les bénéficiaires de titres de construction sans intérêt se trouve effectivement dans l'incapacité, à un moment donné, de remplir ses obligations, cela n'a aucune incidence sur les économies considérables réalisées par le budget de l'État, car celui-ci n'a pas non plus à consentir à des sacrifices irrémédiablement perdus.

Puisqu'il s'agit d'une tâche d'une grande importance sociale, il est justifié d'établir un
une société de droit public indépendante en tant qu'instrument et porteur de son exécution.

Ainsi, cette institution sera soustraite à la sphère des formes socio-économiques privées auxquelles, aux yeux du public, s'attachent naturellement des visées de profit personnel et d'enrichissement. Par ailleurs, elle sera soustraite au domaine de la pure entreprise d'État, envers laquelle, non sans raison, le public manifeste une certaine aversion dans toutes les questions économiques.

Dans le règlement d'application, tout doit être consigné, c'est-à-dire fondamentalement indispensable pour le public et pour la sécurité de la gestion des affaires de la banque.

Machine Translated by Google

Le conseil consultatif proposé peut étendre son influence au-delà de ce cadre. Il reflète d'ailleurs les intérêts de tous les groupes concernés.

La création d'une banque de construction sous la forme d'une personne morale de droit public a également l'avantage secondaire de faire en sorte que l'ensemble des valeurs patrimoniales ainsi créées n'apparaisse pas comme la propriété de l'État, mais comme la propriété d'une entité juridique indépendante, à savoir la banque de construction.

La structure juridique, ou le caractère légal, de cette banque de construction est donc la suivante : la banque de construction est une personne morale de droit public ; elle n'est pas composée de personnes physiques ; elle est elle-même titulaire des droits et obligations découlant de son activité. Elle n'est toutefois ni un organisme public, ni une institution étatique, ni membre d'un organisme d'État.

La création d'une telle forme juridique n'a certes rien de courant ni de traditionnel ; elle est néanmoins prévue par la loi. Cependant, les conditions actuelles exigent des institutions modernes. C'est précisément là que réside l'intérêt d'une telle institution : dépasser, d'une certaine manière, les limites de la tradition pour s'adapter aux exigences de notre époque.

Le déroulement de ces opérations s'explique mieux par un exemple concret : la banque de construction communique à l'avance les principes fondamentaux et les conditions préalables à remplir pour qu'une demande d'approbation de financement soit prise en compte.
Le demandeur adresse sa demande, accompagnée des documents nécessaires, à la banque de construction et, dans les cas positifs, conclut un contrat avec les personnes ayant besoin d'un logement (propriétaires).

Ce contrat doit prévoir en premier lieu toutes les dispositions de l'ordonnance relative aux banques de construction et de son règlement d'application, notamment l'obligation d'utiliser les fonds exclusivement pour la construction du bâtiment, l'obligation de constituer un prêt hypothécaire et les modalités de remboursement. De plus, toutes les autres conditions légales applicables doivent y être stipulées. Il convient en particulier de prévoir que le bénéficiaire du prêt ne puisse pas revendre le bien, ce qui est d'ailleurs déjà explicitement mentionné dans l'ordonnance hypothécaire. Les conditions de transmission successorale et les modalités de remboursement en cas de défaut de paiement doivent être prévues en conséquence, avec un ou plusieurs échéanciers de remboursement.

(Les détails découlent de la nature de cette affaire).

Étant donné que toutes les entreprises de livraison et tous les travailleurs sont payés exclusivement en billets de banque de construction émis par cette dernière, ces billets ne sont mis en circulation que pour la première fois, et ce, uniquement à hauteur des paiements correspondants effectués sur le bien immobilier. Les billets de banque de construction, émis par les travailleurs et les fournisseurs, parviennent ensuite au public. Compte tenu des garanties existantes, et notamment du fait que l'État se porte garant de ces billets et que les trésoreries publiques les acceptent comme moyen de paiement, le public les acceptera comme n'importe quelle autre monnaie. Il appartient donc au propriétaire du bien immobilier de s'acquitter de son obligation envers la banque de construction de rembourser annuellement 2 % des montants empruntés en billets de banque de construction. Autrement dit, le propriétaire et emprunteur hypothécaire doit produire chaque année 2 % en billets de banque de construction à partir des montants en circulation. En pratique, il arrivera que les emprunteurs hypothécaires encaissent les billets de banque de construction, qui circulent effectivement avec la monnaie locale, avant l'échéance de leurs remboursements et s'acquittent ainsi de leurs obligations.

Machine Translated by Google

obligation. Les chantiers de construction, toujours en activité, constituent un lieu particulièrement approprié pour se procurer des bons de banque destinés à la construction.

Supposons, pour se faire une idée, que des billets de la banque de construction soient émis chaque année à Munich pour un montant de 10 millions de marks-or. Sur ces billets, 200 000 marks-or seront restitués annuellement à la banque de construction. Ainsi, au bout de 50 ans maximum, la totalité des 10 millions aura été récupérée par la banque de construction. Au bout de 50 ans maximum également, les maisons construites grâce à ces fonds seront remboursées et deviendront la propriété de leurs propriétaires, libres de toute dette. Ce remboursement intégral s'effectue sans aucun intérêt inutile. Il est rendu possible grâce à la simple création de la banque de construction, garantie par l'État.

L'acte social réside dans le fait que l'État a créé la valeur de ces maisons à partir de rien, générant ainsi des revenus pour des milliers de travailleurs et d'entrepreneurs grâce à la construction de cet ensemble immobilier. Si l'on considère qu'il s'agit de milliers de maisons individuelles, des milliers de personnes sans terre deviennent ainsi propriétaires.

Différentes objections et réserves seront formulées, parmi lesquelles les plus importantes pourront être mentionnées :

1. L'objection de l'inflation. Cette objection est aussi naïve qu'infondée ; comme expliqué précédemment, l'inflation ne peut survenir que lorsqu'une monnaie non couverte est émise. Or, en l'espèce, la couverture matérielle s'oppose aux billets de la banque de construction ; par conséquent, même une quantité considérable de ces billets est sans conséquence.

2. L'objection selon laquelle cette question est nouvelle et non éprouvée est infondée. Cette objection est sans fondement, et la question est peut-être nouvelle pour l'Allemagne. Ailleurs, on est habitué à de tels certificats de créance sans intérêt garantis par des actifs matériels. L'exemple typique en est le warrant anglais, introduit il y a un siècle et toujours en vigueur. Le warrant est un titre qui confère à son détenteur le droit à une certaine quantité de fer brut entreposée dans un entrepôt central. Ces warrants servent de monnaie ; leur pouvoir d'achat est uniquement soumis aux fluctuations du prix du fer brut sur le marché mondial.

Si de tels warrants existaient en Allemagne, par exemple, ils seraient totalement indépendants des devises allemandes et de leurs fluctuations. Leur valeur serait liée au prix du fer brut, et ce prix serait automatiquement régulé en fonction de la monnaie.

Dans le warrant, nous trouvons un exemple significatif de la popularité de ce certificat de dette sans intérêt et de cet ordre de dette couvert par un actif matériel.

Dans la mesure où il est nécessaire de réaliser des constructions nouvelles d'envergure et d'importance économique nationale, il est impératif de construire des colonies entières en série.

Ce serait une vision erronée que de souhaiter construire des maisons individuelles, voire des maisons mitoyennes, uniquement lorsque la personne qui cherche un logement souhaite elle-même en devenir propriétaire. Le problème à résoudre est la crise du logement ; il ne s'agit donc pas principalement de logement, mais avant tout de créer des opportunités de logement. Ce besoin sera également comblé par la promotion de la construction commerciale d'appartements locatifs. Rien n'empêche donc un propriétaire d'immeuble locatif traditionnel d'obtenir des titres de construction pour la construction d'un nouvel immeuble locatif. C'est précisément dans ce cas qu'il sera possible d'exiger un acompte en espèces supérieur à 10 % du prix total de l'immeuble.

Machine Translated by Google

Nombre de ces personnes sont prêtes et en mesure de consacrer des sommes considérables de leurs propres deniers à la construction de logements si elles reçoivent, sous forme de subvention, un montant équivalent, partiel ou total, sans intérêt, de la banque de construction. C'est précisément l'absence d'intérêt dans ce prêt qui permet de prendre en compte cet aspect de la relance du marché du bâtiment, si crucial pour les grandes villes.

Cette banque sociale et économique étendra cependant ultérieurement ses activités au-delà du financement des immeubles de logements pour octroyer des crédits sans intérêt à des entreprises, des industries, des travaux publics, des améliorations agricoles, etc., d'importance économique nationale, même avec un délai de remboursement plus court.

Machine Translated by Google

L'État sans impôts

L'objectif principal de l'État national-socialiste est l'État sans impôts. Si, dans le contexte actuel, cela peut paraître une utopie délirante, voire une promesse trop belle pour être vraie, nous savons néanmoins que cet objectif est parfaitement atteignable, à condition, bien sûr, de supprimer l'énorme pression fiscale qui pèse sur la population.

Nous avons clairement démontré dans les chapitres précédents que, de nos jours, la quasi-totalité des impôts est absorbée par le seul paiement des intérêts. Nous payons des taxes sur chaque morceau de pain que nous mangeons, chaque chambre d'hôtel coûte plus cher en taxes, et chaque achat est grevé de la TVA. Mais toutes les recettes fiscales ainsi constituées ne suffisent pas, de loin, à payer les seuls impôts sur les dettes de réparation.

Il est toujours révélateur d'un manque de discernement et d'esprit critique de rejeter comme utopie un objectif aussi fondamental que l'État sans impôts. Pour qui nous a accompagnés sur les chemins sinueux et complexes de la politique financière contemporaine et qui n'a pas perdu le fil d'Ariane – l'obligation d'intérêt de l'État –, il devrait être aisé de trouver la sortie de ce labyrinthe inextricable.

Celui qui s'élève au-dessus des dégradations et qui, d'un point de vue élevé, observe les liens décrits : obligation d'intérêt de l'État – impôt – inflation, celui qui a reconnu que l'obligation d'intérêt de toutes les nations du cercle culturel occidental est le fait qui domine tout, celui qui a reconnu que nous vivons à une époque de renversement complet des conditions saines et raisonnables entre travail et richesse, celui qui ne peut plus ignorer la logique impérieuse selon laquelle l'État, en vertu de sa souveraineté financière, n'est pas entièrement contraint à l'emprunt mais qu'il peut financer de manière créative, par ses propres moyens, tous les grands projets d'État, pour lui, il ne s'agit que de la dernière étape vers un nouveau monde politico-financier que d'exiger un État dans lequel l'administration financière de l'État ne considère pas comme sa première tâche d'extraire le maximum d'impôts possible des citoyens mais, au contraire, de supprimer toute pression fiscale excessive et de stimuler l'économie nationale.

Nous sommes en mesure de présenter des données chiffrées démontrant qu'un État sans impôts n'est nullement une utopie, mais que cette possibilité est inscrite dans tout budget d'État bien structuré, à condition que l'État s'affranchisse du fardeau des intérêts. L'histoire des faillites d'États prouve qu'il peut y parvenir sans avoir à rendre de comptes : des dizaines de cas témoignent de la capacité des États, par la faillite, à se soustraire au poids des intérêts et de la dette.

Il serait trop hasardeux de revenir ici en détail sur la démonstration précise que j'ai donnée dans mon petit ouvrage polémique, « La faillite de l'État : la solution, à savoir l'ajustement du paiement des intérêts des emprunts publics par une transformation simultanée des obligations en actifs bancaires sans intérêt », ne mérite en aucun cas le nom peu glorieux de faillite, mais cette forme de libération de l'État et du peuple de leur dette à intérêts signifie en réalité la libération de l'État et de l'économie de chaînes insupportables.

Un ajustement de ces paiements d'intérêts aurait toutefois permis, avant même la guerre, de couvrir les dépenses de l'État pour l'ensemble de l'administration. J'ai présenté le budget de l'État bavarois de 1911 à titre d'exemple. À cette époque, les recettes de l'État bavarois provenant des entreprises publiques commerciales (chemins de fer, poste et télégraphe) s'élevaient à 120 millions de marks-or, et celles provenant des forêts domaniales à 40 millions. Le total

Machine Translated by Google

Les dépenses de l'ensemble de l'administration de l'État bavarois pour l'administration de la justice (tous les tribunaux de district avec leurs dépenses de personnel et de matériel, tous les tribunaux provinciaux, les tribunaux régionaux et les plus hautes juridictions de Munich, Nuremberg, etc.) s'élevaient à 27 millions d'euros. Ces fonds étaient destinés à l'ensemble de l'administration interne, vaste et très structurée, de l'État de Bavière – donc aux nombreux tribunaux de district, aux administrations départementales, à la police de Munich, à la gendarmerie, ainsi qu'aux nombreux autres organismes et autorités tels que les autorités sanitaires, l'hôpital provincial de vaccination, les instituts de recherche sur l'alimentation et les produits semi-luxueux, les sanatoriums et les asiles psychiatriques, le tribunal administratif, l'office provincial des statistiques, les services météorologiques, les chambres d'assurance, etc. – et étaient débloqués par le budget de l'État. Pour –, en 1911, 40 millions l'éducation, les écoles et l'Église, et donc en particulier pour tous les collèges, les lycées, les écoles préparatoires, les écoles latines, les écoles d'enseignement secondaire, les collèges, les écoles professionnelles supérieures, les instituts de formation des enseignants, pour toutes les écoles de construction et les écoles spécialisées de l'État, les écoles de commerce et de musique, les écoles d'agriculture et d'élevage, pour Weihenstephan80 et pour l'Institut de recherche biologique, pour tous les instituts d'enseignement pour femmes, et surtout pour les universités avec leurs innombrables collections et instituts, l'université technique, pour les autres universités d'art, pour les écoles de commerce, pour l'académie de musique, puis pour le Maximilianeum81, et encore pour les instituts centraux des sciences et des arts, l'académie des sciences, les collections scientifiques de l'État, les musées bavarois, la bibliothèque d'État, le théâtre d'État, etc., pour cet immense champ d'activités du ministère de la Culture avec ses milliers de fonctionnaires, avec ses énormes trésors artistiques dans les collections et les musées, qui nécessitent tous des bâtiments, une administration et un entretien, en 1911, 51 millions au total étaient Les dépenses ont été décaissées. Au sein du ministère des Finances, dont les fonctions ne se limitent pas à la perception de recettes fiscales, se trouvent les activités de l'administration forestière (qui emploie des centaines de forestiers), l'administration des mines, des fonderies, des salines, l'ensemble des services douaniers centraux et subsidiaires, la Monnaie royale canadienne, l'administration de la dette publique et la Banque d'État, les services topographiques et le service topographique provincial, ainsi que les établissements thermaux d'État, la brasserie de la Cour de Munich, etc. Cette entreprise, elle aussi d'envergure, a engendré des dépenses de 15 millions. Les dépenses du ministère des Transports ont été couvertes par ses propres recettes de fonctionnement. En revanche, les pensions des fonctionnaires retraités ont nécessité un montant considérable d'environ 36 millions.

Ainsi, au total, l'administration de la justice, l'administration intérieure, y compris les bâtiments – que je n'ai pas spécifiquement mentionnés ci-dessus – ainsi que l'administration des finances, ainsi que l'éducation et le développement, et les pensions ont demandé 27+40+51+13+36=167 millions.

Les excédents que les entreprises d'État, la poste et les chemins de fer, les mines et les forêts, ont versés au trésor public à hauteur d'environ 160 millions auraient donc presque suffi à couvrir l'ensemble du gigantesque appareil administratif de l'État – sans un sou d'impôts !

L'État sans impôts aurait donc été une réalité si le total des impôts prélevés sur le peuple bavarois, soit 60 millions d'impôts directs et 53 millions d'impôts indirects, auxquels s'ajoutent 31 millions de taxes, pour un total de 134 millions, n'avait pas dû être intégralement consacré au paiement des intérêts des emprunts. Rien que pour le paiement des intérêts de la dette de l'État bavarois.

---

[80] Weihenstephan est un cloître du XIe siècle situé en Haute-Bavière, transformé en 1803 en école forestière et brasserie d'État.

81 Le Maximilianeum de Munich a été conçu par le roi Maximilien II de Bavière comme siège d'une fondation étudiante. Depuis 1949, il abrite le parlement de l'État de Bavière.

Machine Translated by Google

ils ont exigé 84,6 millions (!) et la Bavière a dû verser 50 millions au Reich également pour le paiement des intérêts de la dette du Reich.

J'ai donné un bref aperçu des grands et petits domaines de la vie de notre État. Cela paraît d'autant plus important que le national-socialisme se souvient aussi de l'ampleur et de l'exemplarité du travail accompli par l'ancien État, un travail qui ne requiert aucune réforme ni amélioration, sauf en ce qui concerne des questions insolubles.

Même pour tout organisme étatique, il est vrai qu'il ne peut rester immobile s'il ne veut pas se figer. Dans bien des domaines, un esprit plus neuf et plus libre ne peut nuire, et ici et là, des réformes profondes s'imposent. Dans de nombreuses branches de notre appareil administratif, au moins un esprit nouveau doit s'installer, notamment celui de la responsabilité affirmée du fonctionnaire envers ses fonctions et les citoyens qu'il sert.

Un seul domaine a été contraint d'adopter des méthodes totalement erronées : l'administration financière de l'État. Si de telles circonstances sont possibles, c'est effectivement le signe qu'un changement radical s'impose. Or, cela était déjà vrai pour l'État d'avant-guerre, déjà à cette époque, contraint de verser des intérêts aux capitaux empruntés au secteur privé.

Rien ne révèle plus clairement la dépendance de l'État à l'égard des capitaux d'emprunt déjà existants à cette époque qu'un examen de la répartition des impôts sur les différentes formes de revenus. Selon le budget de 1911, sur lequel nous avons fondé nos observations jusqu'à présent, les propriétés foncières étaient imposées à 12,6 millions, les propriétés immobilières à 12,1 millions, les entreprises commerciales à 17 millions, mais, en revanche, les pensions de retraite, dont le montant total s'élevait à 253 millions de marks-or (!), n'étaient imposées qu'à 10 millions. Il s'agit là d'un traitement extrêmement indulgent envers ceux qui peuvent vivre sans effort et travailler aux dépens de la population active.

Les innombrables petits revenus de pension – nous pensons ici à la tranche de pensions de 70 à 700 millions de marks – représentent en effet, en chiffres, la masse prédominante des obligations fiscales liées aux pensions de capital, soit environ 150 000, mais ni leurs revenus d'intérêts ni leurs impôts, d'environ 0,7 million, ne joueraient un rôle dans le budget de l'État. Ce qui rend ces chiffres si remarquables à nos yeux, c'est le fait que l'important capital d'emprunt a créé chez ces centaines de milliers de petits bénéficiaires d'intérêts une puissante protection contre toute atteinte à leurs revenus d'intérêts, qui ne nécessitent aucun effort ni travail.

Il est aisé de convaincre ces petits épargnants que leurs économies leur garantissent, dans une certaine mesure, un droit durable aux intérêts, tant la similitude entre ces personnes, qui ont peiné toute leur vie et constitué leurs économies par leur travail, et les retraités de l'État ou salariés est frappante. Mais ce qui distingue cette conception de la pension, c'est que le droit à pension est personnel et s'éteint au décès, tandis que le droit aux intérêts est matériel et lié, indépendamment de la personne, de manière impersonnelle à la simple possession de l'argent, comme un « droit légal perpétuel ».

Nous aborderons plus en détail ces liens dans le cadre de la discussion sur les pensions générales de vieillesse, car ces observations nous permettraient de constater la transition entre l'intérêt éternel injustifié et la revendication légitime de chaque camarade national à une vieillesse sans soucis.

Ces petits bénéficiaires d'intérêts ne sont pas pris en compte dans la question qui nous occupe, à savoir le traitement remarquablement indulgent du capital d'emprunt par l'ancien État, mais seulement ceux qui engloutissent la part du lion des pensions de capital et qui se présentent ensuite comme les grands donateurs financiers de l'État.

Machine Translated by Google

Adieu donc à cette absurdité économique nationale d'une administration financière d'État à orientation capitaliste et place à l'État national-socialiste libre du travail et de la performance, affranchi de tous impôts.

Une fois libéré du poids de ses obligations d'intérêts, l'État pourra enfin révéler tout son potentiel. Si de nouvelles sources de revenus d'envergure s'y ajoutent, comme l'exploitation de l'énergie hydroélectrique et des ressources naturelles du pays, alors l'État sans impôts ne sera plus une utopie, mais une réalité réjouissante.

Si l'on souhaite néanmoins évoquer la politique fiscale de l'État national-socialiste, c'est parce que ces recettes fiscales auraient permis de financer de nombreuses tâches qui, en réalité, nécessitent une solution étatique, mais pour lesquelles le budget de l'État n'a jamais disposé de fonds suffisants. Nous pensons notamment aux vastes domaines de la santé publique, à la lutte contre les maladies vénériennes et l'alcoolisme, à la promotion du sport, au soutien plus substantiel des arts et des sciences, au congé de maternité, à la protection de l'enfance, à la construction de cités-jardins et, surtout, à l'accomplissement de la dette d'honneur du peuple allemand envers ses blessés de guerre, ses veuves et ses orphelins.

Les principes suivants doivent servir de lignes directrices à un système étatique national-socialiste en matière de politique fiscale :

1. L'imposition des intérêts sur les prêts internes est exclue.
2. Les impôts ne sont autorisés que pour couvrir les dépenses de l'État à des fins improductives, pour l'administration, l'administration de la justice, l'armée, la police et le système de santé et l'éducation, dans la mesure où les excédents des entreprises commerciales de l'État, des chemins de fer, des postes, des télégraphes, des forêts domaniales et des mines domaniales, ainsi que la fourniture d'électricité à partir des grandes bases interurbaines de l'État, ne suffisent pas à les couvrir.
3. Pour couvrir des besoins spéciaux ou des situations d'urgence particulières, notamment en cas de guerre, les impôts directs et indirects sont non seulement autorisés, mais obligatoires.
4. Les impôts directs peuvent s'appliquer à la propriété sous toutes ses formes, mais une gradation étendue doit être envisagée. Les revenus doivent rester exonérés d'impôt dans une certaine mesure. Il convient alors d'examiner plus attentivement qu'auparavant si le contribuable a une famille avec enfants ou d'autres responsabilités familiales.
5. Les fonctionnaires de l'État devraient être exemptés d'impôts. Pour les personnes mariées et leurs enfants… Des indemnités doivent être garanties.
6. En temps normal, les taxes indirectes ne concernent que les produits de luxe. L'État dispose ainsi d'un excellent moyen de contrôler et d'augmenter les prix de production des articles qui ne servent qu'à satisfaire les désirs d'un luxe ostentatoire, la profusion et la gourmandise, ainsi que les excès de la mode. Même les produits semi-luxueux comme le tabac, l'alcool et le vin, dans la mesure où ils ne présentent aucun intérêt pour la santé, seront soumis à des taxes indirectes. En revanche, toutes les taxes indirectes qui, aujourd'hui, exploitent la population, doivent être fondamentalement évitées. Nous entendons par là toutes les taxes indirectes absurdes qui ne font qu'augmenter les prix, sur le sucre, le sel, les allumettes, les lampes, la limonade, ainsi que les taxes sur le charbon qui renchérissent considérablement sa production, les taxes sur le transport des personnes et des marchandises, et surtout les taxes sur les ventes de biens de consommation.

7. La perception des profits de la guerre et de la révolution doit être effectuée au nom de la justice. Pour ce faire, il est indispensable d'établir au préalable une base de calcul raisonnable permettant de comparer la richesse actuelle à la richesse antérieure. Il convient également de distinguer, ici encore, la richesse issue du travail productif, pour laquelle la guerre a toutefois engendré un essor particulier. Il est tout à fait normal et

Machine Translated by Google

Il est tout à fait normal qu'une partie des profits de guerre, si importants soient-ils, soit reversée à la communauté. En revanche, une évaluation beaucoup plus rigoureuse s'impose dans le cas de la richesse provenant du commerce intermédiaire et de la spéculation.

8. Les droits de timbre et les taxes, ainsi que les impôts qui restreignent la libre disposition des biens, pour autant que cette disposition ne soit pas contraire à l'intérêt général, doivent être limités autant que possible. Sont également concernés les droits de succession et de donation.

Fondamentalement, la politique fiscale et financière devrait viser l'objectif final d'un « État sans impôts », car la tâche de l'État n'est pas d'extorquer de l'argent à ses citoyens afin de perpétuer une économie de prêts d'État fondamentalement erronée, mais d'améliorer le bien-être général de la population.

L'État n'a pas pour vocation de percevoir les intérêts des emprunts importants, mais de protéger la personne et les biens de ses citoyens et de mettre les ressources naturelles du pays au service de la collectivité. Les moyens nécessaires aux tâches étatiques improductives doivent, comme indiqué précédemment, provenir en priorité des excédents des entreprises publiques commerciales, puis des taxes sur les produits de luxe, en troisième lieu des richesses et revenus excédant ceux obtenus par le simple travail, et enfin de la classe moyenne possédante, ainsi que des taxes indirectes sur les biens semi-luxueux dont l'usage n'est pas vital. Ce n'est qu'en temps de guerre, lorsque la survie de la nation entière est menacée, que l'État peut exiger de la collectivité – de même qu'il peut exiger le service militaire de tous en vertu de sa souveraineté militaire –, et une fois encore en particulier des classes possédantes, une contribution financière à l'effort de guerre sous forme d'impôts directs et indirects.

En conclusion, nous pouvons ajouter quelques mots sur la question des « entreprises d'État commerciales ». Il convient de souligner que les entreprises d'État ne sont pas « rentables ». Nous avons déjà longuement abordé la question fondamentale de la rentabilité.

L'effort visant à gérer les chemins de fer, etc., « de manière commerciale », à les « libérer de l'entreprise publique non rentable » ou à « les intégrer à une économie mixte » ne dissimule que le désir à peine voilé des grands capitaux d'emprunt de s'approprier même cette composante considérable de la richesse nationale. Si l'État cède ne serait-ce que ces éléments de richesse, il se livre entièrement aux capitaux d'emprunt et, hormis le droit de percevoir les intérêts de ces capitaux, il ne dispose plus d'aucun domaine de souveraineté, ni d'aucun moyen d'agir de manière réglementaire et d'obtenir des recettes substantielles pour financer ses missions.

Machine Translated by Google

La libération financière et politique de l'État

Nous avons d'abord décrit les mesures à prendre pour éviter que des circonstances telles que celles que nous connaissons actuellement ne se reproduisent. Ces tâches exigent certes des solutions novatrices, mais elles peuvent néanmoins être réalisées sans qu'il soit nécessaire de porter atteinte au cadre juridique existant. Il en va autrement de la rupture des chaînes de la dette publique de notre État envers ses créanciers, tant internes qu'externes.

Les mesures à prendre sont en elles-mêmes extrêmement simples, mais leur mise en œuvre posera de nombreuses difficultés. Le remède à l'obligation perpétuelle d'intérêts des emprunts intérieurs est l'abolition légale de ce paiement. Par ailleurs, les grands capitaux, se faisant les porte-parole des petits retraités, s'indigneront bruyamment et profèreront les menaces les plus terrifiantes contre un État qui « foule aux pieds des droits inviolables », qui « commet une infraction à la loi qui le dépouillera du dernier brin de confiance ». Naturellement, les grands capitaux actionneront tous les leviers pour empêcher « ce crime énorme contre les lois économiques fondamentales ». Évidemment ! On ne peut pas vraiment s'attendre à ce qu'une puissance internationale renonce soudainement à ses prétentions de domination.

Dans cette bataille, il s'agit simplement de garder des nerfs d'acier et de ne pas se laisser aller à
Ayez peur des hurlements des coolies de la presse entretenus par la haute finance.

Le Juif mènera ce combat avec une ténacité acharnée, car il s'agit de « son honneur », comme disait le vieux Rothschild : « Mon argent, c'est mon honneur, et celui qui me prend mon argent me prend mon honneur ».

Certes, il ne faut en aucun cas prendre l'argent des détenteurs d'obligations d'État, mais il faut tout simplement supprimer les demandes légales qui, de fait, constituent une très grande injustice pour la communauté nationale.

Mais du point de vue de l'État, comme de celui de la population qui doit réunir des sommes colossales par son travail pour satisfaire ces « exigences légales des créanciers de l'État », il ne s'agit pas d'« exigences légales », mais de la plus grande injustice de tous les temps : un vol permanent des travailleurs au profit d'une poignée de grands capitalistes bénéficiant du soutien de l'État. Un État qui affranchit les travailleurs de l'esclavage des intérêts ne commet aucune injustice, mais il expie une injustice profonde dont il a lui-même été complice.

Bien entendu, cela implique une réorganisation complète de l'État actuel ; celui-ci doit décider s'il souhaite servir l'ensemble du monde ou s'il souhaite, comme c'est le cas actuellement, être le bailli de la finance internationale. Sur ce point, aucun compromis n'est possible. Seule une répression résolue permettra d'atteindre l'objectif et d'y remédier.

L'État national-socialiste est pleinement conscient de la portée de cette décision – il serait extrêmement difficile de franchir une étape aussi décisive si nous ignorions précisément ce que nous devons mettre en place à la place de l'économie capitaliste fondée sur les intérêts. Mais forts de cette connaissance, nous nous engageons avec la certitude absolue de la victoire dans cette bataille majeure de l'histoire mondiale. Nous savons que le règne des intérêts ne repose que sur le mensonge et la tromperie et, parce que nous le savons et l'avons clairement compris, nous savons aussi qu'une telle toile de mensonges et de tromperies, aussi laborieusement tissée soit-elle, peut être déchirée d'un seul coup.

Il ne reste plus qu'une question, la dernière, qui doit nous préoccuper : que diront les nations étrangères d'une réforme aussi radicale et surtout d'un refus de nouveaux paiements d'intérêts aux créanciers étrangers ?

Machine Translated by Google

Oui, que diront les nations étrangères à cela ? Cette question est déjà en soi extrêmement importante pour notre détresse allemande et aussi pour l'attitude cosmopolite des plus grands milieux.
Que sont, en général, les « nations étrangères » ? Sont-ce les Français, les Anglais, les Américains ? Les Suédois, les Néerlandais et les Norvégiens ? Les Russes ou les Chinois ? Ou encore les Indiens, les Fuégiens ou les Congolais ? En réalité, tous ces peuples appartiennent à la catégorie des « nations étrangères » par rapport à nous. Or, la grande majorité de ces « étrangers » gardera le silence, tandis qu'une minorité de Chinois, de Russes et de Français aura une vague idée de la situation. Enfin, il reste les gouvernements de nos ennemis de guerre et, bien sûr, les banquiers internationaux juifs, les seuls réellement intéressés, qui « ne manqueront pas de s'exprimer ». Quant à la réponse de la finance internationale, il est pourtant très facile de la prévoir. Elle s'emploiera, par tous les moyens à sa disposition, à qualifier une telle procédure de crime sans précédent contre l'humanité civilisée ; elle s'appuiera, par le biais de sa presse dévouée et avec tous les mensonges et distorsions possibles, pour soulever le monde dit civilisé contre une telle violation inédite des engagements pris ; elle annoncera l'effondrement total de l'Europe et tentera d'inciter la France, en tant que porteuse idéale de la civilisation européenne, à une guerre ouverte contre l'Allemagne. Voilà tout ce que les nations étrangères, c'est-à-dire la haute finance juive, pourront dire contre une telle tentative d'assassinat contre le pouvoir absolu du judaïsme.

On pourrait donc s'épargner la question elle-même et la réponse. Car il est clair comme le jour que la puissance contre laquelle est dirigée la guerre de libération ne se soumettra pas sans combattre, puisqu'il ne s'agit pas ici d'Allemands, pour qui les intérêts et les droits étrangers sont généralement plus sacrés que les leurs, mais d'hommes dont le trait le plus marquant est une volonté de puissance brutale.

Face à toutes ces questions historiques ultimes, il est parfaitement vain de spéculer sur les actions futures de l'ennemi, car il est évident qu'il n'autorisera ni libération ni révolte immédiate. Il est tout autre chose de considérer les moyens de puissance dont dispose l'adversaire et de connaître ses propres forces. Si, de plus, on sait précisément ce que l'on doit faire et ce que l'on fera, il faut alors observer comment l'ennemi parera l'attaque et ce n'est qu'alors que l'on pourra adopter les contre-mesures. Aucun plan militaire ne peut déterminer la campagne au-delà de la première attaque, mais il peut assurément donner les grandes orientations d'une action énergique. Il en va de même ici.

Dans notre cas, les adversaires sont difficiles à appréhender car il s'agit d'une puissance impersonnelle et supranationale. Le plan de campagne devra donc déterminer en premier lieu quelles puissances et quels intérêts ne sont pas considérés comme des adversaires. Ceci est important pour éviter un usage inutile de ces pouvoirs dans une direction qui ne présente aucun danger.

Derrière la question « Que diront les pays étrangers à cela ? » se cache surtout l'angoisse de ne recevoir, dans un tel cas, ni crédit, ni nourriture, ni autres matières premières de l'étranger.
Quelle est la situation actuelle ?

En tant qu'économie nationale, nous ne pouvons à long terme payer nos importations que par nos exportations, c'est-à-dire échanger des biens contre des biens, mais pas avec de la monnaie fiduciaire ni avec des « crédit Tout cela fonctionne un certain temps, tant que les pays étrangers accordent un crédit effectif, c'est-à-dire tant que les différents fournisseurs étrangers ont confiance que les importateurs allemands paieront les marchandises concernées à leur juste valeur. Mais cela n'est possible que si les importateurs ont perçu des paiements en devises étrangères en tant qu'exportateurs de produits allemands. La crainte de ne recevoir ni coton ni graisses,

82 Les habitants de la Terre de Feu, l'archipel situé au large de la pointe sud de l'Amérique du Sud.

Machine Translated by Google

Le refus de payer les intérêts internationaux, qu'il s'agisse de cuivre ou de fourrage, amalgame des questions qui, au fond, n'ont rien à voir les unes avec les autres. Même la puissance des grandes banques juives ne peut, à long terme, empêcher que les excédents des pays producteurs de matières premières n'atteignent d'une manière ou d'une autre les usines et les lieux de travail allemands, et de même, que les produits finis allemands ne trouvent leur place sur les marchés mondiaux. Cet échange mutuel de biens entre les différentes économies nationales s'effectue en effet selon les lois implacables de l'offre et de la demande. Bien sûr, sous la contrainte, et temporairement, des restrictions et des arrêts peuvent survenir, comme nous l'avons constaté pendant la guerre, puis dans la Ruhr⁸³. Mais ce sont là des mesures coercitives qui nuisent de la même façon aux pays étrangers.

On peut donc supposer avec certitude que le commerce de gros parviendra à couvrir les besoins d'importation absolument nécessaires. Il y aura toujours des pays neutres par lesquels ces importations pourront nous parvenir.

De plus, une économie nationale qui reprend conscience de ses devoirs envers la nation et qui, de ce fait, retrouve son efficacité en matière d'exportation, peut bien mieux compter sur le rétablissement de la confiance d'antan. Les crédits intermédiaires temporaires à l'importation et à l'exportation relèvent des maisons de commerce et reposent sur leur solvabilité personnelle.

Cette question comporte un autre aspect : la crainte de mesures coercitives politiques suite à la suspension du paiement des intérêts nationaux sur les obligations de guerre et autres obligations portant intérêt du Reich ou des Länder. Même cette hypothèse est extrêmement improbable, car il s'agit ici des créances d'intérêts de créanciers privés d'obligations d'État allemandes, pour lesquels il est difficile d'entreprendre une action politique. De fait, l'histoire des faillites d'États ne s'est jamais soldée par une intervention militaire après la suspension du paiement des intérêts. L'opinion contraire, selon laquelle les Français auraient immédiatement exercé des représailles, est totalement illogique. Autrement, les ennemis auraient dû intervenir militairement face à la chute du mark allemand. Cette chute a finalement dépouillé les créanciers étrangers d'obligations allemandes de tout. Nos mesures ne prévoient aucunement l'annulation de ces dettes intérieures de l'État allemand, mais seulement l'annulation des intérêts et la conversion des obligations en actifs bancaires. Le paiement en espèces peut, en revanche, être immédiatement proposé aux créanciers étrangers.

Comment est-il possible que, dans un tel cas, c'est-à-dire lorsque M. X. de l'Illinois ou de Chicago reçoit de son banquier l'information selon laquelle le gouvernement allemand rembourse les obligations de guerre en espèces et que ce montant a été crédité sur son compte, il soit furieux et mette son gouvernement en branle une action contre l'Allemagne ?

Il ne faut s'attendre à aucune résistance sérieuse de la part d'un gouvernement nationaliste allemand qui déclarerait l'annulation des intérêts de toutes les obligations portant intérêt, accompagnée de la transformation simultanée de ces obligations en actifs sans intérêt dans les banques d'État ou sur des comptes chèques postaux. Il est important pour nous que, par nos mesures, la communauté ne soit pas lésée ; le fait qu'une résistance vienne du côté capitaliste ne saurait entraver l'acte libérateur. On constatera précisément, dans le cas de cette mesure, qu'une séparation des âmes aura lieu et que la phalange fermée de ceux qui trouveront dans cette mesure gouvernementale une libération et

[83] Fin 1922, lorsque les Allemands furent reconnus coupables de graves manquements à leurs obligations de paiement de bois et de charbon aux Alliés au titre des réparations de guerre, les Français et les Belges, sous la direction du Premier ministre français Raymond Poincaré, occupèrent la région industrielle de la Ruhr en janvier 1923. La réaction allemande à cette occupation fut principalement une résistance passive, qui lui valut la sympathie de la communauté internationale et entraîna un assouplissement des conditions des réparations dans le cadre du pacte Dawes. Avril 1924 (voir ci-dessus p. 94), qui appelait également au retrait des troupes d'occupation alliées de la Ruhr.

Machine Translated by Google

La libération du travail de cette pression énorme concernera très bientôt tous les travailleurs. Seuls le milieu bancaire et boursier, ainsi que les petits retraités prisonniers de leurs privilèges, continueront de s'y opposer.

Celui qui travaille n'a aucun intérêt particulier à percevoir des intérêts bancaires sur ses actifs temporaires, et encore moins à payer des taux d'intérêt exorbitants pour des crédits ; son argent, qu'il utilise comme capital de travail, sert à générer des revenus. C'est pourquoi les chefs d'entreprise, les industriels et les commerçants sont peu enclins au maintien du système capitaliste d'intérêt. Cela apparaît évident à quiconque garde à l'esprit que les intérêts de l'État – comme nous l'avons clairement démontré – ne sont perçus que par le biais d'impôts directs ou indirects sur le revenu du travail des employés productifs.

Celui qui a clairement cette connaissance à l'esprit ne peut être ébranlé à aucun moment, car il s'agit bien d'un principe fondamental : l'État ne peut donner que ce qu'il doit reprendre à ses citoyens sous une forme ou une autre.

Les intérêts servant à payer les intérêts de l'État doivent impérativement être prélevés sur les travailleurs productifs. Nul n'échappe à ce principe, et surtout pas l'ouvrier qui ne dispose d'aucun placement à revenu fixe. C'est lui qui est le plus durement touché, car les impôts directs et surtout indirects l'affectent également de façon prépondérante. Le fait que le travailleur soit imposé avant tous les autres par le biais de l'impôt direct sur le revenu l'a déjà sensibilisé à ces questions ; il en va de même pour tous les salariés. Certes, ces derniers sont bien moins conscients des impôts indirects, bien plus radicaux – même s'ils en ressentent principalement les effets à travers l'inflation, comme l'a montré le chapitre consacré à l'« Inflation ». L'impôt indirect est l'impôt le plus inégalitaire. Il pénalise le travail au profit du capital-emprunt. Nul ne peut s'en soustraire, et c'est pourquoi il opprime le plus durement celui qui a les revenus les plus faibles. En revanche, les impôts indirects – taxes sur le charbon, le sel, les allumettes, le sucre, la bière et les boissons, taxes sur les transports personnels, etc. – ne gênent absolument pas le détenteur d'un capital important.

Il y a donc, parmi les travailleurs, quelqu'un qui s'oppose à un tel acte de libération.
Cela ne peut être dû qu'à un manque de connaissances et de compréhension de ces liens.

Le dernier point, et le plus difficile, qu'il nous reste à aborder dans ce chapitre est la question de la suppression des obligations d'intérêts internationaux – autrement dit, le refus de tout nouveau paiement d'intérêts sur les dettes de guerre.

Cette question est étroitement liée à la question historique allemande, elle est même la question allemande en général, car elle énonce : la nation allemande veut-elle la liberté ou l'esclavage ?

Nous savons que, face à de telles questions ultimes, seule une volonté inébranlable peut garantir la victoire – la réponse à cette question dépasse donc largement le cadre des seules observations politico-financières. Il est essentiel qu'une nation qui aspire à la liberté comprenne que son asservissement est avant tout un asservissement politico-financier, que c'est là que politique et économie sont intimement liés. Or, la nouveauté de la situation actuelle réside précisément dans le fait qu'elle est dominée par les considérations politiques liées au pouvoir financier, reléguant au second plan les considérations politiques liées au pouvoir militaire.

On peut effectivement parler de l'ère mammoniste comme d'une nouvelle époque. Le dieu Mammon est monté sur le trône de ce monde. Empereurs et rois s'inclinent devant lui. Parlements et gouvernements sont ses serviteurs soumis. Il a su contrôler de vastes mouvements, comme la lutte des salariés pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Le capital international a également fait de même.

Machine Translated by Google

Elle a mis les presses du monde entier au service de ses objectifs, tout en s'érigeant en administratrice du patrimoine culturel et en falsificatrice de tous les arts et littératures indigènes nationaux.

Nous avons reconnu les Juifs comme les plus éminents vecteurs de cette infestation et de cette domination mammonistes sur le monde, et ainsi le cercle de notre connaissance se referme une fois de plus sur la question de toutes les questions : la question juive.

La résolution du problème des intérêts est la résolution de la question juive. Dans notre interprétation, la résolution du problème des intérêts implique la fin de la domination mondiale juive, car elle anéantit le pouvoir du judaïsme mondial – son pouvoir financier.

Mais la solution du problème des intérêts est, de plus, au sens constructif, simultanément
Le temps aussi apporte la solution à la question sociale.

Le refus de payer les intérêts et les droits de douane sur la dette de guerre exposerait la finance internationale, voire la France, à la possibilité d'une prise de contrôle totale des finances allemandes. La suppression de tous les impôts du Reich servant actuellement au paiement des intérêts à l'ennemi constituerait avant tout une libération du joug fiscal absurde, un acte socio-politique majeur, et contraindrait l'ennemi à développer sa propre administration financière en Allemagne.

Mais si le peuple allemand voyait le percepteur d'impôts français ou juif assis dans chaque bureau des impôts et des pensions, et si les meilleures vaches étaient prises dans les étables des fermiers par ces oppresseurs étrangers, alors la colère et l'indignation deviendraient peut-être bientôt si fortes qu'une nuit suffirait à balayer le spectre étranger d'un coup de balai sanglant et à libérer l'Allemagne.

La question de savoir si, de manière générale, une puissance militaire entreprendrait une telle entreprise au service de Le pouvoir financier reste donc très discutable.

Les perspectives de notre volonté de libération ne sont nullement aussi défavorables qu'elles ont pu paraître au premier abord – bien au contraire. Dès le premier refus unanime de l'Allemagne de livrer ses « héros de guerre », ce « non » a dissipé le spectre de la libération.

La finance internationale cherchera sans aucun doute d'autres méthodes, notamment le boycott et l'asphyxie totale du marché international. Il est tout aussi certain qu'elle n'y parviendra pas, et le boycott des produits allemands contraindrait l'Allemagne, dans un premier temps et même temporairement, à se replier exclusivement sur son marché intérieur. Dès lors, une politique intérieure avisée – notamment par une promotion généreuse du logement – permettra de surmonter cette période critique et d'en tirer profit pour le bien-être de la population, en attendant que de nouvelles perspectives internationales se dessinent.

Cette ouverture sur le monde se réalisera grâce à la fin de la domination juive, même parmi les autres nations. En effet, la santé économique des nations ne pourra advenir qu'après leur guérison de l'emprise intérieure du poison judéo-maçonnique. Alors, les voies naturelles d'un commerce international et d'échanges économiques florissants entre les nations s'ouvriront d'elles-mêmes, et l'humanité, libérée de l'oppression juive, connaîtra une ère de prospérité sans précédent. L'Allemagne, cœur du monde, en bénéficiera particulièrement !

Machine Translated by Google

Machine Translated by Google

Version 1.0

Publié en l'an 130 de l'hégire, dans le Kali Yuga d'octobre 2018 du calendrier chrétien de Sudetenland Verlag.

SUDETENLAND VERLAG

Édité par Einar Birkemann.

Couverture du livre réalisée par Italo.